

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION 3  
BOURSE

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13271 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine MERCREDI 30 SEPTEMBRE 1987

Réapparu à Moscou après une absence de près de deux mois

## M. Gorbatchev a reçu au Kremlin une délégation française

### Une double leçon

M. Gorbatchev a donc reparu, apparemment en bonne condition physique. Le hasard, plus peut-être qu'une intention diplomatique délibérée - mais qui sait ? - a voulu qu'une délégation française soit la première à rencontrer le numéro un soviétique depuis son retour à Moscou. Curieuse satisfaction d'amour-propre pour le pays qui a jusqu'ici manifesté le moins d'enthousiasme pour le vaste programme de désarmement qui s'élabore entre Américains et Soviétiques. Le fait le plus important, cependant, est que la carrière de M. Gorbatchev n'ait pas été inopinément interrompue. Tout est bien donc qui, jusqu'à plus ample informé, finit bien. Mais deux leçons, au moins, doivent être tirées d'une aussi longue absence et de la manière dont elle a été ressentie en URSS comme à l'étranger.

La première est que la « transparence » a décidément ses limites. Le silence qui a entouré les prétendues vacances du secrétaire général du PC soviétique tranche fâcheusement avec le goût de la vérité dont font preuve les partisans les plus déclarés de la politique de « restructuration ». Toutes proportions gardées, on se serait cru ramené aux époques, aujourd'hui de mauvaise réputation, où les activités des principaux dirigeants de l'URSS relevaient des mystères du Kremlin. Combien de temps l'état de santé, déclinant, d'un Brejnev, d'un Andropov, d'un Tchernenko fut-il couvert par le plus épais des secrets d'Etat ?

La seconde leçon s'énonce sous forme d'interrogation : le sort de l'URSS - et du monde, dans la mesure où celle-ci y joue un rôle déterminant - dépend-il de celui de M. Gorbatchev ? En d'autres termes, tous les espoirs qui ont pris corps depuis que souffle à Moscou un vent de changement seraient-ils anéantis si le chef actuel du Kremlin venait à disparaître, physiquement ou politiquement ? Cela s'est vu il n'y a pas si longtemps après tout, lorsque l'ourri Andropov, qui avait suscité lui aussi bien des espoirs, succomba en 1984 aux coups conjugués de la maladie et de ses adversaires politiques.

Un plénum du comité central, une session du Soviet suprême, le sommet prévu avec le président Reagan devraient permettre assez vite, dans les semaines qui viennent, de savoir si M. Gorbatchev sort diminué ou non de cette étrange éclipse. Restera ce sentiment troublant - qui fait mesurer la distance qui sépare encore l'URSS d'un système démocratique - que tout ou presque repose sur la personnalité d'un homme, que tout pourrait être compromis par sa disparition ou une révolution de palais. Eloquente illustration des propos tenus la semaine dernière devant Lionel Jospin par Andreï Sakharov, qui décrivait la politique de « restructuration » comme « fragile » et « contradictoire ».

M. Mikhaïl Gorbatchev, qui n'avait pas été vu en public depuis le 7 août - c'est-à-dire depuis près de deux mois, - est réapparu, mardi matin 29 septembre, à Moscou.

Le numéro un soviétique a reçu au Kremlin une importante délégation française - dans laquelle figurait notamment M. Pierre Mauroy, ancien premier ministre - avec laquelle il s'est longuement entretenu.

Apparemment en pleine forme, bronzé, M. Gorbatchev a dialogué pendant plus de deux heures avec ses hôtes. Il a traité avec humour les multiples rumeurs qu'avait fait naître son absence prolongée, sans toutefois éclaircir totalement le mystère qui l'a entouré. Le secrétaire général du PC soviétique s'est borné à indiquer qu'il avait en fait pris des vacances - bien « gagnées », a-t-il dit - entre le 24 août et le 24 septembre. Il n'est d'ailleurs pas resté inactif durant ce repos, qui a été en partie consacré, a-t-il précisé, à la préparation du rapport qu'il doit présenter début novembre à l'occasion des cérémonies qui marqueront le sixième centenaire de la révolution d'Octobre.

« Votre absence a été remarquée », a observé M. Mauroy au cours de la conversation, mais elle souligne surtout votre présence. » Dans une intervention

sur un rythme très vif, et qui a occupé la moitié de la rencontre, le chef du Kremlin a notamment critiqué avec vigueur « la presse française bourgeoise soi-disant libre et indépendante ».

(Lire la suite page 3.)



PLONTEL

La réunion du comité central

## La direction du PCF pousse la CGT à durcir ses actions

Le comité central du PCF s'est réuni, à huis clos, le lundi 28 septembre. M. Pierre Biotin, membre du bureau politique, a présenté un rapport introductif sur la situation politique.

M. Georges Marchais a évoqué le « gauchissement » du discours de M. Mitterrand. Des nombreuses interventions, ressortit la volonté du PCF de durcir les actions de la CGT à l'approche de l'élection présidentielle.

Long d'une quarantaine de feuillets, le rapport de M. Biotin souligne l'urgence nécessaire pour le PCF « de rassembler » les gens. Ce document affirme que le programme du parti (justice, liberté, paix), qui sera adopté lors du prochain congrès, est un canevas à

long terme qui ira donc au-delà de l'élection présidentielle pour la mise en œuvre du socialisme. Selon un membre du « parlement communiste », le rapport Biotin « explique clairement qu'il n'est pas question de faire campagne pour Lajoie ». Une phrase du rapporteur paraît, en effet, surprenante : « Pour sa part, a-t-il dit, André Lajoie, notre candidat, participe aux efforts de tout le parti pour rassembler dans l'action contre la politique de la droite. » Sur le plan anecdotique, le rapport émet une idée nouvelle concernant la jeunesse : la nécessité pour le PCF de se préoccuper des enfants de parents communistes !

Après une « petite heure » de présentation du rapport par M. Biotin, la séance de discussion s'ouvre sous la présidence de M. François Hilsun, rédacteur en chef de l'Humanité Dimanche.

OLIVIER BIFFAUD.

(Lire la suite page 8.)

## Un entretien avec le président d'EDF

« Nous pourrions être amenés à une révision déchirante sur Superphénix. »

Tandis que l'opinion, impressionnée par Tchernobyl, est de moins en moins favorable au nucléaire, la direction d'EDF prend, pour des raisons d'économie, ses distances à l'égard de l'atome. M. Pierre Delaporte, président de l'établissement depuis quatre mois, explique, dans l'entretien qu'il nous a accordé, qu'il souhaite ralentir au maximum le rythme de commandes des centrales nucléaires. Il n'exclut pas une « révision déchirante » au sujet des surgénératrices comme Superphénix s'ils ne font pas preuve de leur rentabilité. Il estime aussi que les effectifs d'EDF devront baisser, pour la première fois depuis quinze ans.

« Pour la première fois cet été, EDF a arrêté une centrale nucléaire pour des motifs non techniques mais économiques. Le suréquipement prévisible pour 1990 est-il d'ores et déjà sensible ? »

« EDF a toujours arrêté, l'été, un certain nombre de centrales, car la puissance installée, même parfaitement adaptée à la demande d'hiver, est surabondante par rapport à la consommation estivale, beaucoup plus faible. Désormais 75 % de l'électricité est d'origine nucléaire. Nous allons donc continuer de plus en plus souvent à arrêter des centrales nucléaires l'été. On ne peut pas en déduire que le « suréquipement », un mot que je déteste, soit déjà évident.

« Quel terme préférez-vous : Avance ? »

« Oui, ou bien réserve de capacité. »

« A combien l'estimez-vous ? »

« En ce moment nous avons juste ce qu'il faut. Rappelons-nous qu'il n'y a pas si longtemps cette maison abritait l'hiver avec angoisse. »

« Serons-nous équipés au-delà de l'optimum économique en 1990 ? Oui. De combien ? Cela dépend des hypothèses de croissance de la consommation, mais on peut chiffrer cette avance à environ cinq tranches. Cela veut dire que nous aurions pu nous passer pendant quelques années de cinq réacteurs nucléaires en laissant en activité de vieilles cen-

trales au charbon ou au pétrole que nous allons réformer. »

« Nous avons donc dépassé l'optimum économique, mais ce n'est pas dramatique : le surcoût correspondant ne pèsera pas plus de 2 % sur les tarifs pendant quelques années, alors que la mise en route du programme nucléaire nous a procuré un avantage économique infiniment plus grand. Si vous prenez l'exemple de notre clientèle industrielle, elle aurait, à l'optimum, bénéficié d'une baisse relative des prix de 20 %, cette diminution sera en fait temporairement ramenée à 18 %. Cela veut dire qu'on a fait dix pas en avant et un en arrière. »

Propos recueillis par VÉRONIQUE MAURUS. (Lire la suite page 43.)

### Juges d'instruction et détention

Un nouveau projet de M. Chalandon suscite de nombreuses réactions.

PAGE 11

### Succession à la japonaise

Grandes manœuvres à Tokyo pour la désignation du prochain premier ministre.

PAGE 5

### Trois réformes à l'Université

Transformation du régime des thèses, recrutement d'étudiants-enseignants et changement de statut pour Paris-I et Nantes.

PAGE 16

### Mort de Henry Ford II

L'ancien président de la compagnie de construction automobile était âgé de soixante-dix ans.

PAGE 48

### L'avenir du cinéma américain

Une rencontre avec M. David Puttnam, ancien PDG de la Columbia.

PAGE 19

### Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

### La polémique sur le tabagisme

Le PDG de la SEITA, dans un entretien au « Monde », conteste le rapport officiel du docteur Hirsch : « Il faut distinguer tabagisme et usage du tabac. »

### Entretiens de Bichat

Des milliers de médecins assistent à la 41<sup>e</sup> session des Entretiens de Bichat, à Paris.

Synchrotron : les Britanniques se mettent sur la touche

Championnats radioactifs

Pages 23 à 25

Le sommaire complet se trouve page 48

Un sondage sur les 16-24 ans

## Jeunes, individualistes, généreux...

Parmi les présidentiables, M. François Mitterrand est - de loin - celui dont les 16-24 ans se sentent le plus proche, selon un sondage BVA réalisé pour Antenne 2, le Monde et NRJ, avant l'émission « La marche du siècle » consacrée le mercredi 30 septembre par la deuxième chaîne à ceux qui auront trente ans en l'an 2000. Des jeunes à la fois individualistes et généreux.

La manière très nette dont M. Mitterrand « sème » les autres présidentiables, notamment M. Rocard, laisse à penser qu'il n'est pas perçu de la même manière qu'eux par les jeunes. A cause de la fonction qu'il exerce ? De son âge ? De son image d'homme de culture et de sage ? Difficile à dire. Cela doit être rapproché, en tout cas, de l'engouement des étudiants pour le Parti socialiste que révélait en mars

1986 un sondage du Monde-Campus.

Mais tout aussi frappant est le fait que 15 % des jeunes ne savent pas de quel homme politique ils se sentent le plus proche et que 13 % d'autres n'en voient aucun. D'autres, quand on leur demande dans quelle organisation ils seraient prêts à s'engager, très peu citent les partis politiques et les syndicats.

Ce scepticisme, sinon ce mépris pour le monde politique, n'empêche ni le civisme ni le respect des institutions. En effet, la grande majorité des plus de 18 ans déclarent avoir l'intention de voter à la prochaine présidentielle. Tous ne sont pas encore inscrits sur les listes, loin de là, mais la moitié des non-inscrits envisagent de régulariser leur situation, ce qui paraît tout de même un beau score.

Elle est loin, la « bof génération » ! Rien ne caractérise moins

les 16-24 ans que le fatalisme et l'indifférence. Ils brillent au contraire par leur pragmatisme, leur souci de réussir, leur générosité et une étonnante « conscience de classe ». Classe d'âge s'entend, car les différences sociales s'estompent d'année en année : un fils d'ouvrier n'a jamais autant ressemblé à un fils de cadre supérieur ou de médecin. Et les filles n'ont jamais été aussi proches des garçons.

Cette homogénéité explique sans doute l'étonnante capacité de mobilisation de jeunes, comme l'a montré, l'année dernière, la bataille contre la loi Devaquet. Les intéressés ont été les premiers surpris de leur irruption réussie sur la scène sociale. Ils ne venaient pas défendre une idéologie, mais un principe et un droit.

ROBERT SOLÉ.

(Lire la suite page 14.)

JACQUES ROUBAUD

après La belle Hortense

Jacques Roubaud

L'enlèvement d'Hortense

95F

RAMSAY

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Côte-d'Ivoire, 316 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 145 pes. ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 140 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 11,50 sc. ; Suisse, 1,50 fr. ; USA, 1,50 \$ ; USA (West Coast), 1,75 \$.



# Débats

## Un entretien avec le président du CRIF

M. Théo Klein évoque les déclarations de M. Le Pen le Proche-Orient et les relations avec l'Église.

Après la célébration de Rosh Hashana, le Nouvel An juif, M. Théo Klein, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) et, à ce titre, président du Congrès juif européen (CJE), évoque, dans l'entretien qu'il nous a accordé, les préoccupations de la communauté juive de France.

« Que pensez-vous des déclarations de M. Le Pen sur le génocide juif ? »

« Depuis quelques années, et particulièrement depuis qu'il est candidat à la présidence de la République, M. Le Pen essaie de se donner un visage nouveau. Il est allé chercher l'absolution auprès de nos coreligionnaires aux États-Unis, il a fait patte de velours auprès de Sir Alfred Sherman en Grande-Bretagne ; il cherche, curieusement, à l'extérieur, et pas tellement en France, une caution juive. »

« Je crois qu'il a, purement et simplement, dérapé, en laissant échapper quelque chose qui est le fond de sa pensée. »

« M. Le Pen - c'est le reproche que je lui ai toujours fait, et je n'en ajouterai pas d'autre - a introduit dans le débat politique français la discrimination, c'est-à-dire une arme pouvant conduire à tous les excès et à des Auschwitz nouveaux. Je ne prétends pas que M. Le Pen ait l'intention de faire assassiner qui que ce soit, mais il ouvre la porte à des tentatives de ce genre. »

« Je suis heureux, en tant que Français et parlant à l'étranger à d'autres juifs, de constater l'unité de la condamnation renoncée par les propos de M. Le Pen, et de pouvoir dire que la réaction de l'ensemble du monde politique, médiatique, intellectuel et, peut-être, d'une grande partie de la population, a été exemplaire dans cette affaire-là. »

« Le « révisionnisme », n'est le génocide juif, vous parait-il inquiétant, ou anecdotique ? »

« Il faut attendre pour en juger. Observons simplement que les arguments « techniques » avancés par les « révisionnistes » ne changent rien au fait que nous, qui avons perdu des membres de nos familles, nous savons bien qu'ils sont morts. Ils ne sont pas revenus. Les « révisionnistes » ne les ont pas réinventés. Pensez-vous nécessaires des sanctions pénales contre la négation des crimes nazis ? On ne peut pas édicter des vérités historiques par la voie législative ou réglementaire. On peut, en revanche, condamner ceux qui incitent à des actes criminels ou ceux qui portent atteinte à la mémoire des gens qui ont souffert. Les protections légales peuvent peut-être, sur ces deux points, être améliorées. »

« Après les déclarations de M. Le Pen sur le génocide, allez-vous renforcer la dénonciation des alliances régionales entre la majorité et le Front national ? »

« Nous avons dit, il y a longtemps déjà, que l'on ne pouvait

pas admettre, dans le débat politique français, des forces qui prônent la discrimination, car elles tendent à détruire la démocratie. Nous souhaitons qu'il n'y ait ni un système électoral qui favorise ces forces-là, en leur donnant une apparente légitimité, ni des alliances qui leur permettent, d'une autre façon, d'accéder à cette légitimité. Notre point de vue n'a pas changé. Le système électoral a été modifié. Il reste les alliances, extrêmement pénibles et mettant ceux qui les pratiquent dans la situation d'approuver des théories que, d'autre part, ils disent combattre. »



« Comment jugez-vous les positions du monde politique français sur le problème de Proche-Orient ? »

« M'entretenant avec MM. Raymond Barre et Edouard Balladur, après des voyages qu'ils avaient faits en Israël, j'ai été frappé par le fait que tous les deux m'ont dit : il faut être très modeste dans ces affaires-là, essayer d'aider ceux qui ont à résoudre ces problèmes, et ne pas prétendre apporter, de l'extérieur, la solution appropriée. »

« Je souhaite que les dirigeants français, qu'ils soient de gauche ou de droite, aident ceux qui veulent négocier, sans faire intervenir des notions qui risqueraient de tout bloquer. Il n'y a pas, à l'heure actuelle, dans la démocratie israélienne, de majorité pour une conférence internationale avec l'OLP. Il y a, sans doute, une majorité pour une conférence internationale sans l'OLP. Qui pourrait croire qu'une conférence sur la paix au Proche-Orient, avec l'OLP mais sans Israël, serait utile ? »

« Nous allons aborder une campagne électorale. C'est l'occasion de rappeler que les membres de notre communauté sont aussi divers, dans leurs choix politiques, que les autres citoyens français. Avec sans doute un pourcentage plus faible pour les extrêmes et, espérons-le, nul pour qui vous savez... Nous irons aux urnes dans le désir de renforcer la démocratie, l'unité européenne, et de voir mener une politique qui préserve les droits de l'individu, sa liberté, son droit au travail et à la santé. Nous serons, bien sûr, attentifs à tout ce qui sera dit sur la politique extérieure de la France, notamment le renforcement de son rôle en vue d'une stabilisation de la situation au Proche-Orient. »

« Vous avez été très sévère lors de la décision du pape de recevoir M. Kurt Waldheim. Après le voyage de Jean-Paul II aux États-Unis, comment voyez-vous les relations entre l'Église catholique et les juifs ? »

« Je n'ai pas mis en cause le pape, sachant ce que la personne du Saint-Père représente comme symbole et comme force dans le monde catholique. J'avais protesté auprès du secrétaire d'État, Mgr Casaroli. Je lui ai fait savoir, récemment, que j'avais été étonné de ne recevoir aucune réponse de sa part, pas même un accusé de réception. Pour fonder des relations efficaces entre l'Église catholique et le peuple juif, il faut au moins que, de part et d'autre, on ait le sentiment de l'égalité parfaite. »

« La communauté juive des États-Unis, dans sa grande majorité, semble satisfaite du voyage du pape dans ce pays. La communauté américaine représente, dans la vie du peuple juif, un élément fondamental, mais ce n'est pas le seul. Nous, Européens, nous avons le désir, comme tout le monde, de mettre un terme à des difficultés de plusieurs siècles, et dont nous avons subi les conséquences les plus affreuses. Nous sommes donc très favorables à un réel dialogue avec l'Église. »

« L'affaire Waldheim doit être traitée, en Europe, suivant des critères qui permettent d'aboutir à un résultat. Nous ne pouvons pas traîner cette affaire jusqu'à la fin des temps. Il est important que le gouvernement autrichien ait fait l'effort de nommer une commission internationale d'historiens ; il a, ce faisant, reconnu qu'il existe une affaire Waldheim. Nous souhaitons qu'il ait, ensuite, une commission de hauts magistrats à la retraite, choisis parmi les anciens membres des Hautes Cours de différents pays, qui puisse émettre un « verdict », du moins une appréciation, émanant de personnalités respectables et indépendantes et apportant une leur vérité dans une affaire où, il faut bien le dire, M. Waldheim a tout fait pour que la vérité n'éclaire pas. »

« Où est en la mise en place du Congrès juif européen ? »

« Le CJE a prouvé qu'il existe. Il s'est réuni à Athènes, dans un pays dont la communauté juive a payé un prix particulièrement lourd pendant la guerre, 65% de ses membres ayant été déportés. J'ai été très surpris de la réaction de M. Edgar Bronfman, président du Congrès juif mondial, qui a critiqué le choix de la Grèce et décidé de ne pas assister au congrès à Athènes. Il est plus facile de se réunir là où il n'y a pas de problèmes, mais plus utile d'aller là où il y en a. »

« Je me suis permis, en tant qu'Européen, de dire à Athènes qu'il n'est pas admissible que la Grèce, qui va prendre la présidence de la CEE en juillet prochain, n'ait pas de relations diplomatiques normales avec Israël. L'Assemblée générale du CJE a souligné le désir intense de toutes les communautés juives d'Europe, de l'Est comme de l'Ouest, de travailler ensemble et de s'exprimer en tant que Communauté européenne, non pas contre la communauté américaine, mais dans le cadre européen qui est le nôtre. »

Propos recueillis par PATRICK JARREAU.

### TÉMOIGNAGE

## Auto-analyse d'un cadre « dans les choux »

La cinquantaine passée et le chômage au bout des ambitions : exister quand même...

Un actif, dans notre société, éprouve un malaise lorsqu'il se retrouve au chômage.

Mon avenir devient incertain, je ne sais pas si je vais retrouver un emploi et, si j'en trouve, est-ce à court ou à moyen terme ? En trouverai-je même un ? J'ai plus de cinquante ans. Je vais tôt ou tard manquer d'argent, je vais devoir changer ma vie, le mettre dans un rapport différent avec tout ce qui m'entoure. Je ne peux pas me tourner vers le futur, alors je me tourne vers le passé.

Devenu un cadre, j'avais, à mon niveau, pris sur mon environnement, et une de mes fonctions essentielles était de prévoir son évolution au futur. Lorsque l'on se cantonne à l'exécution stricte de tâches répétitives, et qu'on se retrouve, innocente victime d'une cessation d'activité, au « chômage », on ne porte aucune responsabilité sur le sinistre qui vous frappe. Mais quand on s'adapte sans cesse au changement, que l'on fait évoluer les outils de production, que l'on a cherché à convaincre ses supérieurs, que l'on a fait de la formation sur ses subordonnés, on est dans une situation différente.

Je revendique une part de responsabilité. Le cadre est responsable, il participe de plus près à la prospérité de l'entreprise parce qu'il a la compétence, il est impliqué dans ses échecs.

Mes efforts n'ont pas porté leurs fruits. Mon savoir-faire a-t-il été suffisant, les solutions que j'ai proposées étaient-elles les bonnes ? Ai-je été suffisamment convaincant ? Les affaires que j'ai gérées l'ont-elles été avec succès ? Les résultats que j'ai atteints étaient-ils les meilleurs ? J'ai le temps aujourd'hui d'en douter.

Réflexion sur moi-même. Ai-je été trop téméraire ? J'étais curieux et ambitieux, je réussissais dans ce que l'on me demandait à faire, je me passionnais pour mon travail, et voulais approfondir. Un sujet épuisé, je passais à un autre. Ce marchait. Un changement d'entreprise était facile, après une expérience de trois ou quatre ans, un enrichissement professionnel était sanctionné par une promotion ! Je me sens riche d'expérience !

Alors, les souvenirs de ma carrière se mettent à défiler. La

par JEAN-FRANÇOIS RENAUD (\*) conjuguaison du futur m'est désormais interdite - ma trajectoire est interrompue. Les artilleurs disent qu'elle « tombe dans les choux » !

Je revis chaque épisode en me demandant s'il n'a pas été un handicap, si chaque succès n'a pas été un échec et si chaque action n'a pas été une erreur. Lorsqu'on m'a proposé ceci ou cela, et que j'ai refusé, parce que je n'étais pas intéressé, j'aurais dû accepter. Celui qui a été choisi en est arrivé à tel point, il est heureux maintenant, j'aurais eu accès à ce succès, moi qui suis au « chômage » !

### Les moments noirs

Peut-être ma mémoire enjolive-t-elle les situations. Telle décision fut-elle prise pour des motifs sordides de coût ou grâce à mes arguments ? Les événements de la vie sont dus à un faisceau de circonstances, et non à une seule raison, technique ou divine ! Lorsque j'ai agi, j'aurais dû ne rien faire, mon prédécesseur avait eu de l'avancement sans rien changer ! Dans les moments noirs, ce défaut prend le couleur d'un cercle vicieux, pavé d'occasions manquées et d'erreurs de jugements, qui mène à mon échec final : l'état de non-travail.

Tout le film de la vie active est maintenant vu « en négatif » et ses images passent à rebours. Pour ceux qui m'entourent, la vie continue. Les besoins du plus grand nombre sont satisfaits, chacun mène une vie normale, on assiste à des réussites. Je ne vois plus la vie avec les mêmes yeux que ceux avec qui je parle, je m'en décarde et je m'en isole. Ma sensibilité est modifiée par cette inversion des couleurs. Le travail qui use, et fatigue l'époux qui revient du labeur, exténué, c'est mon but ! Le loisir bien mérité qui défend et amuse, c'est le jouissance impudique des nantis ! Les heures ouvrables où tout le monde s'entasse dans les transports en commun et sur les routes, ce sont mes allées insulaires.

Le terrible moment est venu de chercher en soi une force nouvelle, pour repartir. L'ancienne

force, on baignait dedans sans le sentir, c'était la force du groupe. La communauté des buts, des intérêts, des routines, des parcours, m'alimentait sans que j'en sois conscient. Je me retrouve hors du groupe. Je suis sévré de l'ancienne force. Je halète, hors du matériel bureau.

Je vais jouer un rôle. Le rôle de celui qui est toujours dans le système, qui en tire sa joie candide et qui se situe par rapport à ses valeurs. Je suis un cadre moyen qui connaît ceci et cela, qui s'habille en cadre moyen, se lève à la même heure que tous les cadres moyens, lit les mêmes revues pour s'informer des mêmes derniers développements de la même technique.

Je vais bien, je suis heureux et en forme élastique, je fais du sport, j'ai des hobbies, je suis un « challenger », un « bettar ». Mais je deviens exagérément sensible à des propos innocents : « Comment vas-tu ? » - Très bien, merci ! - As-tu des pistes de travail ? - Oui, j'ai ceci et cela. La fois d'après : « Et la piste dont tu me parles ? » - Échec. - L'autre piste alors ? - Échec aussi ! Je ne vais plus jouer de l'évocation d'espérance. Si on dit carrément qu'on n'a pas de pistes, c'est laisser entendre qu'on ne cherche rien. Alors il ne faut plus rien dire. « Si je trouve un jour, tu le verras à mes yeux, sans que j'aie à te le dire ! »

En attendant, on est sans force. Il faut la faire renaître du plus profond de soi. Il faut répondre à conjurer le futur à la première personne du singulier. La relation avec l'entourage doit changer. On a mérité, ça arrive à tout âge ! Je ne veux plus jouer un simple rôle mais vivre justement, sans être une simple victime du dégrèvement économique de notre société de consommation.

J'ai une valeur. Elle ne s'exprime plus en kilowatts/heure, mais en Unité/Coût/Matériau/Grise ! Mesure à cette seule, elle est grande ! J'existe. Je vais gagner.

(\*) Cadre, membre de l'Association « Cadres pour l'Entreprise » (association de soutien des cadres au chômage), 6, rue Albert-de-Lapparent, 75007 Paris. Tél. : 45-67-33-38.

## Au Courrier du Monde

### Algérie : Une mise au point de M. Jacques Soustelle

Le Courrier du Monde et des Documents d'Algérie publié par le Centre de documentation de la politique algérienne, a pour but de relever la phrase me concernant personnellement, page 4 : « Jacques Soustelle, gouverneur général, passe d'une politique libérale à une politique répressive. »

La politique que j'ai menée en Algérie tout au long de l'année 1955 est demeurée dans ses grandes lignes conforme aux directives que j'avais reçues de François Mitterrand, ministre de l'Intérieur, et de Pierre Mendès France, président du conseil, lors de ma nomination, puis confirmées par Edgar Faure, chef du gouvernement. Elle avait pour

principe d'abord d'appliquer loyalement le statut de l'Algérie avec toutes ses conséquences favorables à la population musulmane, ensuite de préparer l'« intégration » (terme que je n'ai pas inventé et qui fut employé notamment par Mendès) de l'Algérie à la République, c'est-à-dire l'égalité des droits et des devoirs sans aucune discrimination, et la liquidation des vestiges de la situation coloniale. Dans la pratique, j'ai développé l'accession des musulmans à la fonction publique, créé les SAS et les centres sociaux, mis en œuvre la réforme des communes, et plus généralement élaboré un plan que l'Assemblée algérienne était prête à voter à une écrasante ma-

rité quand est malheureusement intervenue, en décembre, la dissolution du Parlement. Il n'y a donc pas eu de rupture, de revirement, de passage du « libéral » au « répressif ».

Naturellement, comme c'était le devoir de toute autorité responsable, j'ai réagi face aux exactions terroristes du FLN, qui brûlait les écoles, mutilait, égarait. Cette action défensive n'avait de sens et ne se justifiait à mes yeux que par la nécessité de rétablir l'ordre et la paix pour mener à bien une large politique de réformes.

JACQUES SOUSTELLE de l'Académie française, ancien gouverneur général de l'Algérie.

**Le Monde**  
sur minitel

**ABONNEZ-VOUS  
RÉABONNEZ-VOUS**

24 heures sur 24.  
365 jours par an.

Abonnez-vous au Monde et aux publications annexes quand vous en avez envie.  
Commandez directement des numéros anciens

36.15 TAPEZ LEMONDE puis ABO

**Le Monde**

7, RUE DES ITALIENS,  
75442 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-97-27  
Télex MONDPAR 650 572 F  
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Imprimé de France  
Tribunal de Paris  
1987

Reproduction interdite de tous les articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437  
ISSN : 0395-2037

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Europe, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouta.

Rédacteur en chef : Daniel Vermet.

Correspondant en chef : Claude Sates.

ABONNEMENTS  
BP 507 69  
75442 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)  
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
399 F 762 F 1 069 F 1 380 F

II - SUISSE, TUNISIE  
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : différé ou provisoire : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

**Le Monde**  
TÉLÉMATIQUE  
Composez 3615 - Tapez LEMONDE

**Le Monde**  
PUBLICITE

5, rue de Montebello, 75007 Paris  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Télex MONDPUB 206 136 F

Le Monde US\$ 705-910 is published daily, except Sundays, for \$480 per year by Le Monde c/o Speedtype, 45-46 38th Street, LIC, NY 11104. Second class postage paid at LIC and additional offices. NY Postmaster: send address changes to Le Monde c/o Speedtype USA, P.O. 45-46 38th Street, LIC, NY 11104.

لقد كنت في الحب

Les Soviétiques de Brasilia à I

L'HISTOIRE



لا تتركوا

# Etranger

La visite du vice-président Bush en Pologne

## Les Etats-Unis réaffirment spectaculairement leur soutien à Solidarité

Jean-Paul II mis à part, jamais Solidarité n'avait reçu d'un visiteur officiel en Pologne un aussi spectaculaire soutien que celui que lui a manifesté, lundi 28 septembre, le vice-président américain.

Au lendemain du dîner auquel il avait convié M. Lech Walesa et ses principaux conseillers, M. George Bush s'est en effet rendu en compagnie du président du syndicat dissous à l'église Saint-Stanislas, celle où officiait et où est enterré le Père Popieluzko, grande figure de l'opposition, et martyr de la Pologne depuis son assassinat en 1984 par des membres de la police politique.

Ce pèlerinage est devenu une sorte de rituel pour les personnalités étrangères qui veulent marquer qu'elles n'oublient pas, en acceptant une invitation de général Jaruzelski, l'existence de ce qui fut le premier syndicat indépendant à l'Est. Mais M. Bush ne s'est pas, lui, contenté de sacrifier à la tradition. Il a, en plus, ostensiblement sorti de sa poche un grand ruban frappé du nom de Solidarité dont il a orné sa gorge.

### Les caméras de la campagne présidentielle

Les caméras de la télévision polonaise ne filmaient pas — pas pour la diffusion en tout cas — mais celles de la campagne présidentielle du candidat Bush tournaient, elles, à tout va, et ont ensuite suivi le vice-président américain lorsqu'il a pénétré dans l'église. La visite avec M. Walesa, puis s'est montrée à un balcon, toujours aux côtés de l'électeur de Gdansk, pour faire le « V » de la victoire et dire sa « fierté » de se trouver en compagnie d'un homme aussi « respecté » aux Etats-Unis.

Ravie, la foule massée sur le parvis a alors laissé exploser sa joie, brandissant de petits drapeaux américains et criant « Vive Bush ! Vive Walesa ! ». Bienôt diffusées en spots publicitaires et dans les réunions électorales des primaires républicaines, ces images serviront d'autant mieux M. Bush que Lech Walesa n'a pas été, en retour, avare d'ama-

bilité : « C'est un homme formidable (...), a-t-il déclaré. Je comprends maintenant la grandeur de l'Amérique. M. Bush est un homme de grande dimension qui mérite de guider une grande nation (...). »

La politique peut ainsi relever du « donnant-donnant », mais M. Walesa n'aurait certainement eu aucune raison de refuser la réaffirmation de son statut international par le vice-président de cette superpuissance, dont le général Jaruzelski a tant besoin pour redresser son économie.

Quant à M. Bush, il avait d'autant plus intérêt à ne pas prendre de gants qu'outre les besoins de sa campagne, il représentait aussi la diplomatie américaine, qui ne peut renouer avec la Pologne officielle sans redonner de l'éclat à sa solidarité avec Solidarité.

En soirée, l'on vit George Bush prendre la parole en direct à la télévision polonaise juste avant le journal du soir et cinq minutes durant. Ce fut aussi une première, sans provocations excessives, mais d'une totale clarté : « Ce n'est pas à moi de vous dire à vous, le peuple polonais, la route à prendre », déclara M. Bush. « Cela, poursuivit-il, c'est aux Polonais eux-mêmes d'en décider, mais je peux vous dire ce qui a marché dans notre pays et dans beaucoup de pays. »

Suit une énumération ressemblant fort à un catalogue des aspirations polonaises : « C'est, explique M. Bush, le respect des droits de l'homme. C'est le droit de créer, dans divers buts, des organisations indépendantes et autonomes — y compris pour protéger les intérêts des ouvriers. C'est un système économique qui encourage les gens à travailler dans notre pays et dans beaucoup de pays. »

Puis, dans un message aux autorités, le vice-président américain résume d'une phrase les conditions mises par Washington à un réel développement de l'aide économique, qui vient de reprendre avec sa visite. « Nous suivrons, dit-il, votre marche vers plus de liberté et de pluralisme en recherchant de nouveaux moyens de vous aider. »

Au passage, M. Bush a informé son auditoire de deux nouvelles dont la presse officielle n'a pas fait état : le dîner avec Lech Walesa et la visite à Saint-Stanislas. Dès qu'il disparut de l'écran, des journalistes polonais commentent en termes acerbes mais sans violence : « Il me semble que [M. Bush] ne s'est pas encore débarrassé de tous ses mythes et de toutes ses illusions. »

### Prochain échange d'ambassadeurs

Rien de tout cela n'aura beaucoup plu au régime du général Jaruzelski, mais, après tout, M. Bush est venu à Varsovie, a promis une aide américaine pour le rétablissement de la dette polonaise, a signé un accord de coopération « scientifique et technique », a annoncé, avec le prochain échange d'ambassadeurs, le retour à la normale dans les relations des deux Etats, et il a aussi eu, à la télévision, cette phrase : « Beaucoup de défiance et d'amertume demeurent après les événements de décembre 1981 [l'imposition de la loi martiale] mais tout le monde est d'accord pour penser que la Pologne doit être forte, prospère et indépendante et jouer son rôle propre de grande nation au cœur de l'Europe. »

Cette phrase-là aurait pu être du général Jaruzelski, puisque la condition de l'indépendance polonaise est, à ses yeux, la maintenance de l'alliance privilégiée avec l'Union soviétique, et qu'il ne cesse d'appeler ses compatriotes à préférer un avenir réaliste à un passé idéal. Cette phrase-là aurait pu aussi être prononcée par M. Walesa, pour qui les conditions de la prospérité polonaise sont assez différentes, et qui a ainsi tiré les leçons de la visite de M. Bush : « Les Etats-Unis sont une bonne référence depuis deux siècles en matière de pluralisme, et la Pologne, elle aussi, a besoin d'un réel pluralisme économique et politique après tant de « perestroïka » qui ont tourné à l'échec. »

Après une courte tournée à Cracovie et à Auschwitz, M. Bush devait quitter mardi soir la Pologne pour l'Allemagne fédérale.

A Moscou

## Trois cent soixante-dix Français ont été reçus au Kremlin par M. Gorbatchev

MOSCOU de notre envoyé spécial

C'est le lundi 28 septembre au soir que les trois cent soixante-dix Français, arrivés la veille à Moscou, ont été informés qu'ils ne visiteraient pas mardi matin, comme prévu, la Cité des étoiles, mais qu'ils seraient reçus à la même heure au Kremlin par M. Mikhaïl Gorbatchev.

Absent de la scène publique depuis huit semaines, le numéro un soviétique a, en effet, décidé de faire sa réapparition en recevant au Soviet suprême, mardi 29 septembre, à 11 heures, les participants à ce voyage, parmi lesquels se trouvent de nombreuses personnalités politiques françaises, notamment MM. Pierre Mauroy, Louis Merz, Claude Estier, Roland Leroy, Anicet Le Pors, Maurice Faure et Leo Hamon.

### La « France profonde »

Le numéro un soviétique avait été vu en public pour la dernière fois le 7 août dernier, alors qu'il recevait une délégation de professeurs américains. Depuis cette date, il était officiellement en vacances. Il n'avait pourtant pas été totalement absent de la vie politique puisqu'il avait signé, le 17 septembre, un article dans la Pravda, consacré à la sécurité et au désarmement. Mais son absence physique avait fait naître les rumeurs les plus diverses, tant dans les capitales occidentales qu'à Moscou. Le fait qu'il n'ait pas reçu M. Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste français, la semaine dernière, avait encore contribué à accroître la perplexité des observateurs.

La presse ouest-allemande avait ainsi préconisé une intoxication alimentaire du numéro un soviétique ; la presse suédoise, quant à elle, croyait savoir que M. Gorbatchev avait décidé de prolonger ses vacances en restant auprès de sa femme, Raïssa, opérée d'une appendicite.

De retour au Kremlin en ce début de semaine, le secrétaire général du PC soviétique aurait en fait repris ses activités dès lundi. Mardi, il a voulu démontrer aux trois cent

soixante-dix Français, mais, au-delà, à l'opinion publique mondiale et soviétique, qu'il est toujours en bonne santé et qu'il est encore le véritable maître à bord.

En accordant le bénéfice de l'effet médiatique lié à sa réapparition à un groupe de Français, M. Gorbatchev s'adresse aussi à la « France profonde », selon les termes d'un responsable soviétique. Le groupe de Français présents à Moscou comprend certes un grand nombre de personnalités politiques, mais également syndicalistes et religieuses (l'évêque de Poitiers, Mgr Joseph Rozier, et l'évêque de Saint-Denis, Mgr Guy Deroubaix). Mais il comprend également des Français de toutes régions et de toutes professions : un chaudiériste, un géologue, des artistes, des enseignants, des agriculteurs...

[Dans l'entourage du premier secrétaire du PS qui n'avait pu rencontrer M. Mikhaïl Gorbatchev lors de son récent voyage en URSS, on se refuse à tout commentaire sur la réapparition de ce numéro un soviétique et se reconcentre avec M. Pierre Mauroy.

M. Egor Ligatchev, numéro deux du Kremlin, avait expliqué à M. Jospin, le vendredi 25 septembre, que M. Gorbatchev avait souhaité le rencontrer et que cette absence de rencontre ne revêtait pas de signification politique. M. Jospin lui-même avait jugé, samedi 26 septembre, dans l'après-midi, que cette non-rencontre relevait d'un « concours de circonstances ».

Quand la délégation du premier secrétaire du PS français avait quitté Paris, son avant-programme prévoyait deux jours à Moscou, avec une rencontre

Venus s'informer des changements en cours en Union soviétique (la « perestroïka »), les participants ont, par certains d'entre eux, été surpris par la tonalité nouvelle des discours des dirigeants soviétiques. A l'occasion de l'un des premiers « carrefours », consacré à la réforme dans le domaine économique, un économiste influent, M. Leonid Abalkin, directeur de l'Institut d'économie de Moscou, a ainsi provoqué quelque émoi dans une partie de l'assistance lorsqu'il s'est interrogé sur l'efficacité des entreprises d'Etat, évoquant à ce sujet les programmes de privatisation engagés en Grande-Bretagne, au Japon ou en Inde, mais ne se référant pas aux nationalisations françaises.

ERIK IZRAELEWICZ.

[Dans l'entourage du premier secrétaire du PS qui n'avait pu rencontrer M. Mikhaïl Gorbatchev lors de son récent voyage en URSS, on se refuse à tout commentaire sur la réapparition de ce numéro un soviétique et se reconcentre avec M. Pierre Mauroy.

Quand la délégation du premier secrétaire du PS français avait quitté Paris, son avant-programme prévoyait deux jours à Moscou, avec une rencontre

## La réapparition du numéro un soviétique

(Suite de la première page.)

Suivant des informations concordantes, le numéro un soviétique pourrait entreprendre dans les jours qui viennent une tournée dans une région de l'URSS, comme il l'avait fait l'an dernier après son mois de vacances.

A Moscou même, M. Gorbatchev n'en fait pas moins face à un calendrier politique chargé. Le Soviet suprême doit, en effet, se réunir le 19 octobre pour une session d'automne traditionnellement consacrée aux questions économiques, session normalement précédée par une réunion plénière du comité central du Parti communiste. Le 22, le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, est attendu en

URSS pour des conversations avec son homologue soviétique, M. Edouard Chevardnadze, destinées à mettre définitivement au point l'accord américano-soviétique sur l'élimination des missiles nucléaires de portée intermédiaire et le sommet Reagan-Gorbatchev au cours duquel cet accord doit être paraphé.

La célébration de l'anniversaire de la révolution d'Octobre s'annonce, enfin, comme un événement politique majeur. Chacun de ces rendez-vous devrait permettre d'apprécier l'autorité que le secrétaire général du parti exerce toujours sur l'ensemble du régime.

Le voyage officiel de M. Chevardnadze au Brésil

## Les Soviétiques comptent sur le soutien de Brasilia à leur politique d'ouverture

BRASILIA de notre correspondant

A Brasilia, l'ambassade soviétique fait face à celle des Etats-Unis. C'est l'un des effets du zonage adopté par les fondateurs de la capitale, qui ont réuni les ministères sur une même esplanade, les banques dans un même quartier et juxtaposé les ambassades. Le bâtiment orné du drapeau rouge n'a rien de très gracieux. Mais ce n'est pas son manque de charme qui, il y a encore quelques années, faisait fuir les visiteurs. « Personne ne vient nous voir, se plaignait

devant nous à la fin des années 70, l'un des adjoints de l'ambassadeur. Les Brésiliens ont peur de franchir le portail. »

A la même époque, un correspondant soviétique racontait qu'ayant serré la main dans un cocktail à un général de Brasilia, celui-ci, apprenant qu'il était son interlocuteur, s'était aussitôt éclipsé, comme si le journaliste avait le poste. Le Brésil vivait encore sous le régime militaire, et bien qu'il eût établi des relations diplomatiques avec la Chine populaire, on y traitait officiellement l'Union soviétique comme un épouvantail. Les temps ont évidemment changé et c'est à la suite de ces véritables ambassadeurs, que sont le ballet Bolchoï et le Cirque de Moscou — autrefois interdits — ou de certains émissaires comme le poète Evtouchenko, que M. Chevardnadze est arrivé le lundi 28 septembre à Brasilia pour la première visite d'un ministre soviétique des affaires étrangères dans le pays. Comme d'habitude, le culturel a précédé la diplomatie.

« C'est même une première en Amérique du sud », a insisté l'humoriste, le ministre brésilien des relations extérieures, qui a abandonné sa discrétion habituelle pour souligner l'importance du voyage. Que celui-ci ait un aspect essentiellement politique, c'est ce qu'on fait ressortir en haut lieu, même s'il doit se solder par la signature, mercredi, de deux accords-cadres de caractère économique et culturel.

Dès son arrivée à Brasilia — d'où il s'envolera pour l'Argentine et ensuite l'Uruguay — M. Chevardnadze a déclaré qu'il était important pour les pays d'Amérique latine de « n'avoir pas de préjugés à l'égard de pays tiers ». Du côté brésilien, les préjugés sont bien tombés, puisque l'on affirme qu'en dépit des différences de systèmes, il est possible de trouver des points d'accord. C'est le langage que le ministre brésilien des relations extérieures, M. Abreu Sodre, a tenu il y a

quelques mois à La Havane, allant même jusqu'à dire, dans la chaleur d'un banquet, que le Brésil et Cuba étaient désormais pratiquement sur la même longueur d'ondes, ce qui lui valut quelques commentaires cinglants dans la presse.

L'accord de désarmement partiel conclu récemment avec M. Shultz est évidemment au centre des entretiens de M. Chevardnadze à Brasilia, où l'on estime que les Soviétiques entendent bien trouver une cause de résonance pour leur politique d'ouverture et de transparence et leurs propositions de paix. Le gouvernement Sarney souscrit aux efforts dans ce sens, de même qu'aux tentatives du même genre en Amérique centrale et il a déjà reçu l'appui soviétique à l'ONU en faveur de sa proposition pour faire de l'Atlantique Sud une zone dénucléarisée.

Avec les accords-cadres qui doivent être signés, les Soviétiques se sentiront sans doute récompensés. Voici des années qu'ils s'efforçaient de convaincre les Brésiliens d'établir avec eux une coopération culturelle, une façon pour Moscou de prendre pied dans cette partie du continent.

Les deux pays échangeront des équipes de sport, des programmes de théâtre, de cinéma et de télévision, des boursiers universitaires. Enfin, un accord de coopération économique, industrielle, scientifique et technique sera également conclu. « du même type que celui qui a été signé par l'Inde », est-il précisé. Il aura une validité de dix ans et sera prorogable pour des périodes de cinq ans. Ses effets sur le commerce bilatéral, qui a chuté de presque des deux tiers en trois ans, tarderont sans doute à se manifester. Entre les équipements lourds soviétiques et les biens de consommation courants fabriqués au Brésil à bon marché, on fait remarquer ici qu'il y a une évidence complémentaire.

CHARLES VANHECKE.

## La presse réclame plus de « transparence » dans les affaires militaires

Moscou (Reuter). — L'URSS devrait lever le secret qui entoure tout ce qui touche à l'armée et mettre fin à la pratique qui consiste à ne rien dévoiler du budget de la défense et du potentiel militaire du pays, écrivent deux influentes revues soviétiques, Komunist et Novy Mir, dans leurs dernières livraisons.

Les articles paraissent un mois après l'appel lancé par le président Reagan à l'URSS, l'invitant à préciser le montant de ses dépenses militaires et ses effectifs, et deux semaines après l'article publié par M. Gorbatchev, qui estimait possible « dans deux ou trois ans » de rendre les budgets militaires comparables (Le Monde du 18 septembre). Komunist écrit, mardi 29 septembre : « Le fait est que nos journalistes ne reçoivent pas toujours les informations concernant les affaires militaires et politico-militaires dont ils ont besoin pour travailler. »

Pour sa part, Novy Mir fait remarquer que plusieurs publications occidentales ont tenté de donner le détail des potentiels militaires de l'Est et de l'Ouest, et regrette que jusqu'à tout récemment « nous n'ayons pas eu de publications semblables ». « Ce dont nous avons besoin, ce sont des données officielles plus détaillées sur l'équilibre

des potentiels militaires [de l'Est et de l'Ouest], des faits concrets concernant les budgets militaires et d'autres informations à caractère militaire, qui, à vrai dire, ne représentent pas un grand secret pour nos adversaires et qui, au contraire, sont sciemment dénaturés par ceux-ci », écrit la revue.

[Un progrès a été fait, un mois par défaut, dans ce domaine, dans la mesure où les Soviétiques subissent maintenant que le budget militaire « officiel », tel qu'il est annoncé depuis des décennies (20,2 milliards de roubles actuellement), ne reflète qu'une très faible partie du budget militaire réel. Dans son discours à la conférence de l'ONU sur le désarmement et le développement, en août dernier, M. Petrovski, vice-ministre des affaires étrangères, a précisé que le budget publié ne couvre que les dépenses de personnel et de maintenance du matériel, les constructions militaires et les retraites. Des postes aussi importants que la recherche et l'expérimentation et... tous les achats d'armement et d'équipement passent par d'autres chapitres du budget d'Etat de l'URSS, a-t-il dit. Même la réaffectation de ces dépenses dans le budget militaire ne suffirait d'ailleurs pas à rétablir la vérité, puisqu'il faudrait pouvoir arriver à la vérité des prix. Or cela reste à faire, dans l'industrie civile comme dans l'industrie militaire.]

# L'HISTOIRE

Les grands historiens d'aujourd'hui écrivent dans L'HISTOIRE

La guerre de Troie a-t-elle eu lieu ? par Claude Mossé • Les succès de la propagande nazie par Henri Burgelin • Les « bienfaits » de la colonisation par Jean-Claude Chesnais • L'Aquiline anglaise par Pierre Tucoco-Chala • Guizot : la carrière d'un libéral par Laurent Theis



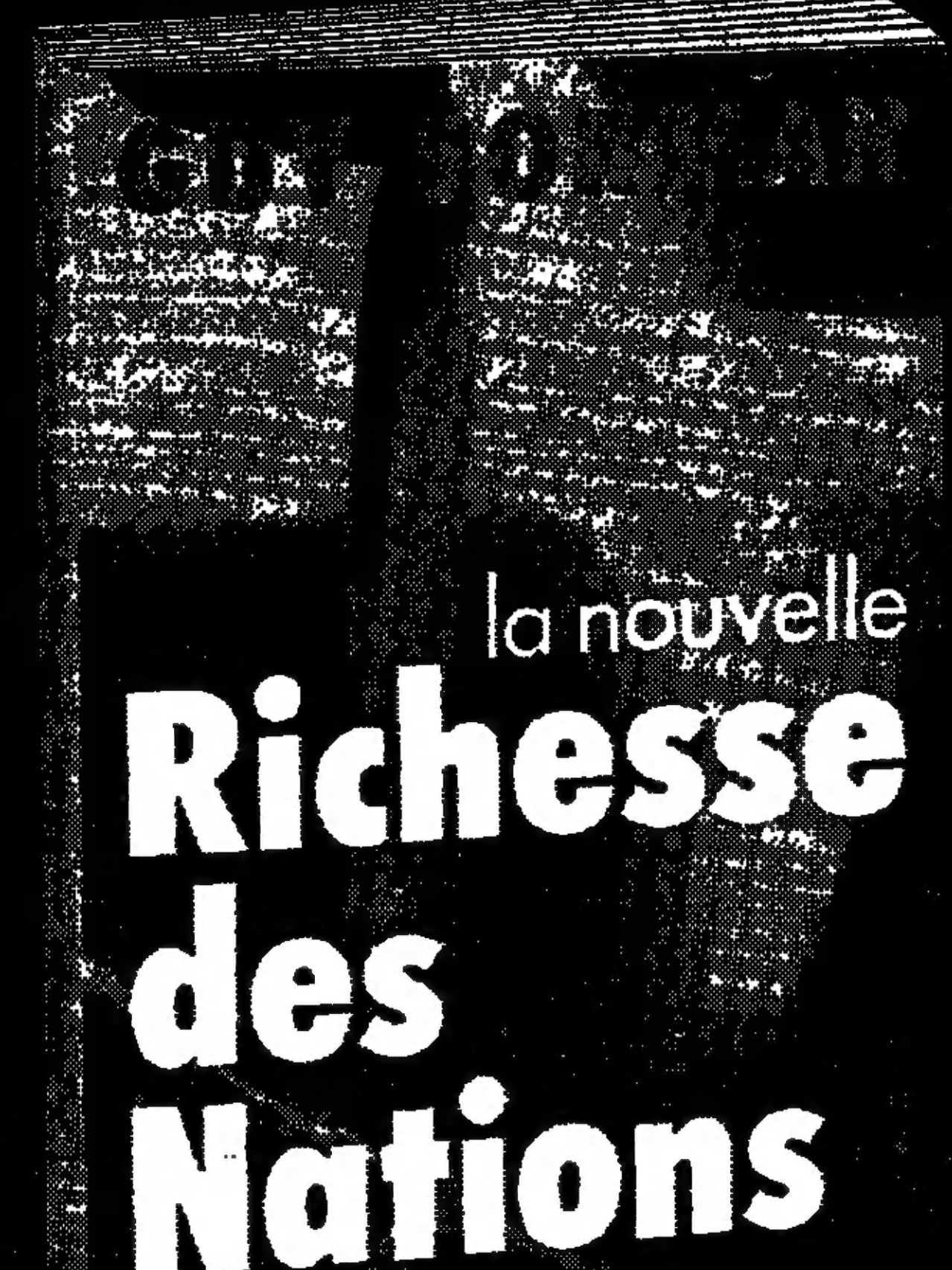
N° 104 - 25 F

LE NOUVEAU PLANTU EST PARU ! A LA FOULE ! CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 45 F



# LA NOUVELLE RICHESSE DES NATIONS

# GUY SORMAN



## la nouvelle Richesse des Nations

Fayard

336 pages, 98F

"Son mérite est d'avoir été 'au charbon' et surtout d'avoir interrogé non seulement ceux qui étaient favorables à ses thèses mais ses contradicteurs avérés. Il en résulte un travail d'excellent journaliste, coloré, pas prêcheur pour un sou, un livre vivant où l'on apprend beaucoup".

Pierre Drouin - Le Monde

"Le livre de Guy Sorman va peut-être permettre d'atteindre un objectif capital : l'accession du grand public à la connaissance des causes du sous-développement, et donc du développement".

Jean-François Revel - Le Point

"Un chef-d'œuvre de réflexion et de journalisme... Un gigantesque voyage autour de la planète... Ce livre révolutionnaire nos idées sur le tiers monde".

Georges Suffert - Le Figaro Magazine

"On attend la réponse des tiers-mondistes, des idéologues et des dirigistes. La démonstration de Sorman, appuyée sur des témoignages concrets, va les obliger à être en grande forme".

Jean-Gabriel Fredet - Le Nouvel Observateur

"Pour saisir la portée de ce livre, il suffit d'en lire les quatre pages du prologue - beau comme un John Ford - . Mais je vous préviens, si vous l'ouvrez, vous irez jusqu'au bout".

Michel Albert - Vie Publique



# FAYARD

## Amériques

### ARGENTINE : la brève révolte du 3<sup>e</sup> régiment d'infanterie

#### La grogne persistante des militaires

BUENOS-AIRES de notre correspondante

La discipline n'a toujours pas été rétablie dans l'armée argentine depuis la rébellion militaire de Piqués, appelée par les mutins, de manière révélatrice, « Opération dignité ». Il semble bien que la méthode consistant à se cantonner volontairement dans les casernes en signe de protestation a fait école. Dimanche soir, au moins une partie du 3<sup>e</sup> régiment d'infanterie de La Tablada, au nord-ouest de Buenos-Aires, s'est autoconvoquée dans sa caserne pour protester contre une sanction relevant son chef, le lieutenant-colonel Dario Fernandez Magner, de son commandement. Ces officiers ont été punis pour avoir fait partie de ceux qui ont refusé de déloger, en avril dernier, les rebelles de Campo de Mayo, dirigés par l'ex-lieutenant-colonel Aldo Rico (le Monde du 29 septembre).

Celui-ci a été accusé la semaine dernière de rébellion par un juge civil et placé en détention préventive. La décision devrait être examinée en appel au cours des prochains jours. Le porte-parole des rebelles a affirmé, dimanche, que la mesure prise à l'encontre du lieutenant-colonel Magner violait « les engagements pris par le président Alfonsín » lorsqu'il obtint des mutins de Campo de Mayo qu'ils renonceraient à leur action.

Selon lui, le chef de l'Etat avait alors promis qu'il n'aurait pas sanctionné Aldo Rico sans son accord. Une affirmation toujours démentie officiellement. Les sanctions dont sont passibles les officiers qui ont fait preuve d'une complicité active ou passive lors de la rébellion de Piqués prennent une importance particulière dans la mesure où elles leur interdiraient tout espoir de promotion pour l'année à venir.

Certaines sources militaires proches de l'état-major ont laissé enten-

dre qu'aucun des officiers susceptibles de monter en grade ne bénéficierait d'une telle promotion s'ils ont été impliqués dans l'« Opération dignité ».

Le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Caridi, n'a cessé de répéter tout au long de la journée de lundi que rien ne s'était passé au 3<sup>e</sup> régiment d'infanterie et que tout était une « invention » des journalistes. Même le lieutenant-colonel Magner, le chef du régiment, affirmé que personne n'était « autoconvoqué » lorsqu'il a quitté son unité lundi soir entouré d'une garde d'honneur. C'était peut-être vrai à ce moment-là. Mais les hommes qui se sont longuement entretenus avec la presse pendant la nuit précédente n'étaient pas des fantômes.

#### Étonnantes déclarations

L'épreuve de force dure en fait depuis la crise de Piqués et éclaire les déclarations étonnantes du général Caridi ces derniers temps. Nommé après la crise de la Semaine sainte pour rétablir une discipline mise à mal, le général n'a cessé de réclamer publiquement au gouvernement ce pourquoi l'ex-lieutenant-colonel Rico était entré en rébellion : une amnistie générale des militaires encore accusés d'atteintes aux droits de l'homme sous la dictature, une réhabilitation des forces armées, une augmentation du budget de l'armée et des soldes. Tactique pour rétablir l'autorité de l'état-major ? Elle serait vaine à en juger par l'épisode de La Tablada.

Le bras de fer engagé entre les officiers subalternes et leur état-major concerne évidemment, au-delà du général Caridi, le président Alfonsín. Amené à céder aux rebelles de Piqués, le risque d'avoir à affronter de nouvelles menaces pour chaque décision heurtant les convictions des cadres subalternes.

CATHERINE DERIVERY.

### SURINAME : le référendum du 30 septembre

#### Deux cent mille électeurs se prononcent sur le projet de Constitution

Paramaribo (AFP). - Quelques deux cent mille électeurs surinamiens sont convoqués aux urnes le mercredi 30 septembre pour se prononcer pour ou contre un projet de Constitution dont la ratification devrait mettre fin à sept ans de pouvoir militaire. L'issue de ce référendum, qui devrait être suivi d'élections générales le 25 novembre, ne fait guère de doute.

Les trois grands partis traditionnels du pays ont choisi du pouvoir le coup d'Etat du commandant Desi Bouterse en 1980 mais associés au « processus de démocratisation » et aux gouvernements qu'il a mis en place à partir de 1985 - ont, en effet, fait campagne pour le « oui » à la nouvelle constitution, après avoir contribué à sa rédaction.

Ces trois partis - Parti national du Suriname (NPS, créole), Parti réformiste progressiste (VHP, hindoustani) et Parti pour l'unité nationale et la solidarité (KIPU, indonésien), - représentant les différentes communautés ethniques du pays, ont estimé que la Constitution ouvrait la voie à une réelle démocratie.

La nouvelle Constitution prévoit l'élection au suffrage universel pour un mandat de cinq ans d'une Assemblée nationale de cinquante et un membres qui élira à son tour un président de la République qui sera à la fois chef de l'Etat, chef du gouvernement, président du Conseil d'Etat et du Conseil de sécurité et chef suprême des forces armées. La Constitution garantit par ailleurs un système économique où cohabitent les coopératives et les entreprises privées, mixtes et d'Etat.

Certaines organisations politiques et le Conseil des Eglises chrétiennes se sont inquiétés de la place octroyée à l'armée et au commandement militaire qui sera « chargé de garantir les conditions qui permettront au peuple de mener à bien et de consolider une transition pacifique vers une société démocratique et socialement juste ». Cet article de la Constitution ouvre la voie à une intervention de l'armée dans les affaires publiques, ont-elles estimé.

Pour les principaux partis, la nouvelle Charte, fruit d'un compromis, est le passage obligé vers les élections générales, qu'ils entendent bien gagner après s'être regroupés le mois dernier en un Front pour la démocratie et le développement. Par ailleurs, les partis et la population sont convaincus que le retour à la démocratie devrait amener les Pays-Bas à reprendre l'aide de 100 millions de dollars annuels accordée à leur ancienne colonie depuis l'indépendance, en 1975, mais interrompue après l'assassinat de quinze opposants par le régime en 1982. L'interruption de cette aide ainsi que la chute des cours de la bauxite et de l'aluminium, principales ressources du pays, ont

entraîné le Suriname, jadis un des pays en voie de développement les plus prospères, dans une crise économique sans précédent.

L'apparition en juillet 1986 d'une guérilla dirigée par un ancien soldat, Remy Brunwijk, et soutenue par une partie des quelque deux cent mille Surinamiens exilés aux Pays-Bas, qui a entrepris de détruire systématiquement l'infrastructure économique dans l'est et le sud du pays, a encore aggravé cette situation. Ces éléments ont sans doute pesé sur la décision du commandant Bouterse - qui dès 1983 avait chassé les cent conseillers cubains du pays - de mettre fin à l'expérience de « pouvoir révolutionnaire ».

Le leader du régime entend cependant rester présent à travers le Parti national démocratique (NDF), créé par ses partisans en juin dernier et placé sous la direction du premier ministre, M. Jules Wijdenbosch.

### PÉROU : Le débat sur l'étatisation du système financier

#### Mario Vargas Llosa champion de la nouvelle droite

LIMA de notre correspondante

« Libertad ». Le leitmotiv de la campagne de la bourgeoisie péruvienne contre l'étatisation du système financier annoncé le 28 juillet dernier par le président Garcia figure sur les tee-shirts et les serre-tête. Imitant le graphisme du mot d'ordre polonais « Solidarnosc », on le retrouve en graffiti sur les murs des quartiers résidentiels de Lima.

« Libertad », « Solidarnosc ». L'analogie est volontaire, bien que forcée. Existe-t-il un parallèle entre l'écrivain Mario Vargas Llosa, leader de cette croisade des conservateurs, et Lech Walesa ? Entre le président Garcia, élu avec plus de 50 % des suffrages en 1985, et le général Jaruzelski ? Enfin, peut-on assimiler l'étatisation de la banque à l'incursion des chars russes en Tchécoslovaquie ?

C'est pourtant ce raccourci hardi que la nouvelle droite péruvienne essaie de vendre à l'opinion publique en parlant de « socialisation du pays ». Mario Vargas Llosa a soutenu sur la place publique que « ce projet absolutiste et totalitaire est une épée de Damoclès pour la démocratie péruvienne... Que c'est le cheval de Troie du communisme... Car le gouvernement veut tout étatiser et employer les méthodes sinistres de la dictature ».

Le gouvernement est accusé d'adopter la politique de l'artichaut à pour, feuille après feuille, nationaliser l'entreprise privée, puis l'activité artisanale et les moyens de communication. Ce qui conduirait à « la mise sous tutelle du pouvoir judiciaire, à la proscription des partis d'opposition, la persécution des dissidents, la suppression de la démocratie et l'instauration du communisme... ».

Cette campagne contre l'étatisation a un impact très fort grâce au mitraquage des communications des moyens de communication, largement contrôlés par la droite (quatre chaînes de télévision sur cinq, deux des quotidiens de plus grande circulation sur trois et trois hebdomadaires sur quatre).

C'est dire que l'opposition est loin d'être bâillonnée. Elle abuse de manœuvres dilatoires au Sénat, où le projet de loi est débattu et elle se propose de bloquer l'application de la loi en adressant au pouvoir judiciaire une série de recours en cassation, pour « violation de la Constitution ». « Il faut gagner du temps, explique M. Francisco Pardo Mesones, chef de file des banquiers, jusqu'à 1990. »

C'est-à-dire jusqu'à la prochaine élection présidentielle.

Même en période électorale, la droite n'avait jamais montré une telle vitalité, ni mis en place un tel appareil de propagande, ni consacré autant de ressources pour gagner à ses vues la classe moyenne et même certains secteurs de la classe populaire urbaine. Dans une large mesure, elle a réussi - en insistant sur le fait que l'étatisation n'était pas seulement le problème de quatre banquiers, les « patrons du Pérou », mais aussi celui de milliers de petits épargnants - à convaincre une classe moyenne que l'APRA, le parti au pouvoir, avait mis des années à séduire.

La nouvelle droite est représentée par l'Institut Liberté et démocratie, fondé il y a sept ans par Mario Vargas Llosa. Sa philosophie est résumée par l'économiste Hernando de Soto dans son ouvrage intitulé *L'Autre Sens*, un essai sur l'économie informelle.

#### « Mario président »

Partant du principe que l'Etat est synonyme de bureaucratie et de corruption, il assimile propriété privée à liberté et propose un « sauve-qui-peut » individuel. Pour la nouvelle droite, il n'y a pas de rapports de cause à effet entre la richesse d'une poignée de nantis et l'extrême pauvreté de la majorité de la population. C'est une thèse difficile à soutenir au Pérou, où les inégalités entre nantis et déshérités sont des plus criantes. Si l'Etat a élargi son champ d'action ces vingt dernières années, c'est justement pour essayer de remédier à l'injuste distribution du revenu.

A gauche, le sénateur Javier Diez Canseco récuse cette conception de la liberté. « Liberté du loup dans la bergerie, dit-il. Liberté pour amasser des fortunes en entravant le développement des petites et moyennes entreprises, des coopératives. Liberté pour contrôler et monopoliser ce qui conditionne la vie des autres. »

Pour l'élection présidentielle de 1990, la droite, qui cherchait désespérément un leader de rechange, a jeté son dévolu sur Mario Vargas Llosa. La bourgeoisie, qui a animé les trois meetings convoqués par l'écrivain, scandait déjà : « Ça se sent, ça se sent, Mario président. L'écrivain proteste mollement, ce qui pousse le journaliste Manuel d'Omellas à écrire : « Qu'il le veuille ou non, Mario est d'ores et déjà notre candidat à la présidence, c'est la dynamique des événements qui le veut... »

NICOLE BONNET.

### ÉTATS-UNIS

#### La course à l'investiture présidentielle

#### La représentante démocrate du Colorado Pat Schroeder, ne sera pas candidate

Rien ne va plus dans le camp démocrate. Après le retrait de deux des favoris, l'un, Gary Hart, qui aimait trop les femmes, l'autre, Jo Biden, pour « plagiat », c'est au tour de Pat Schroeder, la représentante du Colorado, de renoncer à briguer l'investiture de son parti pour la prochaine élection présidentielle. Bien que n'ayant jamais annoncé ouvertement son intention de se présenter, M<sup>me</sup> Schroeder, qui, à quarante-sept ans, fut longtemps conseillère de Gary Hart, avait depuis le mois de juin parcouru plus de 120 000 kilomètres à travers les Etats-Unis pour préparer sa campagne. Non sans quelque résultat d'ailleurs, car les sondages la situaient dans le peloton de tête des candidates.

#### « A titre symbolique »

En revanche, elle n'avait pu réunir qu'un million de dollars, trésor de guerre insuffisant à ses yeux pour lui permettre d'envisager la suite avec optimisme.

Mais surtout, après quatre mois passés à prendre le pouls de l'électorat, la représentante du Colorado a

estimé que « s'il était possible pour une femme d'être élue en 1988 », celle-ci ne manquera pas de « se trouver face à des barrières supplémentaires ». « A quoi bon tout ce travail ? », a-t-elle expliqué, le lundi 28 septembre à Denver (Colorado) au cours d'une conférence de presse. « Pourquoi se présenter, a-t-elle ajouté très émue et visiblement les larmes aux yeux, si ce n'est qu'à titre symbolique ? »

Après l'abandon de celle que la presse avait déjà surnommée la « Blanche-Neige » des « sept mains » démocrates, il ne reste plus en fait que cinq candidats en lice : le favori actuel, Michael Dukakis, gouverneur du Massachusetts ; l'ancien gouverneur de l'Arizona, Bruce Babbitt ; le représentant du Missouri, Richard Gephardt ; le sénateur du Tennessee, Albert Gore et le sénateur de l'Illinois, Paul Simon. Sans compter, bien sûr, Poutsider le plus populaire, puisqu'il se maintient toujours en tête avec 23 % des intentions de vote, le pasteur noir Jesse Jackson, qui doit annoncer officiellement sa candidature le 10 octobre. - (AFP, UPI.)

#### Ouverture prochaine des négociations sur les bases américaines en Grèce

New-York (Nations unies). - Le secrétaire d'Etat américain, George Shultz, et son homologue grec, M. Constantinos Papoulias, sont tombés d'accord, le lundi 28 septembre, pour aborder de façon « constructive et positive » les négociations qui doivent s'engager « dans un avenir très proche » sur les bases américaines en Grèce.

Selon M. Charles Rodman, porte-parole du département d'Etat, les deux ministres ont affirmé leur détermination de poursuivre le processus d'amélioration par étapes des relations bilatérales. Ces relations ont connu une évolution en dents de scie depuis l'arrivée au pouvoir du premier ministre Andreas Papandréou en 1981.

Lors de leurs entretiens en Grèce en mars 1986, M. Shultz et M. Papandréou avaient exprimé l'espoir que des négociations sur l'avenir des bases américaines aient lieu à temps pour trouver une solution à ce problème bien avant décembre 1988, date d'expiration de l'accord. Mais certains responsables américains accusaient Athènes de faire traîner les choses en longueur. Les Etats-Unis disposent en Grèce de quatre bases importantes. - (AFP.)

Handwritten text in Arabic script: "هذا هو الحق"



كلمة من السيد

## Asie

JAPON : la désignation du prochain premier ministre

### Grandes manœuvres feutrées pour la succession de M. Nakasone

L'ancien ministre japonais des affaires étrangères, M. Shintaro Abe, a annoncé, le dimanche 27 septembre, sa candidature à la présidence du Parti libéral démocrate, poste dont le titulaire est automatiquement nommé premier ministre. Avec la candidature de M. Susumu Nishida (ex-vice-président du PLD) et celles, attendues, du ministre des finances M. Kiichi Miyazawa et de M. Noboru Takeshita, secrétaire général du parti, la campagne pour la succession de M. Yasuhiro Nakasone, dont le mandat expire le 30 octobre, s'ouvrira officiellement le 8 octobre.

TOKYO  
de notre correspondant

Une bande dessinée intitulée « La bataille pour la présidence du Parti libéral démocrate » (*Jiminto sassenshi*) fait actuellement fureur au Japon. Elle a pour thème la succession de M. Nakasone, dont le mandat expire le 30 octobre. Cette bande dessinée sera sans doute la seule forme populaire que prendra la lutte pour le pouvoir qui se déroule actuellement dans les coulisses de la vie politique japonaise et a pour enjeu la désignation du prochain premier ministre.

Bataille en cercle fermé, qui se déroule à l'abri des regards, derrière les portes-voies des restaurants traditionnels et des clubs privés dans les quartiers nocturnes huppés de la capitale, devant lesquels chaque soir s'amoncellent, en longues files, les limousines noires à chauffeur des membres du Parti libéral démocrate (PLD).

#### Une savante alchimie

La course à la présidence du PLD, qui *ipso facto*, compte tenu de la majorité dont il dispose au Parlement, fera du vainqueur le prochain premier ministre, débutera officiellement le 8 octobre, mais elle a déjà commencé depuis le milieu de l'été. Elle se joue dans les nuits de Tokyo, et les premiers à savoir son résultat seront les « papillons » : les *geishas* ou ces demi-mondaines qui sont les hôtesse de bar de haut vol. Ce qui n'empêche pas les anciens d'aller consulter des devins : Yoshiaki Murakami, par exemple, qui a une réputation d'Oracle de Delphes depuis qu'il annonça en 1982 que M. Nakasone deviendrait premier ministre. Sa maison d'Odawara, au sud-ouest de Tokyo, est quotidiennement fréquentée par de grands noms de la politique japonaise.

Il est vrai que les analyses des politologues sont secondaires dans la désignation d'un premier ministre au Japon. Celle-ci est le résultat d'une savante alchimie où les ambitions personnelles, les intérêts et la puissance financière des clans sont infiniment plus déterminants. Que se passe-t-il derrière les portes closes des lieux où se retrouvent les milieux conservateurs nippons ? On y débat moins des grands choix de l'avenir national qu'on y « tire à

boulets dorés », comme on dit : en d'autres termes, on y forge les alliances et on procède aux arbitrages — le byzantinisme qui, vu de l'extérieur, prône au choix d'un premier ministre se traduisant ici en de très prosaïques intérêts quantifiables. En prévision de la succession de M. Nakasone, les « donations » au PLD ne sont élevées officiellement qu'à 20 milliards de yens. Il ne s'agit là que des dons qui doivent être déclarés : les contrôles sur les fonds dont disposent individuellement les politiciens sont beaucoup moins stricts.

Le processus est, finalement, plus simple qu'on ne le pense, et revient à une double équation : celle constituée par les sommes que peuvent mettre dans la course les candidats, qui détermine la seconde, celle des voix, dont ils pourront disposer. Au centre du jeu, il y a les factions (clans) du PLD. Le règne des factions est en fait l'un des éléments qui contribuent à la stabilité du PLD : elles sont constituées autour des hommes forts du parti et elles assurent à leurs membres une sorte de « carrière minimum garantie », ainsi que les bénéfices du pouvoir si leur chef parvient à devenir premier ministre. N'étant fondées que sur des intérêts tangibles et non sur des convictions politiques, elles évitent la formation de courants idéologiques plus difficiles à gérer.

#### La nouvelle génération

Pour l'élection du président du PLD, chaque faction manœuvre comme un seul homme, en fonction de la stratégie de son chef, qui négocie le prix de son ralliement avec ses homologues. Ce prix s'évalue en nombre de portefeuilles qui seront alloués à sa faction : en formant son cabinet, le premier ministre répartit les portefeuilles entre les clans, mais ce sont les chefs de ceux-ci qui suggèrent le nom du membre de leur groupe qui doit en bénéficier.

Généralement, les chefs de clan préfèrent négocier la désignation du premier ministre plutôt que de risquer des affrontements au cours d'un vote en congrès national du parti. Depuis la succession, en 1972, de M. Eisaku Sato, qui avait provoqué quelques remous étant donnée l'accumulation d'impopularité engendrée par son maintien au pouvoir pendant huit ans, c'est la procédure du consensus qui a prévalu (le congrès du PLD ne faisant qu'entériner des choix faits en coulisses).

Une telle procédure avait été facilitée par l'existence au cours de cette période d'une force dominante jouant un rôle stabilisateur : le clan Tanaka, qui contrôlait un tiers des

membres du PLD. L'ancien premier ministre, impliqué dans l'affaire Lockheed est resté, jusqu'à ce qu'il soit atteint d'une hémorragie cérébrale en février 1985, le « faiseur de roi », le *shogun* de l'ombre (excepté pour la désignation de son successeur, M. Miki, en décembre 1974).

Cette fois, non seulement il n'y a plus de « faiseur de roi » (M. Nakasone, qui aspire certes à ce rôle, n'étant pas assez fort au sein du parti), mais encore les cinq grands chefs de clan des années 1970 ont passé la main à une nouvelle génération : ceux qu'on appelle les *new leaders* (Abe, Miyazawa, Takeshita). En réalité, ils ne sont pas si jeunes que cela, puisqu'ils ont entre soixante-trois et soixante-sept ans. A ces trois candidats s'en ajoute un autre, M. Susumu Nishida, soixante-dix-sept ans, qui semble avoir peu de chances.

Dans le cadre d'une procédure plus ouverte, M. Kiichi Miyazawa, actuel ministre des finances, serait le plus qualifié, en raison d'une carrière qui l'a confronté aux réalités internationales, pour assurer, dans la continuité de style, la relève de M. Nakasone. Mais la loi du nombre joue en sa défaveur. M. Takeshita, actuel secrétaire général du PLD, qui s'est rallié la majorité des membres de l'ancienne faction Tanaka (s'en laissant qu'une quinzaine à M. Miki) est actuellement à la tête du plus grand groupe du camp conservateur (cent quinze membres). M. Takeshita est un homme de l'appareil, un habile manœuvrier des coulisses, mais beaucoup se demandent si cet homme effacé, posé, mais sans charisme, a la stature d'un homme d'Etat international. M. Takeshita a passé une alliance avec le troisième prétendant, M. Abe, ancien ministre des affaires étrangères, dont la faction compte quatre-vingt-cinq membres.

La question qui reste à trancher est donc celle des priorités : qui, d'Abe ou de Takeshita, deviendra en octobre premier ministre, étant entendu que celui qui passera devant l'autre « renverra l'ascenseur » dans deux ans ? L'alliance Abe-Takeshita ne suffit cependant pas pour obtenir la majorité au sein du PLD (quatre cent quarante-six membres). C'est pourquoi les factions de moyenne importance sont particulièrement courtoises : celle de M. Toshio Komoto (trente-deux membres) et surtout celle de M. Nakasone (quatre-vingt-sept) qui ne s'est pas encore prononcée, mais cherchera à peser lourdement dans la balance, afin de conserver son ascendant sur le camp conservateur et occuper le vide laissé par Kakuei Tanaka.

PHILIPPE PONS.

Sortez sur imprimante à laser vos textes enregistrés sur disquettes Macintosh ou Amstrad.

**LASERMARK**  
48 bd Richard Lenoir  
75011 PARIS  
Tél : 48 06 84 01

**HORS SERIE**  
SCIENCE VIE MICRO  
**SVM**

**SPECIAL MAC**  
LE GUIDE DU MACINTOSH

# Tous LES VOLS NE SONT PAS FRAUDULEUX.

**NOUVELLES FRONTIERES**  
66 BD SAINT-MICHEL  
75006 PARIS 42 73 10 64

**LE VOL PARIS MARSEILLE ALLER RETOUR A PARTIR DE 590 F**

**USA**  
ICELANDAIR

**NEW YORK**  
aller retour **F 2590**

les autres destinations ICELANDAIR :

|                  |        |
|------------------|--------|
| WASHINGTON (DWT) | F 2690 |
| BOSTON           | F 2590 |
| CHICAGO          | F 2890 |
| ORLANDO/FLORIDE  | F 3290 |

Tarifs valables du 11 Sept. 87 au 31 Mars 88. Soumis à réglementation. Acheminement SNCF compris sur réseau agréé. Départ de Luxembourg.

Documentation gratuite sur demande à **ICELANDAIR**

9, Bd des Capucines  
75002 Paris ☎ (1) 47 42 52 26  
ou votre agent de voyages. M

Aux Galeries Lafayette, crédit spécial 3J avec la carte (gratuite, dès acceptation du dossier). Crédit gratuit 3 mois sur tout le magasin, à partir de 3 000 F d'achats après acceptation du dossier. (Sauf services et alimentation).

Horaires exceptionnels.  
Houssmana : 8h30 - 18h30.  
Montparnasse : 9h30 - 19h30.

**Les 3J.**  
Du mercredi 30 septembre au 5 octobre.

**DES DEMAIN.**

La mode est là !



# Asie

## PHILIPPINES : le pouvoir face à la gauche

### Manifestation à Manille et combats intenses en province

Manille. — Plusieurs dizaines de manifestants ont défilé, mardi 29 septembre, dans les rues de Manille à l'occasion des funérailles du responsable syndical Leandro Alejandro, assassiné dix jours plus tôt (Le Monde du 22 septembre). Selon la police, en état d'alerte et renforcée par des unités militaires, il s'agissait du plus grand rassemblement de manifestants de gauche depuis les obsèques, en novembre 1986, d'un autre syndicaliste de renom, Rolando Olalia.

Les protestataires, parmi lesquels des étudiants, des ouvriers et des paysans, ont parcouru une vingtaine de kilomètres derrière le cercueil d'Alejandro. Lors d'une halte devant le palais présidentiel, placé sous bonne garde, le frère du syndicaliste a pris la parole pour regretter

d'avoir voté dans le passé en faveur de M<sup>re</sup> Cory Aquino, dont le gouvernement « a tué mon fils ».

D'autre part, des combats, les plus durs depuis la tentative de putsch du 28 août, opposent l'armée à la guérilla communiste dans la péninsule de Bicol, au sud de la capitale. La guérilla a mis à profit les divisions au sein de l'armée pour lancer des attaques spectaculaires, faisant sauter des ponts, des pylônes électriques, assassinant des soldats en public et établissant des barrages routiers.

Un commandant de gendarmerie a estimé que la capacité de combat des militaires a été « sérieusement affectée » par le putsch avorté. Des renforts ont dû être dépêchés à deux reprises depuis la semaine dernière. — (AFP, UPI).

## CHINE : le problème tibétain

### Pékin réagit vivement à la visite du dalaï-lama aux Etats-Unis

PÉKIN de notre correspondant

La Chine a réagi avec une vigueur inaccoutumée à la visite aux Etats-Unis du dalaï-lama (Le Monde du 17 septembre). Les communiqués du ministère des affaires étrangères et de la commission des nationalités, lus à la télévision lundi 28 septembre, ont dénoncé l'« ingérence impudique dans les affaires intérieures de la Chine » qu'a constitué l'invitation du chef spirituel en exil, par la sous-commission des droits de l'homme de la Chambre des représentants américaine, et exprimé « un profond mécontentement devant le fait que le gouvernement américain n'ait pas empêché le dalaï-lama de se livrer à des activités politiques sur son territoire ».

Avec son « plan en cinq points », le dalaï-lama « divise la patrie et sabote l'unité des diverses nationalités chinoises ».

Pour Pékin, le Tibet fait partie intégrante de la Chine « depuis le milieu du treizième siècle ». De son côté, le dalaï-lama réclame le droit à l'autodétermination pour un territoire dont il est le principal chef spirituel et politique. L'essentiel de ses revendications porte sur le retrait des troupes chinoises et l'ouverture de négociations avec Pékin sur l'avenir du Tibet, qui devrait devenir une « zone de paix » démilitarisée entre la Chine et l'Inde.

La question est donc de savoir ce qui a provoqué l'ire soudaine des Chinois face à une situation qui n'est guère nouvelle. Certes, vingt-huit ans après la fuite du dalaï-lama, on continue à parler du problème tibétain, que Pékin souhaiterait voir oublier. Mais les Chinois n'avaient pas lancé ces dernières années une entreprise de charme en direc-

tion du dalaï-lama, invité à rentrer au pays et à résider à Pékin dans une niche dorée, à l'instar de l'autre grand chef tibétain, le panchen lama ? Ont-ils abandonné tout espoir de le convaincre ? Ou bien la polémique est-elle un signe de plus des luttes de clans rivaux à Pékin, chacun voulant apparaître comme le plus patriote ?

Toujours est-il que, ces derniers mois, les médias chinois ont consacré au Tibet un nombre inhabituel d'articles, montant en épingle les efforts faits pour le développement de cette région désertifiée et les mesures prises en faveur de la culture tibétaine... La campagne de ces jours-ci montre en tout cas que Pékin est sur la défensive.

PATRICE DE BEER.

# Afrique

## BURUNDI : la mise en place du nouveau régime

### Le président Buyoya promet des « changements en profondeur » mais n'entend pas modifier les rapports ethniques

BUJUMBURA de notre envoyé spécial

Le jour même — le jeudi 3 septembre — où, au Vatican, Mgr Evariste Ndayoye, le président de la conférence épiscopale, informait le pape Jean-Paul II des derniers développements de la crise entre l'Eglise catholique et l'Etat, au Burundi, Lucifer, sous les traits du colonel Jean-Baptiste Bagaza, était chassé du pouvoir par le major Pierre Buyoya, qui promettait aussitôt de rétablir la liberté de culte. « Il est difficile de se battre contre Dieu qu'on ne voit pas, commentait, après coup, un journaliste local, surtout lorsque les deux tiers de la population croient, dur comme fer, au ciel ».

« Le colonel Bagaza aimait les défis, assure Mgr Ndayoye. Nous étions convaincus qu'il ne ferait pas marche arrière. » Persuadé que la puissante Eglise catholique avait juré sa perte, le président déchu avait décidé de la prendre de vitesse et n'avait pas caché son intention de transformer, si nécessaire, ses lieux de culte en entrepôts, en magasins coopératifs, voire en casernes.

Dernière mesure de rétorsion décrétée par ce « petit père Combes » burundais : plus de réunions publiques à caractère religieux sans autorisation préalable. En butte à ces « persécutions », l'Eglise catholique faisait le dos rond et s'était mise en quête de formes d'apostolat moins voyantes. Ainsi, des congrégations locales avaient ouvert boutiques à Bujumbura, qui une boulangerie, qui une boucherie. « Il sera impossible de revenir au statu quo ante, confie Mgr Ndayoye. Les épreuves que nous avons vécues sont une occasion de repenser notre présence pastorale dans la société burundaise ».

Dans les discussions qu'il va entamer avec le nouveau régime « pour éliminer les séquelles du passé »,

l'épiscopat local se dit prêt à « bien séparer l'essentiel de l'accessoire ». A ses yeux, l'important est de retrouver le plein exercice de la liberté de culte. Le reste — séminaires, écoles, dispensaires, hôpitaux, etc. — est négociable. « Mais, se demandent les gens d'Eglise, dans un pays aussi pauvre, l'Etat peut-il se passer de ses services ? »

« Le colonel Bagaza se méfiait de tout le monde, pas seulement de l'Eglise, et n'aurait plus payé », dit-on à Bujumbura. « Il vivait dans un bunker », raconte le major Buyoya qui fut l'un de ses proches. Porte-plume du régime déchu avant de devenir, sans transition, celui du nouveau pouvoir, l'éditorialiste du *Renouveau*, le quotidien burundais, a fait amende honorable : « Nous nous sommes mis à nous triturer et torturer les méninges pour soutenir l'insoutenable, justifier l'injustifiable, en espérant chaque fois que ce serait la dernière... »

## Inépuables américaines

Certains bailleurs de fonds étrangers avaient fini par s'émouvoir de cette « dérive » autoritaire du précédent régime qui en prenait de plus en plus à son aise avec les droits de l'homme. Appuyés par l'Italie, les Etats-Unis avaient récemment entrepris des démarches pour tenter de ramener le colonel Bagaza à de meilleurs sentiments. L'aide bilatérale avait tendu à stagner. « On voyait venir une baisse », assure le major Buyoya qui s'est alors décidé à franchir le Rubicon pour rétablir l'image de son pays, ternie par des mesures souvent irréfléchies et saugrenues.

Le feu a-t-il été mis aux poudres, dans des casernes de Bujumbura, par des sous-officiers mécontents de leur sort, et le major Buyoya, très populaire au sein de l'armée, a-t-il

tiré profit de cette mutinerie pour se hisser au pouvoir ? Il semble, en tout cas, qu'il lui ait fallu plus de quarante-huit heures pour valider sa cause l'ensemble des garnisons du pays. « Si, au lieu d'utiliser des vols réguliers pour tenter de rejoindre le Burundi au départ de Québec où il assistait au sommet de la francophonie, le colonel Bagaza, très tôt informé de ce qui se tramait dans la capitale, avait eu la présence d'esprit de sauter dans un jet privé, il aurait peut-être gagné quelques heures et réussi à retourner la situation en sa faveur », notent des observateurs locaux.

Toutes ethnies confondues, la population paraît satisfaite de ce changement de régime qui s'est opéré en douceur. Le major Buyoya bénéficie d'un capital de sympathie mais pour combien de temps et pourquoi faire ? « L'alternance, c'est bien, brosse l'homme de la rue qui ne manque ni d'humour, ni de bon sens. Dix ans au pouvoir, c'était assez pour Bagaza. Au tour des autres de s'enrichir... »

Membre de la minorité tutsi aux affaires depuis l'indépendance du Burundi, le major Buyoya promet des « changements en profondeur ». Mais, en niant l'existence du pro-

blème ethnique — à l'en croire, « la réconciliation nationale n'est plus d'actualité », — il s'interdit justement d'aller au fond des choses, c'est-à-dire de répartir plus équitablement le pouvoir en faveur des Hutus, largement majoritaires dans le pays. « Les grandes orientations ne changeront donc pas, prédit un observateur étranger. Le nouveau régime se contentera de gommer les excès et les abus du précédent ».

A la vérité, il est difficile de modifier, en un touremain, ces rapports de forces ethniques au sein d'une société paralysée par la peur. Les Burundais ne sont pas encore parvenus à chasser de leur mémoire les affrontements du passé et notamment le quasi-génocide de 1972 qui avait abouti au massacre d'au moins cent mille Hutus. Niant la réalité, certains accusent les médias d'utiliser des « clichés », de monter des « complots ». Dans un document de réflexion, publié fin août, la conférence épiscopale n'hésitait pourtant pas à écrire : « Seul un peuple qui réussit à faire une analyse sereine de ses difficultés et à les assumer, est grand devant l'histoire... »

JACQUES DE BARRIN.

## TUNISIE : après le procès des militants islamistes

### La France est satisfaite du verdict « équilibré »

Reçu le lundi 28 septembre à Tunis par le président Habib Bourguiba (Le Monde du 29 septembre) au lendemain du verdict de la Cour de sûreté de l'Etat contre les militants islamistes, l'ancien ministre gaulliste Jean de Lipkowski a fourni, après cette audience, des précisions sur le message oral qu'il avait remis

au chef de l'Etat tunisien de la part de MM. Mitterrand et Chirac.

Exprimant l'opinion commune de l'Elysée et de Matignon, l'émissaire français a fait part à M. Bourguiba de la satisfaction de Paris que l'« irréparable ne se soit pas produit » et que le verdict « équilibré » de Tunis ait « allié rigueur et mansuétude ». La France avait initialement souhaité accomplir une démarche dès vendredi, c'est-à-dire avant que la Cour ne rendit son arrêt. Mais M. Bourguiba préféra ne recevoir M. de Lipkowski que dimanche, une fois le verdict connu.

An cours de son entretien avec le président tunisien, l'ancien ministre lui a réaffirmé le soutien de la France « au combat qu'il mène pour la modernité, l'ouverture et la tolérance ». « La France, lui a-t-il dit, formule le vœu que vous poursuiviez votre œuvre de rassemblement ». M. de Lipkowski a également annoncé à son hôte l'assignation à résidence, depuis vendredi, de M. Habib Mokni, l'un des responsables du Mouvement de la tendance islamique (MTI), exilé en France depuis six ans. M. Bourguiba s'est dit satisfait de cette mesure préventive. La France avait initialement souhaité accomplir une démarche dès vendredi, c'est-à-dire avant que la Cour ne rendit son arrêt. Mais M. Bourguiba préféra ne recevoir M. de Lipkowski que dimanche, une fois le verdict connu.

Interrogé lundi par l'AFP, M. Mokni a démenti avoir fait l'objet d'une telle sanction. « J'ai toujours été libre de circuler, a-t-il affirmé. Pendant la durée du procès de Tunis, on m'a fait seulement savoir courtoisement qu'on souhaitait que je reste discret et que je m'abstienne de toute déclaration. C'est tout. Mais je n'ai jamais été assigné à résidence. » Agé de trente-deux ans, M. Mokni avait été condamné par contumace en 1981 à onze ans de prison. Exilé à Paris, où il bénéficiait du statut de réfugié politique, M. Mokni y fait office de porte-parole du MTI.

Enfin, l'organisation humanitaire Amnesty International a demandé, lundi 28 septembre, au président Bourguiba de commuer les sept peines de mort dont cinq par contumace — prononcées contre les intégristes du MTI.

# Diplomatie

## Première visite d'un chef d'Etat angolais au Portugal

### Enterrer le passé colonial

LISBONNE de notre correspondant

« Enterrons le passé colonial. » Angolais et Portugais sont d'accord. Pour la première fois depuis l'indépendance de l'Angola, en 1975, un chef d'Etat angolais, M. José Eduardo dos Santos, est reçu officiellement à Lisbonne, capitale de l'ancienne puissance coloniale. Tout a été fait du côté portugais pour donner à cette visite de cinq jours, commencée le 27 septembre, l'éclat des grandes occasions. L'atmosphère,

malgré le prestige considérable dont jouit à Lisbonne l'UNITA — mouvement rebelle nationaliste de l'Angola — est à la détente.

S'adressant aux députés, lundi 28 septembre, M. dos Santos a tenu à expliquer les aspects les plus controversés de sa politique. Le régime de parti unique qui prévaut à Luanda ne représente pas une « forme dictatorial de l'exercice du pouvoir ». « Ce système, a précisé le chef d'Etat, existe dans presque tous les pays africains ». « Dans ces continents, a-t-il ajouté, on n'a pas encore dépassé la phase d'intégration des tribus et de consolidation de la nation ». Aussi, toute hypothèse de négociation avec l'UNITA est-elle vigoureusement rejetée.

Malgré le soutien dont jouit l'UNITA à Washington, le président angolais s'est montré plus modéré à l'égard des Etats-Unis : « Nous nous efforçons d'établir avec eux des relations diplomatiques basées sur un esprit de paix et d'amitié », a estimé M. dos Santos. « Certains progrès ont été enregistrés dans nos conversations, les Etats-Unis ayant dernièrement manifesté, semble-t-il, une meilleure compréhension des positions angolaises sur l'Afrique australe. »

J. R.

## Le séjour du président mozambicain à Paris

### MM. Chissano et Mitterrand se sont entretenus de la situation en Afrique australe

La situation en Afrique australe et les projets de coopération économique bilatérale ont été au centre de l'entretien de plus d'une heure qu'ont eu, lundi soir 28 septembre, à Paris, le président du Mozambique, M. Joaquim Chissano, et M. François Mitterrand.

Au cours de cet entretien, qualifié de source française de « très amical », le président Chissano a exposé son analyse de la situation en Afrique australe et, en particulier, les relations entre son pays et le régime de Pretoria. A cet égard, il a souligné que la France intervienne auprès des Etats-Unis pour qu'ils saisissent mieux les préoccupations des Etats limitrophes de l'Afrique du Sud, comme le Mozambique.

M. Chissano — dont le gouvernement marxiste lutte contre le RENAMO (Résistance nationale du Mozambique), un mouvement rebelle soutenu par l'Afrique du Sud — a passé la première journée de sa visite au camp militaire de Satory, où il a assisté à des exercices du groupe spécial de protection prési-

dentielle (GSPR), une unité d'élite anticorruptrice.

Le président mozambicain, qui cherche à obtenir de Paris un soutien à son programme de réforme économique et une aide militaire pour faire face à la RENAMO, avait été accueilli à son arrivée à l'aéroport de Roissy par le ministre de la justice, M. Alain Chalonand.

M. Chissano, ajoute-t-on à Paris, a souligné que la France s'engage davantage dans le développement économique de son pays, où cinq entreprises françaises seulement travaillent à divers projets. La coopération en matière d'énergie (schématisation de l'électricité) et de transport a notamment été évoquée.

Avant de gagner New-York, puis Washington, où il sera reçu à la Maison Blanche, le président mozambicain devait rencontrer mardi le premier ministre français, M. Jacques Chirac, avec qui il devait reprendre les thèmes d'une coopération accrue avec son pays, ainsi que le dossier schado-lifeyen, dans le règlement duquel M. Chissano est impliqué en tant que membre du comité ad hoc de l'OUA.

**COURS DE LANGUE ARABE**

« AL ARABIA par les méthodes pédagogiques les plus modernes »

Nouvelle méthode audiovisuelle - Tous niveaux - Plusieurs formules

Quelle que soit votre disponibilité

Brochure détaillée - INSTITUT INTERNATIONAL DE LANGUE ARABE ET DE COMMUNICATION

148, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 PARIS

Tel. : 45-26-02-04

**VALERY GISCARD D'ESTAING**

ANALYSE LA POLITIQUE INTERNATIONALE

MARDI 29 SEPTEMBRE

A PARTIR DE 19 H 20 SUR EUROPE 1

Le rendez-vous mensuel proposé par GERARD CARREYROU et CHARLES VILLENEUVE

**EUROPE 1**

DE GRANDS MOMENTS A CHAQUE INSTANT.



مكتبة من الكتب



# Proche-Orient

## La tension dans le Golfe

### Washington envisagerait des raids préventifs contre les navires iraniens transportant des mines

Selon des informations diffusées lundi 28 septembre par la chaîne de télévision américaine NBC, Washington examinerait la possibilité de raids préventifs contre des navires iraniens soupçonnés de transporter des mines dans le Golfe.

Dans un reportage en provenance du Golfe, NBC a indiqué que l'Iran avait intensifié ses opérations de minage près de l'île de Farsi, après l'attaque, le 21 septembre, d'un navire iranien, l'*Iran-Ajr*, par des hélicoptères américains. Citant des sources militaires américaines dans le Golfe, NBC a ajouté que le Pentagone étudiait la possibilité de s'attaquer à des navires iraniens dans les eaux territoriales iraniennes s'ils transportaient des mines.

Le Pentagone a refusé de commenter ces informations. Mais des responsables de l'administration américaine ont déclaré à Reuter qu'une telle opération était improbable, à moins qu'un navire iranien soit

surpris en train de mouiller des mines.

Toutefois, lors de son point de presse quotidien, le porte-parole de la Maison Blanche, Martin Fitzwater, s'est borné à dire qu'il ne pouvait pas préjuger les mesures que pourraient prendre les forces américaines pour préserver la liberté de navigation dans le Golfe. Il a affirmé par ailleurs que les efforts américains visant à isoler Téhéran ne s'étendaient pas à un boycottage du pétrole iranien.

**Importations pétrolières en progression**

Se référant aux chiffres publiés par le département du commerce faisant état d'une augmentation des importations américaines de pétrole iranien, M. Fitzwater a précisé que les Etats-Unis voulaient isoler l'Iran « en termes d'aptitude à faire la guerre ». « Il y a certains intérêts

commerciaux qui n'entrent pas à nos yeux dans cette catégorie, et je dirais certainement qu'il en est ainsi pour les importations de pétrole », a-t-il ajouté.

Selon ces statistiques, les importations américaines de pétrole iranien ont atteint pour les sept premiers mois de cette année 231 524 barils par jour, soit 5,1 % du total des importations américaines de brut, contre 93 000 b/j - 2,1 % - en 1986. En juillet, les importations de pétrole iranien ont même progressé, passant à 616 310 b/j, soit plus de 11 % du total des importations américaines de brut.

Par ailleurs, le ministre saoudien des affaires étrangères, le prince Saoud Al Faïçal, dans un discours prononcé lundi devant l'Assemblée générale des Nations unies, a vivement condamné l'attitude de l'Iran dans sa guerre contre l'Irak et sa pratique du terrorisme, avant d'appeler à des sanctions et « au complet isolement » du régime de Téhéran. — (Reuter, AP.)

## IRAN

### Un émissaire de très haut niveau bientôt à Paris ?

Un émissaire iranien de très haut niveau « est sur le point de se rendre en France » pour tenter de débloquer la crise créée par le refus de Wahid Gerdji de témoigner devant la justice française, a annoncé, lundi 28 septembre, M. William Caruchet, avocat de la République islamique en France. « Cet émissaire spécial officier serait celui du président du Parlement iranien, Ali Khamenei Rafsanjani. Il se rendra d'abord à l'ambassade pour voir les siens. Ensuite, vraisemblablement, il aura des contacts avec le Quai d'Orsay », a précisé M. Caruchet, qui a régulièrement défendu les intérêts de l'Iran dans des affaires commerciales. « Il y aura finalement une décision politique au plus haut niveau », a ajouté l'avocat dans une interview à Radio-France-Côte d'Azur.

Le Quai d'Orsay s'est refusé à tout commentaire sur ces déclarations, en indiquant cependant qu'il ne traitait pas avec M. Caruchet dans le cadre des contacts diplomatiques avec l'Iran.

## LIBAN

### Remous au parti Kataëb

Beyrouth (AFP). — Deux dirigeants du parti Kataëb (phalangiste) proches du chef de l'Etat, M. Amine Gemayel, ont démissionné, lundi 28 septembre, de leurs postes au sein de ce parti, le plus important de la communauté chrétienne au Liban. La démission des deux hommes, MM. Charles Dahdah, secrétaire général, et Joseph Abou Khalil, membre du bureau politique, exprime « l'opposition à la manière dont le parti est dirigé aussi bien sur le plan politique qu'organisationnel », a affirmé à l'AFP M. Abou Khalil, également rédacteur en chef du quotidien *Al Aamal*, organe du parti.

Cette décision intervient à la suite de la publication, vendredi, de nouvelles nominations au sein du parti, décidées par son chef, M. Georges Saadé, et quatre jours après des accrochages limités entre des partisans de M. Gemayel et des miliciens chrétiens des Forces libanaises (FL, de M. Samir Geagea). M. Saadé, proche des FL, a été élu en juin 1986 à la tête des Kataëb, sans l'accord de M. Amine Gemayel, fils de son fondateur Pierre Gemayel. Il a souligné à plusieurs reprises sa

volonté de transformer les Kataëb en un parti « institutionnalisé » et de lui « ôter son caractère familial ». Les nominations qui ont touché toutes les sections du parti sont considérées par le courant proche de M. Amine Gemayel comme une mesure visant à renforcer la mainmise des FL sur le parti, « on indique de source proche de ce courant.

Jeudi, un accrochage à l'arme automatique avait opposé, à Dékouané, dans la banlieue chrétienne de Beyrouth, des phalangistes partisans de M. Gemayel à des miliciens FL, selon cette milice, qui n'a pas fait état de victimes. Depuis, des miliciens en armes ont été aperçus dans le Meta, au nord-est de Beyrouth, l'unique région chrétienne, où les partisans du chef de l'Etat, majoritaires, exercent jusque-là un contrôle incontesté.

Les partisans de M. Gemayel accusent le chef du parti de profiter de l'absence du chef de l'Etat, qui participe à la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale de l'ONU à New-York, pour faciliter le contrôle des Kataëb par les FL.



« En tout cas, nous ne leur avons pas rendu les mines » (International Herald Tribune du 29 septembre.)

● **ISRAËL** : un député de droite conseille de tuer les Arabes armés d'un couteau. — L'ancien chef d'état-major de l'armée israélienne, M. Raphaël Eitan, a déclaré, le lundi 28 septembre, que la situation s'était détériorée sur le plan de la sécurité et a appelé les Israéliens à tuer tout Arabe brandissant un couteau, sans poser de questions. « Si les juifs se sentent préoccupés, ce sentiment devrait être transféré sur les Arabes », a déclaré M. Eitan, actuellement député, membre du parti Tachiyah (droite). « Si vous attrapez un Arabe armé d'un couteau, où que ce soit, tuez-le. Tuez-le s'il a un couteau. » M. Eitan, qui s'exprimait sur les ondes de la radio israélienne cinq jours après qu'un réserviste israélien eut été mortellement poignardé par un Arabe, a souligné que

## A TRAVERS LE MONDE

### Centrafrique Deux Français libérés de prison et expulsés

Stéphane Chocron et Philippe Le Corre, deux Français détenus en Centrafrique depuis onze mois, ont été libérés le lundi 28 septembre à Bangui et font l'objet d'une mesure d'expulsion, a-t-on appris de sources officielles.

Les deux hommes, arrivés le 21 octobre 1986 à Bangui, deux jours après l'ex-empereur Jean-Bedel Bokassa, avaient été placés sous mandat de dépôt. Inculpés d'« atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat » et d'« avoir préparé le retour en force de l'ex-empereur », ils n'ont jamais comparu en justice. Le chef de l'Etat centrafricain, le général André Kolingba, a pris une mesure de grâce en leur faveur, accompagnée d'un ordre d'expulsion. Ils ont été renvoyés lundi au consul général de France à Bangui, précise-t-on de sources officielles.

Stéphane Chocron, ancien légionnaire de vingt et un ans, avait dû être hospitalisé en août dernier. Comme son camarade Philippe Le Corre, trente-six ans, il est originaire de Roubaix (nord de la France).

Le responsable des Constructions métalliques de l'Artois, à Billy-Montigny (Pas-de-Calais), M. René Galland, qui, selon ses propres termes, avait « mandaté » Stéphane Chocron et Philippe Le Corre pour leur voyage à Bangui, a estimé que « la presse n'aurait jamais dû s'occuper de cette affaire. Cela leur aurait évité tous les ennuis qu'ils ont connus ». — (AFP.)

### Fidji Selon le chef des putschistes l'archipel est devenu « de facto » une république

Le chef des putschistes fidjiens, le colonel Sitiveni Rabuka, a fait, mardi 29 septembre, un pas de plus vers la rupture entre l'archipel et le Commonwealth en déclarant que son pays était devenu de facto une république, faite d'un compromis avec le représentant légal de la reine d'Angleterre, le gouverneur-général Ratu Sir Penaia Ganilau. C'est, a-t-il dit au cours de sa première conférence de presse depuis qu'il a repris le pouvoir le 25 septembre, la conséquence du refus du gouverneur d'entériner le putsch qui vise à garantir aux Fidjiens de souche la suprématie politique face à la majorité d'origine indienne.

Le colonel Rabuka a annoncé qu'une nouvelle constitution, républicaine, était en cours de rédaction, et que les plus hauts magistrats du pays, qu'il a rencontrés lundi, seraient remplacés pour s'être opposés à son action. « Nous n'avons pas d'autre choix », a-t-il dit en déplorant les réactions négatives provoquées par son coup d'Etat, le deuxième en cinq mois, chez les Australiens et les Néo-Zélandais, également membres du Commonwealth. A Wellington, le ministre néo-zélandais des affaires étrangères,

### Sri-Lanka Accord entre l'Inde et les Tigres tamouls

Colombo. — L'Inde et le principal groupe indépendantiste tamoul sont parvenus, lundi 28 septembre, à un accord qui attribue aux Tigres de l'Eelam un vote majoritaire au sein du conseil régional provisoire prévu dans le nord et l'est de Sri-Lanka. Cet accord lève l'obstacle majeur à l'application entière du traité de paix signé le 29 juillet par les autorités indiennes et sri-lankaises et devrait mettre un terme à l'opposition manifestée jusqu'ici par les Tigres à l'égard de ce traité.

Selon un communiqué officiel, les Tigres, qui réclamaient un rôle dominant au sein du conseil provisoire de douze membres, chargés d'administrer les régions semi-autonomes du nord et de l'est de l'île, ont accepté une offre de sept sièges. Les autres sièges reviendront à l'allié des Tigres, l'Organisation des étudiants révolutionnaires de l'Eelam, au front de libération tamoul uni (modéré) et aux musulmans, à raison d'un siège par organisation, la communauté chrétienne disposant de deux sièges.

Le communiqué a été rendu public à l'issue de pourparlers qui se sont déroulés lundi entre l'ambassadeur indien, M. Jyotindra Nath Dixit, et le chef des Tigres, M. Velupillai Prabhakaran, sur la péninsule de Jaffna, bastion tamoul situé à l'extrême nord du pays. — (Reuter.)

### Roumanie Un Français d'origine roumaine retenu à Bucarest

Un Français d'origine roumaine, M. Michel Rosetti, cinquante-huit ans, est retenu en Roumanie depuis un mois pour avoir demandé à la douane l'autorisation de sortir du pays un document de famille appartenant à un ami, nous signale son frère.

M. Rosetti, qui réside en France depuis 1969 et a renoncé à la nationalité roumaine, s'était rendu en visite en Roumanie en août pour deux semaines. Le 29 août, avant de prendre l'avion du retour, il a demandé à la douane de l'aéroport s'il pouvait emporter, à la demande d'un ami qui était présent, un document de famille de cet ami. Il s'est aussitôt vu confisquer son passeport qui lui a été rendu une semaine plus tard avec interdiction de quitter Bucarest et a été inculpé de « dissimulation et tentative de sortie illégale de document appartenant au patrimoine national ».

M. Rosetti souffre d'une grave maladie qui lui impose un contrôle médical très strict à Paris. L'instruction de son procès pouvant durer plus d'un an, il pourrait éventuellement être autorisé à quitter la Roumanie mais seulement après versement d'une caution très lourde — en devises — correspondant au maximum de la peine encourue.

**Vous écrivez ? Écrivez-nous !**

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre...

Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11/03/57 sur la propriété littéraire.

Adresses manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M. 4, rue Charlemagne 75004 Paris Tél. : 48.87.08.21

**LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS**

**UNIVERSITÉ DE PARIS-SORBONNE (PARIS-IV)**

**FORMATION CONTINUE**

**COURS D'ESPAGNOL PORTUGAIS DU BRÉSIL**

Initiation et perfectionnement. Pratique de la langue orale. Le soir, à partir de 18 h 30.

**INSTITUT D'ÉTUDES IBERIQUES et latino-américaines**

31, rue Gay-Lussac 75005 PARIS

Tél. 42-25-06-60 de 17 h 30 à 19 h 30

ements en profondeur ports ethniques

France est satisfaite de verdict

STAING

COPE 1

INSTANT

**VOLEZ À LA CARTE - 30 %**

L'achat d'une carte d'abonnement vous donne droit entre autres avantages à 30% de réduction sur tous les vols. AIR INTER vous propose plusieurs formules : abonnement par ligne, lignes groupées, à la carte, toutes lignes... Renseignez vous vite auprès d'AIR INTER PARIS : 45.39.25.25 ou de votre agent de voyages.

**AIR INTER**



# Politique

## La préparation de l'élection présidentielle

M. Mitterrand à Strasbourg

### Droits du Parlement, extension du référendum, pluralisme de l'information, vote des immigrés

M. François Mitterrand a prononcé, le lundi 28 septembre, au Palais de l'Europe à Strasbourg, le discours d'ouverture de la seconde conférence sur la démocratie parlementaire, organisée sous les auspices du Conseil de l'Europe. Cette conférence, qui rassemble plus de quatre cents parlementaires venant des vingt et un

pays membres du Conseil de l'Europe et d'autres régions du monde (Australie, Canada, Japon, Nouvelle-Zélande, États-Unis), devait débattre pendant trois jours des moyens d'élargir dans les démocraties pluralistes la participation du citoyen à la vie politique et de l'éducation à la démocratie.

#### STRASBOURG

de notre envoyé spécial

La démocratie n'est pas une évidence. M. François Mitterrand l'a rappelé à tous ceux qui pouvaient douter de l'utilité de convoquer une telle conférence sur ce thème : « La démocratie parlementaire, a-t-il dit, nous était si familière, si évidente, du moins pour ceux de ma génération, qu'il a fallu le totalitarisme dans ses divers aspects, le fracas des armes, des morts par dizaines de millions et tant de peines et tant de drames, la souffrance du corps, les blessures de l'âme et la liberté prisonnière pour que nous en découvriions le sens, le prix et le besoin. »

C'était une façon de rendre hommage aux travaux du Conseil de l'Europe en général (« Un peu partout, dans nos pays, on devrait s'en inspirer davantage », dit le président de la République) et aux travaux de cette conférence en particulier dont le but n'était pas de redéfinir les principes de la démocratie parlementaire, mais de réfléchir aux défis que la guettent et à ses adaptations nécessaires.

M. Mitterrand a insisté sur certains thèmes qui lui sont chers et qui, pour être de portée générale et faire l'objet d'ateliers de réflexion à Strasbourg, n'en ont pas moins une résonance particulière en France, où ils pourraient notamment nourrir une partie des débats dans la campagne présidentielle. Il s'agit des pouvoirs du parlementaire, de la fonction du référendum, de la participation des immigrés à la vie démocratique et de la liberté de l'information.

Le président de la République a longuement insisté sur l'équilibre des pouvoirs, à quoi, a-t-il précisé, il s'emploie en France en tant que gérant du bon fonctionnement des

institutions : « Un Parlement omnipotent, et c'est l'impuissance du pouvoir, donc la perte de l'autorité de l'Etat au-delà des frontières comme ailleurs. La France en a fait l'expérience à la fin de la III<sup>e</sup> République et sous la IV<sup>e</sup>, et c'est la raison pour laquelle je n'aurais pas voté la Constitution de 1946. Mais un Parlement faible encadré par des procédures trop strictes et un exécutif sous contrôle et voilà que s'affirme de nouveau la tentation toujours présente de contraindre les Assemblées, de leur arracher des décisions insuffisamment délibérées, de freiner leur volonté de contrôle, de méconnaître leur droit d'initiative, de peser sur la marche de leurs travaux. »

#### Les « exclus » de la démocratie

En bref, il faut développer les capacités d'initiative du Parlement, restaurer sa fonction de contrôle quand elle s'éteint, et c'est là une idée déjà plusieurs fois énoncée par le président français, en particulier depuis mars 1986. « Plus de transparence, plus de débats publics, a-t-il dit encore. C'est là une aspiration essentielle des citoyens qui veulent savoir comment ils sont représentés et gouvernés, qui ont besoin d'Assemblées qui veillent aux manquements de la loi, à la morale publique. »

La démocratie parlementaire doit, en deuxième lieu, savoir s'adapter, c'est-à-dire organiser des transferts de pouvoirs, soit au plan international, soit vers l'échelon local. M. Mitterrand a évoqué à cette occasion l'acte unique européen de 1985 comme « un des moments décisifs » qu'il vécut, « là où le destin se détermine », et rappela la loi française de 1982 sur la décentralisation. Il a souhaité d'autre part pour la France, où le

référendum reste un acte solennel à très fort engagement politique, exigeant pour être convoqué des conditions difficiles, « qu'on puisse y recourir pour des problèmes de société ».

C'est en évoquant les « exclus » de la démocratie que le président de la République a fait référence aux pays européens qui acceptent que les étrangers installés chez eux prennent part aux élections locales. « Je suis, a-t-il dit, de ceux qui pensent que ce droit devrait être étendu ».

Enfin, au chapitre de l'éducation pour la démocratie, M. Mitterrand a plaidé pour le pluralisme de l'information et ses propos, encore une fois, avaient une portée particulière pour la France, en raison de la politique qui vient d'être adoptée au sujet de la CNCL. « Il faut, a-t-il dit, que le pluralisme l'emporte sur le conformisme, sur le pouvoir politique et le pouvoir de l'argent. Je suis de ceux qui pensent que le pluralisme est impossible sans une institution particulière capable d'échapper à ces deux pouvoirs. Nous avons besoin de définir la véritable séparation des pouvoirs. Le législatif et l'exécutif se connaissent et s'éprouvent depuis toujours. La séparation des pouvoirs dans le domaine de l'information est un droit nécessaire à construire. »

CLAIRE TRÉAN.

M. Raymond Barre en Savoie

### « La cohabitation est un système bancal »

CHAMBERY de notre correspondant régional

Pendant une journée savoyarde très chargée, on n'a certes pas vu fleurir des banderoles « Barre président ! », mais la tonalité des interventions de l'ancien premier ministre — dont c'était le premier déplacement en France après sa « quasi-candidature » de Nice — ne laisse planer aucun doute sur sa détermination. Mieux même, son discours prononcé à Aix-les-Bains, dans la soirée de lundi 28 septembre, résume un futur programme présidentiel.

Au cours de cette intervention, suivie par les mille cinq cents sympathisants qui avaient pu prendre place à l'intérieur du Palais des congrès, M. Barre a pris prétexte d'un thème vaste, « les Français et la compétition mondiale », pour fixer quelques axes politiques. La géopolitique, objet de la première partie de son discours, lui a permis de situer la France dans un monde « incertain » : « crise américaine », « incertitudes soviétiques » — sur ce plan, le futur candidat a estimé qu'il ne fallait pas « baisser notre garde et relâcher notre vigilance » car le dialogue avec l'URSS n'est « possible » que si on est « capable de résister à toute menace et à toute forme de chantage » ; « importance des marchés des pays en voie de développement » ; place prépondérante de l'Europe occidentale qui « émerge lentement » d'une situation « qui avait été longtemps préoccupante ».

Dans cet environnement, a expliqué M. Barre, la « recherche de la compétitivité » nous est « imposée ». Et cette notion de compétitivité passe par des axiomes simples : institutions efficaces, renouveau de la famille française, formation des

hommes, réforme « profonde » de la fiscalité, recherche de « valeurs ». Autant de thèmes bien reçus par l'auditoire. Le candidat s'est taillé un beau succès de tribune en brochant la cohabitation : « Le pouvoir exécutif a deux têtes. L'un tire à l'aveugle, l'autre à la vue. Le spectacle que nous observons ne suffit à lui-même (...). Il faut quelques leçons de choses aux Français pour qu'ils comprennent. Mais ils sont aujourd'hui 60 % à dire qu'il faut revenir au bon vieux temps. »

Sur ce même thème, peu avant, au cours d'une réunion restreinte et privée, à Saint-Jean-de-Maurienne, M. Barre avait estimé que la preuve est faite que le système est « claudiquant, pour ne pas dire bancal ».

#### Un climat d'union

Quelques réflexions sur la formation de l'école ont pu apparaître comme une première réponse à M. François Léotard, dont on sait depuis son « Heure de vérité » qu'il souhaite avoir des précisions sur ce point de la part des chefs de file de la majorité. « Nous devons en finir avec un esprit d'enseignement qui se caractérise par la centralisation et l'uniformité. La centralisation n'est pas autre chose, a dit l'ancien premier ministre, que le contrôle de l'enseignement par un syndicat. » Puis, il a fait l'éloge de l'apprentissage au sein des entreprises pour que les jeunes « puissent acquérir sur le terrain, la formation dont ils ont besoin ».

Le futur prétendant à l'Élysée a évoqué, toujours dans son discours d'Aix-les-Bains, la nécessité d'une réforme profonde de la fiscalité. Tout au long de sa journée savoyarde, M. Barre s'est gardé de toute attaque frontale contre les positions du RPR. Mais, au cours

d'un déjeuner à Albertville, il a exprimé quelques « nuances » par rapport, notamment à la politique défendue par M. Philippe Séguin : « Les investissements sont indispensables dans une politique de l'offre. Le traitement social du chômage ne suffira pas. Il coûte très cher et n'aboutit pas à la création d'emplois. » M. Barre a également souligné que l'on aille plus loin dans la voie des « bonnes mesures » prises depuis 1986 en faveur de la baisse de l'impôt sur les sociétés : « Les entreprises individuelles n'en bénéficient pas, et cela ne touche pas les sociétés qui ne font pas de bénéfices et qui auraient pourtant besoin d'investir. » L'ancien premier ministre a néanmoins tenu à affirmer qu'il n'était pas un « maniaque de l'investissement ».

Ces nuances ne devaient pas dissiper l'atmosphère très unitaire d'un voyage qui avait débuté sous des auspices très favorables quant à la coalition majoritaire. C'est le député RPR de la Savoie, M. Michel Barnier, président du Comité d'organisation des Jeux olympiques d'Albertville, qui a joué les bêtes exemplaires dans le département dont il préside l'assemblée. M. Barre a paru aussi sensible à la qualité de l'accueil qui lui a été réservé qu'à la beauté des sites olympiques qu'il a pu survoler en hélicoptère. Il est vrai que M. Barnier, qui s'affirme « gauchiste engagé derrière Jacques Chirac », est considéré par certains membres de l'entourage de M. Barre, comme un « RPR à visage humain ».

Pendant ce lundi savoyard, l'heure était bel et bien à la cohésion des deux principales familles de la droite française. « Que l'opposition s'occupe de ses divisions, nous nous occuperons de notre vocation pour l'unité », a-t-il dit, avant d'affirmer que le thème de la division de la majorité est un « piège » monté par l'opposition.

CLAUDE RÉGENT.

### « Il engrange... »

Sur la fin de son septennat, M. Mitterrand offre, à un rythme accéléré, un condensé de ses réflexions présidentielles. En un discours, lundi à Strasbourg, il a rassemblé un extrait de son message au Parlement du 8 avril 1986, la substance de son intervention du 18 mai à la Sorbonne et une partie de ses déclarations du 17 septembre à TF 1. C'est-à-dire, tour à tour, les droits du Parlement, la participation des immigrés aux élections locales, le pluralisme de l'information et le rôle de l'autorité chargée d'y veiller. Ce à quoi s'ajoute l'idée d'une extension aux problèmes de société du champ d'application du référendum, déjà évoquée, à propos de l'école privée, en juillet 1984.

Le chef de l'État fait un lot d'une série de réflexions qui le distinguent du gouvernement et de la majorité. Il est en désaccord avec l'abus des procédures contraignantes destinées à forcer la main du pouvoir législatif, sujet sur lequel quelques-uns, à l'UDF, sont aussi sourcilieux. Il s'oppose au contrôle politique du gouvernement sur la CNCL, vicié dont il accuse, à droit-mort, le premier ministre. Il propose un référendum élargi que la majorité a refusé en 1984. Il ajoute une idée — le droit de vote des immigrés — déjà contenue dans ses « cent dix propositions » de 1981 et qu'il n'a pas pu, ou pas voulu, mettre en œuvre.

Deux des thèmes traités (référendum et droits du Parlement), au moins, supposent une réforme de la Constitution, toujours souhaitée, jamais réalisée car il n'en voyait pas l'urgence : « Les Français avaient le site ailleurs », dit-il. Dans son entretien avec Jean Lacouture, publié par l'Express le 4 septembre dernier, M. Mitterrand avait affirmé qu'il « faudrait changer certaines dispositions » de la Constitution « pour mieux permettre à chacun des pouvoirs de s'exprimer, à l'autorité du président de la République de s'affirmer là où il faut, au gouvernement d'assurer sa fonction, au Parlement d'être autre chose qu'une chambre d'enregistrement ». Bref, il avait exprimé la nécessité d'entreprendre une légère toilette des institutions, à la lumière de sept années d'expérience du pouvoir et, singulièrement, de la nouvelle pratique mise peu à peu en œuvre depuis le 18 mars 1986.

Ce disent, M. Mitterrand laisse entendre qu'il y a encore beaucoup à faire et que lui-même ferait beaucoup, « il engrange », comme dit M. Jacques Chabon-Delmas. Le président de l'Assemblée nationale, s'exprimant mardi 29 septembre à Antenne 2, traduit une analyse communément partagée lorsqu'il remarque que le chef de l'État, en attendant de faire connaître sa décision pour 1988, « est obligé d'engranger le plus possible pour le cas où... ».

J.-Y. L.

### La direction du PCF pousse la CGT à durcir ses actions

(Suite de la première page.)

M. Michel Warcholak, secrétaire de la CGT, met en évidence la cohérence, selon lui, entre la journée revendicative organisée du 1<sup>er</sup> octobre et la primauté, donnée par le PCF, au mouvement populaire. Il laisse entendre que la consécration de Montreuil enregistrera un recul aux prochaines élections prud'homales en soulignant qu'il y a « deux millions d'inscrits en moins [par rapport à 1982] dont un million de ceux qui ont voté l'industrie ».

M. Warcholak, selon un parlementaire de la CGT, aurait évalué l'hypothétique baisse de sa central à 2,5 points à l'occasion de cette consultation (36,8 % en 1982). M. Marcel Zaidner, responsable du bureau de presse, note un « double enjeu » de la jeunesse, qui, selon lui, « peut régler à notre démarche », car elle est « un peu débarrassée des grandes espérances et des déceptions ». Chargé des jeunes au « CC », il indique que trois millions de l'Huma 15-25 seront publiés d'ici à l'élection présidentielle ; ils viendront compléter les deux millions déjà sortis.

M. Henri Martin, qui cite abondamment l'Humanité et l'Humanité Dimanche, souligne l'intérêt du « porte-à-porte » militant, et

M. Thérèse Hinzberg, responsable des fonctionnaires CGT, fait part de son expérience au sein de l'association des parents d'élèves dont elle est membre. Enfin, M. Charles Carassa (Alpes-Maritimes), clés la main en expliquant que, auparavant, le parti n'aurait pas eu de parti n'aurait pas eu pour aborder certaines questions sur « l'union et le rassemblement », mais que aujourd'hui, « on peut aller plus loin ». Il indique, par ailleurs, que l'élection présidentielle permettra de mesurer le degré de mobilisation, c'est-à-dire, selon un participant, « le niveau de compréhension de notre nouvelle stratégie ». Sans plus.

Placé sous la présidence de M. Jackie Hoffmann, député, la séance de l'après-midi s'engage immédiatement, avec une intervention de M. Gérard Alezard, secrétaire de la CGT, sur les dix « axes de Renault-Billancourt », militants cégétistes, et communistes pour venir en justice par la direction de la Région. Selon lui, il s'agit d'une « affaire très importante ». Suivent une série d'interventions, qualifiées de « très homogènes », par un participant et qui « portaient au pinacle la méthode SKF », selon un autre (1). Pour un membre du

comité central, toutes ces interventions (MM. Marchais, Gayssot, Dutoit, Fournier, Mons, Marchand, Obadia...) avaient une « double dimension ». D'une part, « la direction cogne à tour de bras, mais on n'arrive pas à mobiliser, dit ce dirigeant. Du coup, on essaie d'une méthode : avoir des martyrs pour susciter la solidarité ». D'autre part, poursuit-il, « à travers Billancourt, c'est toute l'orientation de la CGT qui est visée ».

#### La lutte des classes « aseptisée »

Ainsi M. Claude Billard, membre du bureau politique chargé des entreprises, a déclaré à propos de cette affaire : « Ce qui est visé [par la direction], ce n'est pas l'importance quel syndicalisme de classe, c'est celui qui affronte les difficultés. » M. Nicolas Marchand (Val-de-Marne) a dénoncé « la conception aseptisée de la lutte de classes ». M. François Dutoit, responsable de la fédération de l'énergie, a fait la distinction entre « action de masse et action militante » et montrant sa préférence pour la seconde, dans la période actuelle, il a demandé : « A-t-on la volonté politique d'aller jusqu'au bout de notre démarche ? »

Alors que M. Michel Duffour, secrétaire de la fédération des Hauts-de-Seine, dénonçait l'« offensive de la direction » de Renault à Billancourt, mettant en cause un cadre dirigeant venu de Fiat et surmonté le « boucher de l'horin », en raison des licenciements qu'il y a effectués, M. Marchais est intervenu pour déclarer : « Et comme le PCI, en son temps, n'a pas fait face à ses responsabilités, il l'a payé. » Devant ce qu'un dirigeant appelle « la volonté de mettre la CGT au diapason », M. Henri Krasucki, secrétaire général de la centrale a, en somme, dit, une attitude « très souple », selon plusieurs participants. Il a indiqué que l'« affaire de Billancourt » « ne peut se gagner qu'avec le concours de l'opinion publique ».

A l'évidence, des réticences quant à la stratégie de l'équipe de M. Marchais sur l'affaire de Billancourt se font jour à l'intérieur de la CGT dans une partie des dirigeants, sinon le premier, ne veulent pas reconstruire « le coup » de l'action commando type SKF. A cet égard, le compte-rendu succinct, mais éclairant, de l'Humanité du 29 septembre, sur cette partie de la discussion, laisse peu de place au doute. Faudrait-il, pour achever de s'en convaincre, constater que, depuis plusieurs mois, le secrétaire général de la fédération de la métallurgie

CGT, le premier concerné, M. André Sainjon, est resté — et continue de rester — étrangement muet.

#### Le « gauchissement » du président

En clôture des débats, et sans que M. André Lajoie soit intervenu de la journée, M. Marchais a fait ce que l'on peut appeler « quelques ajustements » sur la campagne présidentielle. Il est félicité du « gauchissement » du discours du président de la République et du FS en remarquant toutefois que le « contenu de classe est évacué ». Selon le secrétaire général, cette démarche n'est qu'« électorale et c'est, en tout cas, une version aseptisée de l'identité de gauche qui n'inspire plus de la tolérance que des valeurs progressistes transformées ». « Ce discours, a-t-il poursuivi, n'est situé à gauche que par contraste avec le discours extrémiste de la droite. » Ainsi qu'il l'avait déjà évoqué à plusieurs reprises, M. Marchais a souligné que « sur toutes les questions essentielles, les choix de classe sont convergents au RPR, à l'UDF et au FS ».

Enfin, le numéro un du PCF, qui a donné l'impression à un dirigeant du parti d'être « revenu sept ans en arrière », sous-entendu à la campagne présidentielle de M. Marchais, a affirmé que le vote communiste ne sera pas un vote de fénelonage : « Si la FC pèse plus lourd, a-t-il dit, les conséquences de l'élection présidentielle et son résultat lui-même pourront être conformes aux intérêts populaires et nationaux. » Le rapport Blotina a été adopté à l'unanimité moins l'abstention de M. Félix Dametta.

M. Lajoie effectuera, au cours de sa campagne, une visite dans toutes les régions à partir de janvier. Les cinq dernières semaines de sa campagne seront consacrées à un tour de France, en compagnie de M. Marchais.

OLIVIER BIFFAUD.

(1) Dans la matinée du 5 juin 1985, un commando de la CGT avait investi, par la force, l'usine de la société suédoise de roulements à billes SKF, à Ivry (Val-de-Marne), vide de ses machines et partie de son matériel depuis le 28 mai précédent. Il en avait été libéré par les CRS, quelques heures plus tard. Les heurts entre les forces de l'ordre et la CGT avaient fait trente-huit blessés et soixante-huit manifestants avaient été interpellés, dont un seul salarié de SKF. A l'occasion de cette opération, des discussions étaient apparues dans la direction de la CGT. Le PCF avait compté M. Pierre Jozé, ministre socialiste de l'Industrie, à Jules Moch.

**DOSSIERS STATISTIQUES DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI (D.S.T.E.)**  
Supplément au B.M.S.T.  
Abonnement 290 F  
N° DSTE 52 F - N° BMST 24 F

- Des études d'actualité :
  - Politique de l'emploi
  - Travail temporaire
  - Formation professionnelle...
- Des enquêtes nationales :
  - ACEMO
  - Structures des emplois
  - Participation
  - Elections aux comités d'entreprise.
- Chaque année :
  - Le bilan de l'emploi.

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'EMPLOI  
Diffusion  
MASSON / SPIFF  
B.P. 22 - 41353 VINEUIL

### Un adjoint au maire de Sedan démissionne du PCF

CHARLEVILLE-MÉZIÈRES de notre correspondant

M. Jean-Paul Rigo, président du groupe communiste au conseil municipal de Sedan, adjoint chargé des sports du maire socialiste, M. Claude Démoulin, a quitté le Parti communiste.

Militant communiste le plus présent sur la scène politique sédanais, entré en 1975 au PCF, il fut secrétaire de la section pendant cinq ans, de 1978 à 1983, et membre du comité fédéral pendant six ans, de 1979 à 1985. Militant de la CGT, qu'il quitta en 1983 à cause de « divergences », il avait été, en tant que représentant des salariés, président de la section de commerce au conseil des prud'hommes pendant sept ans.

M. Rigo justifie sa démission du PCF par des raisons strictement politiques. « Il n'est plus possible d'avoir un débat à l'intérieur du parti, commente-t-il. Mais c'est surtout la désignation d'André Lajoie comme candidat du PC à la présidentielle qui a fait office de

détenteur. » Refusant cependant de se classer parmi les « rénovateurs », Jean-Paul Rigo se déclare « plus proche de l'indivisibilité jusqu'à ce que les choses se défont ».

Il est le second élu communiste ardenais à exprimer publiquement son désaccord avec la ligne du parti. Au printemps dernier, M. Maurice Minette, adjoint aux transports de la municipalité d'union de la gauche de Charleville-Mézières, se réclamant clairement de la position de M. Pierre Jurgin, avait appelé à un congrès extraordinaire.

Mais M. Minette a choisi, lui, de demeurer membre du Parti communiste. Localement, la démission de M. Rigo risque d'ouvrir une crise au sein de la municipalité, qui est composée de 17 socialistes, 10 communistes et 8 conseillers d'opposition. M. Rigo, en effet, n'entend pas démissionner de ses fonctions d'adjoint. Néanmoins, le groupe communiste semble avoir adopté une attitude conciliante à son égard, en ne demandant pas à M. Démoulin de lui retirer ses délégations.

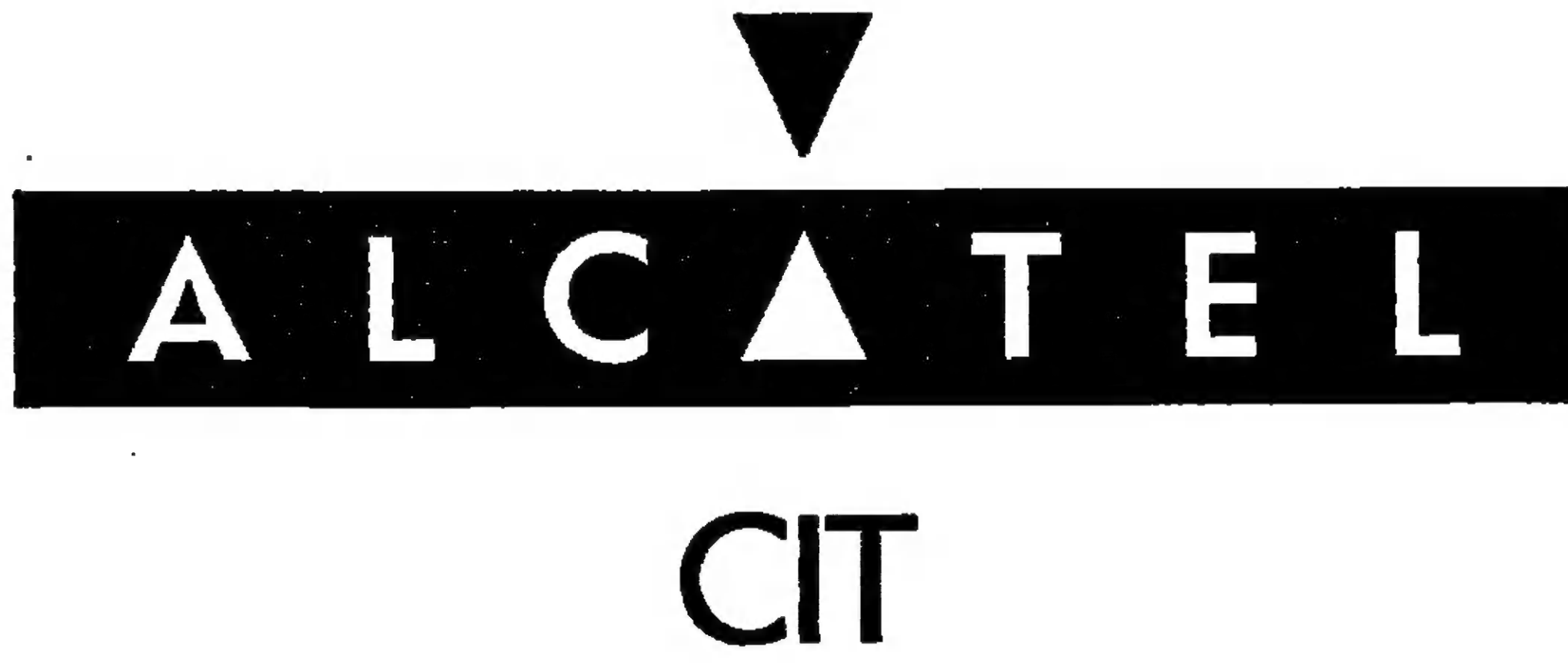
JEAN DRIUART.

Les Télé  
le réseau  
du  
Alcatel  
en France  
le système  
13 000 000

Handwritten signature or text in a box.



هكذا من الأصل



**"Alcatel E10 fait du RNIS une réalité."**

**Les Télécommunications Françaises annoncent  
le réseau RENAN, première ouverture commerciale  
du Réseau Numérique à Intégration  
de Services en France.**

**Alcatel E10 constitue la pièce maîtresse du RNIS  
en France, et 57 pays dans le monde ont choisi  
le système de commutation numérique Alcatel E10.  
18 000 000 d'abonnés sont raccordés à ce système.**









Un nouveau projet de M. Chalandon

## Le juge d'instruction dépossédé du pouvoir de mise en détention

Au cours de l'émission « Méditations » diffusée, lundi 28 septembre, sur TF 1, le garde des sceaux, M. Alain Chalandon, a exposé les grandes lignes du projet de réforme de l'instruction qu'il se propose de soumettre au Parlement au cours de la session d'automne.

M. Alain Chalandon se serait sans doute bien passé du cadeau empoisonné laissé par M. Robert Badinter : la très délicate réforme de l'instruction. Votée en un temps record à l'automne 1985, cette réforme dite aussi « réforme Lambert », tant les bévues du « petit juge » d'Épinal en avaient accéléré le mouvement, ne devait entrer en application qu'au 1<sup>er</sup> mars 1988.

Fondée sur la collégialité, cette réforme de l'ensemble de l'instruction nécessitait l'emploi de 150 magistrats et de 100 greffiers supplémentaires. Ces postes n'étant pas créés, M. Chalandon devait soit proroger la loi de son prédécesseur — ce qui politiquement était improbable, — soit mettre au point une réforme moins ambitieuse, en ce qui concerne tout au moins les effectifs des juges. Si M. Badinter sou-

haitait « mettre fin à la solitude du juge d'instruction », M. Chalandon, lui, ne s'est jamais caché de vouloir limiter le pouvoir « parfois exorbitant » de celui-ci.

Dans son premier temps, il avait envisagé, sous la pression de l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite), fort bien représentée à son cabinet, de supprimer le débat contradictoire (le juge d'instruction étant tenu, avant d'incarcérer, d'entendre l'avocat et un représentant du parquet), rendu obligatoire par la loi sur la détention provisoire de 1984. Il aurait créé un « référé de la liberté » permettant à tout prévenu incarcéré de faire appel dans les vingt-quatre heures de la décision de placement sous mandat de dépôt devant trois magistrats du tribunal de grande instance (Le Monde du 5 mars).

london souhaite aussi renforcer le contrôle exercé par les chambres d'accusation sur les magistrats instructeurs. Il estime, d'autre part, qu'il n'est pas bon de confier « à des gens qui sortent pratiquement de l'école » les fonctions de juge d'instruction.

Enfin, le président du tribunal, au cours de celle-ci, aurait pu instituer une instruction collégiale, le premier juge désigné gardant la maîtrise de son dossier.

Les grandes lignes du projet que s'approprie à déposer M. Chalandon diffèrent nettement de ce premier texte. En effet, si le garde des sceaux souhaite, en priorité, diminuer le nombre de détentions provisoires, il semble ne plus s'intéresser à la collégialité qu'en ce qui concerne le mandat de dépôt, dont le juge d'instruction serait entièrement dépossédé : « Je souhaite une séparation entre le pouvoir d'instruire et le pouvoir de mettre en détention. C'est une révolution : je ne me dissimule pas le choc que cela produira dans nos institutions judiciaires », a-t-il précisé.

### Méfiance

Deuxième volet de la réforme : l'instruction elle-même. On ne parle plus, ici, de la trop fautive « solitude » du juge d'instruction mais seulement de la lenteur. Les magistrats apprécient.

La chancellerie ayant dû revoir à la baisse le plan de modernisation de la justice, mis à mal par l'effort particulier porté sur les nouvelles prisons, ce serait une modification de la procédure qui, espère-t-on, permettrait d'accroître le fonctionnement de la justice par un renforcement du pouvoir des chambres d'accusation, qui exerceraient

La sœur sans cadavre de Nancy

## La sœur de Simone Weber retourne en prison

NANCY de notre correspondant

La sœur de Simone Weber, Madeleine, a été placée, lundi 28 septembre, sous mandat de dépôt à la prison de Metz, après que le juge d'instruction, M. Gilbert Thiel, ait ordonné la révocation de son contrôle judiciaire. C'est une nouvelle péripétie dans l'affaire du meurtre sans cadavre de Nancy (Le Monde du 4 septembre), qui intervient pratiquement au moment où M<sup>me</sup> Jacques Vergès vient d'accepter de devenir avocat de la défense. Après notamment M<sup>me</sup> René-Henri Garaud et Philippe Lemaire, qui n'ont fait que passer, il devient officiellement le quinzième avocat pressenti par Simone Weber, détenue depuis le 10 septembre 1985, après avoir été inculpée de l'assassinat de Bernard Hettier, son ex-mari.

Madeline Weber était inculpée, elle, de « destruction de documents administratifs », en l'occurrence un chèque et des papiers d'identité de Bernard Hettier. Disparu depuis juin 1985, sans que l'on ait jamais retrouvé sa trace ou son corps, Bernard Hettier possédait une voiture, que les policiers retrouvèrent avec de fausses plaques d'immatriculation, en novembre 1985, dans un garage de Cannes, loué par les sœurs Weber.

Inculpée et écrouée le 10 novembre 1985, Madeleine avait été libérée et placée sous contrôle judiciaire depuis le 5 mars 1986 au Cannet, où elle habite, avec notamment une interdiction de rencontrer environ quatre-vingts personnes, témoins directs ou indirects de l'affaire. Or, à deux reprises, elle aurait rencontré

un de ces témoins habitant Toul, notamment dimanche 27 septembre. C'est le témoin lui-même qui a téléphoné aux gendarmes, amenant le lendemain le juge Thiel à prononcer la révocation du contrôle judiciaire.

Ce témoin n'est pas sans importance puisqu'on le soupçonne d'avoir, à la demande de Simone Weber, utilisé la carte de crédit de Bernard Hettier, sans doute pour faire croire que ce dernier n'avait pas complètement disparu depuis juin 1985, date à laquelle sa famille avait porté plainte. Une chose que toutfois ce témoin a toujours nié. Il a, en revanche, reconnu avoir aidé Simone Weber à démolir la maison de Rosières-aux-Salins (aux environs de Nancy), peu après la mort de son propriétaire, Marcel Fixart. Ce dernier, marié, sans le savoir, à Simone Weber, à la suite d'un faux mariage organisé à son insu à Strasbourg, mourut peu après, et Simone Weber est aussi inculpée de son assassinat.

« Il n'y a pas eu d'entrave à la bonne marche de l'instruction. La remise en détention de Madeleine Weber est un moyen de pression du juge sur sa sœur pour l'amener à être plus coopérative lors des interrogatoires », commentait, lundi, M<sup>me</sup> François Robbes, du barreau de Nancy, l'un des défenseurs de Simone Weber.

JEAN-LOUIS BEMER.

### Les réactions : de la réserve à l'hostilité

Le secrétaire général du Syndicat de la magistrature, M. Jean-Pierre Deschamps : Nous sommes contre.

« Dans la mesure, a déclaré M. Deschamps, où il s'agit d'établir une collégialité pour la mise en détention ou la mise en liberté nous serions d'accord. Mais nous sommes contre cette collégialité-là, puisque'il n'y a plus de juge d'instruction, plus de spécialité. C'est dire qu'effectivement cette collégialité ne remplit pas les conditions de compétence, de connaissance d'une affaire, nécessaires pour ce genre de chose. »

L'Association française des magistrats chargés de l'instruction (AFMI) : Réserves.

L'AFMI estime « que cette conception du juge d'instruction réduit à un juge enquêteur méconnaît l'imbrication étroite entre les problèmes de détention et les problèmes de déroulement de l'instruction et laisse craindre une perte d'efficacité dans la conduite de l'instruction ». L'Association juge en outre que « les chambres d'accusation, qui sont les juridictions d'instruction du second degré, disposent, en l'état, de pouvoirs suffisants mais ne peuvent souvent, faute de moyens, les exercer pleinement ». L'AFMI se déclare enfin, « opposée à toute condition d'ancienneté minimum pour exercer la fonction de juge d'instruction » et regrette « qu'une nouvelle réforme de l'instruction (...) soit conduite dans la précipitation et sans concertation préalable ».

L'Union syndicale des magistrats : « Autant dire : supprimons l'instruction. » — « Tel qu'il est conçu, estime l'USM, ce projet enlève sa crédibilité à la fonction même de l'instruction. On peut s'interroger sur le poids qu'aurait, dans l'avenir, le juge sur la conduite des opérations de police. La véritable question qui se pose en matière de détention provisoire, c'est la procédure que pourrait utiliser une personne contestant son incarcération. Il faut faire en sorte que cette personne puisse, dans les délais les plus brefs, avoir recours à une procédure d'urgence devant la chambre

d'accusation, ce qui implique de renforcer son efficacité et ses moyens. »

Le Syndicat des avocats de France : « Trompe-l'œil ». — « La défiance vis-à-vis des jeunes magistrats est injustifiée car l'âge ne fait rien à l'affaire, estime le SAF. Le renforcement hiérarchique des pouvoirs des chambres d'accusation, souvent très attachées à l'incarcération provisoire, est dangereux et contraire au but apparemment poursuivi. En ce qui concerne les désistements des juges d'instruction au profit des tribunaux correctionnels, peu importe le nom de la juridiction qui a le pouvoir de mettre en détention provisoire. C'est la détention provisoire elle-même qu'il faut remettre en question au profit du contrôle judiciaire, et non diminuer les crédits de ce dernier. »

L'Association professionnelle des magistrats (APM) : approbation sous condition.

L'association « regrette pour des raisons d'efficacité dans la gestion des juridictions » que l'idée d'un « référé pénal » qu'elle a proposée, « n'ait pas été finalement reprise. Cependant, elle ne peut qu'approuver le renforcement des pouvoirs des chambres d'accusation et le raccourcissement des délais qui l'accompagne. Elle estime que ces nouvelles garanties données aux citoyens doivent s'accompagner de mesures nécessaires à assurer la protection de l'ordre public : principalement le rétablissement du caractère suspensif de l'appel du parquet. L'APM souhaite que des moyens soient donnés aux juridictions pour faire face aux besoins nouveaux qui vont être ainsi créés. En effet, seuls des moyens adaptés peuvent donner à la procédure envisagée sa pleine efficacité. Enfin, l'APM tient à rendre hommage aux juges d'instruction qui ont (...) des fonctions difficiles. Il serait regrettable que les erreurs de certains fassent oublier les mérites de ceux qui, au quotidien, assument avec discrétion et honneur l'œuvre de la justice ».

### Appel à témoins et nouvelle prime pour la recherche de deux membres de l'ex-FLNC

Deux militants de l'ex-FLNC, Jean-Vitus Albertini et Jean-André Orsoni, sont l'objet d'un appel à témoins lancé lundi 28 septembre par la gendarmerie de Corse dans le cadre de la commission rogatoire délivrée par M. Michel Lagnand, juge d'instruction à Paris, après l'assassinat, le 4 août, près de Bastia, du gendarme Guy Aznar.

Un communiqué du palais de justice de Paris précise qu'une « forte prime pouvant aller jusqu'à un million de francs est proposée à toute personne qui apportera des informations permettant leur arrestation ». Jean-Vitus Albertini et Jean-André Orsoni seraient membres de ce que les enquêteurs appellent « la bande des fugitifs », groupe nationaliste itinérant vraisemblablement responsable de la plupart des mitraillages de gendarmerie, ces derniers mois en Corse, et dont la culpabilité avait été avancée dès le lendemain de l'attentat contre le gendarme Aznar (Le Monde du 8 août). Des études de cartouches de chasse et des douilles d'autres armes à feu, retrouvés à Bastia, avaient notamment permis de faire le lien avec l'attaque d'un gendarmier

quelques semaines plus tôt à Serradi-Scopamène (Corse du Sud), attaque pour laquelle Jean-André Orsoni, parmi d'autres clandestins, avait été soupçonné.

Jean-Vitus Albertini est suspecté d'avoir participé à un autre mitraillage à Marina Viva, près d'Ajaccio. Ces deux membres de l'ex-FLNC, en fuite depuis plusieurs mois, figurent sur l'affiche du ministère de l'Intérieur diffusée après la mort, en juin, du docteur Lafay. La prime offerte par le magistrat instructeur est la troisième somme récompensant toute information qui permettrait l'arrestation d'Orsoni et d'Albertini : deux primes d'un million de francs chacune ont déjà été promises cet été par le ministère de l'Intérieur.

RECTIFICATIF. — Dans notre enquête sur la violence au Pays basque (nos éditions du 29 septembre), il fallait lire EM (Euzkoerako Mugurmen Abertzaleak), mouvement politique nationaliste jugé proche des thèses de l'Iparretarrak, et non ELAN, comme une erreur de transmission nous l'a fait écrire.

# PARIS - MADRID FAITES VOTRE CHOIX

### PRENEZ VOTRE TEMPS

Profitez de l'Espagne avant d'y travailler : atterrissez à 14 heures à Madrid, découvrez la ville, faites du shopping ou une première réunion. Passez une longue soirée à l'espagnole, une bonne nuit... et vous voilà frais et dispos pour attaquer tôt une journée de travail.

### GAGNEZ DU TEMPS

Une bonne journée de travail commence par une bonne nuit : prenez l'avion à 20 h 15 après une journée bien remplie, dînez à bord ou bien à votre arrivée, à l'espagnole. Passez une bonne nuit sur place. Et le lendemain, vous êtes frais et dispos pour attaquer tôt !...

| DEUX DÉPARTS QUOTIDIENS EN AIRBUS 300 ET BOEING 727 |       |         |                  |         |       |       |
|---|-------|---------|------------------|---------|-------|-------|
| 12.05   | 20.15 | Départ  | PARIS (Orly-Sud) | Arrivée | 11.05 | 19.15 |
|   |       |         |                  |         |       |       |
| 14.00   | 22.10 | Arrivée | MADRID           | Départ  | 09.15 | 17.25 |

• Correspondances immédiates pour toutes les villes d'Espagne, Amérique du Sud et Centrale, U.S.A., Afrique, Moyen et Extrême-Orient.  
• Trois classes : Première - Affaires - Touriste. • Salons VIP à Orly et Madrid.  
• Consultez pour renseignements et réservations votre Agence de Voyages ou l'un de nos bureaux. Réservations : Tél. (1) 47.23.00.23 / 31, av. Montaigne 75008 PARIS - Tél. (1) 47.23.01.23 / 1, rue Scribe 75009 PARIS - Tél. (1) 47.42.38.80 / Aéroport d'Orly - Tél. (1) 46.86.46.60



Agence France Presse



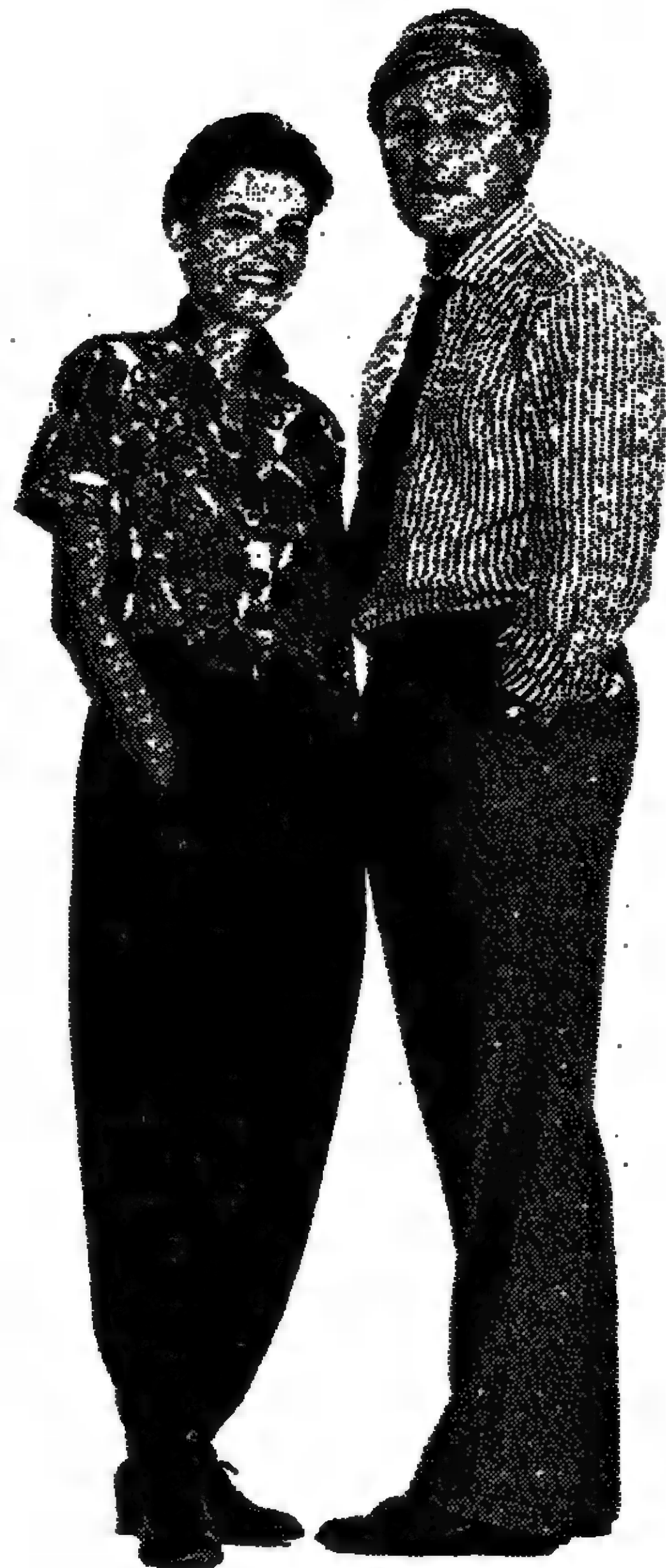


*Paul Amar*  
- LA POLITIQUE -



*Brigitte Simonetta*  
- LES SCIENCES -

*Hervé Claude*  
- LES JOURNAUX -

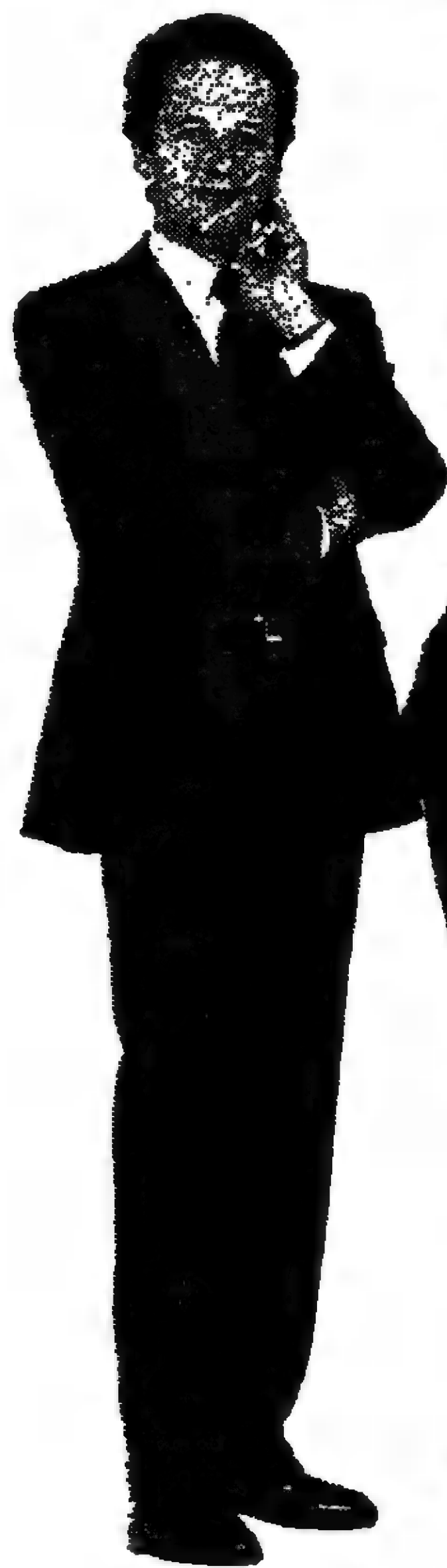


*Aubrey Edler*  
- 24 H SUR LA 2 -

*Roger Zabel*  
- TÉLÉMATIN -



*Elie Vannier*  
- DIRECTEUR DE L'INFORMATION -



*Jean-Marie Cavada*  
- LA MARCHÉ DU SIÈCLE -



*Daniel Bilalian*  
- LES JOURNAUX DU WEEK-END -



*Henri Sannier*  
- LE JOURNAL DE 20 H -



*François-Henri de Virieux*  
- L'HEURE DE VÉRITÉ -



*Bernard Rapp*  
- ÉDITION SPÉCIALE - L'ASSIETTE ANGLAISE -

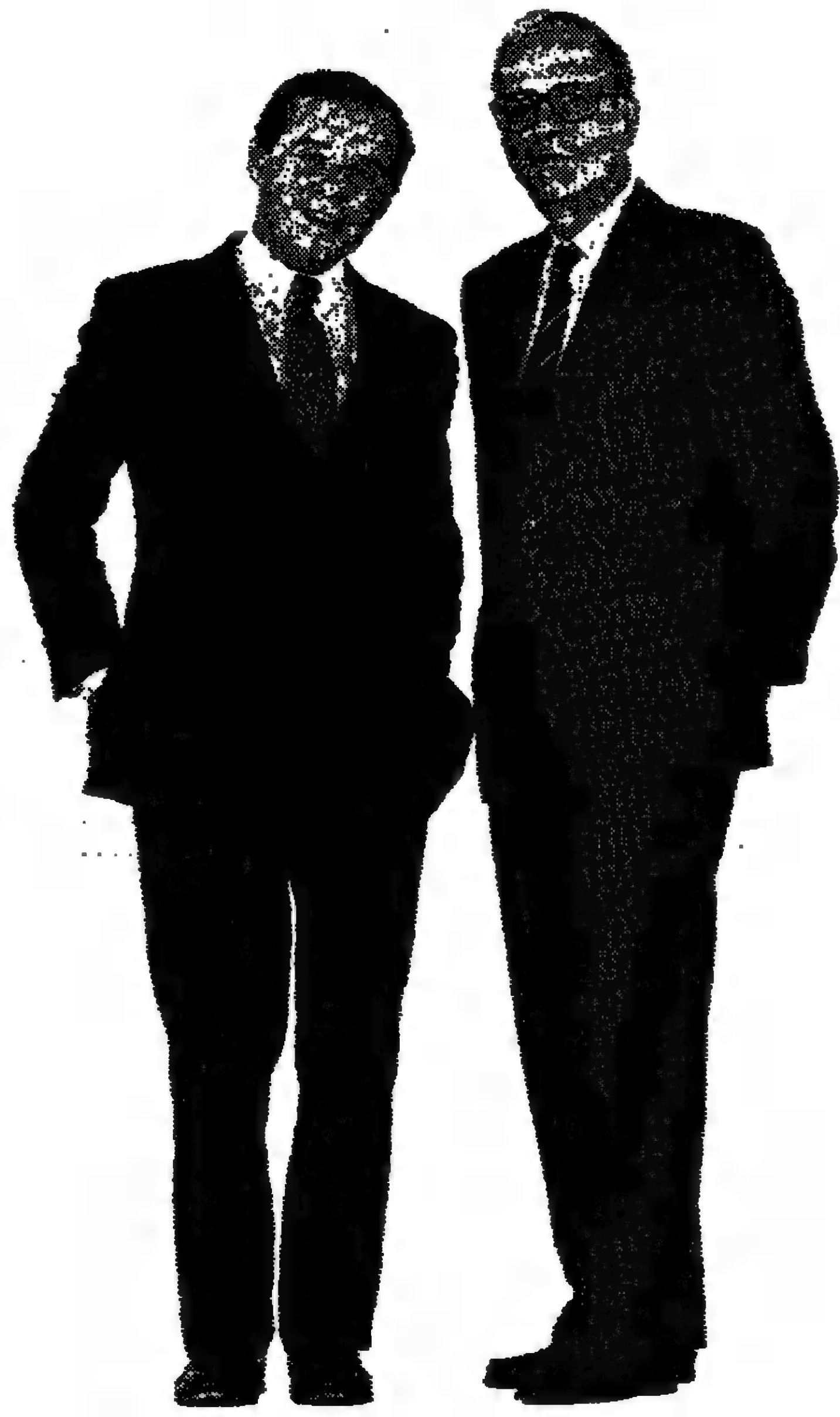
Cgilvy & Mather

LS

RAT

سکتا اس ایف





*Philippe Sassier*  
- L'ECONOMIE -

*Georges Bortoli*  
- LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE -

*Patricia Charnelet*  
- LE JOURNAL DE 13 H -

*William Leymergie*  
- LE JOURNAL DE 13 H -

*Pierrette Bres*  
- LE SPORT HIPPIQUE -



# ANTENNE 2. Le cœur de l'information

Le matin, le soleil, le monde et vous, avec *Télématin* vous vous levez au cœur de l'information. Ensuite, vous regardez les *Flashes*, le *Journal de 13 H*, toujours au cœur de l'information. Plus tard, c'est le *Journal de 20H*, et celui de *23H30*, encore au cœur de l'information. Et les magazines: *Assiette Anglaise*, *l'Heure de Vérité*, *la Marche du siècle*, *Édition Spéciale*, *Résistances*.  
Sur A2, vous vivez, vous sentez battre le cœur de l'information. Avec passion.

Ogilvy & Mather



ANTENNE 2. PROFESSION PASSION.



# Société

## Un sondage sur les seize-vingt-quatre ans

### Jeunes, individualistes, généreux...

(Lire la suite de la première page.)

Le mouvement des étudiants n'était pas une révolte contre la société, mais un moyen d'y entrer en lui imprimant leur marque.

Touche pas à mon université, touche pas à mon radio, touche pas à mon pote... « Moi... et les autres », souligne Joël-Yves Le Bigot, président de l'Institut de l'enfant, qui réalise chaque année un « baromètre » des 15-25 ans. L'écologie à succédé à l'écologie. L'individualisme, qui devient peu à peu la seule valeur sûre, celle qui commande toutes les autres, va de pair avec l'ouverture et la générosité : on peut parler d'un individualisme généreux. Si le tiers-mondisme ne fait plus recette, le tiers monde est très présent dans les préoccupations de cette tranche d'âge. Et, d'une manière générale, tout ce qui concerne les laissés-pour-compte et les droits de l'homme.

Ces jeunes Français vont chercher des modèles qui incarnent l'un de leurs propres traits - ou de leurs propres ambitions. Coluche symbolise la générosité et la dérision ; Jean-Jacques Goldman ou Madonna la musique ; Yannick Noah ou Bernard Tapie la réussite professionnelle... Une galerie de portraits façonnée par la télévision et fondée davantage sur l'émotion que sur les certitudes. Aujourd'hui, on aime ce qu'on « sent ». On adhère à ce qui fait vibrer.

#### Une clientèle en or

Les jeunes Français acquièrent très tôt une certaine autonomie. Plus besoin de courir sur les routes : le monde vient aux enfants et aux adolescents par le biais de la télévision. Et les parents - absents ou impuissants - n'ont aucun contrôle sur ces images extérieures qui s'adressent indifféremment à tous les âges. Mais, paradoxalement, cette autonomie se perd par la suite : les jeunes adultes sont privés de l'indépendance à laquelle ils pourraient prétendre, puisqu'ils habitent massivement chez leurs parents : 75 % à vingt ans, et encore 24 % à vingt-quatre ans.

Cette cohabitation prolongée est due, à la fois, à l'allongement des études et à l'augmentation du chômage.

Les voilà producteurs de plus en plus tard, mais consommateurs de plus en plus tôt. Et quels consommateurs ! Ils achètent en moyenne six pantalons par an... Cette tranche d'âge « péco » plus de 200 milliards de francs en revenu annuel, si on additionne les salaires, les indemnités de chômage, les gains obtenus par les petits boulots, l'argent de poche... En moyenne, chacun de ces jeunes percevrait ainsi près de 2 200 F par mois. Soit le double, en francs constants, des revenus de la même tranche d'âge en 1965.

Un public solvable donc, mais un public exigeant. Qui sait apprécier la qualité - et, plus encore, le statut - d'un produit. Qui est prêt à retarder un achat pour acquiescer une marque précise, plus chère, correspondant au « look » souhaité.

#### La famille avant tout

Car le « look » est fondamental. Les jeunes sont les plus gros consommateurs de produits de beauté. Et les garçons n'ont presque plus rien à envier aux filles dans ce domaine. « La consommation est synonyme d'identité », remarque Joël-Yves Le Bigot. On ne se définit plus par rapport à la profession de ses parents ou à ses propres études, mais par son look, son équipement, ses projets de voyage.

Des observations assez fines, produit par produit, marque par marque, montrent que cette tranche d'âge détermine les modes et donne le « la ». Cohabitant à la fois avec les parents et les frères et sœurs plus jeunes, elle déteint sur les uns et sur les autres.

Une grosse différence cependant : alors que les 9-14 ans sont des passionnés de télévision, les 15-24 ans placent la musique en tête de leurs distractions préférées. De toutes les classes d'âge, c'est celle qui est le moins rivée au petit écran et celle qui lit le plus. La musique devient un nouvel espéranto, un élément central de communication. Quand on demande à ces jeunes quel est, pour eux, le premier critère d'évaluation d'un spot publicitaire, ils citent la musique, avant l'humour et l'originalité.

Entre les jeunes et leurs parents, c'est une sorte de paix armée. Tout va bien tant que les seconds remplis-

sent le frigo, financent les achats ou les activités des premiers et évitent les sujets de friction... Mais il ne faut pas réduire la famille française à cette cohabitation forcée : les générations n'ont jamais été aussi proches les unes des autres. La famille est pour beaucoup de jeunes un lieu privilégié d'échanges, de discussions et de plaisir de vivre. De leurs parents, ils déclarent surtout attendre une présence affective et un soutien moral. La famille est aujourd'hui, malgré la multiplication des divorces, l'institution à laquelle les jeunes Français accordent le plus de crédit.

De la révolte à l'indifférence, de l'indifférence à l'angoisse... la « bof génération » d'hier, dit-on, est devenue une « flip génération ». Ne découvre-t-elle pas la sexualité sur fond de SIDA et la vie professionnelle sous la menace du chômage ?

Le SIDA ne semble pourtant pas terroriser les 16-24 ans. Parmi leurs peurs avouées, cette épidémie figure loin derrière la guerre ou le terrorisme. Seule une petite minorité de jeunes affirme avoir changé ses habitudes sexuelles à cause du SIDA. Mais programme-t-on son activité sexuelle à seize ans ? Et l'avoué-t-on si facilement ?

Curieusement, les jeunes interrogés se déclarent deux fois moins inquiets par le chômage que par la guerre. « Ce qu'ils redoutent, c'est surtout le chômage éventuel de leurs parents, dont ils sont très dépendants », estime Joël-Yves Le Bigot. Précision intéressante : quand on leur demande quel métier ils souhaiteraient exercer, les jeunes ne privilégient nullement les emplois garantis. Peu sont tentés par les ministères, les entreprises publiques ou les géants de l'industrie, alors que leurs suffrages se portent massivement sur les petites boîtes dynamiques nouvellement créées ou les agences de publicité. En d'autres termes, l'intérêt du travail et les contacts humains comptent davantage que la sécurité.

N'en déplaie aux Cassandre, 57 % des 16-24 ans sont plutôt optimistes sur l'avenir des jeunes en France. Et encore plus optimistes (74 %) sur leur propre avenir ! Mieux : ils sont heureux à une écrasante majorité. Oui, heureux, tout simplement. Faut-il nécessairement s'en inquiéter ?

ROBERT SOLÉ.

#### NI SYNDICATS NI PARTIS

● Êtes-vous inscrit sur les listes électorales ? (\*)

|     |      |
|-----|------|
| Oui | 71 % |
| Non | 29 % |

(\*) Question posée aux personnes de dix-huit ans et plus.

● Avez-vous l'intention de vous inscrire avant l'élection présidentielle ? (\*)

|             |      |
|-------------|------|
| Oui         | 53 % |
| Non         | 39 % |
| Ne sait pas | 8 %  |

(\*) Question posée aux personnes de dix-sept ans et plus qui ne sont pas inscrites sur les listes électorales.

● Avez-vous l'intention de voter lors du premier tour de l'élection présidentielle ? (\*)

|             |      |
|-------------|------|
| Oui         | 94 % |
| Non         | 3 %  |
| Ne sait pas | 3 %  |

(\*) Question posée aux personnes qui sont inscrites et qui ont l'intention de s'inscrire.

● Parmi les candidats suivants, quel est celui dont vous vous sentez le plus proche ?

|                     |      |
|---------------------|------|
| François Mitterrand | 36 % |
| Jacques Chirac      | 11 % |
| Michel Rocard       | 10 % |
| Raymond Barre       | 9 %  |
| Jean-Marie Le Pen   | 4 %  |
| André Lajoinie      | 2 %  |
| Aucun               | 13 % |
| Ne sait pas         | 15 % |

● La campagne de Plus jamais ça... L'association Plus jamais ça, issue du mouvement étudiant et lycéen de décembre 1986, vient d'entamer une campagne pour la publication d'une affiche affirmant, dans la perspective de l'élection présidentielle : « La gauche et la droite, ce n'est pas pareil. Inscrivez-vous sur les listes électorales. » M. Philippe Ducat, porte-parole de Plus jamais ça, a précisé : « L'objectif de la campagne est clair : rassembler la jeunesse sur des valeurs pour intervenir au cœur de la société, dynamique sociale devant recevoir au printemps sa traduction politique par le vote pour la gauche. »

● Parmi les organisations suivantes, dans laquelle seriez-vous prêt à vous engager ?

|  | 1 <sup>er</sup> choix % | 2 <sup>e</sup> choix % | Total % |
|--|-------------------------|------------------------|---------|
| Une association de défense des droits de l'homme | 25                      | 23                     | 48      |
| Une association humanitaire                      | 24                      | 18                     | 42      |
| Une association de défense de la paix            | 23                      | 21                     | 44      |
| Une association de protection de l'environnement | 9                       | 11                     | 20      |
| Un syndicat étudiant                             | 4                       | 5                      | 9       |
| Un syndicat professionnel                        | 4                       | 6                      | 10      |
| Un parti politique                               | 4                       | 3                      | 7       |
| Ne sait pas                                      | 7                       | 13                     | 20      |

#### SE MARIER UN JOUR

● Croyez-vous qu'un jour, vous vous marierez ?

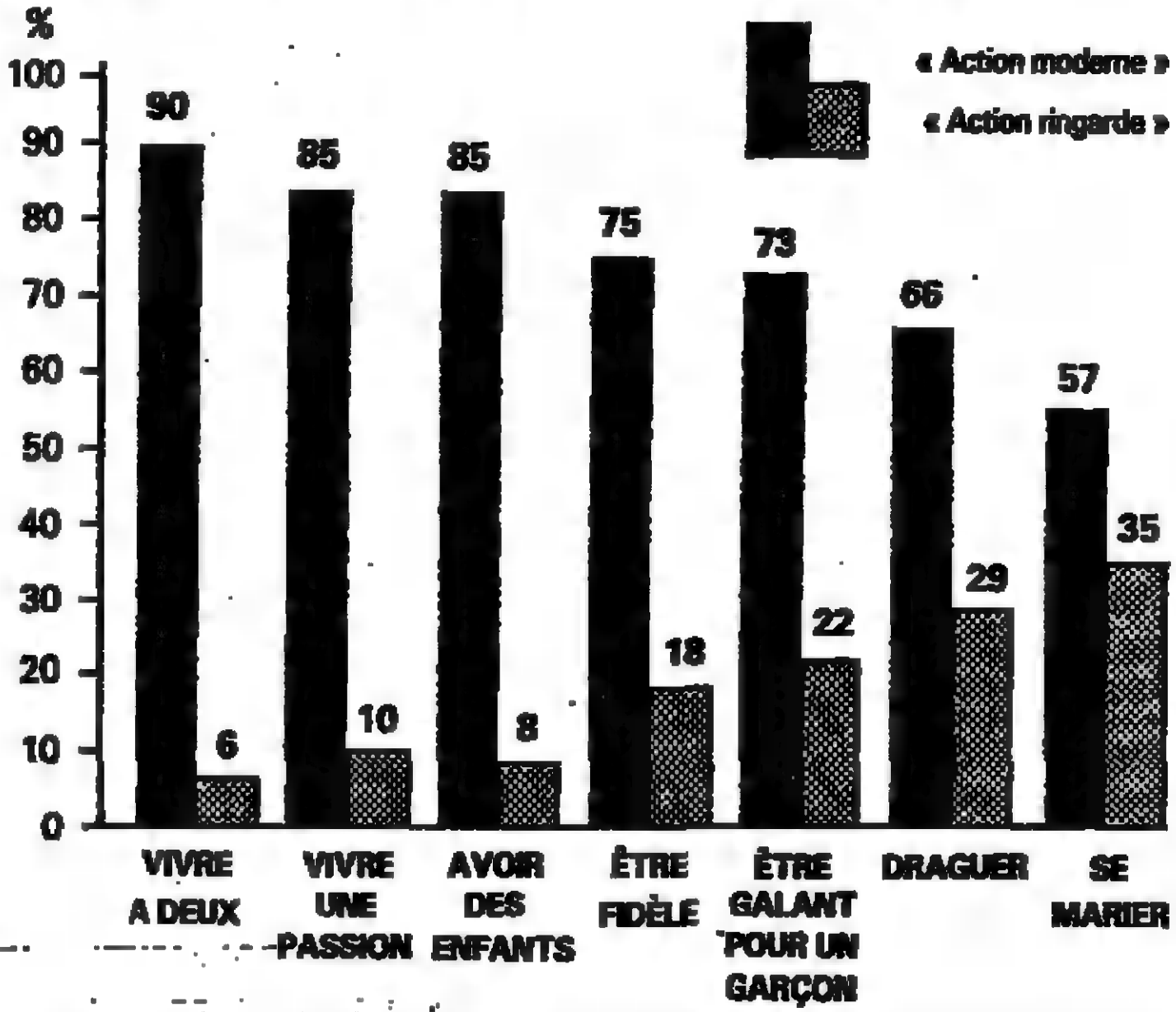
|             |      |
|-------------|------|
| Oui         | 72 % |
| Non         | 17 % |
| Ne sait pas | 11 % |

● Pensez-vous que vous aurez un jour des enfants ?

|             |      |
|-------------|------|
| Oui         | 91 % |
| Non         | 4 %  |
| Ne sait pas | 5 %  |

#### « MODERNE, RINGARD ? »

Pour chacune des actions suivantes, pouvez-vous dire si vous la considérez comme « moderne » ou comme « ringarde » ?



#### LA PEUR DE LA GUERRE

● Pourriez-vous dire ce qui vous fait le plus peur dans l'avenir ?

|                          |      |
|--------------------------|------|
| La guerre                | 34 % |
| Le terrorisme            | 18 % |
| Le chômage               | 16 % |
| Le racisme               | 13 % |
| Les centrales nucléaires | 10 % |
| Le SIDA                  | 8 %  |
| Ne sait pas              | 1 %  |

#### VIVRE EN MUSIQUE

● La musique occupe-t-elle dans votre vie une place :

|                        |    |     |
|------------------------|----|-----|
| Très importante        | 41 | 80% |
| Assez importante       | 49 |     |
| Pas importante         | 9  | 10% |
| Pas importante du tout | 1  |     |
| Ne sait pas            | -  |     |

● La suppression de la chaîne musicale TV 6 a-t-elle été selon vous :

|                    |      |
|--------------------|------|
| Une bonne chose    | 11 % |
| Une mauvaise chose | 68 % |
| Ne sait pas        | 21 % |

#### L'AVENIR EN ROSE

● Êtes-vous plutôt optimiste, plutôt pessimiste sur l'avenir des jeunes en France ?

|                   |      |
|-------------------|------|
| Plutôt optimiste  | 57 % |
| Plutôt pessimiste | 38 % |
| Ne sait pas       | 5 %  |

● Et sur votre propre avenir ?

|                   |      |
|-------------------|------|
| Plutôt optimiste  | 74 % |
| Plutôt pessimiste | 19 % |
| Ne sait pas       | 7 %  |

● Aujourd'hui, diriez-vous que vous êtes très heureux, plutôt heureux, plutôt pas heureux du tout ?

|                     |    |     |
|---------------------|----|-----|
| Très heureux        | 23 | 90% |
| Plutôt heureux      | 67 |     |
| Plutôt pas heureux  | 7  | 8%  |
| Pas heureux du tout | 1  |     |
| Ne sait pas         | -  |     |

### AVOCAT ASSISTANCE ET RECOURS DU CONSOMMATEUR

UN SERVICE DU BARREAU DE PARIS  
 ● Conseil téléphonique : 43-54-32-04  
 ● Sur rendez-vous : 43-54-32-04  
 - Consultation : 150 F  
 - Dossier amiable : 300 F  
 - Recours judiciaire : 800 F

# DIRECT AU COEUR.

VILLIERS-LE-BEL  
GONESSE  
GARGES-SARCELLES  
PIERREFITTE-STAINS  
ST-DENIS  
GARE DU NORD  
CHÂTELET-LES-HALLES

Le 27 septembre, vous pourrez dire que vous avez de la veine : ensemble, la SNCF et la RATP créent une arène qui mène droit au cœur ! Heureux voyageurs de Villiers-Le-Bel, Garges, Pierrefitte, St-Denis, avec la mise en service de la première étape de la ligne D du RER, plus besoin de changer en Gare du Nord pour rejoindre le cœur de Paris.

Pour vous, Châtelet-les-Halles, maintenant c'est direct. Vous gagnez du temps et de plus, vous profitez du confort des nouveaux trains bleu, blanc, rouge à étage, avec deux fois plus de places assises.

AVEC LA LIGNE D DU RER  
GARDEZ VOTRE PLACE  
JUSQU'AU CHATELET

LE MONDE CODE VVF

سنة ١٤٠٨ هـ



(Publicité)

Le thème enfant de la page Clin d'œil réunit à votre intention des informations sur la mode, les loisirs et l'enseignement.

# Clin d'œil

**MISSANCE**

**baby carte**

AL PAIN-PAIN DE LA TROISIÈME

Pour savoir s'il est déjà en vente dans votre ville, téléphonez ou écrivez à : **BABY CARTE (1) 45.20.35.00**, 20, rue Mirabeau 75016 Paris

\* 200 F les 40 jours pour leur samedi de suite voir en bleu et les enveloppes (ou 230 F les 25)

**Baby carte recherche des points de vente à Paris et en Province.**

**Kiddiz & Co**

0-14 ans

20, AVE DU MAINE 75015 PARIS TÉL. : 42 22 27 09

UNE collection automne-hiver sous le signe de l'élégance. **KIDDIZ and CO** propose un grand choix d'articles pour les 0-14 ans : brassières-naissance à partir de 90 F, layette raffinée, chemisiers à partir de 139 F, robes smockées main (la spécialité de KIDDIZ and CO) à partir de 380 F. **KIDDIZ and CO** a le plaisir de proposer chaque semaine une promotion : en ce moment des barboteuses, combinaisons, pour garçons du 3 mois au 2 ans à 200 F. **KIDDIZ and CO**, c'est aussi 500 points de vente en France, une charmante boutique dans le 15<sup>e</sup>, et une diffusion sur les Etats-Unis, l'Italie, le Canada et la Belgique.

**UN ANNIVERSAIRE,**

**CA SE FÊTE COMME ÇA CHEZ McDONALD'S**

**B**ébé vient de naître ! Annonchez-le à vos amis de façon tendre et de bon goût. En forme de nounours, landau... Ces faire-part préimprimés en kit, remplis de votre main seront adaptés à leurs destinataires. Vous en serez l'artisan en nouant le ruban de satin autour de chaque carte.

**V**éritables théâtre pédagogique, Le Petit Atelier propose des cours en anglais animés par des Américains. Sketches phoniques, play-back et petites scènes joués pour les enfants (soutien vidéo) permettent d'acquérir très rapidement un bon niveau d'anglais.

**LE PETIT ATELIER**

Atelier théâtre anglais 4-17 ans

11, rue Jacob - 75006 Paris

Téléphone : 46-33-55-08

**C'**est bientôt l'anniversaire de votre enfant ? Pourquoi ne pas lui proposer de le fêter chez McDonald's avec ses amis ? McDonald's s'occupe de tout : le jour « J », une hôtesse prend en charge votre enfant et ses invités pour leur faire passer une heure inoubliable. Table de fête, jeux, surprises et un délicieux repas McDonald's : tout est prévu y compris les cadeaux et le traditionnel gâteau d'anniversaire. Le prix : 30 F par enfant et c'est gratuit pour celui qui invite. Adressez-vous à l'hôtesse du restaurant de votre choix. McDonald's compte 17 restaurants à Paris et en banlieue, ouverts 7 jours sur 7.

**I.T.S.**

**CARTE JEUNE 10%**

**COURS DE RATTRAPAGE SCOLAIRE**

**MISE A NIVEAU**

- ANGLAIS
- ESPAGNOL
- PORTUGAIS

**ITS**

21 bis, rue des Plantes 75014 Paris Tél. 45-41-39-60

**LA MODE DES ENFANTS QUI BOUGENT**

**tony boy**

PARIS

MAGASINS FRANCHISÉS DANS TOUTE LA FRANCE

Renseignements : 42-39-00-88

**L**a SNCF vous propose en plus du carré jeune, plusieurs services pour vos enfants :

**Service JVS (Jeune voyageur service) :** une hôtesse accompagne votre enfant et assure l'animation de son voyage (pour les enfants de 4 à 13 ans).

**Trains familles :** si vous voyagez avec des enfants en bas âge ou avec un bébé, des facilités vous sont offertes : coin nurserie, espace enfants, restauration adaptée.

**Le billet bambin :** pour les enfants de moins de 4 ans, 25 % du prix perçu pour un adulte.

**SNCF**

**VOYAGEZ, BOUGEZ TOUTE L'ANNÉE !**

Avec le carré jeune SNCF, c'est carrément moins cher. De 12 à 25 ans, pour 150 F\*, 4 voyages à 50 % de réduction en période bleue et 20 % de réduction en période blanche !

Le carré est valable 1 an en 1<sup>er</sup> comme en 2<sup>e</sup> classe sur toutes les lignes de la SNCF (sauf banlieue de Paris). Et vous pouvez en acheter autant que vous voulez ! Il faut juste une pièce d'identité.

**Le carré jeune SNCF, l'évasion au carré !**

\* Prix au 1<sup>er</sup> mai 1987.

**U**n rattrapage scolaire ? Une mise à niveau ? Confiez votre enfant à des professionnels de la linguistique : **ITS**. En cours particuliers ou en petits groupes, les langues dispensées s'adaptent au programme scolaire de l'élève. Un test gratuit établira le niveau de l'enfant.

**T**ONY BOY - Paris, 5, pl. République ; 16, r. Linois ; 19, av. Secrétan ; 36, r. du Pt-Wilson, 92 Levallois ; 65, r. M-Thorez, Nanterre ; 4, r. Gambetta, 77 Lagny ; 35, pl. France, 91 Massy ; 129, r. P.-V.-Couturier, 94 Alfortville ; 75, r. de Fontenay, 92 Vincennes ; CC. Créteil-Soleil, 94 Créteil ; C. des 3-Fontaines, 95 Cergy ; CC. Ullis 2, 91 Les Ullis ; 34, av. de Chanzy, 93 Livry-Gargan ; 33, bd. De Gaulle, 95 Sannois ; CC. 4-Pavillons, 33 Les Gravières-Lormont ; CC. Carrefour, rue Mirepin, 33 Mérignac ; 77, r. Gambetta, 60 Beauvais ; 39, rue Jaurès, 29 Brest.

**Etix**

AGENCE DE MANNEQUINS ENFANTS

HOMMES - FEMMES

STAR AGENCY - 31 b, rue du Faubourg-Montmartre, 75009 PARIS

Tél. 48-24-33-12

**V**os enfants pétillent de vie, de dynamisme. **Star Agency** saura privilégier le contact avec votre rouquin, votre petit brun, votre ange-blond-aux-yeux-bleus. La photogénie, le regard, la spontanéité de votre enfant seront des atouts pour son avenir de Top Model.

**UN CHOIX EXCEPTIONNEL DE FORMULES DE VACANCES ET DE LOISIRS POUR LA TOUSSAINT**

**3615 - LE MONDE - CODE VVF**

**D**ès sa création **AMERICAN GOLF** s'est intéressé aux possibilités d'équipements golf des enfants et des juniors, car il existe des matériels spécialement fabriqués pour eux. Même des cannes de golf pour juniors gauchers. Une sélection rigoureuse effectuée après les tests du laboratoire d'essais d'American Golf permet d'offrir un choix qualitatif à des prix étudiés pour leur budget (Patter 160 F, Fer 200 F...). Tous ces renseignements, vous les trouverez dans un superbe catalogue que ce distributeur vous envoie gratuitement en écrivant à : American Golf, BP 84, 92154 Suresnes Cedex.

**GOLF : POUR BIEN ÉQUIPER VOS ENFANTS**

**CHOIX SERVICES PRIX**

**ACHETEZ CHEZ AMERICAN GOLF**

PARIS : 14, rue du Regard - 75006 - Tél. (1) 45 49 12 52

LYON : 1, rue Thimonnier - 69001 - Tél. 78 30 80 01

(ouvert du lundi au samedi - 10 h. à 18 h 30)

**PRÉPARATION AUX**

- BTS Action commerciale
- BTS Comptabilité et Gestion d'Entreprise

**INSTITUT TECHNIQUE PRIVÉ LESCHI**

58, cours Julien 13006 MARSEILLE

**TÉL : 91-48-10-04**

**A**VEC VVF, les vacances de la Toussaint ne sont plus un casse-tête. Offrez-vous une semaine de liberté avec vos enfants : randonnée pédestre, tennis, équitation, canoë-kayak, escalade. Chacun vit ses loisirs en toute indépendance. Plusieurs destinations dans toute la France : villages lacustres de Selperwick et de Moullé dans le marais audomarois ; Sainte-Suzanne, Eguzon, Lagrand, Chambois, Saint-Jean-Pied-de-Port, Amboise, Colleville-sur-Mer, La Grande-Motte, Cap-d'Agde et Sangatte-Bliériot. **INFOS : VVF Réservation, Zi « La Gaudrée » - 91410 DOURDAN - Tél. 64-59-78-18.**

**NEW MAN**

**ON Y VA EN NEW MAN!**

les juniors aussi chez **LEA STORE**

1<sup>er</sup> étage du Centre commercial Maine-Montparnasse

**3 MOIS A 18 ANS**

**45-38-71-88 - MONTPARNASSE**

**L'**équipe dynamique et pédagogique de professeurs de **MATH-SECOURS** redonnera le goût du travail efficace à vos enfants : soutien, révisions, pendant les vacances et avant examens. La formule ski-math des dizaines de descentes à ski et une bonne remontée en math.

**F**ondé en 1907, l'Institut **LESCHI** propose une formation aux BTS action commerciale et comptabilité-gestion des entreprises. L'étudiant progresse en petit groupe, permettant concertation avec les enseignants, et réflexion sur la pratique de l'entreprise pour réussite au BTS.

**L**a cloche de la rentrée a sonné ! Pour démarrer l'année scolaire du bon pied, les juniors ont choisi de s'habiller naturellement, dans des vêtements simples, confortables, pratiques à l'image de **NEW MAN**. Au centre commercial de Maine-Montparnasse, **LEA STORE** propose une gamme haute en couleur : chemises, blousons chaudement doublés, pantalons de velours doubles côtes (le classique **NEW MAN**), sweat-shirt américain. **LEA STORE** attend tous les juniors dans sa boutique : un accueil chaleureux leur sera réservé.

**Math-Secours**

**Votre réussite de la 6<sup>e</sup> à la terminale**

**MATHS - PHYSIQUE - CHIMIE FRANÇAIS - ANGLAIS - BIO**

106, bd St-Germain, Paris-6<sup>e</sup> - Tél. 43-25-66-50

87, rue de Javel, Paris-15<sup>e</sup> - Tél. 45-79-48-48

60, av. Paul-Doumer, Paris-16<sup>e</sup> - Tél. 45-04-11-11

**AVOCAT ASSISTANCE ET RECOURS DU CONSOMMATEUR**

100, rue de Valenciennes, Paris 10<sup>e</sup>

Tél. 42-42-42-42



# Société

## JUSTICE

### Le procès de Modeste von Korff à Bonn

#### « On ne peut se souvenir de tout... »

BONN  
de notre correspondant

Un vieillard est assis au banc des accusés de la grande chambre pénale du tribunal de Bonn. Il est presque sourd et suit les débats la main derrière l'oreille, tentant de saisir des bribes des propos de l'avocat général, du président, de ses défenseurs. Il s'agit du comte Modeste von Korff, soixante-dix-huit ans, haut fonctionnaire retraité du ministère de l'économie de la République fédérale.

Trois fois par semaine depuis le 10 septembre dernier, il quitte sa maison de Königswinter au bord du Rhin, pour se rendre à l'audience (le Monde du 9 septembre). Là, il se tait sur les agissements de l'Hauptsturmführer SS von Korff, commandant de la police de sûreté pour la région de Châlons-sur-Marne, qu'il fut de juin 1942 à mai 1943. Il n'a rien à dire. Il laisse le soin à son avocat, M<sup>r</sup> Rainer Hamm, de définir une fois pour toutes son attitude.

Le comte von Korff ne se reconnaît en effet pas coupable. « au sens où l'entend l'accusation ». Pourtant, deux cent vingt-neuf juifs de la région de Reims et de Châlons-sur-Marne ont été envoyés, sur son ordre, dans les camps de la mort. Les documents signés de sa main et présentés à la cour par M<sup>r</sup> Serge Klarsfeld, avocat de la partie civile, sont indiscutables.

A peine entré en fonctions le 2 juillet 1942, von Korff envoyait la circulaire suivante aux préfets de la Marne, de l'Aube et de la Haute-Marne : « Tous les juifs des deux sexes en état de travailler devront être concentrés dans votre département, dans un camp de Châlons-sur-Marne, qui sera ouvert par le préfet régional. La surveillance des juifs concentrés ainsi que leur transport seront assurés par la police française. »

Précision à propos de la distribution de la parapharmacie. — Les laboratoires dermatopharmaceutiques Biopha, pour lesquels plaide M<sup>r</sup> Jean-Claude Fouroux dans le débat les opposant notamment à Edouard Leclerc (le Monde du 16 septembre), nous prient d'indiquer qu'ils sont toujours attachés à la même distribution de leurs produits proches du médicament et qui nécessitent la garantie des pharmaciens d'officine. Même si (comme l'avait dit ironiquement leur avocat) M. Leclerc prétend pouvoir engager des diplômés en pharmacie à son badge, ce qui poseerait d'ailleurs des problèmes déontologiques, Biopha n'entend pas modifier son système de distribution.

Il était ensuite demandé aux préfets d'établir une liste des juifs concernés pour le 6 juillet 1942. Les préfets purent à l'écouter de cette liste des juifs de nationalité française mais, pendant un an, le SS Korff accompli avec zèle et promptitude la tâche qui lui était impartie dans la « solution finale ».

Son système de défense n'en reste pas moins simple. S'il reconnaît avoir organisé la rafle et le transfert vers les camps des juifs des départements sur lesquels il avait autorité, il déclare avoir tout ignoré du sort qui les attendait. Pour lui, il s'agissait uniquement de déplacer ces personnes vers des camps de travail à l'Est. « C'est toujours la même chose », s'exclame M<sup>r</sup> Klarsfeld, dans tous les procès nazis, que ce soit celui de Likhka, de Barbie, maintenant celui de Korff, les accusés se taisent mais les documents parlent !

### Année

Ces documents, M<sup>r</sup> Klarsfeld les a retrouvés dans les archives départementales de la Marne, permettant à une procédure interrompue il y a deux ans de reprendre son cours.

A l'époque, Korff n'était pas seul dans le box. A ses côtés se trouvaient ses adjoints : le colonel SS Richard Freise et le lieutenant Rolf Billharz. Depuis, Freise s'est suicidé et Billharz est mort. Mais tous deux, comme Korff, la guerre finie, se sont retrouvés à des postes de responsabilité dans l'administration de Bonn, étant passés au travers des mailles, très larges au demeurant, de la désnazification. Un témoin pourtant aurait pu dire devant la cour où il avait été cité si Korff savait vers quel destin étaient envoyés les juifs dont il organisait le transport. C'est M. Werner Best, ancien général SS, responsable de la centralisation des transports des juifs à Paris.

« A quatre-vingt-quatre ans, on ne peut se souvenir de tout », déclare aujourd'hui M. Werner Best, qui ne se souvient même plus avoir été nommé en 1939 l'adjoint de Heydrich.

Le président, M. Martin Lickfeld, a fini par s'irriter lorsque ce témoin déclarait encore ne pas se rappeler le télégramme de félicitations que lui avait envoyé Himmler, à l'occasion d'une promotion : « Vous prétendez avoir oublié ce sommet de la carrière d'un SS ? », s'est-il écrié.

Mais au fait, quel fut le destin de M. Werner Best après la guerre ? Malgré un dossier d'accusation plus que fourni, il fut jugé « inapte à la comparution », pour raison de santé. Cela ne l'empêcha pas de faire une brillante carrière de conseiller juridique.

Le procès du comte von Korff doit continuer jusqu'au mois d'octobre.

LUC ROSENZWEIG.

## EDUCATION

### Trois projets de décrets sur l'enseignement supérieur

- Recrutement d'étudiants vacataires
- Réforme du régime des thèses
- Changements de statuts à Paris-I et à Nantes

Arrivé au ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur au lendemain de la tournée étudiante de novembre et décembre 1986, M. Jacques Valade avait une mission : recueillir les morceaux du monde universitaire en attendant des jours meilleurs. Il s'y est employé jusqu'à présent avec habileté.

Mais après avoir calmé les esprits, il semble aujourd'hui — à la veille de la rentrée universitaire — décidé à modifier la donne sur quelques points sensibles. Trois projets de décrets sont, en effet, en préparation et pourraient être adoptés dans les semaines qui viennent.

Le premier est suffisamment avancé pour que M. Chirac l'ait évoqué de façon précise, le 21 septembre, lors de son passage à l'université du Havre. « Les universités, avait-il déclaré, seront prochainement autorisées à recruter des étudiants de doctorat pour encadrer les travaux dirigés. » Le décret, qui pourrait être signé d'ici une quinzaine de jours, prévoit, en effet, la reconstitution d'un vivier d'enseignants à statut précaire.

Le décret de 1982 a supprimé tous les postes de chargés de cours et d'alloctaires divers : seuls subsistent actuellement — dans des conditions souvent pénibles — des chargés d'enseignement vacataires à condition qu'ils exercent par ailleurs une activité principale de mille heures par an au minimum.

Or le projet de ministère entend autoriser les universités à embaucher des étudiants inscrits en troisième cycle et âgés de moins de vingt-sept ans sur des postes d'agents temporaires vacataires, payés au tarif des « heures complémentaires », soit 127,50 francs/heure, et ce pour un quota annuel maximum de 96 heures de travaux dirigés ou 144 heures de travaux pratiques. Selon bon nombre de présidents d'université, une telle mesure constituerait une « soupe-pape » à condition que l'on ne recrée pas « les drames d'il y a quelques années », lorsque des vacataires voyaient se précipiter leur situation sans aucun espoir d'être un jour titularisés.

### Deux décrets

Le deuxième projet du ministère pose une nouvelle fois le problème de la thèse, qui divise depuis des années la communauté universitaire. La loi Savary de 1984 a considérablement simplifié le système complexe qui prévalait jusque-là : les trois thèses existantes (3<sup>e</sup> cycle, doctorat d'Etat, thèse de doctorat ingénieur) avaient été supprimées au profit d'une seule, préparée en trois à cinq ans et complétée, pour le recrutement des enseignants du supérieur, par une procédure d'habilitation. Les justifications de cette réforme étaient nombreuses : clarification du système, harmonisation avec l'Ecole internationale de formation à la recherche (le « PhD » anglo-saxon), professionnalisation d'un diplôme jugé excessivement long et académique, surtout dans les disciplines scientifiques et techniques, meilleure articulation avec le monde et les besoins de l'entreprise, rapprochement entre universités et grandes écoles.

Avant de bonnes raisons qui n'avaient cependant pas convaincu les universitaires de bon nombre de disciplines, notamment les littéraires et les juristes, très attachés aux grandeurs et servitudes de la thèse d'Etat. La conférence des présidents d'université a constaté, à plusieurs reprises, que la communauté universitaire est très partagée à cet égard.

## FAITS DIVERS

Un restaurateur écroué après avoir blessé une jeune fille. — M. Jean-Luc Peterlin, trente-deux ans, restaurateur à Drusenheim (Bas-Rhin), a été inculpé, lundi 28 septembre, de coups et blessures avec arme et écroué à la maison d'arrêt de Strasbourg. Dans la nuit de samedi à dimanche, il avait grièvement blessé une adolescente de quinze ans, en tirant un coup de feu en direction d'un groupe de jeunes gens qui faisaient du bruit après l'extinction des derniers lampons de la fête du village. Le restaurateur a affirmé aux enquêteurs qu'il avait fait feu au hasard sur sa carabine 22 long rifle, après avoir perçu des bruits suspects et cru à une tentative de cambriolage.

Un cadavre de nouveau-né dans une fosse d'aisance. — Une mère de famille, M<sup>m</sup>e Antis Lefebvre, âgée de vingt-cinq ans, et son mari, domiciliés à Grenay, près de Lens (Pas-de-Calais), ont été placés en garde à vue, lundi 28 septembre, après la découverte, dans une fosse d'aisance, du cadavre du nouveau-né dont cette jeune femme venait d'accoucher. Le couple a déjà trois enfants, âgés de quatre ans, trois ans et deux ans.

Le projet de réforme de M. Alain Devaquet envisageait déjà, l'an dernier, le rétablissement du doctorat d'Etat — tout en maintenant le doctorat plus court de la loi Savary. L'actuel projet du ministère est à la fois plus souple et plus complexe.

Comme le projet Devaquet, il prévoit le maintien de l'actuel doctorat réalisé en trois, quatre ou cinq ans, et, en même temps, la création d'un titre nouveau sanctionnant un travail de recherche plus long. Toutefois, il ne comporte pas le rétablissement explicite de la thèse d'Etat et instaure un système plus souple, avec des modalités différentes selon les disciplines. Il est vrai que le ministère, en touchant au régime de la thèse, est amené à modifier un article de la loi de 1984 et ne pourrait le faire ouvertement au seul moyen d'un décret. Il est donc contraint de bâiller.

Pour justifier ces retouches, on insiste dans l'entourage de M. Valade sur les problèmes de recrutement d'enseignants du supérieur qui commencent à apparaître trois ans après l'instauration du doctorat unique. Un tiers environ des sections du Conseil national des universités n'ont pas mis en place la procédure d'habilitation qui devait accompagner la nouvelle thèse ; dans ces disciplines, les universités ne peuvent donc pas recruter d'enseignants nantis de la seule thèse « Savary ». Encore marginal, le problème pourrait effectivement devenir épineux. Mais derrière ce débat technique, c'est toute la logique de la formation par la recherche qui est en jeu : le doctorat doit-il favoriser le recrutement de jeunes chercheurs dans le secteur économique ou, au contraire, déboucher principalement sur le remplacement des professeurs d'université ? Le choix du ministère favorise indéniablement la seconde hypothèse.

### Retour aux facultés

La troisième initiative envisagée par M. Jacques Valade est hautement symbolique : elle vise, dans deux universités (Paris-I-Panthéon-Sorbonne et Nantes), à autoriser des composantes classiques (unités de formation et de recherche) à se transformer en instituts, conformément à l'article 33 de la loi de 1984. Cette modification de statut juridique permettrait aux trois UER de droit de Paris-I de se regrouper en une seule structure, beaucoup plus autonome par rapport à l'Université. La même possibilité serait offerte aux enseignants

de gestion de Paris-I et aux juristes de Nantes.

A Paris-I, la fièvre est montée très vite depuis quelques jours. Le 21 septembre, le ministère a, en effet, soumis à l'examen — consultatif — du CNESER les projets de décrets créant les instituts de droit et de gestion. Pour les uns, en sciences humaines, sciences politiques et économie notamment, il s'agit d'un « coup de force », d'une « menace de démantèlement de l'Université » : les deux instituts reconstitueraient les anciennes facultés nantaises d'une grande indépendance financière, et leur directeur disposerait de pouvoirs importants, notamment sur les nominations de personnels. Pour les juristes et les gestionnaires qui avaient fait cette demande de transformation statutaire dès le mois de mars, il s'agit d'une tempête dans un verre d'eau. Pour M. Dominique Caro, directeur d'une UER de droit, cette réforme « n'est pas un coup foudroyé : elle nous permettrait de mieux fonctionner, de trouver des financements complémentaires et de revendiquer le label de faculté de droit que Paris-II-Assas s'est attribué ».

En rompant — même à titre expérimental — le prudent équilibre institué depuis quelques mois (le Monde du 9 juillet), le ministère prend donc le risque de relancer les débats théologiques qui accompagnent depuis des années toute modification de statut des universités. Surprenant pari à quelques mois de l'élection présidentielle.

GÉRARD COURTOIS.

Une journée de sésame pour une heure de réunion. — Trente professeurs du lycée Pargaud de Besançon (Doubs) ont perdu une journée de sésame pour avoir organisé une réunion d'une heure, jeudi 24 septembre, entre dix et onze heures, dans la cour de l'établissement, pour sensibiliser les parents d'élèves au problème des classes surchargées. Le recteur, constatant le « service non fait », a décidé d'appliquer une retenue sur traitement qui, en vertu de l'amendement Lamoureux, voté par le Parlement en juin dernier, s'éleve au trentième de la rémunération mensuelle pour tout arrêt de travail d'une durée égale ou inférieure à une journée. Selon le recteur, la réunion, organisée par le SNEP et le SGEN-CFDT du lycée, avait privé de cours mille élèves sur trois mille pendant une heure.



12 versions de Renault 11. Motorisations essence, Turbo et Diesel. Modèle présenté Renault 11 Turbo. Millésime 88. Consommations normales UTAC: 5,8 L à 90 km/h, 7,7 L à 120 km/h et 8,6 L en ville. Garantie anticorrosion Renault 5 ans. DIAC: votre financement.

# RENAULT 11

RENAULT  
DES VOITURES  
A VIVRE

لقد كنت في الحب



ARTS

Quatre expositions autour de Berlin

La peinture sans frontière

Quatre expositions à Berlin, San-Francisco et Paris partent à la recherche de la peinture berlinoise. Mais qu'est-ce qui est... berlinois ?

L'homme n'a pas su honorer, il n'y a que l'Anglais qui fait cela. Telle est la conclusion de Nietzsche au détour d'une maxime, dans le Crépuscule des idoles, cela après avoir constaté que « si l'on possède son pourquoi de la vie, on s'accommode de presque tous les comment ». Ailleurs, cette véritable providence de la citation que fut le philosophe se sera incrustée du caractère pluriel de l'âme allemande, parlant du proverbial « Was ist deutsch ? » (Qu'est-ce qui est allemand ?) Ailleurs encore, il s'interdit, malgré sa tentation, de répondre « Bismark » à une personne qui lui demande quels sont les vrais artistes allemands. Toutes ces considérations, pour être impensives, ne sont pas inactuelles.

Cette actualité, elle se lit aux quatre coins du monde, dans l'extrême attention que les nations, par expositions interposées, portent à leur spécificité artistique, comme si l'internationalisation des styles leur faisait craindre la perte de leur identité.

Identité, narcissisme et économie

Les Américains, s'ils n'ont pas été les premiers, ont donné à la version narcissique (et économique) du phénomène une extraordinaire dimension. Les Français, qui ont toujours en tendance à placer Paris sur le méridien de Greenwich, se sont tard aperçus que l'équilibre du monde s'était déplacé et ont rétabli leur centralité à titre posthume, grâce aux voyages du Centre Pompi-

er, par exemple : « Paris-Berlin », « Paris-New-York », « Paris-Moscou », « Paris-Paris ». Les Anglais, malgré leur bonheur nietzschéen, nous ont donné voici quelques mois une belle version de l'art britannique au vingtième siècle (1). Et puis voici les Allemands.

Pas n'importe quels Allemands, protestent les Bavarois ! Il s'agit bien sûr de Berlin, qui fête comme chacun le sait son 750<sup>e</sup> anniversaire, lassée d'attendre son millénaire. On a déjà parlé de la grande exposition qui retrace l'histoire de la ville (2). Restent, dans la myriade de manifestations qui célèbrent cette cité des mythes déchirés (3), celles consacrées à la peinture engendrée par la ville. A Berlin même : « Ich und die Stadt » (moi et la ville) (4), version Ouest de l'aventure. Version Est : « Kunst in Berlin » (5), considérable ensemble traité sur un mode classique, propre et austère, qui part des origines de la ville et de ses collections, mais dont la moitié est consacrée au seul art du vingtième siècle.

Car toutes ces interrogations sur l'identité picturale des uns et des autres - qu'ils soient Anglais, Allemands ou Berlinois, de l'Est ou bien de l'Ouest - ont en effet ceci de commun et de particulier qu'elles sont autant de respectueux hommages à notre propre époque. Entendez-vous d'ici les sarcasmes du bienveillant Nietzsche ? Hommages sincères, hommages horrifiés, hommages prurits peut-être... Mais hommages tout de même.

L'idée vient aussitôt, bien sûr, de voir ce qui les différencie. Et pour cela, pour compléter cette vision double de la peinture selon Berlin, deux nouveaux voyages seront nécessaires. L'un à San-Francisco, où sera présenté, après l'avoir été tout l'été à New-York, l'exposition « Berlinart », 1961-1987 (6). L'autre plus raisonnablement à

Paris, au Centre culturel de la République démocratique allemande, qui présente sous le titre moyennement original de « Tempéraments » trente jeunes artistes de Berlin-Est (7).

Et ce qui devait arriver arrive. L'effet-vitrine, l'effet-reflet comme la frontière des commentaires, efface l'homogénéité des thèmes : « Berlinart » devient « Moi et la ville », et si l'itinéraire de « Moi et la ville » nous conduit de Kirchner à Baselitz, la même pensée - presque la même pinceau - nous conduit de... Kirchner au réalisme socialiste, ou ce qui est classé comme tel, d'un Walter Lübcke, par exemple. Ce dernier, bien mis en valeur à Berlin-Est, près de travaux bizarrement inédits, est aussi exposé à Paris, et on peut donc en mesurer la liberté formelle. Le mot signifie-t-il pour autant liberté d'expression ? C'est ce que l'histoire nous dira dans ses prochains chapitres... En fait, la perception politique des œuvres s'aplatit à l'évidence devant la constante tragédie berlinoise, ou d'inspiration berlinoise - puisque Berlin-Ouest, comme New-York, s'est donné quelques libertés de frontière.

Le grand absent de l'Est

La sculpture d'après-guerre, terriblement académique (ce qui ne veut pas dire toujours nulle), est ce qui pénalise les deux expositions venues de l'Est. Un seul ensemble, puissant, continu, pourrait être tiré de ces visions séparées, presque séparées. La Margot, de Rudolf Schlichter (Est), trouve sa cousine, en un peu fade, dans le portrait de Jenny Assis, du même (Ouest). Groz, Dix, ricament ou grincent pareillement des dents de part et d'autre du rideau de fer.

L'Est a son grand absent : Christian Schad, dont la présence gla-

cielle, à l'Ouest, vous révèle des sens oubliés. Mais l'Ouest aussi a ses manques, comme John Heartfield (né et mort à Berlin) ou Alice Lex-Nerlinger, dont les formules prémonitrices, les montages antihitlériens, ne sont ni plus déshonorants ni moins perspicaces que bien des constructions d'après-guerre, telles que New-York nous en donne d'énergiques exemples (Beuys, Vostell, etc.).

FRÉDÉRIC EDELMANN.

(1) « British Art in the 20th Century », Royal Academy, 15 janvier-5 avril 1987 (Le Monde du 31 janvier 1987).

(2) « Berlin Berlin, die Ausstellung zur Geschichte der Stadt », jusqu'au 22 novembre. Catalogue 696 pages, 28 DM (Le Monde du 22 août).

(3) Sur ce thème précis, « Mythos Berlin » (le mythe Berlin), exposition en plein air à l'emplacement de l'ancienne gare Anhalter Bahnhof, a contribué à alléger le poids du passé dans les autres manifestations, leur donnant la possibilité d'aller au plus vif et au plus net de leurs sujets.

(4) « Ich und die Stadt » (l'homme et la grande ville dans l'art allemand du vingtième siècle), Martin Gropius Bau, jusqu'au 22 novembre. Catalogue, 406 pages, 24 DM.

(5) « Kunst in Berlin » (l'art à Berlin), 1648-1987, Staatliches Museum zu Berlin, Altes Museum, jusqu'au 25 octobre. Catalogue : 512 pages, 78 DM.

(6) « Berlinart, 1961-1987 », San Francisco Museum of Modern Art, du 22 octobre au 3 janvier 1988.

(7) « Tempéraments, trente artistes de Berlin », Centre culturel de la RDA, 117, bd Saint-Germain, 75006 Paris, jusqu'au 21 octobre. Catalogue gratuit (jusqu'à nouvel ordre).

Renseignements sur les manifestations de 750<sup>e</sup> anniversaire. Par écrit : 750 Jahre Berlin Öffentlichkeitsarbeit, Badapaster Strasse 44, D1000 Berlin 30. Par tél. : (030) 254 89-250.



Karl Hubbuch : Die Saalochter (la fille de salle), circa 1926, aquarelle 100,5 x 56,8 cm, à l'exposition « Ich und die Stadt ».

Enigmatiquement vôtre... Au principe le fœtus est le verbe de la forme... Joël Kermarec. Galerie de France, 32, rue de la Verrerie, jusqu'au 10 octobre.

Jean Edelmann géomètre du quotidien. D'abord, on ne voit qu'une architecture très savante, complexe et bizarre. Des triangles, des trapèzes, des demi-cercles, des cercles complets, toutes sortes de polygones fortement irréguliers se pénètrent, s'agglomèrent et s'équilibrent. Ph. D. Galerie d'Art International, 12, rue Jean-Ferrandi, jusqu'au 31 octobre.

Golub, peintre de séries noires. Pour aimer Golub, Léon, natif de Chicago, il faut aimer Day Keene et Chester Himes. Il faut aimer les romans policiers qui se passent en Floride ou en Alabama. C'est ce que peint Léon Golub, dans un style précis et graphique, avec des motifs de fresque. Ph. D. Galerie Darthea Speyer, 6, rue Jacques-Cadet, jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre.

ILS ONT OSÉ ! M'ENFIN! GASTON ET SPIROU RÉUNIS EN UNE COLLECTION COMPLETE! AVEC PLUS DE 500 INÉDITS! Rombaldi Editeur. LE LUXE EN PLUS. ET EN PLUS AVEC VOTRE 1<sup>er</sup> VOLUME UN CADEAU GRATUIT. BON POUR UN EXAMEN GRATUIT du tome 1 des aventures de Gaston Lagaffe.

INAIRES. AULT II.



# Culture

## DANSE

### Le Zénith pour la danse contemporaine



« Poème et Éléphants » de Daniel Lurieu

Christian Tarnet, directeur du Théâtre contemporain de la danse présente le programme de sa soirée au Zénith : « *Réplia Chopin* » à l'occasion de reprendre Appel d'air, autoportrait à l'origine de sa popularité auprès des jeunes. Elle en présente une nouvelle version avec une musique de Glenn et des costumes de Jean-Paul Gaultier. J'ai passé commande à Argentin Frajmont, Daniel Lurieu a composé Poème et éléphants, une rencontre entre quatre danseurs, dont deux de l'Opéra, Jean Guézec et Wilfride Piollet, et un défilé psychoderma. J'ai pensé que le Zénith donnerait une dimension

intéressante à la chorégraphie de Dominique Bagouet et Boltanski, le Saut de l'ange. Anne-Marie Reynaud a choisi de travailler avec Bernard Lavilliers sur la chanson Chez Yvette. Il y aura aussi quelques moments insolites et drôles, un clin d'œil à la danse classique avec les ballets Troadéro, des travestis qui vont donner leur interprétation du Lac des cygnes, et aussi un groupe zoulou et le chanteur Mahiathini. »

M. M.

★ Le Zénith, 30 septembre, 20 h 30.

## MUSIQUES

### L'Orchestre de Bordeaux en grève

Les quatre-vingts musiciens de l'ORA ne veulent plus jouer sous la direction de Roberto Benzi. Ils observent une grève illimitée à partir du mardi 29 septembre pour « faire revenir Roberto Benzi sur sa décision de ne pas donner sa démission ». Une ultime confrontation devait avoir lieu le soir même entre l'orchestre et son chef, à qui seront exposés les résultats d'un référendum favorable, à une très forte majorité, à son départ. La commission d'orchestre évoque « une lassitude humaine et musicale compréhensible au bout de quinze ans ». « Nous avons connu une ascension normale due au talent de Roberto Benzi, pendant

cinq ou six ans, assure la commission d'orchestre. Elle fut suivie d'une période de croisière sous de glorieux chefs de poste très savants. L'absence à Bordeaux d'un auditeur digne de ce nom n'a sans doute pas contribué à restaurer le climat au sein de l'Orchestre Bordeaux-Aquitaine. Hébergé à sa création par le Grand Théâtre, l'ORA joue depuis 1978 au Palais des sports où des manifestations sportives continuent à avoir lieu entre les concerts. Roberto Benzi observe un métisme total. On avance le nom d'Alain Lombard pour lui succéder.

GINETTÉ DE MATHA.

### « La Damnation de Faust » à Lyon

#### Enfin fidèle !

John Eliot Gardiner confirme sa réputation de perfectionniste.

Pour ne pas s'attirer d'injustes reproches, le programme du festival indique prudemment : « Version oratorio » comme s'il pouvait y en avoir une autre... Ce n'est parce que l'idée de Karel Gansbourg (en 1893) de mettre en scène un ouvrage prévu pour le concert a fait école qu'il faut s'excuser de se conformer, pour une

fois, aux intentions du compositeur. Tout le plaisir de l'auditeur vient donc de ce qu'il entend et de ce que ces sensations musicales liées aux paroles suggèrent à son imagination. Mais il faut bien redire ce que chacun sait à Lyon : l'auditorium Maurice-Ravel reste un échec acoustique.

Peut-être faut-il ajouter que le choc des *Trois* dans leur noblesse un peu hautaine, est si fort que les éléments pittoresques de la *Damnatio* semblent des « ornements » du compositeur à l'écriture. On pouvait attendre de la direction de John Eliot Gardiner à la tête de l'opéra de Lyon, qu'elle rende à la partition sa fraîcheur originelle lors des exagérations et des bouffonneries imposées par des chefs convaincus d'avoir mieux à faire que ce que l'auteur a prévu.

La distribution est nettement dominée par Anne Sofie Von Otter qui confère à Marguerite une sorte de fragilité diaphane très émouvante. Le Faust de Michael Myers, malheureusement, ne pense guère à la rumeur et l'on s'imagine que son tonneau souci de réserve ne vient pas d'un manque d'engagement ou de vaillance. Jean-Philippe Lafont est un bon Diable d'opéra, mais Méphisto devrait avoir plus d'un tour dans sa robe : les différents aspects de la Chanson de la puce, par exemple, sont dits sur le même ton.

Les Chœurs du Festival d'Edimbourg enfin, dirigés par Arthur Oldham. A eux seuls, ils ont une part importante dans la réussite de cette *Damnatio de Faust*.

GERARD CONDÉ.

★ Reprise de la *Damnatio* (en clôture du festival Berlioz) : mercredi 30 septembre, 20 h 30.

### « Le Triptyque », de Puccini, salle Favart

#### Subtil et brillant

L'Opéra de Paris et son administrateur n'ont pas manqué leur rentrée.

Le Triptyque, de Puccini, a connu lundi, salle Favart, un succès mérité.

Les œuvres réunies dans ce Triptyque, de Puccini ne sont pas de celles qui attirent irrésistiblement l'intérêt : un drame réaliste sur une péniche (*la Hoopelande*), une tragédie conventionnelle dans un convent de femmes, avec un miracle doucêtre comme happy end (*Sœur Angélique*), et, heureusement, une étonnante comédie macabre en conclusion (*Gianni Schicchi*).

Mais Puccini a tant de métier et de sincérité, il sait si bien créer des atmosphères et des mélodies efficaces, qu'il finit par retourner le public en sa faveur. Le décor d'Hans Schwaenoch pour *la Hoopelande* (*Il Tobacco*) est le moins bon des trois, il faut quelque imagination pour reconnaître la péniche pétrifiée dans ces docks où l'on accède par une inutile échelle de fer. Mais peu importe, l'action est rapide, le marchand de chansons évoque les quais de vieux Paris, avec l'allusion nostalgique à *la Bohème*, et si Lando Bartolini ressemble plus à un intellectuel minable qu'à un manoeuvre paumé, Léona Mitchell, donne une vraie grandeur à cette femme frustrée qui projette sa nostalgie et son amour impossible sur un être misérable. Jean-Philippe Lafont incarne avec une sobriété impressionnante le marinier bonafé. Notre Papageno, devenu Falstaff, a maintenant une stature tragique. Dans *Sœur Angélique*, le monastère du dix-huitième siècle a pris avec Schwaenoch une

allure moderne. Si les robes et les attitudes conventionnelles sont quelque peu fantaisistes, l'atmosphère n'est pas trop sacrée et la musique de Puccini s'en porte nettement mieux, d'autant que la mise en scène nous a débarrassés de l'apparition finale de la Vierge avec l'« enfant du péché ».

Léona Mitchell, une nouvelle fois, fait scintiller le sujet mélodramatique (la sœur coupable qui s'empoisonne pour rejoindre son enfant mort) avec sa voix immense, pitre d'humanité. Autour d'elle, les religieuses incrédules avec grâce et spontanéité cette « volière de l'enfant Jésus », où, dans une innocence un peu artificielle, les caractères s'affinent, s'alignent et s'affrontent à la fois. Une réussite toute en finesse de Martigny.

Enfin Gianni Schicchi libère le spectateur encore crispé par les roueries et la grandiloquence de Puccini. La mise en scène étonnante, les parterres impayables de toute cette « famille » avide et caquetante, le formidable numéro de Gabriel Bacquier parachèvent cette soirée pleine de saveur.

A Léona Mitchell toujours, en Lauretta, on associe Julia Marozza, Guy Gabelle, Vincenzo La Scala, Jean-Philippe Courlis, Anna Riegart, Valérie Chevalier, on s'excuse de ne pouvoir mentionner tous ces excellents chanteurs et actrices. Sans faire d'écœuvres particulières, Marcello Panni et l'Orchestre de l'Opéra donnent une assise solide au spectacle.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations les 1<sup>er</sup>, 3, 6, 9, 12, 15, 17, 27 et 29 octobre (19 h 30). Le programme substantiel donne les textes complets, bilingues, des livrets.

LE 30 SEPTEMBRE  
George-V - Montparnasse - Forum - Lumière - Les Images - Galaxie - Convention Saint-Charles  
Bastille - Mazière - Paramount La Verrière - 4 Champs, Palaiseau - Corti, L'Isle-Adam - La Notée,  
Montreuil - L'Alhambra, Saint-Ouen - Dalton, Sevran - Les 4 Mousquetaires, Saint-Michel-sur-Orge - Alpha,  
Argenteuil.

UN DELIRE VERBAL DES PLUS CONVAINCANT.  
UNE MISE EN SCENE ET UNE INTERPRETATION TRES INSPIREES.  
C'EST UNE OEUVRE A PART ENTIERE, UNIQUE ET INDIVISIBLE.

PREMIERE

un film de et avec Roger COGGIO



avec COGOL  
réalisé par Fanny COITENNON  
Jean-Pierre DARRAS  
musique de Jean MUSY

MERCREDI

NASTASSIA KINSKI  
MICHEL PICCOLI

JEAN-HUGUES ANGLADE  
DANIELE THOMPSON JEAN-CLAUDE BRAILY SOLIAD AMIDOU ROMANO MUSUMARRA

Mala die d'Amour  
de JACQUES DERAY

Handwritten text in Arabic script: "مكتبة ابن خلدون"



لدينا من الابد

Culture

CINÉMA

Un entretien avec David Puttnam

La Columbia sans son PDG

Au cours d'un séminaire réunissant le mercredi 23 septembre deux cents employés des studios Columbia à Burbank, David Puttnam a annoncé sa démission du poste de PDG qu'il occupait depuis treize mois.

Selon l'organe professionnel Variety, c'est David Puttnam lui-même qui aurait décidé de partir après plusieurs réunions avec M. Victor Kaufman, nouveau PDG de la Columbia Pictures Entertainment. Il a confirmé sa décision de regagner la Grande-Bretagne, soulignant

que l'effet de son action à la tête de la Columbia ne serait perceptible qu'après son départ. Il a exhorté son auditoire à « laisser parler les films ». Ainsi, l'aventure aura duré un peu plus d'un an. La décision avait, à l'époque, secoué violemment le Landmark hollywoodien. Pour donner du sang neuf et une nouvelle impulsion à la Columbia, une des filiales du département « Entertainment », l'empire Coca-Cola, faisait appel à David Puttnam. Un producteur indépendant, jeune (quarante-six ans), au palmarès certes éclatant (de Bugsy Malone à la Mission en passant par quelques Ken Russell, Midnight Express l'Oscar des Chariots de feu), mais un homme extérieur au sérail. Il se

un Britannique, un étranger. Au cours du premier tiers de son mandat, David Puttnam a procédé à une refonte draconienne des structures, mettant l'accent sur l'importance financière et culturelle - de l'Europe d'une part, du marché international de l'autre.

Quarante-huit heures avant l'annonce de son départ, après son intervention au symposium organisé dans le cadre du Festival de Toronto (Canada), David Puttnam, s'élevait au-dessus des querelles de palais, redéfinissant pour nous le rôle du cinéma dans la société. Il apparaissait tendu, fatigué. On ne savait pas qu'il s'agissait de son « testament » américain.

H. B.

WALL STREET. - « La fusion Columbia-Tri Star devait logiquement s'effectuer, mais dans un an au moins. Elle est à mon avis trop précipitée. Elle s'est faite uniquement pour des raisons comptables et fiscales. Compte tenu du délai de soixante jours nécessaire à la ratification, Coca-Cola a gagné un milliard de dollars. En ne réagissant qu'à Wall Street, l'industrie cinématographique oublie tout simplement le produit. Cela remonte à l'achat des studios et des organismes de production par les grands conglomérats industriels et financiers, et je crains que l'industrie cinématographique ne suive le même chemin que l'industrie automobile. »

LE PUBLIC. - « 43 millions d'Américains ont aujourd'hui entre quarante et un et soixante ans. Dans quinze ans, ils seront 80 millions, constituant un groupe influent qui, plus qu'aucun autre au cours de notre histoire, sera libre de son choix quant à l'aménagement de son temps de loisir. »

En tant que Britannique dirigeant une entreprise américaine, j'ai perçu ici, aux Etats-Unis, un sentiment profondément provincial. Attitude impliquant qu'on se tient pour le centre du monde. Or, en 1993, la France aura 57 millions d'habitants, l'Allemagne de l'Ouest 61, l'Espagne 40,5, la Suède 8,5. Le Japon atteindra le chiffre énorme de 127 millions et le Brésil 172 millions. Cela représente un public gigantesque et un nombre colossal de fans.

J'y suis peut-être plus sensible que d'autres. En arrivant aux Etats-Unis, j'avais une appréciation personnelle de l'ampleur des revenus qui pouvaient provenir du marché extérieur ; celui-ci, à mon avis, n'a pas encore été exploré. Or, Out of Africa, par exemple, doit 60 % de ses recettes globales au reste du

monde. Dans le cas de Mission, ce chiffre atteint 75 %. D'autres doivent pouvoir rattraper ce score. C'est une question de sujet, d'énergie, de planning, et d'engagement. »

UN LANGAGE INTERNATIONAL. - « Il nous faut créer, ou découvrir, le talent ; le trouver et le financer. Au bout du compte, un studio a peu à offrir sinon sa capacité de canaliser ce talent vers les écrans. Nous avons l'absolue responsabilité de le découvrir, de le reconnaître, de le nourrir. Nous avons quotidiennement affaire à de nouvelles technologies : magnétoscopes, vidéodisques, la nouvelle cassette 8 millimètres Sony, bientôt les satellites. Ce ne sont que des systèmes de messagerie... Le temps de la diffusion cinématographique, globale, à l'échelle mondiale, approche à grands pas. C'est pourquoi Columbia a restructuré son département marketing en une seule organisation mondiale. Car la grande chance, à mon avis, viendra de l'étranger. »

Mais, pour atteindre une audience internationale, il faut maintenant tourner en anglais. C'est une réalité. Il y a quelques années, quelqu'un comme Bertrand Tavernier s'était élevé contre ce phénomène au nom d'une autonomie, d'une indépendance, d'une identité culturelle. Il tourne maintenant en anglais.

J'ai demandé à Agnieszka Holland, à Doris Dörrie, à Istvan Szabó, à Lino Brocka, à Emir Kusturica, de faire des films pour nous. En anglais. Ce n'est pas leur langue, et les expériences précédentes n'ont pas toujours été convaincantes. Ils apprendront. Ils se forgeront l'oreille, ils auront auprès d'eux quelqu'un qui les aidera. Je sais que les metteurs en scène, en Europe particulièrement, sont tenus pour maîtres à bord après Dieu. Mais il

leur faudra bien comprendre que nous ne sommes pas des empêcheurs de filmer en roue libre. Nous faisons le film avec eux. »

LE POUVOIR DU RÊVE. - « Nous envions tous les jours pour un art qui représente autre chose, et bien plus, que des contrats, de la prestidigitacion fiscale, des fusions d'entreprises. »

C'est la notion de rêve qui a conduit moi-même à l'industrie des sa conception. Ceux d'entre nous qui font des films, ceux qui les distribuent, ceux qui constituent le public, sont les complices de ce rêve. Ils consentent à mettre de côté leurs tourments individuels et à se réunir, chez eux ou dans une salle de cinéma, pour emprunter les plaisirs et les peines, les amours et les haines, le rire et les larmes, les triomphes ou les désastres d'autrui. Je suis convaincu que l'art du film commença avec l'individu. »

L'ÉTHIQUE. - « A celui qui lui demandait ce qui se passerait en cas de guerre nucléaire, Einstein répondait simplement : « Nous ne serons plus en mesure d'écouter la musique de Mozart. » Comme lui, je crois à la nécessité d'une communauté morale responsable où l'artiste pourra fonctionner et être encouragé. »

On peut dire qu'aujourd'hui le talent est aux mains des rois et des princes de nos systèmes. Quelles sont leurs obligations, et comment les remplissent-ils ? Je constate que l'industrie et la société, dans leur rôle de « parents créatifs », semblent faillir à leurs responsabilités vis-à-vis de leurs enfants de « talent ». La qualité devrait être soulignée plutôt que la quantité, et les rapports humains privilégiés par rapport à la stricte concurrence... L'originalité de pensée, plutôt que la répétition, doit être encouragée. Nos

problèmes, aujourd'hui, ne sont pas simplement politiques ou économiques, ils sont, avant tout, éthiques. »

L'OUTSIDER. - « Le changement interviendra, j'espère. Avec ou sans moi. Sinon, d'ici à 1993, Los Angeles sera devenue Detroit. Presque par accident, je me suis retrouvé dans la position d'un homme confronté à lui-même. Je me suis rendu compte qu'il fallait mettre ses crânes en première ligne, les envoyer au front. Pour certains, je suis venu murmurer à l'oreille des dragons et me battre contre des moulins... Or, je ne suis ni saint Georges ni Don Quichotte. Je suis simplement un producteur de films européens qui a traversé l'Atlantique pour poser quelques questions et chercher une autre voie. »

Propos recueillis par HENRI BEHAR.



JUSQU'AU 4 OCTOBRE ABBEY THEATRE, DUBLIN La Grande faim de TOM MAC INTYRE Etonnant et sauvage partition dramatique. Le monde. « Chef-d'œuvre d'écriture, de mise en scène, de scénographie, de jeux d'acteurs ». SCOTSMAN Spectacle extraordinaire. Du Théâtre. SUNDAY TIMES. 101 BD RASPAIL 6° TEL. 45 44 72 30 LOC. 45 44 41 42

ESPACE PIERRE CARDIN

NORMAL HEART de Larry KRAMER Mise en scène : Raymond ACCOLUVA A PARTIR DU 29 SEPTEMBRE Location : théâtre 1, avenue Gabriel 42.66.17.81 - Isaac et agences

MUSIQUE DE CHAMBRE JURE QUARE AVEC LES QUATRE DE L'ÉC Ensemble Intercontemporain Direction PETER EOTVOS

ENSEMBLE INTERCONTEMPORAIN Direction PETER EOTVOS

ORCHESTRE DE PARIS Directeur Daniel Barenboim MUSIQUE SYMPHONIQUE SALLE PLEYEL 20 H 30

1er, 2 octobre Daniel Barenboim, direction Lella Cuberli, soprano Jari Van Nes, mezzo-soprano David Rendall, ténor Günter Von Kannen, basse Chœur de l'Orchestre de Paris Arthur Oldham, Ch. de chœur • Mozart Symphonie n° 39 • Mozart Requiem

7, 8 octobre Andras Schiff, dir. et piano • Bach • LOCATION : SALLE PLEYEL - 45 63 07 96

18 octobre Concert anniversaire de la Salle Pleyel Daniel Barenboim, direction Kathleen Martin, soprano François Le Roux, baryton Chœur de l'Orchestre de Paris Arthur Oldham, Ch. de chœur • Stravinsky Symphonie des Psalmes • Landowski Symphonie de Montségur • Ravel Boléro

SAMEDI 10 OCTOBRE, à 20 h 30 Eglise Saint-Eustache Mstislav ROSTROPOVITCH J.-S. BACH : trois suites pour violoncelle solo 150 F (places numérotées), 100 F, rfd. 75 F Renseignements : 42-77-10-90

DIMANCHE 11 octobre, 21 h - SALLE PLEYEL PRESTIGE DE LA MUSIQUE - CONCERT EXCEPTIONNEL RÉCITAL DIETRICH FISCHER-DIESKAU HARTMUT HOLL, piano SCHUMANN

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS DE LA SORBONNE

ANNE-MARIE RODDE soprano NOËL LEE piano DANIEL CATALANOTTI cor

L'ENSEMBLE VOCAL AUDITE NOVA chanteurs SCHUBERT, SCHUMANN, BRAHMS, FAURÉ, DEBUSSY

QUATOUR VIA NOVA JEAN HUBEAU piano WOLFF, BRAHMS, FAURÉ

CABASSO piano HAYDN, SCHUMANN, SCHUBERT

FELICITY LOTT Graham Johnson piano FAURÉ, DEBUSSY, R. HAHN, POULENC

VOGLER QUARTET 1er Prix Concours EVIAN 1986 MOZART, DEBUSSY, BARTOK

MAHLER DEUXIÈME SYMPHONIE « RÉSSURRECTION » Dir. : Lothar ZAGROSEK Sol. : Felicity LOTT

SCHWARZ CHŒURS ET ORCHESTRE NATIONAL DE L'OPÉRA

MIECZYSLAW HORSZOWSKI BACH, MOZART, CHOPIN, VILLA-LOBOS

EXCEPTIONNEL... Ca mois-ci... Dans SOFT & MICRO : • Un dossier SPÉCIAL MACINTOSH

SOFT & MICRO Avec SOFT & MICRO N° 34, passez un mois d'octobre très "MAC". (en vente partout - 30 F)

THEATRE KLAUS MICHAEL GRUBER JEANNE MOREAU THEATRE DE L'ATELIER JUSQU'AU 8 NOVEMBRE LE RECIT DE LA SERVANTE ZERLINE DE HERMANN BROCH

THEATRE DES AMANDIERS NANTERRE JUSQU'AU 31 OCTOBRE EN ALTERNANCE PATRICE CHEREAU PLATONOV DE ANTON TCHERKHOV

PIERRE ROMANS DEUX PIÈCES DE HEINRICH VON KLEIST PENTHESILEE ET CATHERINE DE HELLBRONN

FRANÇOIS TANGUY THEATRE DE LA BASTILLE 29 SEPTEMBRE-14 OCTOBRE MYSTÈRE BOUFFE AVEC LE SOUTIEN DU CONSEIL RÉGIONAL DES PAYS DE LOIRE LA VILLE DU MANS LE CONSEIL RÉGIONAL DE LA SARTHE ET L'AIDE DE L'O.N.D.A.

ROBERT WILSON THEATRE DES AMANDIERS NANTERRE 1er OCTOBRE-10 OCTOBRE HAMLETMACHINE DE HEINER MÜLLER

DANS LES THÉÂTRES ET PAR TÉLÉPHONE AU FESTIVAL D'AUTOMNE 42.96.96.94

ALFREDO ARIAS THEATRE DE LA COMMUNE D'AUBERVILLIERS 6 OCTOBRE-15 NOVEMBRE LA LOCANDIERA DE CARLO GOLDONI

LUCA RONCONI THEATRE DES AMANDIERS NANTERRE 13 OCTOBRE-17 OCTOBRE LA SERVA AMOROSA DE CARLO GOLDONI

MARIONNETTES ITALIENNES CARLO COLLA E FIGLI THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT 29 SEPTEMBRE-11 OCTOBRE EXCELSIOR

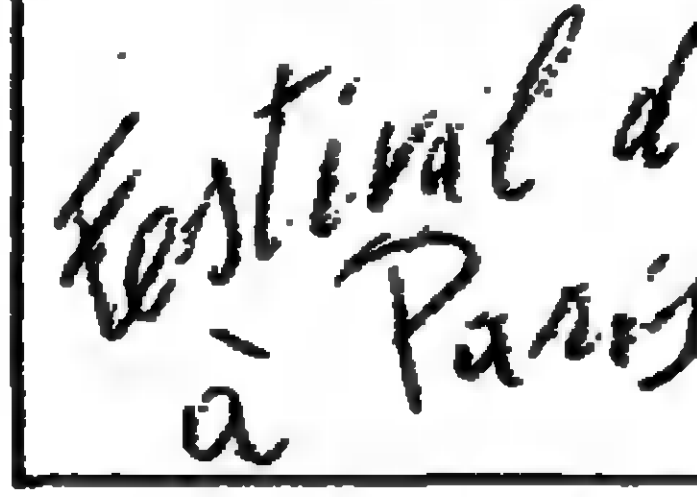
TEATRO DEL GARRETTO THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT GRAND Foyer 6 OCTOBRE-18 OCTOBRE BIANCANEVERE

DANSE STEPHEN PETRONIO CENTRE GEORGES POMPIDOU 5 OCTOBRE-11 OCTOBRE 3 CHOREGRAPHIES

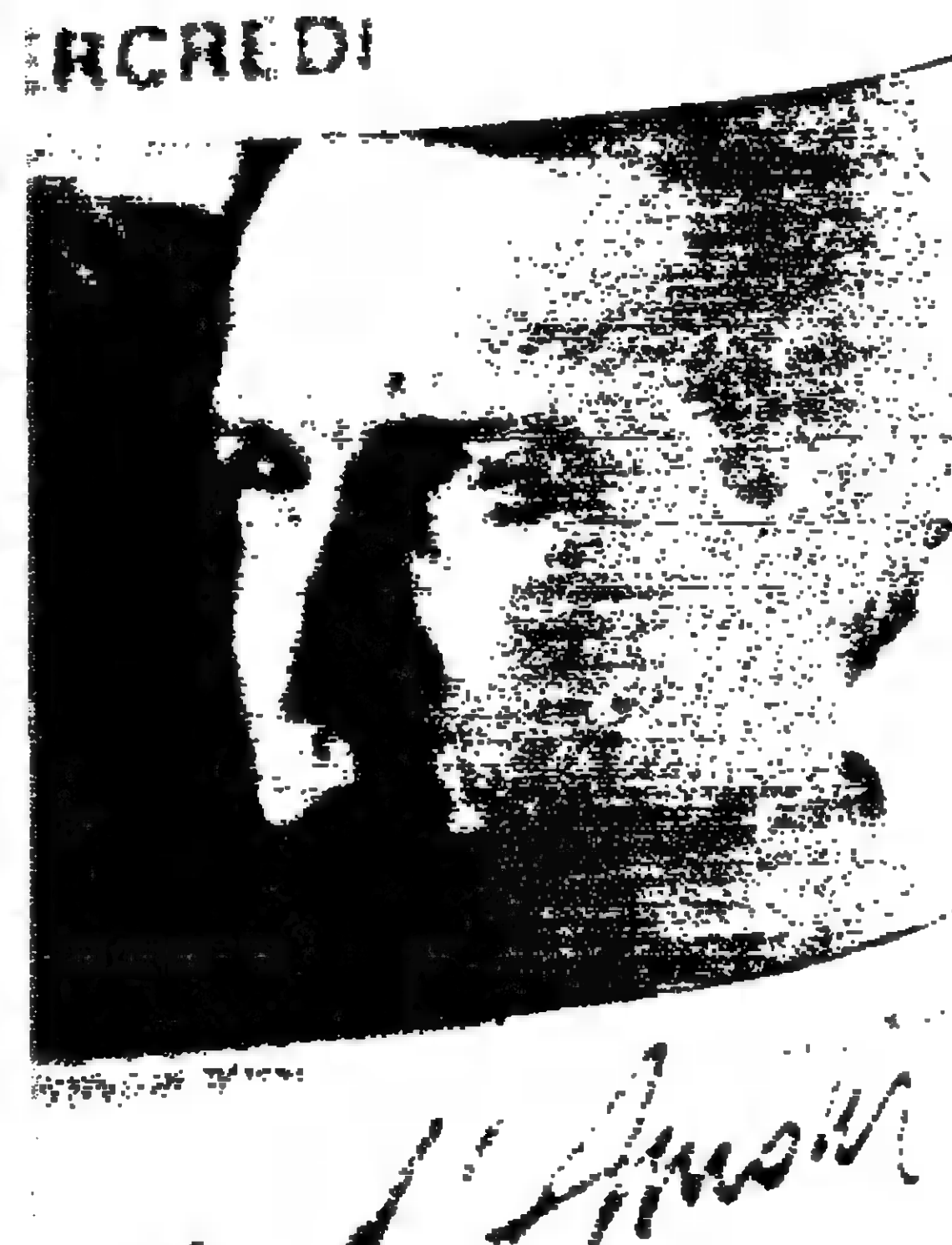
MUSIQUE LUIGI NONO THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT 1.3.4.6.7.9 OCTOBRE PROMETEO TRAGÉDIE DE L'ÉCOUTE (NOUVELLE VERSION 1985)

CONCERT II A PIERRE-DECOUVRIER LA SUBVERSION-FRAGMENT STILLE AN DIOTIMA

CONCERT III RISONANZE ERRANTI AVEC LE CONCOURS D'AIR FRANCE



our et de mort









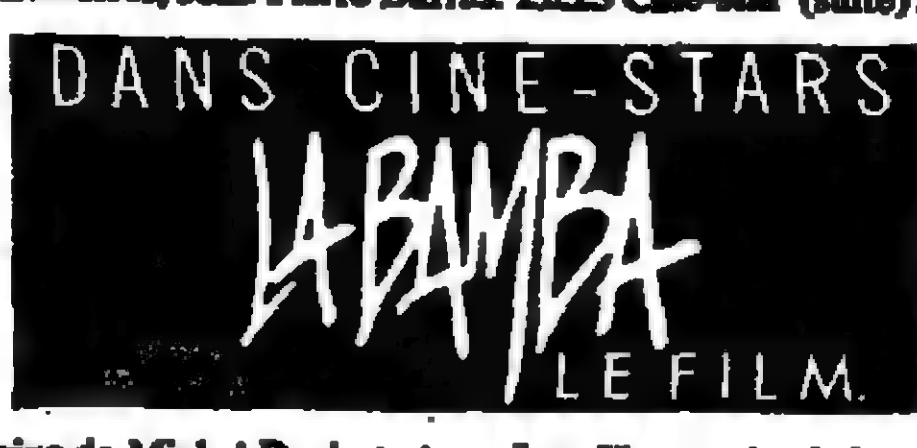
Jeudi 1er octobre

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de samedi soir...

Mardi 29 septembre

TF 1 20.35 Châli-é: le Carpeste... 20.35 Châli-é: le Carpeste...



Magazine de Michel Denot. Avec Jean-Hugues Anglade et Nastassja Kinski pour Maladie d'amour...

A 2 20.30 Châli-é: Coup de torchon... 20.30 Châli-é: Coup de torchon...

FR 3 20.35 Châli-é: le Dilemme vers l'Ouest... 20.35 Châli-é: le Dilemme vers l'Ouest...

CANAL PLUS 20.30 Châli-é: Gandhi... 20.30 Châli-é: Gandhi...

Martin Shoen, John Mills. 23.35 Flash d'informations... 23.40 Châli-é: Recherche Soudan...

LA 5 20.30 Châli-é: les Aventures de Rabbi Jacob... 20.30 Châli-é: les Aventures de Rabbi Jacob...

M 6 20.30 Châli-é: Des Camille en Route... 20.30 Châli-é: Des Camille en Route...

FRANCE-CULTURE 20.00 Musique: Mode d'emploi... 20.00 Musique: Mode d'emploi...

FRANCE-MUSIQUE 20.30 Concert (donné le 22 mai à Schwetzingen)... 20.30 Concert (donné le 22 mai à Schwetzingen)...

Mercredi 30 septembre

TF 1 13.35 Feuilles: Haine et passion... 13.35 Feuilles: Haine et passion...

A 2 13.45 Série: Chapeau melon et bottes de cuir... 13.45 Série: Chapeau melon et bottes de cuir...

FR 3 13.30 Magazine: La vie à pleines dents... 13.30 Magazine: La vie à pleines dents...

CANAL PLUS 14.00 Série: Botswana... 14.00 Série: Botswana...

LA 5 13.30 Série: Instants. Un autre monde... 13.30 Série: Instants. Un autre monde...

M 6 13.00 Série: Cher oncle Bill. Le trophée... 13.00 Série: Cher oncle Bill. Le trophée...

FRANCE-CULTURE 20.30 Antipodes. Cinéma aux Antilles... 20.30 Antipodes. Cinéma aux Antilles...

FRANCE-MUSIQUE 20.30 Concert (donné le 4 juin au Théâtre du Châtelet)... 20.30 Concert (donné le 4 juin au Théâtre du Châtelet)...

Audience TV du 28 septembre 1987

Table with columns: Horaire, Moyens avant, TF1, A2, FR3, Canal+, LA 5, M6. Rows show audience data for various time slots.

Echantillon: plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent le 5 et 143 reçoivent M6 dans de bonnes conditions.

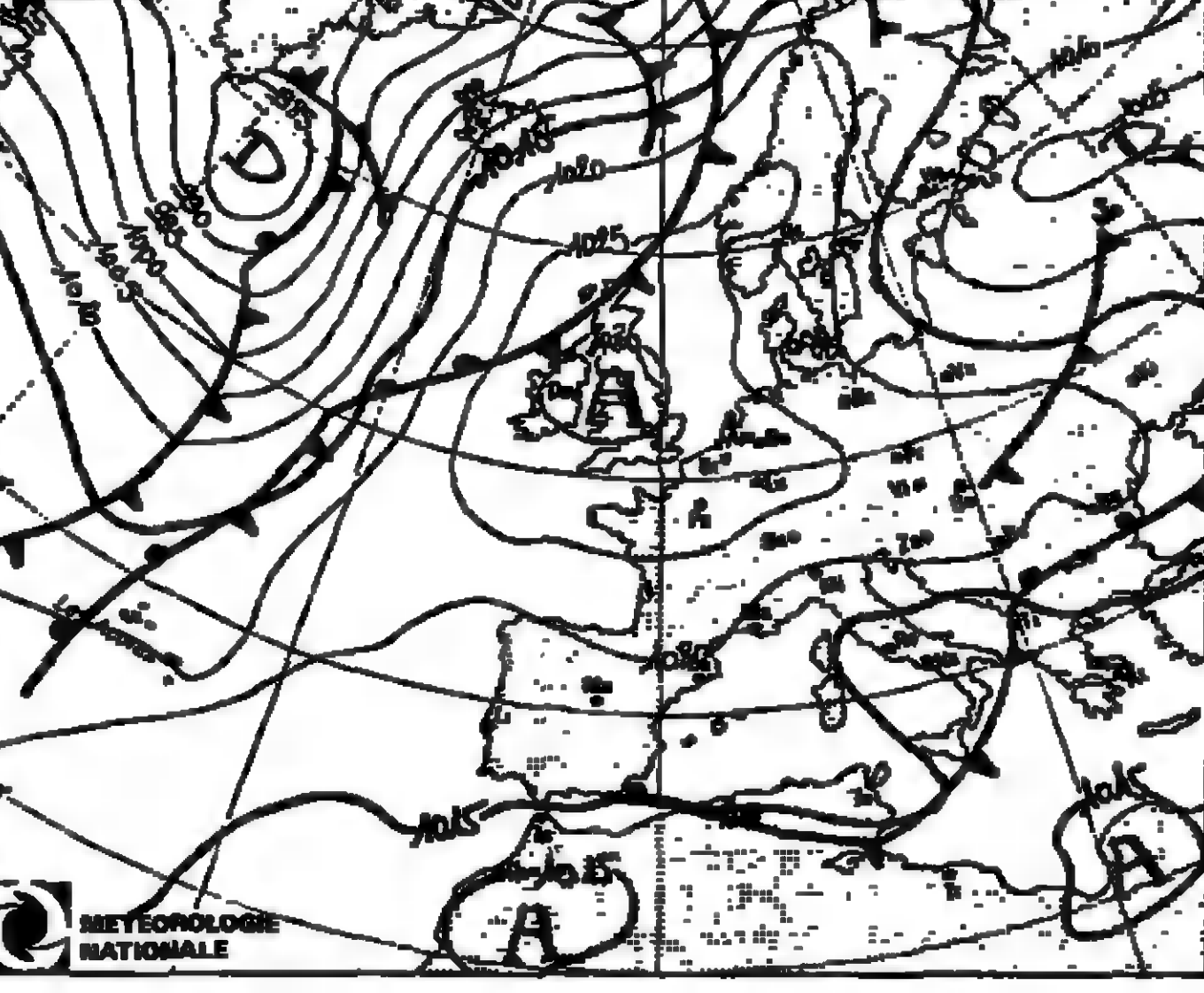
Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

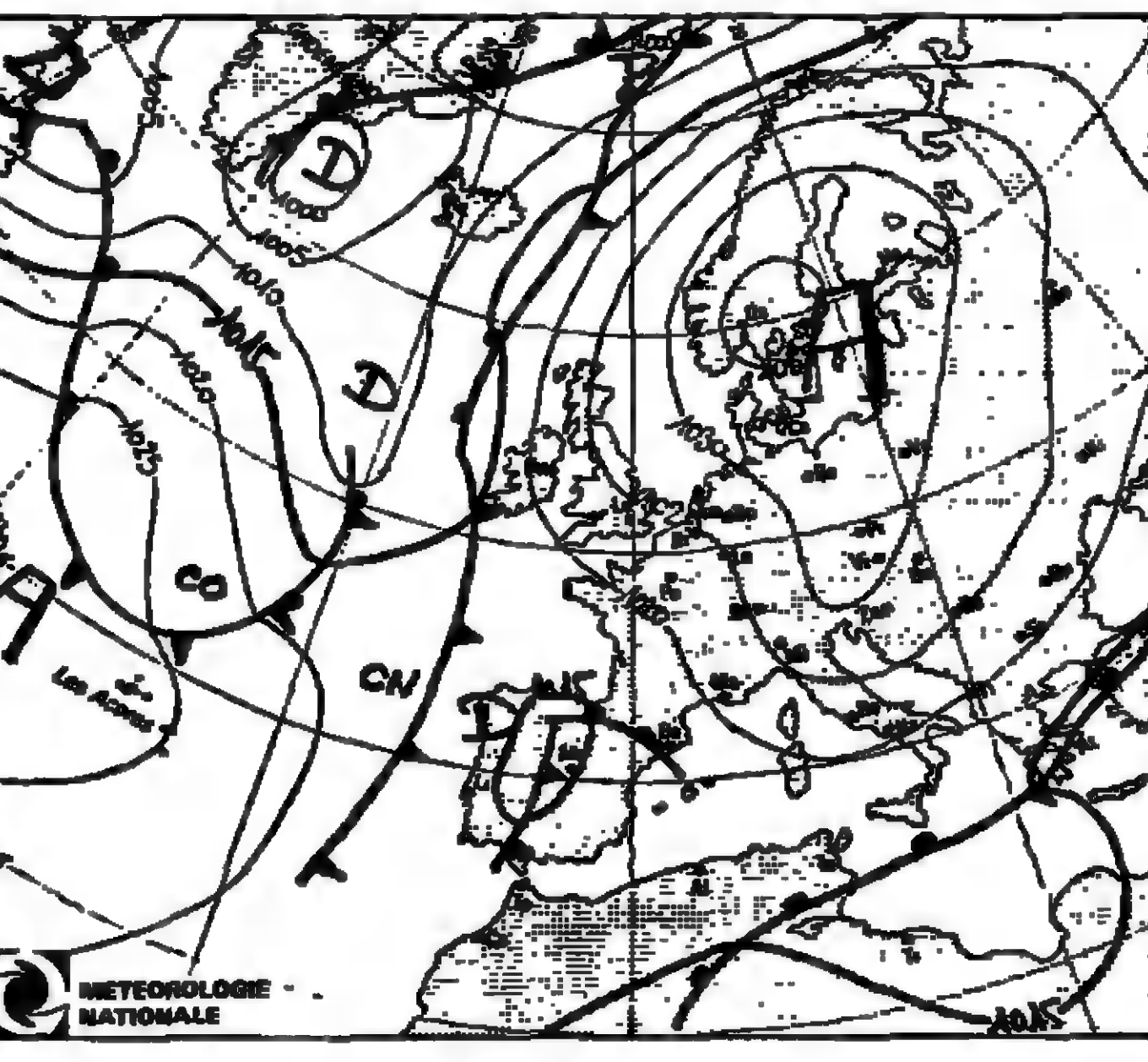
Evolution probable du temps en France entre le mardi 29 septembre à 0 h TU et le dimanche 4 octobre à 24 h TU... Le beau temps va se dégrader à partir de jeudi soir...

Les températures maximales évolueront entre 15 et 25 degrés du nord au sud... Jeudi, la matinée sera brumeuse avec nuages bas...

SITUATION LE 29 SEPTEMBRE 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 1er OCTOBRE A 0 HEURE TU



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4581. A 9x9 grid for a crossword puzzle.

1. Air du soir apprécié du haut d'un balcon... II. Drôle, il n'a rien de comique... III. Qui s'efface généralement sans difficulté...

VERTICALEMENT

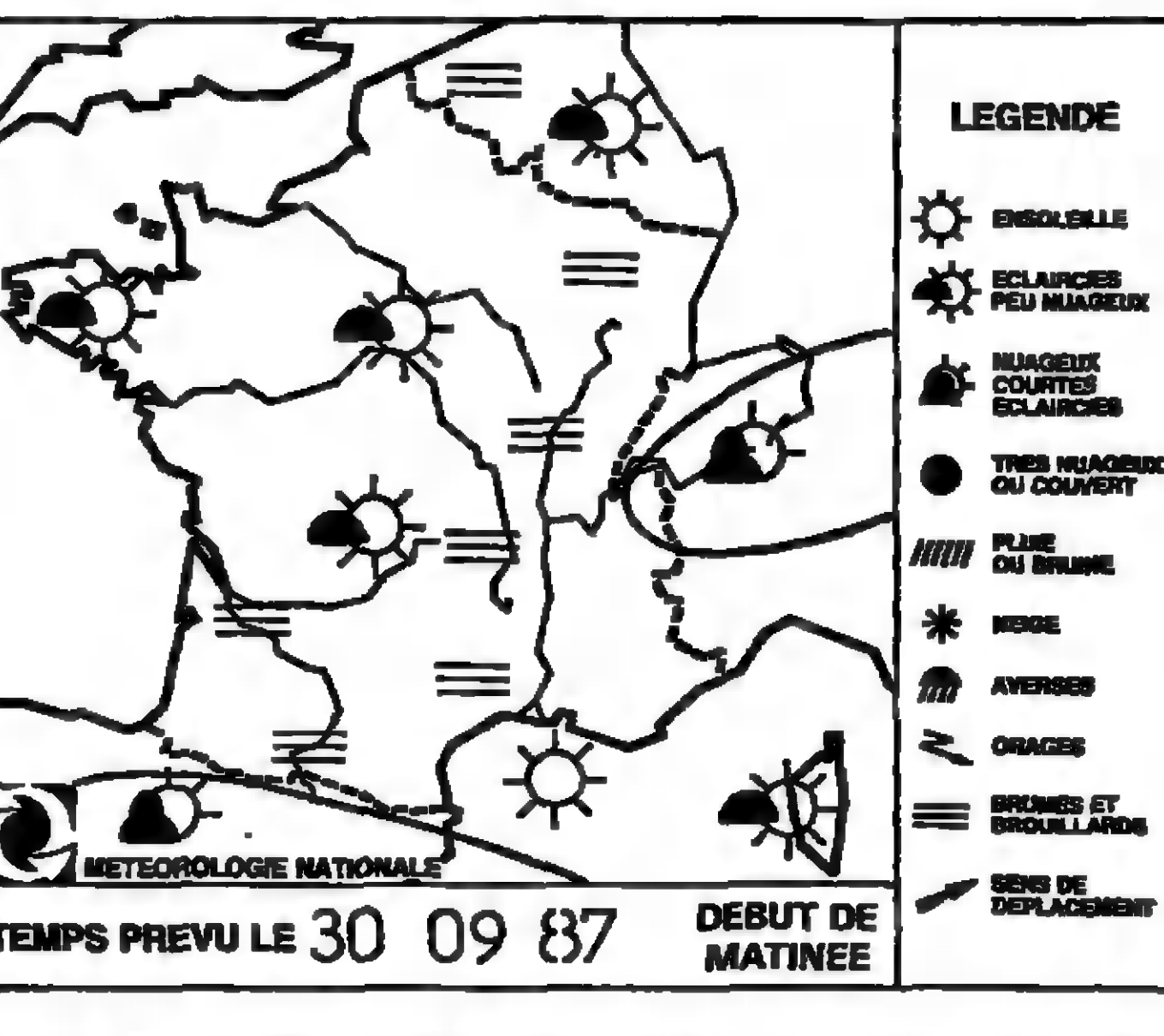
1. Groupe de travail ou lieu de réflexion... 2. On y forme la gentry. Selon le sens, c'est une mauvaise ou bonne perspective pour le marin...

Solution du problème n° 4580

Horizontalement: I. Hercule... II. Aviateurs... III. Bât. Ut... IV. Isopète... V. Liure... VI. Lori... VII. Ennemi... VIII. Erudite... IX. Elle... X. Nelson... XI. Tue... Verticalement: 1. Habillement... 2. Evasion... 3. Ritournelle... 4. Ça... 5. Ut... 6. Lève... 7. En... 8. Rue... 9. Ost... 10. Rue... 11. Rue... 12. Rue...

EN BREF

Quatrième dimension. - Baudelaire écrit: « Paris change plus vite, hélas, que le cœur d'un mortel ». C'est sur cette grande idée que l'Association des conférenciers officiels, sous l'égide du ministère de la culture, entend faire découvrir ou redécouvrir le Paris d'hier et celui d'aujourd'hui...



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé

Table with columns: FRANCE, TOULOUSE, LYON, NANTES, etc. Rows show temperature ranges and weather conditions for various cities.

\* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France: heure légale moins 2 heures en été; heure légale moins 1 heure en hiver.

Le Monde CINEMA LEMONDE



# « services »

## VIE PRATIQUE

### Les enlèvements de véhicules à Paris Quinze minutes de sursis

Les enlèvements de véhicules en stationnement gênant à Paris sont plus surveillés et moins brutaux. C'est ce qu'a promis le préfet de police, dans une communication au Conseil de Paris lundi 28 septembre. Mais il n'est pas question de retirer ces véhicules en infraction pour prévenir des sanctions encourues, selon le principe qu'un homme averti en vaut deux. Et puis, quand ce sera trop tard, mais pour ménager l'avenir, les clients des fourrières recevront une notice sur les règles de stationnement à Paris.

Quant à l'information, elle consistera à installer dans les voies prioritaires des panneaux tels qu'il en existe déjà dans le 8<sup>e</sup> arrondissement. Ces panneaux représentent une grue enlevant un véhicule. Un papillon sera apposé sur le pare-brise des véhicules en infraction pour prévenir des sanctions encourues, selon le principe qu'un homme averti en vaut deux. Et puis, quand ce sera trop tard, mais pour ménager l'avenir, les clients des fourrières recevront une notice sur les règles de stationnement à Paris.

Règles dont on se doute qu'elles ne seront pas totalement respectées, au moins dans l'immédiat. Paris compte en effet 750 000 places de parking autorisées. Or, chaque jour, 1 650 000 voitures pénètrent dans la capitale et se mêlent aux véhicules immatriculés à Paris. Même si toutes ces voitures ne sont pas présentes en même temps, le déficit en places de stationnement oblige à circuler ou à transgresser les règles. Circuler, encore faut-il pouvoir : dès que le flot dépasse les cent vingt mille véhicules, il a tendance à se coaguler, la préfecture de police estimant que si ce nombre diminue d'une dizaine de milliers, le trafic devient fluide. Pour y contribuer, on recourt à l'enlèvement des véhicules gênants. En 1985, les fourrières parisiennes ont enlevé sept cents par jour en moyenne. Les mesures annoncées ne signifient pas une indulgence soudaine des pouvoirs publics, qui étudient d'ailleurs la possibilité d'enlèvements de véhicules la nuit, en cas de plaintes des riverains. Les poids lourds gênants, à défaut d'être enlevés, pourraient faire suspendre le permis de conduire de leur chauffeur.

Des protestations s'étaient élevées, y compris parmi les élus de la capitale, devant certains abus et des manques de discernement au moment de l'enlèvement des véhicules. Pour y remédier, un effort sera fait sur les opérations d'enlèvement et l'information des automobilistes. Désormais, il devra s'écouler au moins quinze minutes (sauf cas dangereux) entre le moment où le procès-verbal d'enlèvement sera apposé sur le pare-brise et celui où le véhicule sera enlevé. Jusque-là, aucun délai n'était fixé. En principe, un agent doit prévenir par radio la salle d'informations et de commandement de la circulation (SICC), qui avertit elle-même l'entreprise chargée de l'enlèvement. Des cas ont été constatés où les ondes radio étaient vraiment très rapides.

Le nombre des policiers chargés de surveiller les enlèvements, les brigadiers de contrôle, sera triplé. Il passera de neuf à vingt-six. Ainsi, en permanence, un gradé sera-t-il présent sur chacun des sept secteurs de pré-fourrière. Dotés de cyclomoteurs, ces agents se déplaceront rapidement.

CHARLES VIAL.

## EN BREF

● Architecture. — L'École d'architecture de Versailles organise un stage de formation professionnelle continue en réhabilitation et amélioration de l'habitat ancien du 30 novembre au 13 mai inclus. Pour tous renseignements, s'adresser à : l'École d'architecture de Versailles : 2, avenue de Paris, 78000 Versailles. Tél. : 39-51-52-51, poste 402.

● Stage radio. — L'ARACQ organise des stages de formation à l'expression orale et aux techniques radiophoniques. Cet enseignement s'adresse aux personnes souhaitant devenir speaker, rédacteur ou animateur, mais aussi à celles qui désirent apprendre à s'exprimer avec plus d'aisance et d'assurance dans leur vie professionnelle. Un stage intensif de cinq jours à raison de six heures par jour aura lieu du 26 au 30 octobre inclus. Un stage de deux mois débutera le 2 novembre à raison d'une séance de trois heures par semaine au choix, du lundi au vendredi, de 19 heures à 22 heures.

● Rems. — ARACQ, 3, rue de Mont-Louis, 75011 Paris. Tél. : 43-70-54-48.

● La flotte marchande française dans un annuaire. — Le Comité central des armateurs de France (CCAF) vient de publier son nouvel annuaire de la marine marchande 1987. C'est une sorte de « registre d'état civil » très détaillé des entreprises françaises de transport maritime, avec des classements par société, par type de navire, par tonnage.

● CCAF : 73, boulevard Haussmann, 75008 Paris. Prix de l'annuaire : 462 F.

● Langues étrangères rentrées 1987-1988. — Pour tous ceux qui voudraient préparer un examen de langue pratique afin de compléter leur formation ou renforcer leur qualification, le CICEF envoie gratuitement des documents d'information et tous les renseignements utiles sur le contenu et les moyens de préparation de ces examens et des diplômes de langues en général (chambres de commerce étrangères, université de Cambridge, BTS de traducteur commercial).

● CICEF, service 403, 147, rue Jules-Guesde, 92309 Levallois-Perret. Tél. : (1) 47-37-50-32.

● Approches de la vieillesse. — Des journées de formation et de réflexion pour les professionnels du troisième âge se dérouleront les 11, 12, 13 et 14 janvier 1988 de 9 heures à 17 heures à Paris. Pour tous renseignements et inscriptions, s'adresser au Club européen de la santé : 9, bd. des Capucines, 75002 — Tél. : 42-65-61-23.

● Droits de l'homme. — A l'occasion de son trentième anniversaire, le mouvement ATD quart-monde organise le 17 octobre au Trocadéro, de 14 heures à 22 heures, un grand rassemblement international des Droits de l'homme, suivi d'un spectacle auquel participeront plusieurs milliers d'acteurs et de choristes, des groupes vocaux et musicaux internationaux, ainsi que des artistes français.

● ATD quart-monde, 107, avenue du Général-Leclerc, 95480 Pierrelaye. Tél. : 30-37-11-11.

# Le Carnet du Monde

## Décès

— Le directeur et les membres du conseil de l'unité de formation et de recherche d'économie et de gestion de l'université Paris-X-Nanterre, Le directeur et les membres de l'Institut d'économie appliquée et d'économie (UA 1239 du CNRS), Les enseignants, chercheurs, étudiants, tous ses collègues et amis ont le regret de faire part du décès subit de

**Jean-Marie BETHENOD**, chargé de recherche au CNRS,

survenu le 26 septembre 1987.

Une messe sera célébrée à son intention le mercredi 30 septembre, à 9 h 15, en l'église Saint-François-d'Assise, 16, avenue Raymond-Arna, à Antony (Hauts-de-Seine).

— On nous prie d'annoncer le décès de

**Georges BLANCHON**, fondateur de l'École nationale du ski français, président d'honneur de la Fédération française de ski, fondateur à Grenoble des Heures alpines,

survenu le 24 septembre 1987.

L'inhumation a eu lieu à Rodon (Ille-et-Vilaine).

**Lola Blanchon**, 4, rue de Louvois, 75002 Paris, Georgeette Ricordi, 9, avenue du Havre, Casseot 22000 Saint-Brieux.

— L'Association française pour le développement de la géographie, Les membres de son conseil d'administration, ont le tristesse de faire part du décès de leur collègue

**Michel CHADEFAUD**, maître de conférences à l'université de Pau,

survenu le 17 septembre 1987.

— M<sup>me</sup> Miguel Chovet, Et toute la famille,

ont la grande douleur de faire part du décès de

**M. Miguel CHOVELT**, chirurgien-dentiste,

survenu le 27 septembre 1987, à l'âge de cinquante-sept ans.

Priez pour lui.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 30 septembre, à 8 h 30, en l'église Saint-Ambroise, 71 bis, boulevard Voltaire, Paris-11<sup>e</sup>.

L'inhumation aura lieu dans le caveau de famille au cimetière de Bourg-en-Bresse (Ain).

— M<sup>me</sup> Ginette Cummins, née Kintzsch, sa fille, Seymour, son gendre, Ses petits-enfants, Son arrière-petit-fils, Ses sœurs, Et toute la famille,

ont le regret d'annoncer le décès à Cannes le 8 septembre 1987 de

**M<sup>me</sup> Marthe LEBER**, née Schepka.

Les obsèques auront lieu au cimetière de Bagneux-Parisien, le mercredi 30 septembre 1987, à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14701 Cumberland Drive, Delray Beach, Flo. (USA).

— Paris, Les Sabies-d'Olonne, Nantes,

**M<sup>me</sup> Marie-Noël Le Foll**, Patrick et Marc, ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès subit de

**Maître Joël LE FOLL**, avocat du barreau de Paris,

survenu le 23 septembre 1987.

Une cérémonie religieuse a été célébrée lundi 28 septembre, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame des Sabies-d'Olonne.

Cet avis tient lieu de faire-part.

58, allée de Breaux, 85100 Le Château-d'Olonne.

— M<sup>me</sup> Mattel, son épouse,

M. et M<sup>me</sup> Auguste Mattel, M. et M<sup>me</sup> Félix Mattel, ses enfants,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

**M. François MATTEL**, médaille de la Résistance, médaillé du combattant volontaire, Intermé de la Résistance, Officier civil, chevalier du Ordre National Alouette,

survenu le 25 septembre 1987, dans sa quatre-vingt-sixième année.

L'incinération aura lieu le jeudi 1<sup>er</sup> octobre à 14 heures au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris-20<sup>e</sup>, où l'on se réunira.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés à la Fondation GODEF, 16, rue Cadet, 75009 Paris.

7, rue de l'Abbé-Fleury, 95100 Argenteuil.

— On nous prie d'annoncer le décès de

**M. Joseph de PASTOR**, professeur honoraire du lycée Carnot,

survenu le 22 septembre 1987, dans sa soixante-dix-neuvième année, à Oseja (Pyrenées-Orientales).

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

24, rue du Progrès, 66 Oseja, 14, rue Jalliste-Lambert, 75017 Paris.

— M<sup>me</sup> Robert Leloup, sa sœur,

Les familles Lecoq, Lestien, Leloup, Allard, ses beaux-frères, neveux et nièces, font part du retour à Dieu de

**Colette PEYRON**,

le 26 septembre 1987, à l'âge de cinquante-huit ans.

Ayant fait don de son corps à la science, une incinération eucharistique aura lieu samedi 3 octobre à 11 h 30, en la chapelle du 39, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris-6<sup>e</sup>.

— M<sup>me</sup> Emilie Veysset, sa veuve,

M. et M<sup>me</sup> Henri Veysset, M. et M<sup>me</sup> Jean-François Veysset, M<sup>me</sup> Françoise Veysset, M. Pierre Veysset,

M<sup>me</sup> Marie-Hélène, Florence, Virginie, Agnès, Odette et Julie Veysset, ses petites-filles,

Et toute la famille,

font part du rappel à Dieu de

**M. Emilie VEYSSET**, ingénieur ETP, docteur en droit, ingénieur principal hors classe honoraire à la SNCF,

ancien conseiller municipal de Paris et conseiller général de la Seine,

chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite,

grande médaillé d'or du travail,

pieusement décédé, le 26 septembre 1987, à Saint-Maméd, dans sa quatre-vingt-unième année.

Ses obsèques religieuses auront lieu le jeudi 1<sup>er</sup> octobre 1987, à 10 h 30, en l'église Saint-Marcel, 82, boulevard de l'Hôpital, Paris-13<sup>e</sup>, où l'on se réunira.

L'inhumation se fera dans l'intimité familiale au cimetière d'Orly-sur-Morin (Seine-et-Marne) dans le caveau de famille, le même jour, après une bénédiction à 15 heures, en l'église du village.

Priez pour lui.

— Il faut, quand on approche du grand but, être en droit de se dire : j'ai fait ce que j'ai pu. — Louis Pasteur.

20, boulevard Saint-Marcel, 75005 Paris, Place Bernard-Palissy, 77610 Fontenay-Trésigny, 36, avenue Jean-Baptiste-Clément, 92100 Boulogne-Billancourt.

## CARNET DU MONDE

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques ..... 69 F

Abonnés ..... 60 F

Communicat. diverses ..... 72 F

Renseignements : 42-47-95-03

# Défense

## Nominations militaires

Sur proposition du ministre de la défense, M. André Giraud, le conseil des ministres du mercredi 23 septembre a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● Terre. — Sont promus : général de division, les généraux de brigade Jean Carbonneau, Bernard Duval et Philippe Arnold ; général de brigade, les colonels Bruno Pierre, Bernard Brossel, Jean Chevalier-Ruigny et André Maréchal ; commissaire général de brigade, les commissaires colonels Jacques Augusseau et Guy Barjou.

Sont nommés : chargé de mission auprès du chef d'état-major de l'armée de terre, le général de division François Beausant ; commandant et directeur des transmissions d'infrastructure de l'armée de terre, le général de brigade Jean-Claude Egretaud ; directeur adjoint du commissariat de l'armée de terre de la 1<sup>re</sup> région militaire, le commissaire général de brigade Guy Barjou.

● Air. — Est nommé : commandant la 2<sup>e</sup> région aérienne, le général de brigade aérienne François Vallat.

● Marine. — Est promu contre-amiral, le capitaine de vaisseau Marc Merlo, nommé chef de la division « forces nucléaires » à l'état-major des armées.

● Armement. — Sont nommés : délégué aux relations internationales, l'ingénieur général de deuxième classe Bernard Retat ; délégué aux études générales auprès du ministre de la défense, l'ingénieur général de deuxième classe Henri Cozze.

## RELIGIONS

### Padre Paola...

Un prêtre transsexuel, ayant subi une intervention chirurgicale et devenu femme par l'état civil italien, vient de se confesser à La Stampa de Turin.

Le prêtre s'appelle désormais Paola et a cinquante ans. Il a été curé de paroisse dans une grande ville italienne. Vivent mal sa condition masculine, il a tenté de se suicider, avant de se faire opérer.

Paola vit à présent retiré dans un petit village et, bien que l'Eglise interdise la sacrodoce aux femmes, ayant reçu l'ordination, restera prêtre toute sa vie. « Contradiction vivante pour l'Eglise », dit Paola, qui s'abstient cependant de célébrer la messe, de confesser ou de bénir des fidèles. Il se borne, dit-il, à « vivre seule dans la prière ».

### Démission de Mgr Rousset évêque de Saint-Etienne

Mgr Paul-Marie Rousset a renoncé, pour raison de santé, à sa charge d'évêque de Saint-Etienne. Sa démission a été acceptée, le 28 septembre, par le pape. Il reste administrateur apostolique du diocèse jusqu'à la nomination d'un nouvel évêque. Né en 1921, Mgr Rousset est originaire et prêtre du diocèse de Belley depuis 1945. Il a été nommé en 1966 auxiliaire du cardinal Jean Villot, archevêque de Lyon, et il fut le premier évêque de Saint-Etienne à la création de ce nouveau diocèse en 1971.

● Quarante mille jeunes à Taïzé ont été. — De juin à septembre dernier, quarante mille jeunes venus de quatre-vingt-quatre pays ont participé à des rencontres intercontinentales d'une durée d'une semaine, organisées à la courtoisie des frères de Taïzé.

## OFFICIERS MINISTERIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Vente au Palais de Justice de Paris, le Jeudi 8 Oct. 1987, à 14 h 30. UN LOT : LOGEMENT D'UNE PIÈCE col., s. d'eau, W.C., un rez-de-ch., d'un immeuble s.p à PARIS (20<sup>e</sup>) 84, bd de MÉNILMONTANT S'adr. pour tous renseignements à M<sup>me</sup> M. BRAZIER, avocat à Paris (9<sup>e</sup>), 178, bd Haussmann, tél. : 45-62-39-03

APARTÈMENT à SOISSY-SOUS-MONTMORENCY (92230) 6, chemin de Parc, CAVE, et un BOX à USAGE DE GARAGE LIBRE EN TRÈS BON ÉTAT INTÉRIEUR - Lots n° 64, 67 et 59 Mise à prix : 125 000 F - Vente sur saisie. Palais de Justice de Fontaine (93) JEUDI 8 OCTOBRE 1987, 14 h. S'adr. SOCIÉTÉ MAHERIE-PEYRET à Fontaine (93300), 3, r. de l'Hôtel-de-Ville, tél. : 30-32-19-11 - 30-32-20-77.

Vente sur saisie Pal. Justice Bobigny, mardi 12 octobre 1987 à 13 h 30 MAISON D'HABITATION à BONDY (93140) 210, avenue du Général-Gallieni Cce 238 m<sup>2</sup> M. à P. 250 000 F S'adr. M<sup>me</sup> J. PLOUZAUD, avocat, « Le Tristère », 22, rue Scudéri, 93500 Pantin ; M<sup>me</sup> D. BARRÉ Urvilain, avocat, 7, rue des Rosières à Paris-17<sup>e</sup>, tél. : 43-60-47-28.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice à Nanterre le JEUDI 8 OCTOBRE 1987, à 14 h UNE MAISON D'HABITATION à CLAMART (92) 39, rue Bonnelais d'un rez-de-ch. 2 p. cuis. baign. W.C. poutillier, hangar, cont. 460 m<sup>2</sup> M. à P. : 200 000 F S'adr. M<sup>me</sup> C. DENNIERY-HALPHEN, avocat, 12, rue de Paris à BOULOGNE (92100) - 46-03-36-94 M<sup>me</sup> G. BOUDIEROT et Maître VIDAL DE VERNEUIL, avocats à Paris-8<sup>e</sup>, 55, bd Métabarbot, tél. : 45-22-04-36 ; tous avocats p. Tr. grande less. Nanterre ; s. lieu pour vis. le 2 oct. 1987, de 14 h 30 à 15 h 30

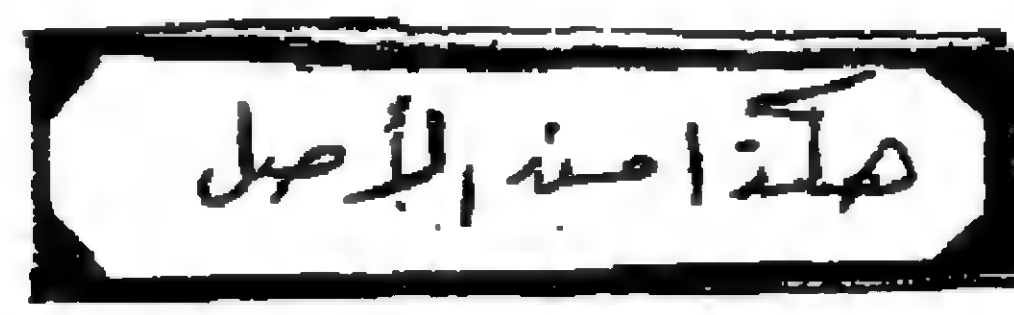
**PICARD**  
Picard supprime la clé!  
Parade  
La serrure automatique sans clé

- Un code qui vous ouvre sans clé
- Un code qui vous permet d'ouvrir immédiatement sans clé
- Un code qui commande l'ouverture ou la fermeture sans effort des 10 portes de votre portail
- Plus d'oubli, la porte est toujours bien fermée.
- Plus de risque de clé oubliée à l'intérieur.
- Plus de clé perdue ou volée.

**RESULTATS COMPLETS N° 42**  
**LOTTO SPORTIF**

| NOMBRE DE JEUX GAGNANTS | RAPPORT PAR JEU GAGNANT (pour 5F) |
|-------------------------|-----------------------------------|
| 16 bons résultats       | 1 10 000 000,00 F                 |
| 15 bons résultats       | 24 317,00 F                       |
| 14 bons résultats       | 1 505,00 F                        |
| 13 bons résultats       | 156,00 F                          |
| 12 bons résultats       | 32,00 F                           |
| 7 Numéros de la chance  | 29,00 F                           |

Tirage des " 7 Numéros de la Chance " du Dimanche 27 Sept. 1987 : 1 5 8 9 12 15 16





SCIENCES ET MEDECINE

TABAC : les bienfaits de la Seita

M. Francis Eyraud, PDG de la Seita, désapprouve le rapport officiel sur le tabagisme : le tabac peut être bénéfique.

L'ANCÉE il y a quelques jours dans ces colonnes avec le point de vue des professeurs Jean Bernard et Maurice Tubiana, puis avec la publication des grandes lignes du rapport officiel sur le tabagisme (Le Monde des 3 et 8 septembre) la controverse sur les méfaits du tabac rebondit avec l'entretien accordé au Monde par M. Francis Eyraud, président directeur général de la Seita (Société nationale d'exploitation industrielle du tabac et des allumettes). Le PDG de la Seita met notamment en cause le caractère « non scientifique » du rapport du professeur Albert Hirsch.

« Le rapport sur la lutte contre le tabagisme remis par le professeur Albert Hirsch à M<sup>me</sup> Michèle Barzach est en cause l'existence même de la Seita. Que peut répondre le PDG de cette société ?

« Nous avons été associés à la rédaction de ce travail tout comme l'ensemble de la profession. Pourtant, la publication de ce rapport a constitué pour nous une très grosse surprise, car il n'était pas du tout conforme à ce qu'en avait laissé entendre M. Hirsch. Ce n'est pas le produit d'un travail scientifique. C'est un rapport de convictions a priori. On ne peut pas établir, comme le fait le professeur Hirsch, que le tabac est à l'origine de 53 000 morts chaque année en France. C'est absolument non scientifique. Bien évidemment, nous vivons tout cela assez mal. Il

fait, de mon point de vue, distinguer soigneusement le tabagisme et l'usage du tabac. Or, manifestement, sous couvert d'esprit scientifique, le rapport mélange ces deux notions. Il faudrait de plus ne parler que de risque et pas de causalité. Dans ce domaine, en effet, les facteurs sont multiples. Je vais prendre mon exemple personnel. Je suis fumeur. Mon médecin me surveille pour les problèmes cardiovasculaires. S'il me l'attribuait-on ? A l'hérédité ? Effectivement, mon grand-père aussi. A la surcharge pondérale ? C'est un fait. Au stress de mon métier ? Je suis effectivement soumis - surtout en ce moment d'ailleurs - à des tensions multiples. A l'usage du tabac ? Comment pourrais-je me comptabiliser ? Il faut raison garder. Le tabac est indiscutablement un facteur de risque pour la santé, mais il ne faut pas établir un lien de causalité, systématique entre sa consommation et les effets pathologiques dont on parle. Le rapport a, en outre, systématiquement éliminé tous les effets favorables du tabac.

« Les effets favorables... ? - Ils existent. Il y a l'effet paradoxal de la nicotine, c'est-à-dire que le tabac soutient les gens un peu faibles et, au contraire, calme ceux qui sont nerveux. D'autre part, on sait que le tabac a un effet bénéfique sur la maladie de Parkinson, sur certaines maladies intestinales comme sur certaines maladies des organes génitaux de la femme. Tout cela n'apparaît pas. Pourquoi avoir fait un rapport univoque ? Il faut être objectif.

« Vous évoquez toutefois la notion de risque médical lié au

tabac. Que fait la Seita dans ce domaine ?

« Nous offrons sur le marché des produits légers. Dans ce domaine, nous avons été les premiers et ceux qui sont allés le plus loin. Nous avons même fait un flop commercial dans le lancement, en 1971, de la Gallia parce que nous étions trop en avance sur l'évolution du marché et des habitudes de consommation.

« Le professeur Hirsch écrivait pourtant, il y a quelques jours, dans nos colonnes : « La plupart des cigarettes produites par la Seita ont une forte teneur en goudrons cancérigènes ».

« Mais c'est faux. Complètement faux. Nous avons toute une panoplie de cigarettes. Dans la classe des cigarettes les moins chères, de 5 à 6 francs, il y a 40 %

de cigarettes légères. Toutes ces accusations sont outrancières.

« On critique aussi vos actions publicitaires.

« Mais je ne vois pas en quoi elles peuvent être condamnables. Il y a encore une notion infondée : c'est de penser que la publicité a pour effet d'augmenter la consommation. On sait bien que c'est faux. La publicité en matière

de cigarettes n'a un effet que sur la répartition entre les marques.

« Nous consacrons à peu près les mêmes sommes en actions publicitaires (publicité dans la presse et actions promotionnelles sur le terrain) que nos concurrents.

Propos recueillis par JEAN-VVES NAU.

(Lire la suite page 25.)



L'effet paradoxal de la nicotine.

LE CHOIX DU POISON

JUSQU'OU le corps médical pourra-t-il aller dans sa lutte contre le tabac ? En attaquant, comme il le fait ici, l'auteur du rapport contre le tabagisme, le président-directeur de la Seita ne fait pas que relancer la controverse sur un sujet très sensible. Il trace dans le même temps les limites que les professionnels du tabac entendent ne pas voir dépasser par les professionnels de la santé.

La tactique adoptée n'est pas sans cohérence. La consommation de tabac est un fait : en France, quatre adultes mâles sur dix sont des fumeurs. Le marché français est, pour diverses raisons, le terrain privilégié d'une très vive concurrence opposant la Seita aux firmes étrangères. Laissons donc, peut-on dire, le goût du public et les lois du marché faire leur œuvre, la question sanitaire étant réglée par la présence dans la panoplie des fumeurs de cigarettes « ultra-légères ». Au libéralisme économique répond ainsi le choix du poison.

L'idéal pour les fabricants serait de pouvoir établir une barrière infranchissable entre la consommation modérée de tabac et le tabagisme. D'un côté, un plaisir sans risque. De l'autre, un comportement pathologique, un vice à l'origine de nombreux maux.

Pour les spécialistes médicaux, les choses sont bien plus complexes et bien plus graves. D'abord, parce que l'entrée dans le monde du tabac - le plus souvent

aujourd'hui au début de l'adolescence - est très vite suivie d'une consommation régulière et impitoyable. Ensuite, parce que les risques - cancer, infarctus, troubles respiratoires - paraissent bien être proportionnels aux quantités consommées. Enfin, parce que les récents travaux sur le tabagisme possèdent démontré sans ambiguïté que le fumeur est un réel danger pour son entourage.

L'urgence médicale - comme l'a rappelé Mme Michèle Barzach, sans toutefois en tirer toutes les conséquences - est d'agir au niveau de la publicité, qu'il s'agisse des incitations traditionnelles à la consommation ou des actions de parrainage. Ces opérations publicitaires ont en effet pour conséquence d'abord de faciliter l'entrée des jeunes dans le monde du tabac, puis de les conforter dans leur situation de consommateurs.

La loi Veil de 1976 avait démontré à quel point une action dans ce domaine pouvait être efficace. Elle avait aussi permis d'observer l'absence avec laquelle les fabricants pouvaient sans mal contourner un texte trop peu contraignant. On ne voit pas bien aujourd'hui quelle action le gouvernement pourrait entreprendre dans ce domaine, puisque le ministre de la Santé lui-même soutient, en matière de boîtes sticodées, ne pas devoir confondre la publicité et le parrainage.

J.-Y. N.

SYNCHROTRON : le « wait and see » des Britanniques

Malgré la défection possible de la Grande-Bretagne, l'avenir de la source européenne de rayonnement synchrotron ne paraît pas compromis.

EN se déclarant, le 23 septembre, « mouvementément incapable » d'indiquer le « statut » de leur participation à la future source européenne de rayonnement synchrotron (ESRF) dont la construction à Grenoble (Isère) est sur le point d'être engagée, les Britanniques n'ont fait qu'ajouter aux difficultés qui ont émaillé la gestation de ce projet. L'absence de la Grande-Bretagne, qui devait participer pour 15 % au financement des 3,6 milliards de francs nécessaires à la construction de l'ESRF (1), ne devrait pas cependant, si elle s'avérait, mettre en péril l'avenir de la machine.

Pour deux raisons. La première tient à la volonté enfin affirmée des pays à l'origine du projet d'aller vraiment de l'avant et d'engager les premiers travaux même en l'absence des Britanniques. Nul doute que la pression courtoise, mais ferme, des Allemands, manifestée juste avant l'été, n'ait aidé à faire converger plus vite les points de vue. La seconde raison a son origine dans la demande récente de nouveaux pays à participer au projet. C'est ainsi, que, outre la France (38 %), la République fédérale d'Allemagne (28 %), l'Italie (15 %) et l'Espagne (4 %), les pays nordiques (Danemark, Finlande, Norvège et Suède) réunis en consortium, ainsi que la Suisse, seraient prêts à financer chacun 4 % du projet.

Le calcul est simple. Si la Grande-Bretagne ne participe pas, il ne manquera finalement que 7 % au financement de l'ESRF. Qui régiera

alors ce « manque à payer » ? Vraisemblablement la France et l'Allemagne pour la plus grande partie. Encore que tout ne soit pas joué. D'autres pays, l'Autriche, la Belgique, les Pays-Bas et même Israël, dit-on, seraient prêts à devenir membres du futur laboratoire européen. De plus, la Grande-Bretagne n'a pas encore dit son dernier mot. Sa réponse définitive devrait être connue à la fin de novembre ou au début de décembre.

Les projets américains et japonais

Que fera-t-elle ? Nul ne le sait tant sa position est délicate. D'un côté, elle connaît des difficultés budgétaires, de l'autre, sa communauté scientifique pousse à la roue pour être dans cette aventure, soutenue dans son action par le directeur général de l'ESRF, M. Ruprecht Haensel, qui estime que l'absence des Britanniques serait « une perte intellectuelle regrettable ». En outre, la Grande-Bretagne, qui espérait négocier sa participation à l'ESRF contre une contribution financière internationale à l'utilisation et au développement de sa source à spallation Isis (Le Monde du 12 novembre 1986) vient de se voir dépeçer dans ses espoirs. Aux Allemands, qui, très tôt, avaient fait savoir qu'ils n'étaient pas intéressés par une telle opération,

viennent de se joindre les Français qui, pourtant, ont contribué pour quelque six millions de francs en 1987 au financement de quelques expériences sur Isis.

Comment les Britanniques se sortiront-ils la tête haute de cette impasse diplomatique-politique tout en sachant que leur communauté scientifique, peu soutenue par Mme Margaret Thatcher, a beaucoup à perdre à ne pas participer au projet ? Certes, ils peuvent toujours rejoindre les Européens en 1993, lorsque la machine sera opérationnelle. Mais il leur faudra alors payer le prix fort pour entrer dans le club, comme ce fut le cas en 1972 lorsqu'ils demandèrent à devenir membres à part entière du réacteur à haut flux de neutrons de l'Institut Laue-Langevin. Ce jour-là, le ticket d'entrée leur coûta 115 millions de francs 1973, payables sur dix ans. En ira-t-il ainsi pour l'ESRF ? Ce n'est pas à souhaiter.

Même si tout n'est pas réglé dans le détail, les membres du conseil d'administration de l'ESRF sont prêts à commencer les travaux dès le 1<sup>er</sup> janvier 1988, considérant que la participation des pays actuellement intéressés couvre déjà 93 % de l'investissement. « Même si les Britanniques s'en vont », affirme M. Robert Comès, représentant du Centre national de la recherche scientifique dans l'ESRF, on finira par boucler le dossier de financement.

Tout va donc pour le mieux pour les promoteurs de cette source de lumière européenne que physiciens, chimistes et biologistes attendent avec d'autant plus d'impatience que les Américains et les Japonais s'apprennent à

lancer leurs propres projets. Aussi envisage-t-on pour accélérer les choses de faire signer avant le 1<sup>er</sup> novembre aux ministres de la recherche des pays impliqués dans l'ESRF une sorte de protocole d'accord pour lancer les travaux.

Malgré la relative ampleur du financement (2), il serait surprenant que M. Jacques Chirac ne donne pas son feu vert à cette initiative dans la mesure où elle contribue au resserrement des liens entre la France et l'Allemagne, à une période où la recherche

française est en principe « prioritaire ». Restent toutefois quelques détails à régler au plan français, notamment en ce qui concerne l'apport financier de la région au projet. Lors de la polémique sur les sites d'implantation de la machine, la ville de Strasbourg et la région avaient proposé un terrain aménagé et 100 millions de francs. Mais Grenoble fut choisie, qui propose un terrain dont l'aménagement lui coûte 85 millions de francs. Manquent donc au bout du compte 100 millions de francs pour lesquels il

faudrait s'attendre à des négociations serrées entre l'Etat et la région. JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Le coût global du projet est de 3,6 milliards de francs. Il se décompose de la manière suivante : 2,2 milliards de francs sur six ans et demi pour la construction de la machine avec une partie seulement de ses faisceaux de lumière ; 400 millions de francs supplémentaires pour la mise en place de nouveaux faisceaux dans les trois ans et demi suivants ; un milliard de francs environ pour financer les trois premières années de fonctionnement.

(2) Pour des raisons budgétaires, mais aussi techniques, le calendrier du projet a été quelque peu modifié pour être plus supportable.

Aujourd'hui à Apple Expo: A quoi sert un ordinateur personnel dans l'éducation? Un débat animé par François Peccoud (Prof. d'informatique à l'Université de Grenoble). Intervenants: Jean-François Desroberts (journaliste) et Alain Dumont (Directeur de la formation à l'UNAPEC). Le 30 septembre à 14 h: Salle Boris Vian. Apple logo.

Défense

Nationalité militaire

RELIGIONS

BIEN-ÊTRE

ACTIERS MATERIELS TES PAR DICATION

M HABITATION MOND 2000

MON P



LES ENTRETIENS DE BICHAT

# La biologie à la portée de tous

**Les progrès de la micro-immunologie ont permis la mise au point de tests de diagnostic rapides qui modifieront la pratique médicale.**

**L'**INVENTION, il y a dix ans, des hybridomes produisant à volonté des anticorps purs, spécifiques, dits monoclonaux, a des applications scientifiques et cliniques qui n'avaient même pas soupçonnées ses auteurs, qui furent récompensés par le prix Nobel.

Le principe en est relativement simple. Il consiste en la « fusion » de deux cellules qui deviennent dès lors hybrides. L'une est immortelle, car elle est cancéreuse; l'autre est un globule blanc (lymphocyte B) de souris immunisée spécifiquement contre la substance que l'on a choisie: protéine, sucre, hormone, microbe, drogue ou autre. Les anticorps ainsi produits se fixent électivement sur la substance de laquelle ils sont spécifiques. L'hormone de la grossesse par exemple, les gonocoques ou... la marijuana. Il ne reste plus qu'à concevoir un dispositif rapide et simple à manier qui caractérise, par une réaction colorée, cette fixation.

C'est tout le principe des tests de grossesse, sans cesse plus pré-

coces et plus précis, et que connaissent toutes les femmes depuis plusieurs années.

C'est le principe aussi de la recherche de sucre ou d'albumine dans les urines que médecins ou patients peuvent conduire eux-mêmes par de simples bandelettes diversément colorées.

Les progrès fondroyants accomplis ces dernières années — ou en cours d'accomplissement — dans ce domaine de la micro-immunologie de haute précision à domicile ont été exposés par le professeur R. Masseyef (Faculté de Nice).

### Le diagnostic minuté

On devine la révolution que représente l'indication obtenue en quelques minutes, plus vite que l'examen clinique, de la nature exacte de l'infection, du trouble fonctionnel ou métabolique, de l'intoxication dont souffre éventuellement le patient.

Certains de ces tests sont même quantitatifs (dosage de médicaments, mesure d'allergie).

D'autres donnent une réponse positive, ou négative (grossesse, ovulation). Certains peuvent être conservés dans le dossier médical car ils donnent une réaction colorée durable dont on peut observer ainsi l'évolution. Les uns détectent une seule hormone, ou une bactérie. Les autres plusieurs à la fois (par exemple immunité d'une femme enceinte ou jeune mariée à la rougeole et à la toxoplasmose).

Le tout n'exige aucun appareillage et peut être réalisé en quelques minutes, les étalonnages et contrôles nécessaires étant inclus dans le test. Un échantillon de sang (piqûre au bout du doigt), de salive ou d'urine suffit, et le professeur Masseyef souligne que l'avènement de ces tests constitue non seulement un transfert de technologie du laboratoire d'analyse vers le médecin praticien mais une véritable innovation technologique.

Ainsi, le diagnostic d'hépatite virale A ou B peut-il être fait en trente minutes, alors que certains tests de laboratoire actuellement pratiqués durent de dix-huit à vingt-quatre heures... De nombreux tests disponibles détectent les drogues « dures » ou « douces » en cinq minutes par un simple échantillon de salive ou d'urine.

Nombre de maladies sexuellement transmissibles deviennent accessibles à un diagnostic précis de leur germe causal en moins de trente minutes...

L'intérêt d'une telle avancée technique est évidemment considérable tant pour les patients que pour les praticiens et pour les laboratoires d'analyses. Il semble en outre qu'elle doive constituer une source importante d'économie pour le budget de la santé.

Mais son extension se heurte, en France, à une réglementation qui limite rigoureusement (à l'inverse des Etats-Unis, de la Suisse ou de la RFA) les possibilités d'analyses biologiques effectuées par des praticiens, qui ne peuvent les faire rembourser par la Sécurité sociale et qui ne bénéficient pas, durant leurs études, d'un enseignement spécifique de biologie clinique.

Une nouvelle organisation, résultant d'une large concertation entre toutes les parties intéressées, s'avère d'autant plus nécessaire que l'harmonisation des techniques et des réglementations dans le cadre européen rendra rapidement caduque le système actuel et les retards technologiques qu'il implique, retards dont les malades seront les premières victimes.

Dr. E.-L.

## L'obligation du savoir

par le docteur ESCOFFIER-LAMBIOTTE

L'ARTICLE 4 du code de déontologie fait « obligation aux médecins d'entretenir et de perfectionner leurs connaissances ». Les milliers d'entre eux qui se réunissent toute la semaine aux Entretiens de Bichat viennent à la fois pour remplir cette obligation et pour soumettre à leurs pairs ou aux spécialistes les dossiers qui les préoccupent.

L'effet médiatique de ce grand rassemblement annuel ne saurait cependant occulter les difficultés que rencontre toujours la profession pour l'organisation de la formation médicale continue. En dépit des efforts qu'elle déploie dans toute la France et sous toutes les formes, l'UNAFOR-MEC (Union nationale des associations de formation médicale continue) estime que seuls 30 à 50 % des praticiens suivent les manifestations, rencontres, débats ou autres organisés pour mettre à jour leurs connaissances. Or la pratique médicale évolue à une rapidité sans précédent, et il est clair que la compétence d'un médecin est directement proportionnelle aux efforts qu'il accomplit pour se tenir au courant des nouveautés diagnostiques ou thérapeutiques quasi quotidiennes.

Il est deux façons d'y parvenir. La première est l'obligation, qui existe dans de nombreux pays, et notamment aux Etats-Unis, mais qui exige la mise en

œuvre de moyens administratifs importants.

Les Français ont opté pour l'incitation, qui leur paraît plus réaliste mais qui implique l'instauration de structures et d'une véritable organisation dont, pour l'instant, on ne voit pas même l'ébauche dans notre pays.

Promotions honorifiques, avantages tarifaires ou fiscaux, priorité d'accès à certaines fonctions pourraient-ils persuader les quelques deux tiers de nos deux cent mille médecins qui ne suivent aucune formation continue de s'intéresser de plus près aux progrès de leur pratique, et donc au bien-être de leurs malades ?

On les méthodes actuelles de perfectionnement de leurs connaissances sont-elles déshabituées et, surtout, incompatibles avec leur mode d'existence et le poids de leurs occupations ?

Le découragement n'est certes pas de mise, si l'on sait que le nombre des associations de formation médicale continue est passé en France, en dix ans, de deux cents à neuf cents...

Une formation que l'évolution du système de soins vers des formes à la fois plus strictement efficaces et plus restrictives rend plus que jamais nécessaire, dans un contexte économique qui se trouve au premier rang des préoccupations mondiales.

Dr. E.-L.

## Les tiques de l'homme

**La maladie de Lyme, identifiée en 1975, très invalidante, frappe des milliers de personnes dans le monde.**

**P**ERSONNE n'avait entendu parler, il y a encore quelques années, de la maladie de Lyme, due à un spirochète très proche de celui qui donne la syphilis, et qui est provoqué par la piqûre d'une tique forestière, *Ixodes ricinus*. Or voici que l'on en identifie les symptômes dans six continents, 32 Etats, que 6 000 cas ont été recensés aux Etats-Unis, 1 100 en France (ce chiffre s'élève à 100 en dessous de la réalité) et qu'un symposium international vient de lui être tout entier consacré.

C'est que les symptômes, lentement évolutifs, de cette affection sont particulièrement trompeurs. Il s'agit, dans 70 % des cas environ, d'une éruption cutanée (érythème migrant) qui survient jusqu'à un mois après la morsure de la tique. L'éruption (claire au milieu, rouge sombre à la périphérie) s'accompagne parfois de fièvre, de raideurs articulaires et

d'une fatigue intense. Reconnaue et traitée dès ce stade, l'infection peut être facilement maîtrisée par des antibiotiques banaux, ceux-là mêmes qui sont utilisés contre la syphilis.

En l'absence de traitement, les complications apparaissent: arthrites multiples, atteinte cardiaque, méningite, névrites, paralysie et même encéphalites peuvent se succéder, dont l'origine a été longtemps ignorée.

Les signes de la maladie avaient été décrits en Europe il y a plus d'un siècle, mais on doit à un rhumatologue américain l'identification de sa cause, en 1975, et donc la description de ses modes de traitement et de prévention.

Le docteur Allen Steere avait été intrigué par un groupe d'enfants habitant tous un petit village du Connecticut, Lyme, et qui tous souffraient de formes

mystérieuses d'arthrites. C'est lui qui eut l'idée de relier ces arthrites aux piqûres d'une minuscule tique dure qui, avant de se gorger de sang, doit se fixer dans un repli de la peau pendant une semaine. Ce n'est que beaucoup plus récemment qu'une équipe de bactériologistes découvrit le spirochète (*Borrelia*) que ces tiques injectent dans l'organisme animal ou humain et qui provoque la maladie. Maladie si bien reconnue à présent qu'elle est en cours d'inscription au tableau des maladies professionnelles pour les gardes-chasse, les bûcherons et tous ceux dont le travail s'effectue en forêt.

### Dans l'Ouest de la France

*Ixodes ricinus* est en effet une tique essentiellement forestière, et la transmission du spirochète ne peut se faire que lorsqu'elle est en activité, c'est à dire au printemps et à l'automne. En France, c'est en juillet, août et septembre que le plus grand nombre d'érythèmes migrants est observé, ce qui correspond au délai d'infection après la fixation

de la tique (laquelle doit durer au moins vingt-quatre heures pour que l'infection se produise). Ce fait montre que la meilleure prévention de la maladie — très invalidante à sa période d'état — consiste, après les séjours forestiers, en l'ablation immédiate des tiques (minuscules) qui pourraient s'être fixées sur les chevilles ou les poignets.

De même, toutes les populations exposées, professionnels, promeneurs ou cueilleurs de champignons, devraient s'imprégner de répulsifs, porter des vêtements fermés, et savoir qu'ils doivent examiner leur peau soigneusement pour enlever, le cas échéant, les tiques. Des panneaux indicatifs en ce sens ont été exposés devant certaines forêts américaines où la maladie est endémique, afin d'avertir intelligemment le public.

Le professeur J.M. Doby (Rennes), qui a relevé 700 cas de maladie de Lyme dans les départements de l'Ouest de la France, suggère que les autorités françaises adoptent à leur tour cette attitude. Il souhaite aussi que le public et les médecins soient

informés des signes de cette maladie, dont un examen biologique permet de préciser l'origine de façon formelle, et qui cède parfaitement, même dans les manifestations tardives les plus graves, à la pénicilline, aux tétracyclines et à l'érythromycine. Pour les profes-

sionnels de la forêt, le professeur Doby suggère en outre qu'un dépistage sérologique (qui permet d'identifier la présence du spirochète) soit fait chaque année à l'occasion de la visite annuelle de santé.

Dr. E.-L.

## Doit-on redouter l'anesthésie ?

La crainte de l'anesthésie est restée très ancrée dans l'esprit de beaucoup, et de ceux en particulier qui ont eu un infarctus ou deux, qui sont allergiques ou très âgés, ou hypertendus...

Cette crainte — souvent partagée par le médecin généraliste qui a posé l'indication opératoire — repose en grande partie, estime le docteur F. Clergue (hôpital Pitié-Salpêtrière, Paris), sur une méconnaissance des progrès accomplis depuis vingt ans en la matière.

Sur les 2 600 000 anesthésies effectuées chaque année en France, on relève un décès pour 6 600 anesthésies, et elles sont responsables de moins de 5 % de la mortalité péri-opératoire. Il est clair que si ce chiffre est faible il pourrait l'être encore beaucoup plus grâce aux efforts de tous: chirurgiens, anesthésistes et généralistes.

L'importance de la surveillance postopératoire n'est plus à souligner, et si les salles de réveil sont à présent obligatoires dans tous les établissements, il n'est pas absolument évident que cette phase décisive se déroule partout et toujours dans les meilleures conditions (42 % des accidents surviennent au cours du réveil).

Avant l'intervention, c'est le bilan de l'état physique du patient qui importe, car la mortalité liée à l'anesthésie passe de 0,02 pour 1 000 pour les sujets bien portants à 10 pour 1 000 lorsque la fonction vitale est défaillante. Il peut s'agir de l'hypertension artérielle, qu'il importe de détecter et de traiter avant toute intervention. De même, l'insuffisance coronaire (infarctus notamment) commande de différer les interventions non urgentes, bien qu'une

surveillance intensive permette de réduire le risque de récidive d'infarctus à moins de 4 %.

Les patients atteints de bronchite chronique présentent des complications respiratoires après l'opération vingt-trois fois plus fréquemment que les autres. Les méthodes actuelles de surveillance et de kinésithérapie postopératoire permettant de réduire nettement ce risque s'il a été prévu.

### Sans séquelles

Les accidents allergiques restent, dit le docteur Clergue, relativement fréquents au cours de l'anesthésie générale. Ils représentent le tiers de tous les accidents au début de l'anesthésie, et il est donc essentiel d'identifier les sujets à risque (asthme, eczéma, rhinite spasmodique, allergies alimentaires ou médicamenteuses) avant l'intervention, afin de pouvoir soit utiliser des médicaments non allergisants, soit, si ce n'est pas possible et si, par exemple, le curare est obligatoire, préparer le patient pendant trois jours avec des antihistaminiques spécifiques, des corticoïdes et des anticholinergiques.

En outre, et si un accident survient malgré tout, les traitements modernes permettent dans l'immense majorité des cas une guérison sans séquelles.

Encore faut-il que le médecin traitant (ou le patient lui-même) ait prévu l'anesthésie, et que ce dernier ait vu son patient suffisamment tôt avant l'opération pour entreprendre un traitement spécifique. Ce qui exclut, bien entendu, la rencontre du futur opéré et de son anesthésiste cinq minutes avant l'entrée en salle d'opération, situation qui, hélas ! se voit encore...

### Formation en Gestion d'Entreprise

Programme complet de première formation en gestion pour étudiants sans expérience professionnelle — Durée: 9 mois à plein temps — Admission dès 18 ans sur dossier et entretien (min. niveau bac) — Prochaine session: 12 octobre 1987/25 juin 1988.

### Basic Management Training

Programme d'entraînement à la gestion globale des PME/PMI pour jeunes cadres avec 2 à 3 ans d'expérience professionnelle — Durée: 5 semaines à plein temps — Admission sur dossier — Prochaine session: 12 octobre/13 novembre 1987.

### Administration de l'Entreprise

Programme de formation à la direction des PME/PMI, niveau MBA, pour cadres confirmés avec 6 à 8 ans d'expérience professionnelle — Durée: 6 mois à plein temps — Admission sur dossier, entretien et tests — Prochaine session: 11 janvier/25 juin 1988.

### Top Management Workshop

Ateliers de perfectionnement et d'échange d'expériences pour chefs d'entreprises et dirigeants de PME/PMI — Durée: 5 week-ends — Prochaine session: octobre 87/mars 88 (1 week-end par mois).

Pour en savoir plus cochez le ou les programmes qui vous intéressent, découpez cette annonce et retournez-la avec votre carte de visite à l'ECADE. Ou lancez-nous un coup de fil ! Vous recevrez sans engagement un dossier complet d'information sur le ou les programmes de votre choix et sur l'ECADE, l'une des plus anciennes business school d'Europe, établie à Lausanne depuis 1960.

**ECADE**  
Ecole  
d'Administration  
et de Direction  
des Entreprises  
Rue du Bugnon 4  
CH-1005 Lausanne (Suisse)  
Tél. (021) 221.511

### Le Festival européen des écrivains avec Formule Plus

Du 16 au 19 octobre 1987

A l'occasion du 1<sup>er</sup> Festival européen des écrivains, qui réunira à Strasbourg plus de 150 écrivains venus de 15 pays européens, la SNCF propose un « Formule Plus » comprenant un voyage exceptionnel à bord d'un train spécial au cours duquel les participants pourront rencontrer des écrivains tels que Antony Burgess, Maurice Rheims, François Xénakis, Louis Nucéra, Alberto Moravia, Régine Delarue, Trans Trömer, Michel Del Castillo, Jean Farniot, Jeanne Bourin, Marcel Jullien... et bien d'autres.

Outre le voyage Paris-Strasbourg en première classe, le forfait « Formule Plus » proposé par la SNCF comprend :  
— les repas à bord du train ;  
— 3 nuits d'hôtel (3\* ou 4\*) et petits déjeuners ;  
— un déjeuner littéraire ;  
— une carte « coupe-file » donnant libre accès à toutes les manifestations à Strasbourg.

Prix: à partir de 2 700 F en chambre double, hôtel 3\*.  
Informations et ventes en gare de Paris-Lyon.  
Tél.: 43-46-12-12, poste 11851.

Avec Formule Plus, allez-y, c'est possible !

**Le Monde**  
sur minitel  
**METEO**  
Météo régionale, météo du monde entier, météo marine.  
36.15 TAPEZ **LEMONDE**

**DEMAIN**  
**IMMOBILIER**  
Ventes + Locations  
Une page d'annonces  
**Le Monde** chaque mercredi  
numéro daté jeudi

Handwritten signature or note at the bottom of the page.



SCIENCES/MÉDECINE

Les bienfaits de la Seita

(Suite de la page 23.)

Soit 250 millions de francs environ chaque année. En ce qui concerne le sponsoring, nous dépensons environ 30 millions de francs alors que l'ensemble de nos concurrents dépensent environ 200 millions (1).

Vous hafenez tout de même régulièrement la loi Veil de 1976.

N'attendez pas que je vous confirme cela. Nous respectons la loi Veil. Nous avons même, comme beaucoup, un code de déontologie que nous nous sommes fixé.

Interdire la publicité aurait des conséquences économiques particulièrement graves, qu'il s'agisse du milieu publicitaire ondu sport. Si l'on veut que nous supprimions tout soutien du tabac au sport, on verra ce qui ne passera. C'est le sport français qui en supportera les conséquences.

Selon le professeur Hirsch, vos opérations de parrainage visent essentiellement à conquérir un nouveau marché : celui des jeunes.

Non, alors là vraiment ! c'est donner aux jeunes un niveau d'intelligence, une absence de maturité qui ne sont pas les leurs.

Vous êtes saigné tout aujourd'hui accablé notamment, et dans une situation délicate. Comment pensez-vous réagir ? La Seita se préoccupe-t-elle de la santé des Français ?

Nous avons décidé de faire, depuis quatre ans au moins, un effort particulier pour la promotion des cigarettes légères.

On lit aussi dans le rapport officiel concernant la Seita : « Un plus de reconversion de l'entreprise, notamment dans le secteur agro-alimentaire (cul-

tares de substitution), sera engagé ».

Mais c'est stupide ! La filière tabac commence avec les planteurs et se termine avec les détatants. Nous n'avons rien à voir ni avec les uns ni avec les autres. Mais si le marché s'effondre, il est bien évident que les planteurs devront se reconverter. D'ailleurs, je vois mal venir quoi, dans l'Europe agricole actuelle, ils pourraient se reconverter.

Etes-vous favorable à une augmentation du prix des cigarettes ?

En tant que responsable de cette entreprise, je ne peux qu'être favorable au relèvement des prix industriels. Mais je ne suis pas sûr que le relèvement des prix ait une influence sur le marché. Ce sont les modalités de ce redressement des prix qui pourraient avoir éventuellement une influence.

Interdire la consommation de tabac à l'école, comme vient de le faire M<sup>me</sup> Barzach : êtes-vous pour ou contre ?

En général je ne suis pas pour les interdictions. Mais je trouve souhaitable qu'à l'école il y ait une certaine discipline, et que ce soit interdit notamment dans les salles de cours. Il y a aussi une formation à donner aux enfants sur le tabagisme. Non pas leur dire que le tabac c'est l'ennemi, mais que l'excès de tabac est effectivement quelque chose de nocif.

Dans le même esprit : interdire ou pas la consommation de tabac à la télévision ?

C'est idiot. Cela relève de l'infantilisme intégral. Ce n'est pas parce que quelqu'un fume à la télévision que cela a une quelconque influence sur la consommation en général.

Assistez-t-on ailleurs dans le monde à une offensive du

corps médical spécialisé contre les producteurs de cigarettes ?

Oui, bien sûr, tout cela vient des Etats-Unis. Avec, en outre, l'abus, toute une dimension judiciaire. Nous sommes en fait les derniers touchés. Nous nous attendions, pour tout dire, à une telle action.

Les publicités ne comportent jamais de mention relative à la santé. Pourquoi ne pas imposer qu'une consommation modérée est souhaitable comme le font les fabricants d'alcool ?

Les fabricants d'alcool le font parce que c'est obligatoire. Nous n'avons pas, pour notre part, une telle obligation. S'il fallait en venir là, nous serions pas opposés à une telle mesure, mais nous avons déjà les Warning « abus dangereux » sur les paquets.

Le lobby anti-fumeurs ne fait de plus en plus pression dans les pays industrialisés. Comment envisagez-vous l'avenir pour la Seita ?

Le marché français permet mieux que les autres de résister, dans la mesure où il est plus faible. On fume 1 600 cigarettes par an et par habitant en France contre 2 700 aux Etats-Unis.

Mais si vous parvenez à augmenter ce nombre, à développer votre marché, les spécialistes médicaux vous accuseront d'être à l'origine de plus de morts.

Les spécialistes diront n'importe quoi. La prochaine fois ils parleront de 70 000 morts. Je vous l'assure : dire que le tabac est responsable de 53 000 morts annuels en France, comme ils l'ont fait, cela ne peut pas être scientifique.

Propos recueillis par JEAN-YVES MAU.

(1) Le marché français est détenu pour 55 % environ par la Seita et pour le reste par des firmes étrangères.

SECTEURS DE POINTE

Des barres et des chiffres

La percée des codes à barres dans le commerce et l'industrie

COMMENT peut-on, à l'heure actuelle, identifier automatiquement - à peu près tout et n'importe quoi - les marchandises en vente dans un supermarché, les pièces d'un moteur avant assemblage, des films de déchets radioactifs, des médicaments, des analyses de laboratoires, des livres et des journaux, et même les participants du marathon de New York ? Au moyen d'un assemblage de traits et d'espaces blancs verticaux et parallèles, d'épaisseur variable, que les spécialistes appellent « code à barres ».

Ces traits et ces « blancs », on s'en doute, n'ont pas été choisis à la légère. Il s'agit en fait d'un lan-

guage binaire, puisque ces traits et ces blancs se subdivisent en modules de base, qui sont des 0 et des 1. C'est l'adjonction de ces modules qui fait varier l'épaisseur des traits et des espaces et qui permet in fine de représenter des chiffres ou des lettres. Dans le code à barres EAN, le plus répandu, utilisé dans les supermarchés, et qui est uniquement numérique, il faut sept modules pour faire un chiffre. Les modules noirs correspondent à des 0, et les modules blancs à des 1. Ce principe de base étant posé, toutes les combinaisons sont possibles. Mais le choix du nombre de modules pour réaliser un caractère et la sélection du nombre de caractères pour identifier un produit est spécifiés de manière très stricte par différents codes. Il existe dans le monde une dizaine de grands codes à barres.

Si le commerce de détail représente environ deux tiers des utilisations des codes à barres, l'industrie s'approprie le tiers restant et devrait d'ici à 1990 atteindre les 50 %. Contrairement aux magasins qui utilisent un code « en système ouvert », le code EAN, les industriels préfèrent des codes en « systèmes fermés », internes à leur société. On peut citer le code 39, le code 93, le 2/5 entracod, le 2/5 standard, le codabar, le code 11, le code 128... Le code à barres s'impose dans l'industrie, pour les besoins de la fabrication, la gestion des stocks, des expéditions, des commandes. Selon un dossier de la revue Sciences et Techniques de mars 1987, l'industrie automobile est une des premières utilisatrices du code à barres.

Aux Etats-Unis, Ford estime avoir économisé des millions de dollars grâce à ce système. A Rennes, en France, le code à barres est utilisé par Citroën sur la ligne de production des BX. L'industrie nucléaire française n'échappe pas à ce raz de marée. Puisque depuis le 1<sup>er</sup> juin 1987, tous les colis de déchets radioactifs destinés au centre de stockage de la Manche de l'ANDRA (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) doivent être obligatoirement identifiés au moyen d'un code à barres. Ce système est destiné à éviter les fraudes, à effectuer un bilan quotidien de l'exploitation et à localiser l'emplacement des déchets.

Les codes à barres sont sans doute destinés à rendre aussi de grands services dans le secteur tertiaire. La société ID Systèmes, seule société française d'ingénierie en identification automatique, a ainsi plusieurs idées dans ses cartons. Elle étudie, entre autres, l'utilisation du code à barres pour la gestion des loyers d'une importante société de gérance et pour la gestion des « immobilisations » (matériel qui, dans une société, doit être amorti). En cas de sinistre, il est important de savoir exactement, et rapidement, l'état de ces immobilisations. Un expert, équipé d'un lecteur optique et d'un micro-ordinateur portable, pourrait gagner ainsi une journée sur quatre lors de leur recensement.

On peut donc gager que ce motif graphique constitué de traits et d'espaces ne disparaîtra pas de sitôt de notre environnement. Car, notent les spécialistes, ce système « rustique et rudimentaire », même s'il inclut des techniques électroniques et optiques avancées, n'en est encore qu'à ses débuts d'utilisation. Et sa fiabilité est remarquable : une erreur pour 284 millions de caractères lus... CHRISTIANE GALUS.

gage binaire, puisque ces traits et ces blancs se subdivisent en modules de base, qui sont des 0 et des 1. C'est l'adjonction de ces modules qui fait varier l'épaisseur des traits et des espaces et qui permet in fine de représenter des chiffres ou des lettres. Dans le code à barres EAN, le plus répandu, utilisé dans les supermarchés, et qui est uniquement numérique, il faut sept modules pour faire un chiffre. Les modules noirs correspondent à des 0, et les modules blancs à des 1. Ce principe de base étant posé, toutes les combinaisons sont possibles. Mais le choix du nombre de modules pour réaliser un caractère et la sélection du nombre de caractères pour identifier un produit est spécifiés de manière très stricte par différents codes. Il existe dans le monde une dizaine de grands codes à barres.

Les économies réalisées par un hypermarché utilisant le code à barres peuvent atteindre un minimum 0,5 % du chiffre d'affaires. Cela explique que ce système d'identification se répande de plus en plus dans les grandes surfaces. Il y avait, en janvier 1987, 14 900 magasins dotés de ce système dans le monde, sans compter les Etats-Unis, qui ne les recensent plus depuis 1985, et qui comptaient déjà en octobre 1984 11 000 magasins équipés. Le Japon arrive derrière les Etats-Unis, avec 7 930. Puis la France (1 626), l'Allemagne fédérale (966), le Royaume-Uni (793), la Suède (575). Le code à barres a véritablement décollé dans les magasins en France en 1983. Et le nombre des supermarchés équipés devrait, selon certaines estimations, atteindre 3 000 à 3 500 d'ici à la fin de 1988.

Les pays européens sont venus plus tardivement à l'utilisation des codes à barres que les Etats-Unis, qui sont les véritables promoteurs du système, et qui l'ont d'ailleurs inventé. En octobre 1949, deux inventeurs américains, Norman Woodland et Bernard Silver, déposèrent un brevet sur un système d'identification par code à barres intitulé « Classifying Apparatus and Method ». Mais en l'absence d'un besoin réel, ce procédé restera en sommeil jusqu'en 1960, où il sera utilisé outre-Atlantique pour identifier des wagons de chemins de fer. Le premier magasin américain sera équipé en 1967, puis le processus s'étendra pendant les années 70-75, en même temps que l'expansion de l'informatique. Il est à noter que tous les codes à barres ont été créés aux Etats-Unis, par des fabricants de lecteurs optiques en majorité américains.

PROGRAMMATION D'UN SEUL TRAIT

Le code à barres est surtout utilisé pour l'identification de produits. Il peut aussi, le cas échéant, avoir d'autres applications, notamment en hi-fi. La société Panasonic-France, filiale du groupe japonais Matsushita, commercialise depuis peu dans notre pays deux magnétoscopes dotés d'une programmation par code à barres, avec lecture au moyen d'un crayon optique à laser infra-rouge.

Partant du fait que nombre d'utilisateurs de magnétoscope ont encore des difficultés à manipuler leur appareil - on estime qu'un tiers des programmations sont défectueuses - Matsushita a développé ce nouveau système, qui a fait l'objet d'un dépôt de brevet dans le monde entier. Finalement, les casse-tête chinois pour programmer un magnétoscope et se retrouver in fine devant « Sixty folies » alors qu'on souhaitait regarder l'émission d'Alain Decaux !

Pour réaliser la programmation, Panasonic remet à ses clients une feuille de codes à barres. Disposés en colonnes, ces codes permettent de sélectionner au moyen du stylo optique la chaîne choisie, la date, l'heure de départ et celle de la fin. Pour transmettre l'information au magnétoscope, il suffit de retourner le stylo vers l'appareil et de presser sur la touche « transmit ».

Ce moyen de programmation doit s'étendre à l'avenir, puisque d'autres constructeurs envisagent sérieusement, tels Blaupunkt et de nombreux fabricants japonais, C. G.

Nos petits champignons atomiques

La commission régionale indépendante d'information sur la radioactivité relève des contaminations importantes sur certains champignons... Le ministère de la santé dément.

LES champignons que nous cueillons cet automne sont-ils dangereusement radioactifs ? Nul, en l'état actuel de la recherche, n'est en mesure de l'affirmer, car ceux qui se préoccupent du problème se comptent sur les doigts d'une main. C'est encore une fois la CRIIRAD ou Commission régionale indépendante d'information sur la radioactivité (1) qui vient de tirer la sonnette d'alarme, comme elle l'avait fait l'an dernier pour le thym de la Drôme. Selon son animatrice, Michèle Rivasi, qui est agrégée de biologie, des doses très élevées de césium 137 et de césium 134 - particules radioactives qui n'existent pas à l'état naturel - ont été détectées sur des champignons échantillons de champignons cueillis dans l'est de la France.

Les bolets, notamment, présentent des concentrations importantes, puisque les doses de contamination atteignent parfois 15 000 becquerels par kilo chez le bolet bai (Boletus badius) et même 24 000 becquerels chez le bolet à chair jaune (Boletus chrysenteron) - heureusement peu apprécié des gastronomes. De même, les chanterelles en tube (Cantharellus tubiformis) et les trompettes de la mort (Cantharellus cornucopioides), toujours selon les analyses de la CRIIRAD, concentrent beaucoup plus le césium que les girolles, les morilles et les coulemelles, très faiblement contaminées.

Mais, plus que la constatation des chiffres de cette année, c'est la comparaison avec les relevés effectués l'an dernier qui intrigue nos chercheurs. Les valeurs de cet été 1987 sont en hausse par rapport à celles de 1986, au lendemain de l'accident de Tchernobyl. D'où cette hypothèse : étant donné le mode d'alimentation des champignons, qui absorbent la matière organique déjà formée (nutrition saprophyte), il est plausible que la contamination des arbres, en 1986, passe progressivement dans les champignons qui les entourent. De même qu'on a parfois constaté des accumulations de métaux lourds dans

certain champignons, pourquoi le césium, à son tour, ne se fixerait-il pas sur ces plantes sans chlorophylle ? Déjà, les lichens de Lapone ont en leur temps joué un mauvais tour aux rennes...

Cette hypothèse ne convainc guère le professeur Louis Lacoste, directeur du laboratoire de cryptogamie au Muséum d'histoire naturelle de Paris. « Pour conclure, il faudrait comparer à des chiffres antérieurs que nous n'avons pas, dit-il. La radioactivité dans le sol est permanente. » S'il est vrai que les champignons mycorhiziens (qui vivent en symbiose avec les racines des arbres, dont ils absorbent la matière organique en échange de minéraux) peuvent concentrer longtemps des composants dans leur mycélium, on ignore dans quelles proportions et selon quelles modalités. « Pour prouver quel que ce soit en la matière, il faudrait faire des essais en laboratoire, poursuit le professeur Lacoste. Or on ne sait

pas faire pousser des champignons mycorhiziens en laboratoire. »

Au ministère de la santé, le Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI) affirme que « les résultats de nos propres mesures de radioactivité sur les champignons de la saison, qui sont régulièrement poursuivies, ne montrent pas de différence notable avec les niveaux précédemment mesurés. » Mais on ne donne pas de précision sur ces mesures.

En tout état de cause, même si le champignon concentre les éléments dans son carpophore - la partie aérienne, qui produit les spores de reproduction et que l'on mange, - il est tellement léger que la concentration reste faible au regard du corps humain. Un kilo de cèpes représente tout au plus 100 grammes de matière sèche. Il faut donc, d'emblée, diviser par dix la quantité de becquerels éventuelle. En outre, une fois cuisiné, le champignon devient « lourd » (à digérer). On ne peut donc absorber beaucoup de becquerels en dégustant un plat de cèpes.

ROGER CANS.

(1) CRIIRAD, 8, rue Louis-Général, 26200 Montélimar. Tél. : 75-90-17-51.

Aujourd'hui à Apple Expo: L'informatique rend-elle idiot? Un débat organisé par le Club Apple et animé par Michel Polac. Intervenant: Daniel Blériot (Directeur Marketing Produit Apple Europe), Philippe Caloni et Irène Frain (écrivain). Le 30 septembre à 15 h 30: Salle Boris Vian. Apple logo.

obligation du savoir

l'on redouble l'anesthésie?

IMMOBILIER Ventes + Locations Une page d'annonces Le Monde



# Communication

## La mode des entreprises de production privées

### Quand les stars se mettent à leur compte...

Les temps sont durs pour les vedettes de télévision. A peine débarqués sur la Cinq, Sabatier, Collaro et Sébastien voient leur audience fondre comme neige au soleil. « J'ai cherché les spectateurs un par un », déclare Patrick Sébastien, alors que Stéphane Collaro rappelle qu'après tout « la Cinq était un challenge ». Les vedettes n'en suivront pas moins — et avec quelle attention ! — l'évolution de leurs sondages. Question de prestige, sans doute, mais aussi, pour celles qui ont créé leur propre société de production, question d'argent !

« Dorothée s'est moquée avec des gangsters ! » Jacqueline Joubert, responsable des émissions pour enfants sur Antenne 2, n'est pas tendre pour son ancienne protégée. C'est que la « grande sœur des enfants » a abandonné sa « bonne fée », sa « seconde maman » sans crier gare, pour voler de ses propres ailes. Non contente de passer, avec armes et bagages, de A2 à TF1 — transfert banal par les temps qui courent. — Dorothée a troqué son rôle d'animatrice de « Récré A2 », Bécassine en socquettes blanches, contre un titre autrement prestigieux, celui de « conseillère pour la jeunesse auprès de la direction générale de TF1 ».

« J'ai appris la nouvelle par la radio, fulmine Jacqueline Joubert. Mais le plus grave, c'est que Dorothée s'est acquiescée avec des gens peu scrupuleux qui ont essayé de débaucher toute mon équipe. Dorothée est passée entre les mains de producteurs privés... Voilà le mot lâché ! Le véritable crime de la vedette est d'être passée à l'ennemi. Forte d'un succès phénoménal — une dizaine de millions de disques vendus en sept ans, — Dorothée a décidé de gérer ses intérêts elle-même par l'intermédiaire de sa propre maison, AB Production, qui vient de s'engager à fournir à TF1 six cents heures d'émissions pour enfants. Six cents heures de programmes, clés en main, dont beaucoup ont

simplement été achetés à l'étranger. Retour des Etats-Unis, où elle a fait le tour des sociétés de production, Dorothée se vante d'avoir acquis les droits intégraux de deux dessins animés, « Candy » et « Goldorak », et pris des options sur bien d'autres. La création française ? « Nous avons énormément d'heures à assurer », répond Dorothée avec une franchise désarmante. Et, pour le moment, la France n'a pas une industrie d'animation suffisamment développée pour y faire face. »

Ce choix ne manque pas de susciter des critiques. Si la colère de Jacqueline Joubert pouvait être mise sur le compte d'une déception personnelle, les réticences d'une responsable de la production sur TF1 comme Pascale Breugnot ne sauraient être taxées de partialité. « Il est anormal, dit-elle, que la société de production de Dorothée ait obtenu le monopole des émissions pour enfants, alors que le Centre national du cinéma regorge de projets en ce domaine ! »

Le problème n'est pas nouveau. La concurrence a toujours existé : entre secteur public et secteur privé, entre la production des chaînes et celle des réalisateurs indépendants. Mais le contexte a changé radicalement depuis la privatisation d'une grande partie de l'audiovisuel. Et, surtout, depuis le véritable engouement des vedettes de télévision à créer leur propre entreprise de production. A l'époque où les chaînes d'Etat devaient passer un quota fixe de commandes obligatoires à la Société française de production (SFP), les petites sociétés privées étaient contraintes de chercher d'autres débouchés que la télévision pour leurs produits. Et les vedettes du petit écran qui se lançaient dans la production portaient deux casquettes bien distinctes.

C'est ainsi qu'Alain Jérôme, connu du grand public comme présentateur des « Dossiers de l'écran » sur A2 depuis vingt ans, est aussi le patron, depuis 1969, d'une société de production de films industriels. Proclat, dont le chiffre d'affaires pour 1987 est estimé à 25 millions de francs. Prenez encore le cas de Laurent Broomhead, qui, après le succès de son émission « Planète

bleue » en 1978, a cherché à répondre à la demande des entreprises attirées par une communication audiovisuelle. Créée en 1980 en association avec Denis Dugas, sa société — Public Image — est spécialisée dans les conventions (avec films, spectacles, shows vidéo) et les films d'entreprise. Elle emploie une cinquantaine de personnes et espère atteindre cette année, avec sa filiale lyonnaise toute neuve, un chiffre d'affaires de 20 millions de francs. « Je suis persuadé que la création viendra des boîtes de production, dit Laurent Broomhead dans ses studios de tournage qui, des hauteurs de Suresnes, surplombent Paris. Avant reconquis ma liberté, je travaillais sans stress, et j'ai de nombreux projets, y compris pour la télévision. »

#### Le « tiercé » de la Cinq

Aujourd'hui, les choses ont bien changé. Si la mode, chez les stars du petit écran, est plus que jamais à la création de sociétés de production, ce n'est pas pour tâter de la communication d'entreprise, mais simplement pour acquérir une plus grande autonomie et pouvoir se vendre ainsi plus librement sur le marché ! Objets de surenchères insensées de la part des chaînes concurrentes, les vedettes en concluent, non sans logique, que leur valeur marchande constitue un capital qu'il leur faut désormais gérer à l'échelle industrielle. C'est le cas, notamment, du « tiercé » de la Cinq : Collaro, Sabatier et Sébastien.

Stéphane Collaro est bien dans sa peau. Entouré sur la pelouse de sa maison de Boulogne par sa bande de copains et de collaborateurs (femme, cocogirls...), il tient à disserter, une fois pour toutes, le mythe du « Collaro-coucou-d'or ». « Ecoutez, sourit-il patiemment, il est de bon ton de se gausser des stars mégalomane qui croient leur boîte de production par intérêt personnel. Pour moi, c'était simplement une conséquence logique de mon activité. En créant Julia-Production le 1<sup>er</sup> janvier, et en devenant producteurs de « Cocoricocoboy », nous avons réalisé une économie de 45 000 F par jour sur ce que nous

versions à la SFP. Bref un cadeau de 6 millions de francs à TF1 !

« Sur la Cinq, on nous accorde un budget fixe par émission — environ 3 millions de francs pour « Collaricocoshow ». Après, c'est à moi de me débrouiller ! Les bonnes émissions coûtent cher — nos nouvelles marionnettes reviennent à elles seules à la bagatelle de 35 000 francs pièce ! — et elles ne s'improvisent pas. Julia-Production emploie quarante personnes, qui gagnent bien leur vie, et les bénéfices — éventuels — seront réinvestis dans de nouvelles créations. Car il faut penser à l'avenir. Je vais avoir quarante-cinq ans, et je ne vais pas lutter dix ans pour rester en tête du hi-parade des humoristes de la télé. Quand nous aurons livré les soixante numéros de la nouvelle émission, nous tournerons autre chose, peut-être pour d'autres chaînes, ou pour l'étranger, où je ne serai sans doute pas devant la caméra ! »

Tout en livrant un « produit fini » à la Cinq, Collaro ne revendique pas une autonomie totale. « Il faut un dialogue permanent avec la chaîne, qui garde un droit de regard sur notre travail », estime-t-il, en se disant « choqué par la déclaration de certaines vedettes qui se posent en entités ». Allusion à Patrick Sabatier ? « Je ne m'arrête pas à ces gamineries », lâche-t-il pour tout commentaire.

Patrick Sabatier, lui aussi, a exprimé très vite ses velléités d'indépendance. Avec, dit-il, le désir « d'être associé à certaines décisions qui peuvent avoir des conséquences sur mes émissions, et avec voix consultative sur toute la grille des variétés ». C'est pourquoi il a exigé de « ne dépendre que de la direction générale de la chaîne ». Ayant fondé, lui aussi, sa propre société de production — Télévision — qui emploie une quinzaine de personnes, il a promis de fournir quarante et une émissions à la Cinq, dans des genres divers.

Et ce n'est pas tout ! De nouveaux programmes sont en préparation, notamment deux émissions qui seront diffusées l'année prochaine sur d'autres chaînes que la Cinq.

Refusant de jouer le « jeu de la vérité » sur ses gains personnels, Patrick Sabatier avoue seulement que ses émissions coûtent moins de 2 millions de francs et que son salaire, dont il ne dira pas le montant, « est payé par le biais de Télévision ».

Le cas de Patrick Sébastien est légèrement différent puisque ses émissions sont produites par une société créée il y a trois ans par Jacques Marouani — LM Télévision, — dans laquelle l'imitateur, salarié également par la Cinq, est associé à 50 %. Installé près des Champs-Élysées dans de luxueux bureaux tapissés de photos de ses poulains, Jacques Marouani explique volontiers sa satisfaction, persuadé, avec Sébastien, de tenir une affaire. Sans doute a-t-il de nombreux projets — il a produit des émissions pour les Charlot et prépare pour la Cinq un grand show de Noël avec Henry Salvador, — mais il mise avant tout sur l'animateur de l'émission « Carnaval », laquelle avait connu sur TF1 un immense succès avec une audience de 42 %.

Malgré les tentatives des chaînes pour s'attacher durablement leurs stars — Canal Plus et la Cinq ont eu l'idée astucieuse de les intéresser financièrement aux bénéfices, — celles-ci chercheront de plus en plus à étendre leur autonomie. Avec, comme objectif à terme, comme le dit Patrick Sabatier, de « présenter des émissions sur une chaîne et d'en produire sur d'autres ».

#### Produire ou diffuser ?

Certains producteurs privés souhaitent une évolution à l'américaine, avec l'interdiction pour les diffuseurs, c'est-à-dire les réseaux de télévision, de produire leurs programmes. Evolution évidemment mal vue des responsables de la production à l'intérieur des chaînes. « Il faut une politique cohérente des programmes », insiste Jacqueline Joubert sur A2. A force d'acheter des produits clés en main, qui finissent forcément par se ressembler, les chaînes perdent leur identité et leur spécificité propre. » Responsable des variétés sur TF1, Dominique

Cantien prend le contrepied : « Cela ne me dérange pas du tout que nos vedettes comme Jean-Luc Lahaye ou Dorothée produisent leurs propres émissions. J'y mets cependant une condition : que cela ne revienne pas plus cher ! »

Quant à Mario-France Brière, qui, en lançant sur la Une Collaro et Sabatier, avait fait beaucoup pour l'audience et les recettes publicitaires de la chaîne, et porte aujourd'hui le titre de « directrice de production et directrice artistique » de la Cinq, elle n'a pas l'ombre d'un doute : « Collaro, Sabatier et Sébastien sont assez grands pour faire leurs émissions tout seuls ! Je leur dis ce que je veux et de quel budget je dispose ; et ils viennent me voir pour partager leurs bonnes idées... ou leurs doutes ! » « C'est vrai, dit Stéphane Collaro, quand j'ai un problème, je fais appel instinctivement à elle. »

Pascale Breugnot, enfin, se montre plus nuancée. « Le système peut se révéler dangereux car deux logiques s'affrontent : celle de la chaîne, qui m'oblige à être très vigilante sur le budget dont je dispose ; et celle des vedettes, dont le souci premier devient de faire tourner et rentabiliser leur entreprise ! » « Les sociétés de production ont cependant de nombreux avantages, admet-elle. Elles offrent une souplesse, des équipes légères et la possibilité de tourner des petites séquences grâce à un travail artisanal et soigné. »

A tous, le phénomène paraît inéluctable. Pour Michèle Cotta, aujourd'hui directrice de l'information sur TF1, « c'est, de toute façon, une évolution nécessaire, le nombre croissant d'heures de programmes à assurer dépassant les possibilités de production des chaînes ». Alors, l'amorce d'une « guerre des étoiles » ?

« La surenchère autour des vedettes est évidemment dommageable, reconnaît Michèle Cotta. Mais ce qui importe, c'est qu'une concertation s'établisse entre prestataires de services, d'un côté, et diffuseurs de l'autre. Ces derniers doivent toujours avoir le dernier mot ! »

ALAIN WOODROW.

Publicité

### L'Association des victimes du terrorisme, en collaboration avec l'Internationale de la résistance et l'association « Jean-Paul Lafay », lors de ses deuxièmes assises européennes contre le terrorisme, a pris les résolutions suivantes :

#### RÉSOLUTIONS

Le 24 septembre 1987, les avocats dont les noms suivent : Jacques Chanson, Henry Jean-Baptiste, Joël Lagrange, Paul Lombard, Monique Pelletier, Jean-Marc Varaut, ont décidé d'apporter leur soutien à la représentation devant les tribunaux des associations de victimes, parties civiles dans les procédures concernant des affaires de terrorisme. Ils appellent leurs confrères français et étrangers à le rejoindre dans la poursuite des mêmes buts.

Après avoir entendu ce jour les témoignages des victimes des organisations terroristes dont les noms suivent : Fraction Armée rouge, Action directe, FLNC, African National Congress, Organisation de libération de la Palestine, ETA, Brigades rouges, et après avoir pris connaissance d'autres témoignages impliquant d'autres organisations ayant recours au fait terroriste, après avoir entendu le point de vue des experts,

#### Premièrement

Les associations constatent qu'un effort a été fait par le gouvernement français au regard de l'indemnisation des victimes d'actes de terrorisme.

#### Deuxièmement

Demandent aux deux Assemblées de promulguer d'urgence sa proposition de loi afin que les victimes d'actes terroristes soient considérées comme des victimes de guerre.

#### Troisièmement

Souhaitent, en outre, que l'Etat français considère que la réparation des dommages constitue un devoir de solidarité nationale et prenne directement à sa charge l'indemnisation des victimes.

#### Quatrièmement

Estiment qu'il convient, à présent, que toutes les associations de victimes puissent se constituer parties civiles devant les juridictions répressives.

#### Cinquièmement

Entendent également associer à leur action les associations étrangères poursuivant les mêmes buts afin qu'une harmonisation des législations intervienne et qu'une résolution soit votée en ce sens par une assemblée européenne.

#### Sixièmement

Considérant par ailleurs que le terrorisme risque de constituer l'un des fléaux majeurs de la fin du XX<sup>e</sup> siècle, ont décidé, à l'issue des travaux, de créer une commission d'enquête internationale regroupant des victimes et des hommes de bonne volonté du monde entier, afin que, à l'occasion de chaque attentat terroriste, celle-ci tente de faire la lumière sur les auteurs et commanditaires de tels actes, en toute indépendance à l'égard des organes officiels de police et de justice et que cette commission puisse ainsi porter à la connaissance du monde, par l'entremise des médias, le résultat de ses travaux.

Ont participé aux travaux des secondes assises contre le terrorisme organisées par l'Association des victimes du terrorisme et l'Internationale de la résistance sur le thème : terroristes ou combattants de la liberté, les organisations et personnalités suivantes.

Sénat, 24 septembre 1987.

Participaient aux travaux : M<sup>me</sup> Jean-Marc Alcaraz, conseiller régional ; M. le docteur Serge Bornstein, expert neuropsychiatre ; M<sup>me</sup> Nadia Ben-Jelloun-Olivier, écrivain ; M. Yvon Briant, député ; M<sup>me</sup> Barbara Cassas, député européen ; M. Michel Delebarre, ancien ministre ; M. François Doubin, président du MRG ; M. Guy Ducolonné, vice-président du groupe communiste à l'Assemblée nationale ; M. Claude Estier, sénateur ; M. Jacques Chanson, avocat ; M. Roland Jacquard, journaliste, écrivain ; M. le préfet Garsi, M. le président Gresse ; M. Michael Ledeen, journaliste, écrivain ; M. Yvan Leval ; M. Lopes Villanueva, chef de cabinet de M. le ministre de l'intérieur d'Espagne ; M<sup>me</sup> Henry Jean-Baptiste, avocat ; M. Jérôme Grenier ; M. Marek Halter ; M. Claude Malthuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme ; M<sup>me</sup> veuve Jean-Paul Lafay ; M. le général Pozzo di Borgo ; M. Alain Richard, vice-président de l'Assemblée nationale ; M. le professeur Roussel ; M. le professeur Jean-Marc Soubrat ; M<sup>me</sup> François Sarda, avocat ; M. le docteur Gilbert Tordjman ; M. Jean-Paul Raimond ; M. Valdes, premier secrétaire de l'ambassade d'Espagne ; M<sup>me</sup> Philippe Waquet. — BP 44109, 75425 Paris Cedex 03.

THOMSON

INGENIEURS COMMERCIAUX

INGENIEUR LOGICIEL

RCE

Le meilleur moyen de développement pour votre carrière... devenez notre ingénieur développement par...

لقد كنت في الحب



كلمة من السيد

Défense

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 30 septembre 1987 27

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

*S'unir, c'est gagner*

**DES COMPÉTENCES POINTUES  
DES QUALITÉS D'ANIMATEUR**

Au tout premier rang de la compétition internationale, THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES (2 500 personnes réparties sur 3 unités, CA 13 milliards de francs) conçoit et développe des systèmes de détection sous-marine. Pour faire face à notre expansion, nous souhaitons intégrer à notre centre de Brest (350 personnes) un

**INGENIEUR ELECTRONICIEN**

**ESE, ENST...**

Vous assurerez l'étude et la mise au point d'équipements SONAR. Votre dynamisme et vos qualités relationnelles, vous permettront de :

- diriger une équipe de plusieurs techniciens ;
- maîtriser un système complet et de maintenir des contacts étroits avec d'autres équipes ;
- assurer de l'interface avec des clients français ou étrangers.

Une première expérience en Traitement du Signal serait particulièrement appréciée. La maîtrise de l'ANGLAIS est indispensable.

Merci d'adresser votre CV, photo et prétentions en précisant la référence IE/LM à Roland LE MOULLEC - THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES Route du Conquet - 29283 BREST.

**THOMSON-CSF**

Chez Digital, la formation n'est pas un vain mot. En y consacrant 21 % de notre masse salariale, nous poursuivons deux objectifs : développer le potentiel de notre personnel et satisfaire nos clients en leur fournissant le savoir-faire nécessaire à l'utilisation de nos produits.

**Ingénieurs formation logiciel**  
pour la filiale du leader mondial de l'informatique de communication.

**Enseignez en réseaux** (Réf. MON 441 F)  
Vous exercez depuis plusieurs années, 5-10 ans, en études, développement ou support dans le domaine Réseaux chez un grand constructeur ou en SSII.

**Enseignez nos produits logiciel** (Réf. MON 442 F)  
Vous justifiez d'une première expérience de développement informatique. Vous avez déjà manifesté une motivation pour l'enseignement et la pédagogie.

La seule technique ne vous suffit plus, vous souhaitez aujourd'hui introduire dans votre métier une dimension humaine supplémentaire.

Notre service formation constitue pour vous une très bonne occasion d'approfondir la connaissance de nos produits pour évoluer rapidement au sein du service ou vers d'autres fonctions.

La conception, l'organisation et l'animation de cours Réseaux répond à votre besoin tout en vous maintenant au «top niveau» de la technologie.

Vous organisez et animez les cours de bases de VMS et d'exploitation des systèmes.

Indispensable : votre maîtrise de l'anglais vous permet de dispenser des cours à une population internationale, clients ou personnel interne.

Merci d'adresser votre candidature en rappelant la référence de votre choix à DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - Service Recrutement - 2, rue Gaston Crémieux - BP 136 - 91004 EVRY CEDEX.

**Digital : un choix de société**

1<sup>er</sup> constructeur français de réseaux locaux, compatibles Starlan, Novell et Netbios, nous recherchons

**RCE**

**INGENIEURS COMMERCIAUX**

Possédant une expérience mini, micro ou grand système. Une formation à notre technologie sera assurée. Anglais indispensable. (Réf. IC) et pour renforcer notre équipe de développement

**INGENIEUR LOGICIEL**

Débutant à 4 ans d'expérience. Connaissances souhaitées : Temps réel, DOS, UNIX, C, Assembleur, Protocoles ISO - CCITT, IBM, DEC, BULL. (Réf. IL)

Pour ces postes, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, en indiquant la réf. choisie, à R.C.E. - Immeuble Ordinal - rue des Chauffours - 95002 CERGY-PONTOISE Cedex.

**RCE**

**UN SENS AIGU DU DEFI**

Nos défis sont des succès :  
débit de croissance : + 40 % de bénéfice.  
débit de l'international : des marchés concrétisés dans 72 pays.

**INGENIEURS COMMERCIAUX**

De formation supérieure, vous avez une expérience réussie de la vente de solutions informatiques.

Aiguisez vos armes auprès d'une clientèle de haut niveau : réseau de revendeurs, administrations et collectivités, grande distribution, industrie, grands groupes, tourisme...

En évaluant les besoins de vos clients, vous élaborez avec eux leur stratégie informatique. Assaut final : vous préconisez une solution globale et personnalisée. Affaire conclue, affaire à suivre : gardez le contact pour toute évolution ultérieure.

Des objectifs aux performances, vous évoluez vers le marketing ou la direction d'agence.

Of course, you speak English.

Postes à pourvoir dans toute la France.

Pour faire mouche, adressez votre dossier complet, à réf. NH/019/LM, à Elisabeth LOYE - ICL FRANCE - Division des Relations Humaines - 24, avenue de l'Europe - 78140 VELIZY Cedex.

**ICL**

A LA POINTE DE L'INFORMATIQUE

**PARIS BOURJOIS**

*Le meilleur procédé de développement pour votre carrière...  
...devenez notre ingénieur développement procédés*

Rechercher les nouveaux équipements et procédés industriels, améliorer l'existant, définir et contrôler les essais de faisabilité des nouveaux produits (100 nouveautés par an), tel sera le rôle moteur que vous aurez dans l'évolution de notre outil technologique.

De formation ingénieur grande école, vous possédez une expérience d'au moins 3 ans en milieu industriel.

Sens des contacts, capacité d'implication et compétences techniques vous permettront d'être rapidement opérationnel pour participer à l'ouverture de notre troisième usine (1000 personnes en production).

Pour rejoindre notre équipe, contactez Bertrand-Pierre ECHAUDÉMAISON, DGRH, 12/14 rue Victor Noir, 92521 Neuilly-sur-Seine sous réf. IP/M.

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26 000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

Au sein du Groupe, BULL SYSTEMES conçoit, développe et industrialise nos grands et moyens systèmes. 5 000 personnes dont 1 500 ingénieurs y participent.

**INGENIEURS ET UNIVERSITAIRES BULL ENGAGÉ DES FUTURS PRO. DES ETUDES**

Que vous soyez Ingénieur ou Universitaire (Bac + 5 en Maths, Physique...), l'informatique vous offre.

Nous vous offrons l'opportunité de trouver votre voie dans nos équipes d'études (matériel et systèmes d'exploitations).

Si vous voulez exprimer votre potentiel et votre dynamisme dès votre premier emploi, nous sommes décidés à investir sur la mise en œuvre de vos talents.

Venez-nous rejoindre, nous vous assurons 4 mois de formation initiale à nos métiers d'études.

Vous intégrerez alors nos équipes et pourrez évoluer dans l'avenir entre ces différents métiers.

Si vous êtes l'un de ces futurs Pro. animés comme nous, de l'esprit d'équipe, adressez dès aujourd'hui votre dossier de candidature (lettre + CV et photo) sous réf. 122 M à Georges HIRSCH, Groupe Bull, PR 11009D, 94 av. Gambetta, 75990 Paris cedex 20.

**Bull**

RELIGIONS

PARIS CONTACT

MEDIA BL

MEDIA BL

media-system

FOURIER



**SECTEURS DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE MULTINATIONALE DU GROUPE SAINT-GOBAIN, recherche**

**ANIMATEURS PRODUITS**  
RÉF. 403.PA.503 M  
Ingénieurs Grandes Ecoles scientifiques, Centrale, Mines, Arts et Métiers...  
Rattachés à la Direction Commerciale, ils seront chargés d'analyser et de synthétiser la situation du marché et participeront à la conception de la politique de vente et de développement des produits de canalisation pour l'Eau et l'Assainissement.  
Ils assureront l'élaboration des plans d'action et animeront leur réalisation dans le réseau commercial.  
Une formation commerciale complémentaire ou quelques années d'expérience seraient appréciées.

**CADRES COMMERCIAUX**  
RÉF. 503.PA.504 M  
Ecoles commerciales supérieures ou formations équivalentes.  
Rattachés au Directeur d'Agence (Paris ou Province), ils seront chargés de la promotion et de la vente de nos produits de canalisation pour l'Eau et l'Assainissement. Ils devront animer un circuit de distribution (négoce) et assureront les contacts avec les prescripteurs, les bureaux d'études et les entreprises.  
Quelques années d'expérience industrielle ou dans une entreprise de Travaux Publics seraient appréciées.

Larges possibilités d'évolution de carrière dans la Société et dans le Groupe.  
Merci de nous envoyer lettre manuscrite et C.V., sous référence choisie, à notre Conseil Béatrice GAJEVSKY.

**centor** 13 bis, rue Henri Monnier  
75009 PARIS

**Isteria**

Un des premiers  
groupes européens  
d'Informatique Industrielle  
1 000 personnes  
750 MF

**Rejoignez,  
une équipe qui gagne**

80 % de croissance en 12 mois

**CONSULTANTS CONFIRMES  
Grandes Ecoles**

Conseil en Système d'Information, Schéma Directeur, BACHES, MERISE, Plan Qualité, Expérience opérationnelle.

Nous vous offrons :  
• des méthodologies rigoureuses,  
• des outils d'aide à la conception,  
• un intérêt personnel aux résultats.

Merci d'adresser votre candidature, C.V. et prétentions

à l'attention de Jacques FLANTE  
147, rue de Courcelles  
75017 PARIS.

**Isteria  
consultants**

*l'informatique en action*

**JEUNE DIPLÔMÉ D'UNE GRANDE ÉCOLE  
D'INGÉNIEUR, UNIVERSITAIRE 3<sup>e</sup> CYCLE SCIENTIFIQUE  
DÉBUTEZ DANS  
L'INGÉNIERIE INFORMATIQUE**

Nous vous donnerons pour cela les meilleures armes, grâce à un "training" intensif, reconnu comme l'un des meilleurs dans notre domaine.  
UNIOLOG, un groupe indépendant de plus de 600 ingénieurs répartis dans 12 sociétés. UNIOLOG Multisystèmes, spécialisé dans l'informatique de gestion représente une force d'intervention de 100 spécialistes. Jeunes, passionnés, ils sauront vous communiquer le meilleur de leur expérience (ingénierie systèmes, gestion de production, bureautique). Plus qu'un métier de conseil, un partenariat. Proches de leurs clients, ils participent à chaque phase de leur organisation ou de leur automatisation administrative ou industrielle, depuis l'étude des besoins jusqu'à la mise en route (mini ordinateurs IBM 36-38 et WANG). Peu à peu, les responsabilités de conduite de projets, d'audit, de conseil... vous deviendront accessibles.  
Nous nous y engageons. C'est aussi cela, l'esprit UNIOLOG. Prêt pour le challenge ?  
La prochaine session de formation s'ouvre le 26 Octobre 1987.  
Adresser vite votre candidature (lettre man., C.V. et photo), sous réf. DMTS 643 à

**UNIOLOG**  
9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS  
Membre de SYNTEC Informatique

**Ingénieur Chimiste  
Confirmé  
ENSI - chimie ou textile**

La chimie macro-moléculaire (plastiques, adhésifs...) vous connaît-elle ?  
Vos 5 années d'expérience industrielle en laboratoires ou services techniques vous ont permis de mettre en pratique votre domaine de compétences, de développer votre esprit d'équipe et votre tempérament novateur.  
Au sein de notre division «techniques industrielles» vous prendrez en charge l'assistance technique des colles et adhésifs pour l'industrie et assurerez l'interface entre l'entreprise et les clients en France, mais aussi à l'étranger.

Nous avons l'esprit pour imaginer, concevoir, innover, l'enthousiasme pour agir, réaliser, gagner.

ou vous investirez une partie de votre temps (grande disponibilité exigée). Pour ce poste clé basé à Rueil (92) nous demandons une parfaite maîtrise de l'anglais et si possible des connaissances en allemand. En contrepartie, nous vous offrons un salaire motivant et des perspectives d'évolution au sein de notre Groupe.  
Merci d'adresser votre candidature, CV, photo et prétentions sous référence DS/IC à Danièle Savinien, 3M France, Division des Ressources Humaines, boulevard de l'Osce, 92006 Cergy-Pontoise Cedex.

**3M**

**CNETI**

**Le défi de la réforme...**

Confronté à un monde bancaire en pleine mutation, le Réseau des Caisses d'Épargne et de Prévoyance a engagé une réforme de ses structures et de ses produits. Le Centre National d'Études et de Traitements Informatiques aide les Caisses d'Épargne à relever ce défi, en assurant des traitements plus rapides, en offrant de nouveaux services et en participant à l'élaboration des réseaux informatiques du futur.

**ingénieurs grandes écoles**

Vous êtes débutant ou bénéficiez d'une expérience informatique. Quels que soient votre domaine d'activité et votre environnement, vous êtes attiré par les applications bancaires.

Contactez-nous vite. Nous vous apporterons la formation complémentaire nécessaire (techniques de pointe et/ou bancaire) et votre potentiel nous permettra de mener à bien cette mutation. Les possibilités d'évolution sont réelles. Lieu de travail : Montparnasse.

Frédérique JACLOT vous remercie de lui adresser votre candidature, sous référence INGL/M qu'elle étudiera en toute confidentialité. CNETI - Tour Montparnasse - B.P. 6 - 75755 PARIS cedex 15

**CORNING FRANCE**

Filiale de CORNING GLASS WORKS, leader mondial des verres spéciaux, recherche pour l'une de ses usines (500 personnes - unité à flux continus) située près de Nemours (77) et fabriquant les verres de lunetterie un

**Responsable de production**

Rattaché au Directeur de l'usine vous prendrez en charge d'importantes responsabilités à la fois humaines et techniques : encadrement du personnel (300 personnes), organisation de la production, maintenance, gestion des résultats.  
Diplômé d'une G.E. d'ingénieur, vous avez 30 ans + et justifiez d'une expérience de 5 ans minimum en fabrication. Rigueur et qualités de communication sont les atouts nécessaires pour réussir dans ce poste et évoluer ultérieurement dans notre organisation.  
Connaissance de la langue anglaise demandée.  
Merci d'adresser sous réf. RPM, lettre manuscrite + CV + photo + prétentions, à CORNING FRANCE, Direction du Développement du personnel - 44 avenue de Valvins, 77211 AVON CEDEX.

**LYON**

Importante société d'ingénierie à vocation nationale et internationale à la pointe de la technologie dans son domaine, recherche

**Ingénieur commercial**  
Rattaché au Directeur Commercial, vous participez à la réalisation de stratégie marketing, aux études de couple Produit/Marché et à la prise en charge de l'analyse sectorielle.  
En homme de terrain, vous assurez également la coordination de la prospection sur les marchés nouveaux.  
A 30/35 ans, votre formation d'ingénieur diplômé indispensable pour appréhender la culture technique de l'entreprise, est complétée par une formation marketing et/ou une expérience commerciale dans la vente de services de maîtrise d'œuvre et d'ingénierie. Anglais impératif. (Réf. 926 IC).

**Ingénieur thermohydraulicien**  
Intégré à l'équipe thermohydraulique, vous participez au développement et à la mise en œuvre de moyens de calcul importants en thermique et mécanique des fluides.  
Vous assurez également le suivi et l'interprétation d'essais et êtes en contact avec des interlocuteurs européens.  
À terme, vous animerez une équipe de spécialistes dans ces domaines.  
Ingénieur grande école avec une spécialisation, vous êtes très intéressé par les aspects théoriques des phénomènes de thermohydraulique et des mises en œuvre informatiques associées.  
Vous êtes débutant ou bénéficiez d'une expérience de 2 à 3 ans dans ces disciplines.  
Anglais indispensable, allemand souhaité. (Réf. 926 IT).

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV + prétentions, sous référence choisie, à Média-System, 55 place de la République, 69002 Lyon, qui transmettra.

Minimiser l'énergie par son montage ou son utilisation judicieuse, telle est notre vocation première.

Dans le cadre de son expansion, l'activité Energie et Communication intègre dans son département Comptage électronique - Stationnage un jeune ingénieur commercial basé à CLICHY (92).

**LANDIS & GYR**

**Ingénieur Commercial**  
Télécomptage de l'énergie  
Grands clients industriels.

Vous aurez pour mission de promouvoir et de vendre des systèmes de comptage et de gestion de l'énergie électrique auprès des grands industriels, avec l'appui du réseau commercial.  
Vous développerez, en étroite collaboration avec les Services Techniques des clients, des solutions spécifiques et adaptées à leurs cahiers des charges.  
Vous établirez les propositions et assurerez la négociation et le suivi de chaque affaire.  
De formation Ingénieur (Electrotechnique, Electronique) ou équivalent, vous avez de bonnes connaissances informatiques (logiciels d'application sur IBM PC et compatibles). Par une première expérience, vous avez acquis vos qualités de contact, de rigueur et d'organisation.  
Ce poste implique de nombreux déplacements de courte durée en France.  
Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et prétentions sous réf. ICM au Service du Personnel, LANDIS & GYR, 16, Bd du Général Leclerc, 92116 CLICHY

chef de projet

**AUDIT,  
INFORMATION  
BANQUE...**

11 42 65 29 30

Crédit du No

ingénieur méth

L'URSSAF DE PARIS

RESPONSABLE DE SON C  
D'EXPLOITATION INFORMATI  
DE MARNE-LA-VALLÉE

لکڑی کے بیج



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**Groupe international**  
implanté dans plus de 50 pays recherche pour Paris

**chef de projets**  
expérimenté  
Diplômé d'une grande école

Au sein de la Direction Centrale d'Informatique, dans un environnement de télécommunication complexe (micro-informatique et réseau local, réseau de télécommunication hétérogène) vous prendrez en charge une application en télétraitement stratégique pour le développement du groupe.

A moyen terme, vous serez confié de larges responsabilités au sein de la direction informatique. Vous justifierez d'une expérience de 5 ans en conduite de projets d'informatique de gestion. L'anglais courant, une parfaite connaissance du monde IBM et la pratique des LAG sont les meilleurs atouts pour réussir dans ce poste. **Rémunération motivante.**

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 3603 à Lévi Tournay/Asscom - 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra.

**Un responsable commercial France**  
pour vendre notre connectique

PARIS SUD 370 KF

Notre société multinationale est spécialisée dans la conception, la production et la distribution de produits électroniques au niveau de performance élevé : connecteurs et sockets.


Grâce à ces produits haut de gamme, notre filiale européenne, basée en Suisse, possède 10 % du marché européen et couvre également le marché asiatique. Nous recherchons notre Responsable Commercial France.

Nous vous proposons un rôle moteur dans notre nouvel enjeu : développer notre présence sur le marché français jusque là peu exploité.

Bénéficiant d'une large autonomie, vous serez chargé de commercialiser nos produits auprès des distributeurs électroniques et des OEM (informatique, automatisme, télécommunication, industriel...).

Ingénieur micromécanique, électronique ou équivalent, vous avez déjà fait vos armes d'ingénieur des ventes dans le même secteur d'activité. Votre performance vous permettra de prendre rapidement la responsabilité de la filiale française.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. A/114.87 M à notre Conseil CRITERE - 12, rue Pergolèse 75116 PARIS.

 Critère

**AUDIT, INFORMATIQUE, BANQUE...**

Vous êtes INGENIEUR INFORMATICIEN.

Vous avez une première expérience dans l'un des domaines suivants :

- audit de chaînes de traitement et de services informatiques,
- conduite de projets,
- contrôle de qualité des logiciels,
- acquies de préférence sur site IBM dans le domaine bancaire.

Venez vous joindre à l'équipe d'Audit Informatique intégrée à l'Inspection Générale.

Vous prendrez à terme la responsabilité de celle-ci (5 personnes), après une période de formation qui sera mise à profit pour mieux maîtriser les nombreux aspects du poste :

- Missions d'audit de l'environnement informatique (bureau d'étude, centre de traitement, chaînes centrales, programmes et réseaux locaux...)
- Mise en oeuvre de projets informatiques au service de missions classiques d'inspection.

Pour en savoir plus sur notre Société et sur notre offre, téléphonez du lundi au vendredi de 9h à 18h au **01 42 65 22 28** ou écrivez, sous la référence 939/M à notre Conseil **OUTSIDER** 18/20 Place de la Madeleine 75008 PARIS.



**Crédit du Nord**

**COMPLEXE INDUSTRIEL PROVENCE**

**L'informatique industrielle : au cœur de la décision.**

Vous le savez : la production des usines les plus performantes au niveau international s'accroît et s'améliore grâce à la mise en place d'un outil informatique hautement efficace.

C'est le choix que nous avons fait, dès la création de notre usine il y a une dizaine d'années. Nous l'avons conçue dans cet esprit et sommes reconnus aujourd'hui dans le monde parmi les meilleurs.

Pour être toujours plus efficaces, toujours plus novateurs, nous renouvelons intégralement le plan informatique de l'usine; c'est le 2<sup>e</sup> départ de notre unité de Production.

Nous vous convions à ce nouveau challenge, c'est pour vous l'occasion exceptionnelle de faire vos preuves de jeune et brillant **INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE - X, MINES, CENTRALE... DÉBUTANT OU 1<sup>ère</sup> EXPÉRIENCE**

Nous sommes réputés avoir réussi un plan de communication interne et externe de grande efficacité. Le dialogue production-informatique existe, il est même intelligent. L'entreprise cherche ses managers de demain. Rencontrez-nous.

Pour cela, adressez votre dossier de candidature à C.E. Koehrer, CPA - 3, rue de Liège 75009 Paris, sous la réf. 47 M 219.

 GROUPE VOCATION


Très grand groupe industriel international (50 000 personnes) recherche pour le siège parisien son

**Directeur informatique**

Issu d'une Grande Ecole Scientifique (X, Centrale, Mines...), âgé d'environ 40 ans, vous avez déjà dirigé de grands projets informatiques, de leur conception jusqu'à leur mise en oeuvre complète. Vous avez également l'expérience réussie de l'animation d'une équipe.

Vous souhaitez aujourd'hui donner une nouvelle dimension à votre carrière et participer au développement d'un réseau informatique international.

Pour un premier contact, envoyez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la référence C/ITB/LM, à notre Conseil Denis SESBOUÉ, qui vous garantit toute discrétion.

 Raymond Paulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

**GROUPE INDUSTRIEL DIVERSIFIÉ** recrute un

*ingénieur méthodes*

afin de participer au développement de nouveaux produits, nécessitant une bonne pratique de la mécanique de précision.

Le poste s'adresse à un Ingénieur expérimenté, qui devra faire évoluer les process de fabrication et développer les automatismes, en restant très sensibilisé aux problèmes de sécurité.

Usine située près d'une grande ville du Centre de la France.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 30402 à **CONTESSÉ PUBLICITE 20**, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSÉ

Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26000 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

**Le challenge du réseau commercial France : gagner des parts du marché sur tous les créneaux de l'informatique, des petits aux très grands systèmes en passant par la bureautique et les télécommunications.**

**FUTURS INGENIEURS LOGICIEL BULL ENGAGE VOTRE TECHNICITE AU SERVICE DE SES CLIENTS**

La satisfaction de nos clients passe par la compétence de notre service maintenance.

Futurs ingénieurs diplômés de l'enseignement supérieur (BAC + 4 minimum, options téléinformatique, informatique ou réseaux) nous vous offrons la possibilité de rejoindre une équipe technique de haut niveau.

Basés dans un centre national à Paris, vous serez chargés d'assurer la maintenance de logiciel d'exploitation très performant, des systèmes transactionnels et informationnels.

Notre formation constructeur vous permettra d'acquérir les connaissances spécifiques.

L'esprit d'équipe vous motive, alors adressez votre dossier de candidature sous réf. 720 M à BÉNÉDICTE MAUDUIT - BULL RECRUTEMENT - Immeuble Cédra - 3, avenue Val de Fontenay - 94133 FONTENAY SOUS BOIS Cedex.



**L'URSSAF DE PARIS** recherche

**LE RESPONSABLE DE SON CENTRE D'EXPLOITATION INFORMATIQUE DE MARNE-LA-VALLÉE**

Compte tenu des responsabilités à exercer sur une équipe de 180 personnes chargées de la saisie, du système et de l'exploitation d'un Bull DPS 90 dans un environnement DB/DC (20 milliards de caractères, 500 terminaux) et informatique répartie (DPS 6, micro-ordinateurs).

Ce poste de gestionnaire et d'informaticien de haut niveau requiert de fortes qualités personnelles ainsi qu'une expérience certaine.

Envoyer c.v. et prétentions à : **URSSAF DE PARIS D.O.T.L.** 3, rue Franklin, 93518 MONTREUIL Cedex.



**SECTEURS DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

**INFORMATIQUE INTERNE**

**ARCHITECTE DE NOS GRANDS PROJETS EUROPEENS ?**

Chez HP, l'informatique interne est une réalité européenne. Elle fait communiquer les grandes branches de l'entreprise (Marketing, Vente, Crédit, Support Technique) et sert l'optimisation de leurs performances. Dans le cadre d'une réorganisation au niveau européen, HP FRANCE d'est vu confier la responsabilité de dynamiser les systèmes d'information de la branche Marketing pour toutes les entités européennes. Pour ce grand projet, le centre de développement européen, basé au siège social d'Evry, recherche des

**Analystes/chefs de projet**

En relation constante avec les utilisateurs européens, vous développez des stratégies de complémentarité avec les systèmes des autres branches ; vous concevez une analyse fonctionnelle et organique dans le respect des standards.

De formation IMAGE, ENSIMAG, INSA... vous possédez une expérience de l'informatique de gestion orientée vers l'optimisation commerciale. Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable. Pour certains de ces postes, des compétences plus larges seraient appréciées :

- technique pour conduire un projet de dimension internationale impliquant un contact permanent avec les Etats-Unis,
- commerciale dans le domaine de la vente par distribution directe pour accroître la compétitivité de cette activité.

Pour l'ensemble de ces postes, la connaissance de HP 3000 serait un atout.

Rapidez HP FRANCE, c'est intégrer une entreprise qui offre de larges perspectives d'évolution dans un environnement international.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions, sous réf. EDP/02/M, à Monique d'Houffeville, HEWLETT-PACKARD FRANCE, Parc d'activités du Bois Briard, avenue du Lac, 91040 Evry Cedex.

HP EN FRANCE  
2000 PERSONNES  
2 USINES  
4 MILIARDS DE CA  
D'EXPORTATION  
D'INFORMATIQUE



**RESPONSABLE PROCÉDES**

IMPORTANTE SOCIÉTÉ leader sur son marché recherche pour sa Direction des Etudes, son Poste basé en Banlieue OUEST DE PARIS Le candidat, de formation Ingénieur Généraliste, A & M, (etc...) aura acquis une première expérience de 3 à 4 ans dans l'Ingénierie Générale. Ses tâches : - animer une équipe de techniciens et techniciens d'opérations ; - coordonner les bureaux d'Etudes et les bureaux d'Affaires ; - suivre au quotidien l'avancement de chaque affaire ; - assurer la conception des schémas et matériels. Cette mission suppose, sur le plan technique, une connaissance approfondie de la conception des circuits de puissance. Sur le plan humain, un esprit de synthèse et une grande capacité au dialogue sont indispensables. Envoyez CV, photo et prétentions sous réf. 30210 à GOUTTES PUBLI-CITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**CONCEVOIR L'ARCHITECTURE DE RESEAUX NATIONAUX ET INTERNATIONAUX**

GSI-TECSI est la filiale haute technologie de GSI. Société de Service de 2500 personnes placée au tout premier rang national et international. Le dynamisme de notre développement nous amène à rechercher de nouveaux collaborateurs :

**INGENIEUR CONSULTANT**

Vous aurez une activité d'étude d'architecture de réseaux, d'élaboration de systèmes d'information et de coordination de projets auprès de notre clientèle nationale et internationale.

Vous avez une formation supérieure d'ingénieur et une expérience de 5 à 10 ans avec une pratique confirmée des grands systèmes IBM, des réseaux de transmission de données et la connaissance des normes et protocoles internationaux.

Outre un contexte technologique de pointe, nous vous offrons un mode de management très décentralisé s'appuyant sur des collaborateurs autonomes et responsables. Nous leur en donnons les moyens. Avec votre compétence technique, c'est cet aspect de votre personnalité qui fera votre réussite dans le groupe.

Pour en savoir plus sur notre société et sur notre offre, téléphoner du lundi au vendredi de 9h à 18h ou écrivez sous la référence RG79 à notre Conseil, OUTSIDER - 18/20, place de la Madeleine - 75008 PARIS



**april**

N°1 français de l'automate programmable offre des opportunités de carrière à des

**Ingénieurs Commerciaux**

Paris

Nécessairement diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs, homme de terrain dynamique, vous avez si possible une expérience de 2/3 ans dans la vente de biens d'équipements industriels.

Débutant ? Nous vous formerons à nos produits. Dans tous les cas, vous intégrerez une structure souple et autonome... atout majeur pour évoluer rapidement dans vos fonctions. Réf: M 130.

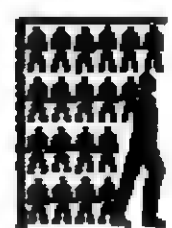
**Ingénieurs d'Application**

Paris

Impérativement de formation Ingénieur en Informatique Industrielle ou Automatismes, débutant ou doté d'une première expérience, vous exprimerez votre créativité sur un marché en pleine expansion.

Sur le terrain et en liaison avec le service Etudes et Développement, vous aurez pour mission de faire évoluer nos produits en fonction des besoins de la clientèle. Réf: M 131.

Pour tous ces postes, le contexte de travail est stimulant, et doit permettre à chacun une évolution rapide au sein du groupe.



Adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence correspondante à notre Conseil  
**ROUBEIX DECISION**, 32 rue des Volontaires 75015 PARIS.

IMPORTANT ORGANISME RECHERCHE POUR SON CENTRE DE CALCUL BASÉ DANS LA RÉGION NICOISE

**ANALYSTES PROGRAMMEURS**

débutants  
Miage, maîtrise d'informatique...

Nous utilisons les techniques de gestion informatique les plus performantes et disposons d'un matériel informatique très important (Ordinateurs IBM 3081 - 3083 - 32 et 48 mega octets, réseaux de plus de 1000 terminaux, plus de 70 milliards caractères en lignes).

Formation complémentaire assurée, réelle possibilité d'évolution dans un environnement enrichissant.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 8693 à :  
Organisation et Publicité  
2, rue Marengo - 75001 Paris qui transmettra.

Groupe Concept, nous sommes le n°1 Français de la gestion financière sur micro-ordinateur et proposons une gamme diversifiée de produits répondant aux besoins de tous les financiers, du logiciel de trésorerie d'entreprise ou bancaire à la gestion financière et comptable pour la multinationale, la banque et la P.M.E. Dans le cadre de notre très forte expansion nous souhaitons intégrer des

**Jeunes Diplômés**

Écoles d'ingénieurs, Universités (option gestion finance) Débutants ou 1<sup>re</sup> expérience et leur proposer de devenir

**Ingénieurs Informaticiens**

Formés aux outils performants et puissants de développement informatique Concept, ils concevront et réaliseront des logiciels répondant aux besoins des financiers. Assurant l'installation chez le client, ils mettront en œuvre tout autant leurs compétences techniques que leurs capacités relationnelles. Formation pointue, métiers d'avenir, rémunération attractive dans un groupe performant sont les atouts que nous proposons à des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., prétentions sous réf. LT91 à notre Filiale.  
CONCEPT RECRUTEMENT III, rue de Paris - 92100 BOULOGNE.

Conseil en recrutement financier



**DMC**

**JEUNE INGENIEUR**

Le Groupe DMC (8 milliards de C.A.) est l'un des premiers groupes textiles européens et connaît une forte progression.

Pour renforcer sa Division INGENIERIE, nous recherchons un JEUNE INGENIEUR (AM, ECL, ENSM...).

Il sera chargé de la conception, définition et sélection des équipements industriels de génie civil, énergie, électricité, automatisme, thermique... destinés à de grands ensembles créés en France et à l'étranger.

Il devra également, au cours de brefs séjours sur les sites, d'une part suivre la réalisation des projets en coordonnant l'ensemble des travaux, et d'autre part apporter aux complexes industriels existants une assistance technique complète.

Ce poste conviendrait à un ingénieur généraliste ayant une première expérience de l'élaboration de projets industriels, doté d'un sens développé des relations humaines et des responsabilités.

Il devra avoir la pratique courante de la micro-informatique. La connaissance de l'anglais est indispensable, celle de l'espagnol souhaitée.

Merci d'adresser votre lettre de candidature + C.V. sous réf. 837/M, à Catherine MANGET, DMC, Gestion des Cadres, 88, rue de Rivoli, 75004 PARIS.



**électronicien de maintenance**

qui sera responsable de l'installation et de l'entretien des systèmes installés chez nos clients français.

Profil souhaité:  
 une expérience de plusieurs années comme électronicien de maintenance d'ordinateurs en service clientèle;  préférence sera donnée à un électronicien ayant travaillé dans le domaine des arts graphiques;  personnalité dynamique, sociable et aimant le contact avec les clients;  bonne connaissance du français et de l'anglais;  âgé d'au moins 25 ans.

Nous offrons:  
 une rémunération en fonction de l'expérience et des qualifications du candidat;  
 une formation continue;  une vieillesse de société, de multiples avantages sociaux et un environnement motivant.

Les candidats intéressés sont priés de contacter Mademoiselle Benchenou au 14148872411 de 8h30 à 17h30 du lundi au vendredi.

A world leader in image processing graphics systems. We develop, manufacture and market sophisticated systems for printing, publishing and applications.

**Responsable com**

France - 140 400 000



**Ingénieurs Grandes**

**Directeur des systèmes d'inform**

**CAP SOGETI SELECTIO**

**Crédit Mutua**

**CHEF DE PROJETS INFORMATI**

Handwritten signature or note at the bottom of the page.



كثير من الجود

REPRODUCTION INTERDITE

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Responsable commercial  
France - 350/400.000 F

Paris - informatique graphique - Un important groupe international, spécialisé dans la fabrication et la commercialisation de terminaux graphiques à basse définition, recherche son responsable commercial pour la France. Basé à Paris et placé sous l'autorité du directeur commercial de la maison mère, il aura pour mission de promouvoir les ventes directement auprès des OEM, des grands comptes et des revendeurs (VAR). Ce poste s'adresse à un cadre commercial confirmé âgé d'au moins 30 ans et possédant une solide formation de base (ingénieur spécialisé en électronique, diplômé d'école supérieure de commerce ou équivalent). Il devra justifier d'une connaissance approfondie du marché de l'électronique et d'aptitudes réelles à la vente et au management. La pratique courante de l'anglais est indispensable. Fonction des compétences présentées, la recommandation annuelle de départ (fixe + intéressement), sera assortie d'une voiture de fonction. Ecrire à D. MORETTE, en précisant la référence A/R9309M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Capuciers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.87.11.04  
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

ENTREPRISE SPÉCIALISÉE EN DÉVELOPPEMENT D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRONIQUES MILITAIRES

recherche pour études, conception et réalisation de systèmes radar (traitement du signal, gestion par microprocesseurs, hyperfréquences)

Ingénieurs Grandes Écoles  
débutants ou quelques années d'expérience.

Pour ces postes, la nationalité française est exigée. La connaissance de l'anglais appréciée.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 68777 à PROJETS 12, rue des pyrénées 75001 Paris, qui fera suivre.

Directeur des systèmes d'informations



Groupe de 1 200 collaborateurs, nos activités diversifiées concernent la retraite, la prévoyance et l'assurance. Présent dans plus de 50 villes de France, nous sommes en pleine expansion. L'informatique représente aujourd'hui notre outil de production.

● VOTRE MISSION : En relation étroite avec la Direction Générale, vous serez chargé de concevoir notre nouveau système d'information. Votre souci des méthodes, votre excellente connaissance des technologies de pointe (réseau, mécanique, informatique répartie) devront vous permettre de mettre en œuvre des choix techniques stratégiques pour notre Entreprise et de participer à la réorganisation des équipes de développement.

● VOTRE PROFIL : Une formation d'ingénieur Grande École (X, Télécom, Centrale, Supélec...) et une solide expérience en tant que chef de projet dans le secteur tertiaire sont indispensables pour mener à bien cette mission. Vos aptitudes relationnelles vous permettront de dialoguer avec l'ensemble de nos Départements. Une importante évolution de carrière sera proposée à un candidat de valeur.

Merci d'envoyer votre CV + photo + prétentions à Raina-Maria HALBOUT, en précisant la référence du poste.

CAP SOGETI SELECTION

Tour matiel 207 rue de Bercy 75012 Paris.

Crédit Mutuel

LES ASSURANCES DU CREDIT MUTUEL (VIE-IARD)  
300 salariés : 3,3 milliards de F de chiffre d'affaires,  
en progression de 50 % en 1986), recherchent un

CHEF DE PROJETS INFORMATIQUES  
H/F

Interlocuteur des services utilisateurs, il assurera l'analyse des besoins et l'élaboration de cahiers des charges, concevra et réalisera des projets et développements, et aura la responsabilité de leur mise en application. Intégré dans une équipe de 12 personnes, il travaillera en liaison étroite avec le centre d'exploitation du Groupe, doté d'un matériel performant (IBM 3090, 3090 terminaux) et ouvert aux techniques de pointe (serveur minitel, micros connectés, infocentre, interconnexion de machines...).

De formation type Ecole d'ingénieur, maîtrise informatique, MIACE... Il aura une expérience d'au moins 2-3 ans de conduite de gros projets dans une grande entreprise. Une connaissance en gestion de bases de données et en traitement est vivement souhaitée.

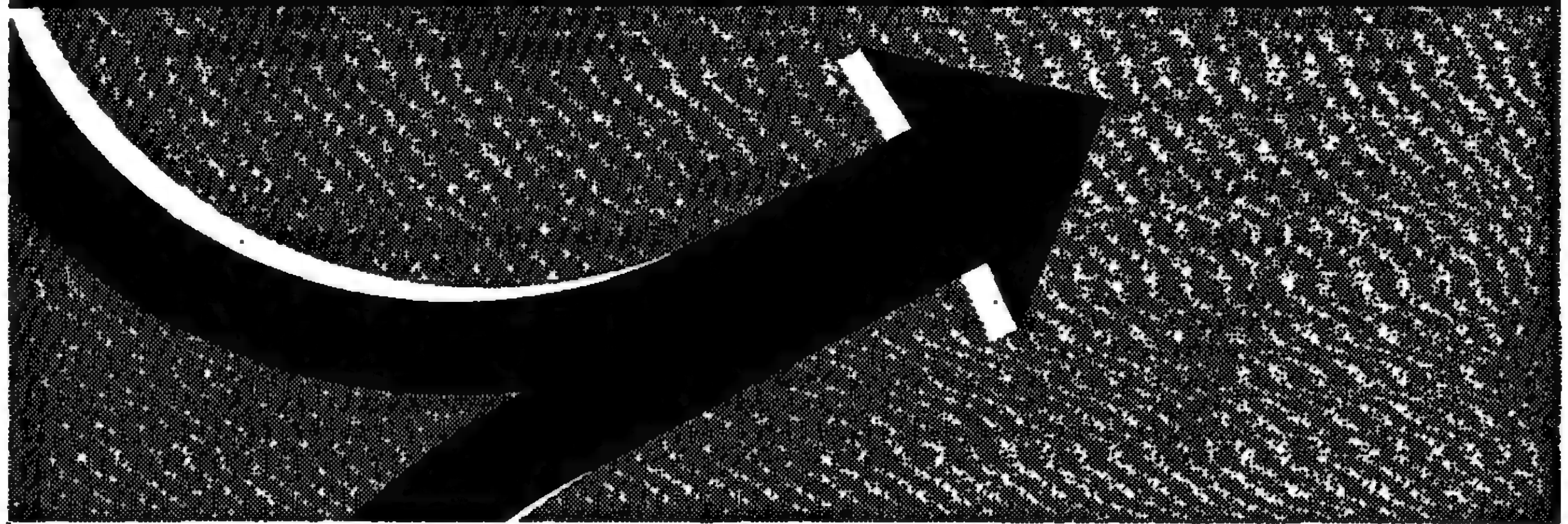
Ses qualités : un esprit conceptuel, des aptitudes à l'organisation, le sens des relations humaines et du travail en équipe, des qualités d'animateur. La fonction est basée à Strasbourg, ville historique et universitaire, siège du Parlement Européen.

Nous pensons avoir les moyens de satisfaire les ambitions de carrière d'un jeune cadre performant.

Merci de témoigner votre intérêt en adressant un dossier (lettre manuscrite + CV + photo + prétentions) au CREDIT MUTUEL - DRH - Service Recrutement - BP 412 - 67002 STRASBOURG CEDEX, en précisant la réf. 876.

COPIESSE

S'unir, c'est gagner



COTE D'AZUR :  
PORTE OUVERTE SUR L'INTERNATIONAL

Au tout premier rang de la compétition internationale, THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES (2500 personnes, CA 1,3 milliards de francs), conçoit et développe des systèmes de détection sous-marine. Pour conquérir de nouveaux marchés, notre volonté est d'aller toujours plus loin dans la qualité et le professionnalisme. Aussi nous recherchons quatre spécialistes.

INGENIEUR FORMATEUR

Vous assurerez la formation théorique et pratique de nos clients à l'exploitation et la maintenance de nos systèmes sonars (matériel et logiciel). Pour cela, vous prendrez en charge :  
- l'établissement des devis de formation,  
- la mise en œuvre des programmes de formation.  
Vous êtes passionné par l'enseignement et vous pouvez vous prévaloir de plusieurs années de pratique en milieu industriel. REF.987/IF

INGENIEUR LOGISTICIEN

Homme de contact, vous serez chargé de la définition et de la prise en compte des spécifications logistiques à la conception ainsi que de la coordination des différentes tâches logistiques au cours de la phase Développement/Production. Pour chaque équipement, vous prendrez notamment en charge les études de l'évaluation de :  
- la maintenabilité  
- la fiabilité  
- la disponibilité. REF.987/L

INGENIEUR MAINTENANCE APRES-VENTE

Vous serez chargé de :  
- assurer l'assistance technique auprès de nos clients France et Export,  
- coordonner les actions de maintenance en usine ou sur le site,  
- établir des propositions logistiques.  
Vous pouvez vous prévaloir d'une expérience réussie de plusieurs années en études (développement d'équipements électroniques complexes). REF.987/AV

INGENIEUR DOCUMENTATION

Vous êtes responsable de l'élaboration des manuels techniques destinés à nos clients. Justifiant d'une expérience similaire d'une ou deux années, vous souhaitez utiliser votre potentiel, votre compétence technique, qualités de contact et d'expression écrite. REF.987/ID

Votre formation supérieure d'ingénieur électronique et/ou informaticien, votre maîtrise de l'anglais et l'expérience que vous avez déjà acquise dans un contexte international constituent des atouts indispensables. Votre aptitude à travailler dans des équipes pluridisciplinaires, votre capacité à faire évoluer votre environnement nous permettront de satisfaire vos ambitions.

Si vous souhaitez contribuer à la réussite de nos projets, nous vous proposons d'adresser sans tarder votre candidature à Antoine GARCIA - THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES  
Chemin des travaux - BP 53 - 06801 CAGNES-SUR-MER  
en précisant la référence de votre choix.



Gestion de production

Rendre opérationnels de nouveaux systèmes

Vous avez une formation de type A & M, une expérience industrielle dans un secteur production, et l'aspiration d'intégrer une importante société où, après la réalisation d'une mission formative, vous aurez l'opportunité d'évoluer vers une fonction opérationnelle. Votre intervention sur la mise en place de nouveaux systèmes de gestion de production sur plusieurs de nos établissements, donc votre important rôle d'interface entre la production, les services prestataires et les utilisateurs implique bien sûr un grand sens de la communication. Pour ce poste, basé dans l'Est de la France, à proximité de Bar le Duc, quelques déplacements sont à prévoir.

Merci d'adresser votre CV manuscrit, lettre, photo et prétentions sous référence 157 à ESSILOR INTERNATIONAL - Service Affectations - 57, avenue de Condé 94106 SAINT MAUR CEDEX.

Est de la France



Dassault systèmes, Catia : 90 % à l'export

Pour répondre avec efficacité aux besoins d'un marché mondial en pleine expansion, nous comptons sur de nouvelles compétences.

INGENIEURS

Vous avez 2 à 5 ans d'expérience dans l'industrie (C.F.A.O., Bureaux d'Etudes, Production...) et une parfaite connaissance de l'anglais. Nous vous offrons, après une période de formation à notre technologie et à nos produits, la possibilité d'intégrer notre DIRECTION TECHNIQUE-COMMERCIALE en tant que

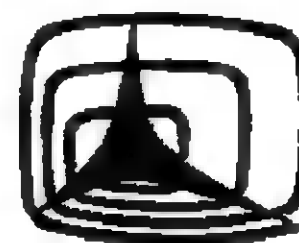
INGENIEURS D'AFFAIRES

pour accroître la diffusion de nos produits en France et à l'étranger.

INGENIEURS SUPPORT TECHNIQUE

pour assurer nos différents services auprès de nos clients (conseil, installation, démonstration...)

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence DTC/09 à DASSAULT SYSTEMES, 40, bd Henri-Sellier - 92150 SURESNES.



dassault systems

medis-systeme

INSABLE PROCÉDES

L'ARCHITECTURE DE RESEAUX  
CHAUX ET INTERNATIONAUX

INGENIEUR CONSULTANT

DMC  
UNE INGENIEUR

electronicien de maintenance



**SECTEURS DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

PARIS 9ème - Nous sommes une compagnie d'assurances IARD faisant partie d'un groupe privé. Face à un marché de plus en plus concurrentiel, nous nous dotons de moyens matériels et humains afin d'améliorer notre compétitivité. Dans ces choix stratégiques, notre Département Organisation joue un rôle primordial. Ceci nous amène à renforcer ses effectifs et à recruter des

**Ingénieurs organisateurs**

Rattachés au Responsable de l'Organisation, vous participerez à l'élaboration de nos nouveaux systèmes d'information. Vous prendrez en charge différents projets et vous vous impliquerez dans l'analyse de l'existant, la conception de nouvelles procédures (automatisées ou non), l'étude de leur rentabilité, les actions préalables à leur mise en œuvre, le suivi de leur réalisation,...

Après une grande école scientifique ou économique ou un diplôme de l'enseignement supérieur, vous avez acquis une première expérience dans un Service Organisation ou en Cabinet. Sans être un technicien de l'informatique, vous en connaissez les nouvelles technologies. Vos qualités d'analyse, de rigueur et de contact sont essentielles. Votre ambition et votre potentiel sont à la hauteur des capacités d'évolution que nous attendons de vous.

Nicole LE MEUR vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MNL/AS/IO à

**ORDIS**

**LABORATOIRE ELECTRO ACOUSTIQUE**

P.M.E. en pleine expansion, filiale du groupe 3M, implantée à 70 km à l'Ouest de Paris dans un cadre agréable, spécialisée dans l'étude et la fabrication d'APPAREILS de MESURE ELECTRONIQUE dans le domaine des TELECOMMUNICATIONS, recherche son :

**Responsable qualité** (réf. RQ)

Vous prendrez en charge le système qualité de l'entreprise, en particulier :

- le contrôle d'entrée,
- le contrôle en cours de fabrication,
- le contrôle final de sortie.

Ingénieur électronicien de formation, vous avez au moins 30 ans et justifiez d'une première expérience dans un poste équivalent. Ce poste peut également convenir à un Technicien Supérieur, titulaire d'un DUT ou d'un BTS d'électronique, ayant une dizaine d'années d'expérience.

**2 Ingénieurs Electroniciens** (réf. IE)

Ingénieur Diplômé Sup Telecom. ESE, ENSTA ou équivalent, vous possédez une expérience de 2 à 4 ans en électronique numérique, analogique ou traitement du signal. Nous vous offrons l'opportunité d'évoluer dans un environnement de technique de pointe et d'obtenir une rémunération fonction de votre potentiel.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions en précisant la référence du poste à L.E.A. - Service du Personnel - rue de l'Omélie - 28570 ABONDANT.

**3M**

**Informatique industrielle**  
Midi-Pyrénées / Rhône-Alpes

**april** société aux ambitions internationales est parmi les leaders de sa spécialité : construction d'équipements pour les automates industriels. Dans le cadre de nos projets, nous renforçons nos équipes et intégrons :

**Jeunes Ingénieurs Informaticiens de haut niveau**

Grande Ecole, base ou spécialisation informatique ou Doctorat d'Université, vous souhaitez développer ou consolider votre carrière en applications, conception et réalisation de logiciels intégrés dans vos produits : les automates programmables. Outre vos compétences de base, votre spécialité ou votre expérience vous permettra d'intégrer l'une de nos équipes :

- DEVELOPPEMENT DE PRODUITS LOGICIELS destinés à la mise en œuvre d'automates programmables. Votre culture ou votre expérience en GENE LOGICIEL (méthodologies de conceptions et spécialités) ou en TECHNIQUES DE COMPILEXION sera un plus. Base : Castres. Réf. M.C.M.
- DEVELOPPEMENT DE SUPERVISEURS. Sensible aux problèmes d'interface homme-machine, vous possédez une expérience ou une excellente maîtrise théorique des méthodologies orientées «OBJET» dans le cadre «d'applications graphiques». Base : Grenoble. Réf. M.G.G.
- COMMUNICATION. Télé-informaticien, vous maîtrisez les problèmes des RESEAU LOCAL hétérogènes ou homogènes en milieu industriel, essentiellement du point de vue logiciel. Base : Grenoble. Réf. M.G.C.

Pour tous ces postes, nous vous offrons un environnement technique et des outils de développement de haut niveau, une solide formation aux spécialités de notre environnement industriel, de vastes perspectives d'évolution au sein d'une structure souple, jeune et en pleine expansion. Nous souhaitons donc rencontrer de jeunes ingénieurs qui, au-delà de la compétence informatique, soient mobiles, créatifs, entraînés et motivés par un travail concerté en équipe.

Merci d'envoyer sous référence choisie à notre Conseil INFORAMA CARRIERES, 24, rue de Metz 31000 TOULOUSE

**INFORAMA carrieres**  
la technologie par les hommes.

LYON-LILLE-MARSEILLE-PARIS-PAU-TOULOUSE

**SOCIÉTÉ DE SERVICE ET D'INGÉNIERIE EN INFORMATIQUE SPÉCIALISÉE DANS LA TÉLÉMATIQUE** recherche pour consolider son équipe

**Jeunes ingénieurs**

INGÉNIEURS ANALYSTES, futurs chefs de projet, ayant de préférence des connaissances en langage C ou Pascal.  
INGÉNIEURS LOGICIELS, pour intégration dans une équipe de développement ; des connaissances en langage C ou Pascal sont appréciées.

Envoyez CV + photo à **SOFTEC - 4, Route de Chetou 92000 NANTERRE - sous référence I/206**

**Softec**

**catia : Le défi français high-tech**

Récemment couronné par les médias pour ses succès dans le domaine des hautes technologies, DASSAULT SYSTEMES poursuit sa conquête du marché mondial de la C.F.A.O. Notre croissance amène aujourd'hui notre Direction Technique à rechercher de nouveaux

**INGENIEURS INFORMATIENS**

**DEBUTANTS OU EXPERIMENTES**

Vous intégrerez une équipe jeune de recherche et de développement où vous participerez à des projets d'avant-garde. Informaticien de formation ingénieur grande école, au Chef de Projet ayant acquis une expérience de 2 à 5 ans dans une activité similaire, vous souhaitez évoluer au sein d'une entreprise performante et vous êtes prêt à relever avec elle de nouveaux défis. Alors adressez-nous dès à présent votre dossier de candidature sous la référence DT/09 à DASSAULT SYSTEMES, 40, bd Henri-Sellier - 92150 SURESNES.

**dassault systems**

**GROUPE TAT**

2000 salariés - C.A. : 1215 Millions de F.

VOUS AVEZ LE GOUT DES RESPONSABILITES LE SENS DES INITIATIVES, L'AMBITION DE REUSSIR

NOUS VOUS OFFRONS L'OPPORTUNITE D'INTEGRER UNE EQUIPE A L'IMAGE DE NOTRE GROUPE

**Ingénieur Méthodes**

De formation AM, EMSICA, ESTACA, débutant ou première expérience, vous avez des qualités de gestionnaire et un sens aigu des contacts humains. Rattaché à la direction technique, vous établirez les plans de charge des ateliers en liaison avec les chefs de service. Réf. IM

**Directeur Technique**

A 30/35 ans, de formation supérieure, doté de grandes qualités relationnelles, vous avez une connaissance approfondie de la réglementation et une solide expérience de l'encadrement. Responsable de la définition de l'évolution et de l'application de la politique d'entretien de la flotte, vous organisez et coordonnez les activités du service technique. Réf. DT

Pour sa filiale : 1ère Compagnie Aérienne Régionale Européenne

POUR UN PREMIER CONTACT, adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. choisie 100 BP 0257 - 37002 TOURS CEDEX.

Nous sommes une fonderie de 300 personnes, nous produisons des pièces en petites et moyennes séries pour divers secteurs. Dans un souci de performance et de qualité, nous créons un poste de :

**Responsable des Ateliers Finitions région Champagne - Ardennes**

Votre mission : • Animer et former les équipes (70 pers.). • Réorganiser la méthodologie de travail des ateliers. • mettre en place des procédures informatiques.

Votre profil : • 28/30 ans environ. • Ingénieur Arts et Métiers, ICAM, INSA, ENL. • Une expérience de 3/5 ans en fonderie, métallurgie ou mécanique.

Poste évolutif, conduisant à terme à d'importantes responsabilités au sein de l'entreprise.

Adressez votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo, rémunération actuelle) sous référence BS08 à Bruno SCUDELLER - CHIFFRE RESSOURCES HUMAINES, 61 rue des Belles Feuilles 75116 PARIS.

**FNPC**

**IMPORTANT ORGANISME SOCIAL**

recrute

**ANALYSTES-PROGRAMMEURS DEBUTANTS OU CONFIRMES**

diplômé de l'enseignement supérieur exigé.

Connaissances DPS R, Mini 6, Protix, Total, Merise appréciées. Salaire annuel brut de 81 850 F à 128 975 F, selon expérience, évolution possible.

Lieu de travail : Montreuil-sous-Bois (93)

Envoyez C.V. et prétentions à : Directeur du Personnel URSAAF de Paris 3, rue Franklin, 93518 Montreuil Cedex.

TRANSPAC, Réseau National de Transmission de Données Informatiques, support de la Télématique Française, propose un poste d'avenir à un

**Responsable des ventes indirectes**

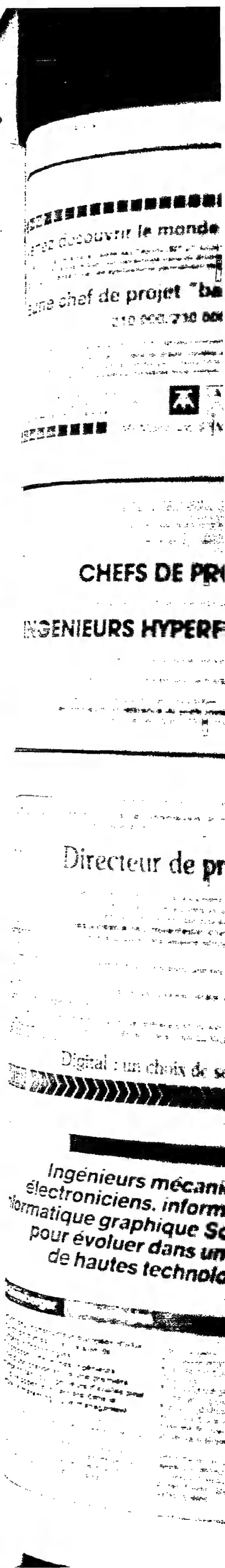
Au sein du département Marketing, il prendra en charge la promotion des produits et services TRANSPAC auprès des organismes prescripteurs, groupements professionnels, constructeurs, SSI...

Il travaillera en collaboration étroite avec les services commerciaux. Ce poste s'adresse à un Ingénieur Grande Ecole possédant de bonnes connaissances en télécommunications et Télématique et un sens aigu des affaires, allié à une efficacité certaine.

Adressez C.V., photo et prétentions au Département du Personnel et des Relations Humaines.

Tour Maine-Montparnasse 33, avenue du Maine 75755 PARIS Cedex 15.

**TRANSPAC**



Handwritten signature or text at the bottom center of the page.



SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

venez découvrir le monde fascinant des titres

Filiale informatique de la Caisse des Dépôts (855 p.), nous renforçons notre service Finances et Titres (70 p., proche banlieue Sud) qui développe dans un environnement performant (3090/MVS-XA, DL1, DB2, CICS...) l'ensemble des applications permettant de gérer nos valeurs mobilières.

jeune chef de projet "bases de données", 210 000/230 000 F/an

Après 2 ans de première expérience comme ingénieur concepteur, vous avez soif de nouveauté. Venez développer nos bases de données fédérales utilisées pour l'ensemble des applications de gestion des titres (valeurs, clients, fichiers de références...). Nous vous confions en outre la responsabilité des accès aux bases de données. Si les valeurs mobilières vous attirent, voilà l'occasion de les découvrir.

Notre consultante, Mme E. PRIMAULT, vous remercie de lui écrire (réf. 5097 LM) à "Carrières de l'Informatique"



ALEXANDRE TIC S.A. 10, RUE ROYALE - 75008 PARIS LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

Entre vous et nous, une histoire toute simple : basée sur la compétence, la réussite...

Classée au rang des plus performantes SSII françaises, nous nous soumettons résolument à l'exigence d'un environnement de haute technologie. C'est avec lui, avec nous et avec nos clients que nous vous proposons d'évoluer. Un défi que vous relevez sans peine puisque vous vous êtes "placés" auprès des grandes entreprises en trouvant vos talents commerciaux et techniques. Ingénieur commercial fortement diplômé vous avez le courage pour gérer une trentaine d'ingénieurs Grandes Ecoles, offrant une prestation associée dans divers domaines d'intervention tels que réseaux, logiciels de base, CAO, systèmes experts. Nous vous remercions d'adresser votre candidature complète (CV, lettre man., photo) à/réf. 8866M à l'Agence Dessenin, 15 rue de Louvre, 75001 Paris, qui transmettra.

...et 400 KF à la trentaine !

IMPORTANTES RECHERCHES AVANCÉES EN DES SECTEURS MONDIAUX DE SON DOMAINE POUR ASSURER LE DEVELOPPEMENT DE MATÉRIELS ÉLECTRONIQUES SOL OU EMBARQUÉS

CHEFS DE PROJETS

Ayant une expérience d'environ 5 ans et le goût du contact et de l'animation.

INGENIEURS HYPERFREQUENCES

Ayant une solide expérience antennes et circuits.

Les postes sont à pourvoir en proche Banlieue Ouest de Paris.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV et préférences en rappelant la référence du poste choisi sous réf. 30323 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

LA QUALITE TOTALE DANS UN CONTEXTE U.S. !

INGENIEUR QUALITE ELECTRONIQUE

Cette société est la filiale française d'un très important groupe industriel américain leader mondial en productique. Elle est aujourd'hui le premier constructeur européen de systèmes de vision artificielle et exporte près de 60 % de sa production. Elle recherche un ingénieur qualité électronique.

Sous l'autorité du Directeur Général et en relations fréquentes avec les Etats-Unis, il prendra en charge, dès l'étude et la conception des produits, la qualité dans son ensemble (design review, homologation sous-traitance, suivi fabrication et procédures, etc...) afin de parvenir au zéro défaut.

Ce poste très évolutif est basé en banlieue Sud de Paris. Il conviendrait bien à un ingénieur électronicien ayant acquis une première expérience de promotion de la qualité dans un contexte de production de produits exigeant des normes de qualité élevées (nucléaire, avionique, spatial, armement, etc.). Une bonne pratique de l'anglais est indispensable. Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 32/2247 E à :

EGOR TECHNOLOGIES 125, avenue des Champs Elysées - 75008 PARIS



PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

VOTRE PREMIERE ETAPE : RESPONSABLE DE NOTRE RESEAU

LA CAISSE REGIONALE DU CREDIT AGRICOLE DE PAU souhaite confier à un Ingénieur diplômé (de préférence en télécommunications) la responsabilité de la gestion et du développement de son réseau (site 3081 et 4381, infocentre, 600 terminaux, 230 TPE dans 60 Agences).

Ces fonctions, techniques autant que d'assistance aux utilisateurs et d'encadrement d'équipe (7 personnes), s'adressent à un Informaticien possédant environ 5 ans d'expérience Télématique et connaissant IMS. Elles le conduiront à des responsabilités élargies, dans le cadre des projets informatiques de la Caisse.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence 641, à notre Conseil

UNLOG 9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS Membre de SYNTEC Informatique

DIGITAL, filiale du leader mondial de l'informatique de communication, recherche, pour son Département d'Informatique interne :

EVRY Directeur de projets

Vous gèrerez une équipe d'ingénieurs de développement d'applications pour les besoins internes de DIGITAL. Vous mènerez des projets divers en utilisant des ressources internes et externes dans un souci de respect des délais, des méthodologies et de la qualité. Vous serez responsable de l'implémentation d'un programme pilote au niveau européen qui vous amènera à assurer des liaisons étroites avec nos différentes filiales européennes.

De formation ingénieur ou universitaire, vous avez une expérience d'au moins 5 ans de la conduite de projets.

La connaissance des SGBD, outils transactionnels, réseaux, bureautique sera un atout. L'anglais est indispensable.

Merci d'envoyer vos lettres et C.V. sous référence MON 445 à DIGITAL EQUIPMENT FRANCE - Marie-Claire SAN QUIRCE - 2, rue Gaston Crémieux - BP 136 - 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société



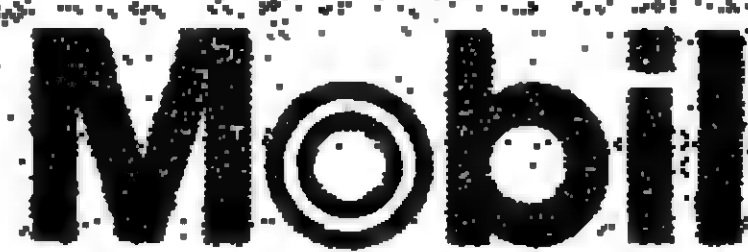
Ingénieurs mécaniciens, électroniciens, informaticiens, l'informatique graphique Schlumberger : pour évoluer dans un monde de hautes technologies.

Schlumberger Technologies

Benson, seul constructeur européen d'informatique graphique est une division de Schlumberger Technologies. Benson propose à de jeunes ingénieurs diplômés d'une grande école une première expérience en tant qu'ingénieurs d'études pour ensuite développer leur carrière dans la recherche, le marketing ou le management. Vous disposerez d'une large autonomie pour assurer la conception et le développement de nos produits actuels et futurs. Vous réaliserez les maquettes et les prototypes à l'aide d'outils de CAO et en conduirez les essais. Vous serez responsable de la validité des choix techniques en terme de prix et de faisabilité industrielle.

Dans ce cadre, nous proposons des missions à : • un jeune INGENIEUR EN MECANIQUE, • un INGENIEUR ayant une expérience en CAO,DAO • un INGENIEUR ELECTRONICIEEN pour le SUPPORT TECHNIQUE • et 2 INGENIEURS MECANIENS CONFIRMES ayant 3 à 5 ans d'expérience pour leur confier des missions de chef de groupe et de chef de projet. La pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous réf. 8713 à Schlumberger Industries, Direction du Personnel 21 des Petites Halles, 1 rue Jean Lemoine, 94003 Créteil.



recherche pour le Département PLANS ET ETUDES STRATEGIQUES de son siège social à 921 PARIS LA DEFENSE

JEUNE INGENIEUR DE HAUT NIVEAU

Dans un premier temps, vous prendrez en charge des études de raffinage, approvisionnements, production, distribution.

Dans un deuxième temps, vos fonctions évolueront vers des activités de production/études procédés/travaux neufs etc., basées à notre raffinerie de (76) N.D. de Gravenchon.

La connaissance et l'expérience du raffinage seraient un plus. Ce poste offre d'importantes perspectives d'avenir et demande une grande disponibilité, de l'ambition et l'anglais courant.

Prière d'adresser, sous réf. 29078, lettre manuscrite, CV et photo à MOBIL OIL FRANCAISE, Service Recrutement, Tour Septentrion, 92081 PARIS- LA DEFENSE Cedex 9.

Mobil Avancez avec nous

CONTESSÉ

INFORAMA

MAISON DE LA PAPIERONNERIE

les ingénieurs

Softec

GROUPE TAI

leur odes Directeur Technique

TAI

TRANSPAC



**SECTEURS DE POINTE**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

# TELCIC ALCATEL

**N°1 européen en communication d'entreprise**

**DIRECTION QUALITE A STRASBOURG**

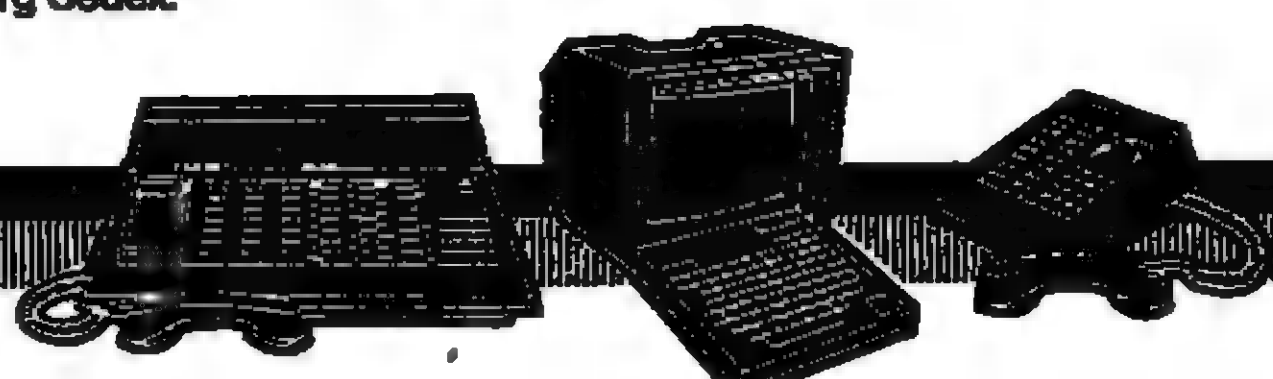
Notre objectif dans la compétition internationale : conforter et accroître notre avance technologique. La qualité de nos produits et de nos services est un élément primordial dans cette stratégie. Nos marchés se développent, nos produits se diversifient, notre métier s'élargit. Et pour répondre à ces nouveaux besoins, notre Direction Qualité se dote d'outils plus performants et renforce son équipe par un

**INGENIEUR QUALITE**

La mission est d'importance : d'abord participer à l'élaboration des objectifs et plans de qualification des produits, puis mettre en place les moyens appropriés pour assurer la qualité des produits livrés. En tant qu'expert, vous interviendrez dans les opérations d'audit interne, ainsi qu'en clientèle. Vous informerez vos "clients" des résultats obtenus et coordonnerez la mise en œuvre des actions correctives.

De formation, vous êtes ingénieur électronicien. Et vous avez une bonne expérience, soit dans ce domaine précis, soit dans la conception ou l'industrialisation d'équipements électroniques.

Ce projet vous intéresse ? Pour prendre contact, adressez votre C.V., sous référence IQ/M à C. Lejeune, Direction des Ressources Humaines TELCIC ALCATEL, 206, route de Colmar, 67023 Strasbourg Cedex.



**MICROGNOSIS**  
Division de Control Data

Répond au French Big Bang par sa situation de leader dans la technologie de l'intégration des réseaux privés, internes et mondiaux. Il commercialise son système destiné aux salles de marché des banques.

**Senior Project Manager**

Presales Oriented  
volontaire pour participer au décollage de notre équipe en France

**De formation supérieure**, expérimenté, professionnel, bon connaisseur des systèmes de communication et des applications sur micro, à l'aise en anglais, vous aimez travailler en équipe et être en liaison avec les clients.

**Responsable** aux plans techniques, financiers et calendaires de la réalisation d'affaires, vous animerez l'équipe projet et prendrez en charge la réponse à des appels d'offres ainsi que l'exécution jusqu'à la mise en service.

**Basé à Paris centre**, vous travaillerez dans un environnement international très motivant pour un système en constante évolution bien implanté dans le monde.

Nous attendons votre dossier de candidature (lettre + photo + C.V. + prétentions) à :  
MICROGNOSIS/CONTROL DATA  
Service du Recrutement, B.P. 139 - 77315 MARNE-LA-VALLÉE CEDEX 2.

**Jeune Ingénieur d'Etudes**

**Picardie**

Notre société fait partie d'un groupe industriel français à vocation internationale : 45 % du CA à l'export. Bénéficiaire et en croissance soutenue nous sommes parmi les leaders pour nos principales fabrications Robinetterie, Records du Bâtiment.

De formation type AM, ENSAIS, intéressé par le thème que vous serez rattaché au I.E., et aurez la responsabilité de la conception et de la réalisation de votre produit.

Vous pouvez exprimer à ce poste votre créativité en étant à la fois garant de la qualité technique de votre produit et de son adaptation au marché. Des déplacements auprès de nos distributeurs allemands notamment seront nécessaires et vous permettront de mettre en valeur votre sens de la communication. Langue allemande courante.

Merci d'adresser CV, photo et lettre manuscrite s/réf. C à notre Conseil à LANCAL.

J.L. Consultant  
Conseil en Ressources Humaines  
125-127, rue du Faubourg Barbet - 63000 Orléans

Poste basé à TOULON. Centre d'études et de recherche, au sein d'un organisme de 8 000 personnes, intègre un

**JEUNE DIPLOME**

SUPELEC, ENSI, ISEP, INT, ...  
Option électronique ou transmission

Au sein d'une équipe projet de 5 personnes, dotée de moyens techniques très puissants, vous serez chargé d'études et d'expérimentations de systèmes de transmissions destinés à la Marine Nationale. Inventif, motivé, prêt à vous passionner pour un travail en équipe de recherches et d'expériences scientifiques.

Venez nous rejoindre, en adressant votre dossier de candidature, sous référence DC/I/M, à notre Conseil :

LGP - 38, rue Marbeuf - 75008 PARIS.

**I.E.R.**

IMPRIMERIES SPECIALISEES  
PRINTER SPECIALISTS  
FOR SPECIALIST PRINTERS

Leader mondial dans la fabrication d'IMPRIMERIES SPECIALISEES

Classée 4ème des entreprises de l'industrie française pour sa rentabilité, I.E.R. en plus de ses propres fabrications, importe et revend des matériels mettant en œuvre les technologies les plus modernes du marché (laser, projection d'ions, etc.). Sa forte expansion conduit I.E.R. à rechercher un

**inspecteur de maintenance**

BTS ELECTRONIQUE

Bonne maîtrise de l'anglais parlé. Pratique électromécanique indispensable. Expérience de missions à l'étranger souhaitée (pays anglophones). Connaissance informatique appréciée.

Si vous pensez avoir le profil de ce poste, envoyez votre Curriculum-Vitae et lettre manuscrite avec photo et prétentions, sous référence LM.29.09 : Service du Personnel, I.E.R. - 12, r. Sébastopol - 92400 Courbevoie

**GROUPE SYSECA**

SYSECA (400 MF de CA, 1.000 collaborateurs dont 85 % d'ingénieurs) est une Société de Service et d'Ingénierie en informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

**INGENIEURS INFORMATIENS EXPERIMENTES**

Vous avez 2 à 3 ans d'expérience professionnelle, dont 1 an au moins en Systèmes Temps Réel.

Connaissances requises :  
■ VAX/VMS et/ou ■ SOLAR 16/XX (série SPS 5)  
■ bonne pratique des outils VMS ■ RTES D - MPES  
■ langages évolués (Fortran, Pascal) ■ PL 16 - Fortran

Les postes sont à pourvoir en région parisienne (banlieues Sud et Ouest Paris) et en région Provence - Côte d'Azur.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 285 à : SYSECA SELECTION - 315, Bureaux de la Colline - 92213 St-Cloud Cedex

**SYSECA SELECTION**

**Chef de projet en organisation**

Filiale d'un puissant groupe financier très diversifié, la Fnac, 3000 personnes, 4 milliards de CA - recherche et développe en permanence de nouveaux systèmes d'organisation (administratifs, commerciaux ou logistiques) destinés à accroître sa performance.

Elle offre, dans ce cadre, un poste de Chef de Projet en Organisation.

A ce poste, vous prendrez en charge de manière totale - du diagnostic jusqu'à la réalisation finale - des projets relevant de tous les secteurs de l'entreprise. Votre action sera résolument orientée vers le service des utilisateurs opérationnels auxquels vous apporterez des solutions concrètes.

La mise en place d'un dispositif de gestion unitaire de notre produit « Livre » sera votre première mission.

Pour ce poste, nous recherchons un esprit logique et organisé doté d'excellentes qualités de contact et de pédagogie. Il s'agit d'un professionnel de l'organisation : au minimum 3 ans d'expérience dans ce domaine.

La connaissance de la distribution sera un atout important : celle des circuits d'approvisionnements et de vente du livre sera appréciée.



Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la référence 427 à Fnac, Service Recrutement, 101, rue, du Cherche-Midi, 75006 Paris.

Valoriser votre première expérience c'est l'opportunité que le Groupe

**Allianz - Protectrice**

filiales du 1er assureur européen peut offrir à

**un jeune ingénieur**

(A et M - ou équivalent)

pour faire face à son développement dans le domaine des Assurances Techniques et plus particulièrement des Risques Bris de Machines et Pertes d'Exploitation consécutives.

Il sera chargé de l'analyse technique des risques avant la souscription, de la négociation et de la mise au point du contrat d'Assurance; il participera à l'instruction et au règlement des sinistres.

Allemand ou Anglais indispensable.

Veillez adresser CV, photo et prétentions à Allianz France - La Protectrice - Mme Rougé Cedex 32 - 92099 Paris La Défense



Le Département AÉRODYNAMIQUE THEORIQUE d'une importante Société performante dans le domaine aérodynamique et spatial recherche (H/F)

**INGENIEUR GRANDE ECOLE**

pour participer à l'élaboration de modèles numériques en aérodynamique théorique.

Ce poste, basé en Région Parisienne, nécessite des déplacements ponctuels en France et à l'Étranger.

Nous confierons ce poste à un Ingénieur plus formation universitaire en mécanique des fluides et analyse numérique, possédant une première expérience.

Cependant, nous examinerons attentivement les candidatures de débutants.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, rémunération souhaitée sous la référence 9809 à AIRFRANCE ANNONCES 4 rue Robert Estienne - 75008 Paris qui transmettra en toute confidentialité.

Boel & Kjaer  
JEUNE INGENIEUR FRANCAIS

Devenez informaticien en Midi-Pyrenées

Jeunes diplômés scientifiques

CAPFOR

ALSTHOM

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCE

ALCATEL ESPACE  
Spécialiste des Télécommunications

DES INGENIEURS QUALITE (INGENIEURS P.A.)

ALCATEL ESPACE

Handwritten note: *لدينا في*



كلمة من السيد

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde Mercredi 30 septembre 1987 35

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Brüel & Kjaer
Entreprise de renommée mondiale sur le marché des instruments de mesure, recherche
UN JEUNE INGÉNIEUR FRANÇAIS
diplômé grande école

Cabinet-Conseil d'importance nationale, spécialisé dans l'assistance aux comités d'entreprise,
1 INGÉNIEUR DE HAUT NIVEAU
10 ans d'expérience minimum

ALSTHOM
LYON
C'est dans ce contexte que nous souhaitons pourvoir les postes suivants :
RESPONSABLE GRANDE EXPORTATION
RESPONSABLE PRODUITS
TECHNICO-COMMERCIAL
INGÉNIEUR CHIMISTE pour l'EST de la FRANCE
ELECTROTECHNICIEN pour la FRANCE

Devenez informaticiens en Midi-Pyrénées
CITIMAM. Nous sommes le Centre Informatique des Caisses de Mutualité Sociale Agricole de Midi-Pyrénées.
Jeunes diplômés scientifiques

hutchinson
10.000 PERS. - 32 USINES DANS LE MONDE
4,5 MILLIARDS DE F. PAR AN
SON DÉPARTEMENT AUTOMOBILE
Challenge à un jeune Ingénieur mécanicien A.M., IDN, INSA...

MERCEDES-BENZ FRANCE
recherche pour sa Direction Organisation Informatique
un organisateur
Possédant un diplôme d'ingénieur ou une formation supérieure préparant à la fonction d'organisateur ainsi qu'une solide culture informatique.

ALSTHOM
Division Robotique et Matériaux
PARVEX
recherche
INGÉNIEUR TECHNO-COMMERCIAL

LEADER MONDIAL DU PALIER MAGNETIQUE ACTIF
Technologie innovatrice : la mécatronique
Ingénieur calcul.

BRUEL & KJAEER FRANCE
Instruments de mesure en Acoustique et Vibrations, recherche
jeune ingénieur diplômé grande école
ingénieur logiciel

ALCATEL ESPACE
Spécialiste des Télécommunications Spatiales
DES INGÉNIEURS QUALITE (INGÉNIEURS P.A.)

Filiale du groupe EUROSOFT, groupe indépendant d'ingénierie informatique fortement impliquée dans les techniques de pointe
recherche AUJOURD'HUI
UN RESPONSABLE TECHNIQUE
pour devenir DEMAIN
DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT DÉFENSE

SYSECA
EURS INFORMATIENS

Chef de projet en organisation

jeune ingénieur

La Protectrice

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

SYSTEMES

EUROSOFT



Le Monde  
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

### Responsable portefeuilles obligataires

Importante banque - Paris

Importante Banque française réputée pour son dynamisme et sa volonté d'entreprendre, nous souhaitons renforcer notre Centre de Gestion des Valeurs Mobilières par l'intégration d'un Gérant de Portefeuilles.

Nous lui confierons la gestion de comptes importants, investis en obligations. L'animation d'une petite équipe et la gestion de son centre de profits feront également partie de ses responsabilités...

Le candidat devra impérativement justifier d'une expérience minimale de 3 ans dans la gestion obligataire. Bien sûr, un réel sens des contacts, tant au niveau commercial que dans son équipe, sera nécessaire pour réussir dans sa fonction.

Ce poste basé à Paris permet à un élément performant d'envisager d'intéressantes perspectives d'évolution au sein de notre banque.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. 3983 et le nom des banques avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en contact à

RSCG CARRIERES

48, rue Saint Ferdinand - 75017 PARIS qui transmettra.

### DIRIGER NOTRE BUREAU D'ETUDES

Centrale, Mines, AM...

Région Lyonnaise

Leader Européen dans son domaine d'activité, très fortement exportatrice (75 % du CA - 80 pays) cette importante entreprise industrielle (2 000 personnes, 1,3 milliard de CA) conçoit, produit et commercialise des biens d'équipement grandes séries. En relation étroite avec la Production, les Achats et le Laboratoire, le Responsable de la Cellule "Groupes Triangulaires" animera une équipe de 4 ingénieurs et techniciens dont la mission essentielle est de réduire le prix de revient (analyse de la valeur) en maintenant la qualité à son plus haut niveau. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'environ 29 ans, issu d'une Grande Ecole d'Ingénieurs (option Mécanique ou Chimique) ayant acquis une première expérience industrielle Méthodes ou Etudes d'au moins 3 ans, si possible avec utilisation pratique de techniques de créativité et d'analyse de la valeur. L'entreprise et le groupe dont elle est filiale, ouvrent d'importantes perspectives de carrière à un candidat de valeur.

ORION, à qui nous avons confié cette recherche, vous garantit une discrétion absolue et vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 709 551 M.



35, rue du Rocher - 75008 Paris.



### Consultant Chef de Projet «Matériaux»

Société d'Etudes et de Conseil en Management du Développement Technologique

Au sein d'une équipe jeune et professionnelle, vous piloterez des missions diversifiées : audit technologique, évaluation de projets et de portefeuilles de brevets, études de marchés, recherche de produits, de procédés et de partenaires, mise au point d'outils méthodologiques, mise en place de plans d'action marketing...

Vos interlocuteurs : responsables de PMI, de groupes industriels, de centres de recherche ou responsables économiques régionaux...

De formation Ingénieur ou Scientifique (+ CESMA, IAE...), vous avez acquis une spécialisation matériaux : polymères (élastomères et plastiques), composites et/ou céramiques. Vous avez 3 à 5 ans d'expérience en milieu industriel : ingénieur d'affaires, marketing industriel...

Notre Conseil ALGOE étudiera votre candidature. Ecrivez s/réf. 183 M à Michèle GOMEZ, ALGOE, 9 bis route de Champagne, 69134 ECULY CEDEX.



### Auditeurs confirmés

Les candidats seront de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP ou autres ESC) et auront acquis une formation auprès d'un grand cabinet d'audit. Il devront être fortement motivés, désireux de s'impliquer totalement dans les missions qui leur seront confiées et d'utiliser les techniques les plus modernes dans l'exercice de leur profession.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à HSD Tour Manhattan, Cedex 21, 92095 PARIS-LA-DEFENSE 2, à l'attention de Mme LUPPNER.

### SECTEURS DE POINTE

### GROUPE LUCHAIRE

DIVISION ARMEMENT

### Ingénieurs d'études & recherches

Trois postes sont à pourvoir dans notre Centre d'Etudes et de Recherche implanté près de Bourges :

• Ingénieur mécanicien généraliste, diplômé Grande Ecole et possédant une première expérience en industrie. (Réf. LM)

• Ingénieur mécanicien spécialisé dans les plastiques et matériaux composites - débutant ou avec première expérience. (Réf. LP)

• Ingénieur en balistique (diplômé ENSMA - ESTACA - ENSAE - ENSICA) débutant ou avec première expérience. (Réf. LB)

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, en précisant la référence choisie, à : LUCHAIRE S.A., Direction des Relations Humaines, 180, Boulevard Hausmann, 75382 PARIS Cedex 08.

Participer au lancement d'une activité au sein d'une petite équipe commerciale.

NOUS RECHERCHONS Pour le développement de produits à base de microprocesseurs :

INGÉNIEUR HARDWARE exp. en analogie appréciée.

INGÉNIEUR SOFTWARE C, Asm, Micro, temps réel.

Première expérience souhaitée.

Envoyer lettre + c.v. à : HARLOS, 84, rue Duroc, 75015 PARIS.

Union nationale ADMIR RESPONSABLE

COMMUNICATION EXTERNE spécialisée en relations presse, formation en rapport et médiation publicitaire. Motivé par un statut associatif et social. Possède une expérience, nombreux déplacements statut cadre. Poste libre immédiatement. Envoyer lettre manuscrite, c.v., photo et prétention au directeur général U.N.A.D.M. 194, A, rue du Faubourg, 75010 PARIS.

PHILOSOPHE PERMANENT ETUDIANTS

Bac + 2, orientation gestion comm. produits financiers Indep. Bonne éducation, pers. agréable. Disponibilité 18 h 30 / 20 h 30. Formation séminaire em. T. 400-04-08 07 6-6-6.

Vous avez minimum 25 ans. Vous avez 2 à 5 ans d'expérience de la conduite et la gestion de projets, chantier de recherche, chaudière ou mécanique.

Vous recherchez des responsabilités humaines, techniques et commerciales. Rejoignez notre équipe de

CHARGÉS D'AFFAIRES

Notre challenge vous passionnera.

Poste en région Parisienne et Auvergne.

Envie sous le n° 8 063 M LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montebello, PARIS-7<sup>e</sup>.

ORGANISME PROFESSIONNEL PARIS 7<sup>e</sup>

RECHERCHE pour un directeur économique UN CHARGE D'ETUDE STATISTICIEN-ECONOMISTE L.E.P. (ECO-FI) ou ENSAE ou maîtrise d'économie + formation statistique (BEP) quelques années d'expérience. Adresser lettre manuscrite, c.v. et photo, S/N° 8054M Le Monde Publicité, 5, rue de Montebello, 75007 Paris.

C.V. + prétentions à : SOI, tour Gallieni-1 78/80, avenue Gallieni, 93174 BAGNOLET CEDEX.

### cisigraph

GROUPE CISI

### Ingénieurs commerciaux rejoignez le leader de la CFAO !

Nous sommes en pleine expansion et recherchons aujourd'hui pour Paris et Lyon des

INGENIEURS COMMERCIAUX

De formation grandes écoles d'ingénieurs ou équivalent vous justifiez d'une expérience d'au moins 2 à 3 ans dans la vente ou le support de systèmes en informatique industrielle auprès des PME ou grands groupes.

Intégré à une équipe, vous serez chargé du développement des ventes de notre système de CFAO SIRIM 100. Nous vous offrons une rémunération élevée qui tiendra compte des objectifs fixés et des résultats obtenus.

Si vous voulez rejoindre notre équipe, adressez votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite), à Guy SARREY, CISIGRAPH, Direction Commerce France, 76 rue des Gémeaux, SBC 413, 94573 Rungis Cedex.

### Fiscaliste : intégrer un cabinet international

Diplômé de l'enseignement supérieur (type HEC et/ou DECS, ENI, DES, DEA...), vous parlez l'anglais. Vous êtes débutant ou vous avez acquis une première expérience de la fiscalité. Attribué par le métier de conseil, vous souhaitez intégrer un cabinet qui vous permettra d'avoir rapidement la responsabilité de vos propres dossiers.

Nous sommes l'un des plus importants cabinets de conseil juridique et fiscal à l'échelon international. Nos équipes sont composées de professionnels de haut niveau qui nous permettent de connaître un développement important de nos activités. Pour y faire face, nous souhaitons aujourd'hui engager de jeunes professionnels.



Nous étudions votre candidature en toute confidentialité et vous remercions de nous l'adresser sous référence 870-03 à PEAT MARWICK SARL - Tour Fiat - Cedex 16 92084 PARIS LA DEFENSE

### Le Monde

L'augmentation des ventes et des recettes publicitaires, la création de suppléments - Campus, Radio-Télévision, Le Monde des Affaires... - la diversification vers d'autres médias, la construction d'une imprimerie ultra-moderne et les bénéfices en 1986, démontrent la réussite du redressement du journal. Pour maîtriser notre développement, nous recherchons

### UN CHEF DE PROJETS - GESTION

En liaison étroite avec le Directeur des Systèmes d'Information et d'Organisation, vous animerez une petite équipe d'Analystes Programmateurs dans la conduite des projets concernant la comptabilité, les finances, le personnel, la distribution, la publicité... De l'établissement des cahiers des charges en passant par la conception jusqu'à la réalisation, vous travaillerez avec méthode et le souci permanent des utilisateurs. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des Chefs de Projets possédant 5 à 10 ans d'expérience dans un environnement IBM Ganne 43 sur des projets importants de même type et rompus à la méthode MERISE. De formation Ingénieur ou MIAGE nous vous demandons de nous parler de vos succès et de nous convaincre de vos qualités de rigueur et d'organisation ainsi que de votre sens de la communication et de la pédagogie.

Merci d'adresser votre dossier + CV + photo + prétentions + lettre de motivation à PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL, 10 rue du Collège, 75008 PARIS, sous la réf. 346.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL

**SAFEGE** Ingénieurs-Conseils  
Ingénierie de l'eau, de la ville et de l'environnement en France et à l'international.

Propose à de **JEUNES INGÉNIEURS**  
diplômés, débutants ou première expérience, les postes suivants à son Siège de NANTERRE :

- INGÉNIEURS au Département HYDRAULIQUE pour études et projets d'aménagement hydraulique, d'hydraulique urbaine, de traitement des eaux. Formations souhaitées : ENSHAG, ENSERENT, ENITRYS, INHM, INSA...
- INGÉNIEUR au Département GÉNIE CIVIL pour études nouvelles, calcul de structures, ... Formations souhaitées : ESTP, INSA...
- INGÉNIEUR au Département INFORMATIQUE APPLIQUÉES pour études et développements en informatique scientifique, temps réel et graphique. Formations souhaitées : FONTS, MINES, CENTRALE, SUPLECO...

Adr. conc. avec lettre man., C.V., photo, prétentions à :  
SAFEGE - B.P. 727, 92007 NANTERRE CEDEX.

**SERVICE ET DEVELOPPEMENT INFORMATIQUES**

recherche

**ING. GRES ÉCOLES**

ENST, ESE, ENSIMAG, INSA, ENSI, DEA, MIAGE

Pour assurer des développements en :

- LOGICIELS DE BASE ;
- LOGICIELS SYSTÈMES ;
- LOGICIELS D'APPLICATION ;
- TEMPS RÉEL ;
- TELECOM, RÉSEAUX ;
- CA, CFAO, IA ;
- GESTION.

C.V. + prétentions à :  
SOI, tour Gallieni-1 78/80, avenue Gallieni, 93174 BAGNOLET CEDEX.

**CHARGÉS D'AFFAIRES**

Notre challenge vous passionnera.

Poste en région Parisienne et Auvergne.

Envie sous le n° 8 063 M LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montebello, PARIS-7<sup>e</sup>.

ORGANISME PROFESSIONNEL PARIS 7<sup>e</sup>

RECHERCHE pour un directeur économique UN CHARGE D'ETUDE STATISTICIEN-ECONOMISTE L.E.P. (ECO-FI) ou ENSAE ou maîtrise d'économie + formation statistique (BEP) quelques années d'expérience. Adresser lettre manuscrite, c.v. et photo, S/N° 8054M Le Monde Publicité, 5, rue de Montebello, 75007 Paris.

دولت، من قبل

**PERT - COMPTABLE DIPLOME**

INSTITUT DE L'EXPANSE

commercial JUNIOR

Allanz-Productiva

réseau des organisations commerciales

La Protectrice



كاتب في البحث

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mercredi 30 septembre 1987 37

Le Monde  
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

### EXPERT - COMPTABLE DIPLOME

Notre Cabinet est spécialisé dans l'expertise industrielle et financière pour le compte des Compagnies d'Assurances. Nous intervenons à ce titre dans le règlement de sinistres industriels.

Pour renforcer notre équipe, nous recherchons un expert-comptable diplômé, parlant Anglais couramment, ayant acquis 5 ans minimum d'expérience dans un cabinet anglo-saxon.

Après une période de formation à Paris et chez nos Correspondants aux USA, il sera chargé de l'examen et de l'examen de réclamations présentées par des industriels, soit en responsabilité civile, soit en pertes d'exploitation, puis de la rédaction et de la présentation de rapports.

Adresser CV, avec photo et prétentions sous réf: 68765 à  
Projets 12, rue des Pyramides 75001 Paris

### Recherche de cadres

PA Conseil en Recrutement est un département de PA Ressources Humaines, filiale française du groupe PA (2500 personnes dans le monde, 80 bureaux dans 22 pays). Numéro un incontesté du recrutement en Europe, PA connaît en France un développement de tout premier plan: + 35 % par rapport à 1986. Dans le cadre de cette très forte expansion, le bureau de Paris renforce ses structures et recherche aujourd'hui deux consultants supplémentaires.

#### Département banque

Ce département, leader dans son secteur est composé exclusivement d'anciens banquiers, souhaite intégrer un cadre bancaire confirmé (classe V, VI ou VII), diplômé de l'enseignement supérieur, et motivé par une formation et une spécialisation dans le métier de conseil en recrutement. Basé à Neuilly et bénéficiant de l'infrastructure du groupe, il utilisera les techniques d'approche les plus diverses (recherche directe, annonces...), entretiendra des relations permanentes avec les banques françaises et les banques étrangères établies en France et sera responsable d'un portefeuille-clients qu'il gèrera puis développera de façon autonome.

Four ces deux postes, la pratique courante de l'anglais est souhaitée. Ecrire à JP ROUGIER, en précisant la référence A/062M et le département choisi. (PA Minitel 36.14 code PA)

#### Département industrie

Ce département, qui intervient dans les secteurs les plus divers, est au service de l'industrie française depuis plus de 25 ans. Il recherche aujourd'hui un nouveau consultant âgé d'environ 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, et doté d'une réelle connaissance des techniques modernes du recrutement. Basé à Neuilly, il deviendra rapidement responsable d'un portefeuille-clients, et mettra au service de celui-ci la technicité qu'il aura acquise au sein de la direction du personnel d'un groupe industriel. Les candidatures émanant de personnes employées actuellement dans un cabinet-conseil ne sont envisageables que si elles sont assorties d'une expérience préalable en entreprise.

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

### L'INSTITUT DE L'EXPANSION

créé dans le cadre du Groupe Expansion, conçoit, organise et commercialise des séminaires de formation "TEMPLUS" destinés à des Cadres Dirigeants,

recherche un

### commercial JUNIOR

Chargé de vendre les produits de l'Institut, il établit, en liaison avec la Direction Commerciale, un plan de prospection. Il rencontre des Responsables de Formation, des Directeurs du Personnel, des Responsables opérationnels de Division ou des Chefs d'entreprise afin de leur vendre des séminaires de gestion du temps. Pendant les sessions, il assure un suivi commercial de ces contacts - qu'ils aient lieu à Paris au siège du Groupe, ou en Province.

Ce poste conviendrait à un **DIPLOMÉ D'ÉTUDES SUPÉRIEURES-COMMERCIALES** débutant, ayant prouvé au cours de ses stages ses motivations et ses aptitudes à la vente ainsi que son intérêt pour la vie des entreprises. La structure très légère de l'Institut, la qualité et l'enthousiasme de l'équipe qui la compose, devraient permettre à un excellent vendeur d'évoluer de manière très motivante.

Les dossiers de candidatures (C.V. + photo) - Réf. CL2 - seront adressés à **NICOLE JULHIET**:  
Groupe Expansion, 2 rue Bérangeur 75003 Paris.

### LA PASSION DE CONVAINCRE !

### CHEF DE PUBLICITE 210 KF +

A 28 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur (lettres, écoles de commerce...), vous avez acquis une expérience significative du conseil et de la vente, sur vos trois dernières années.  
De son côté, MEDIA P.A., agence de publicité spécialisée dans la communication de médium, propose d'une façon spectaculaire (CA 86 : 105 MF - CA 87 : 140 MF) grâce à ses convictions :  
- conseiller efficacement dans tous recrutements des interlocuteurs de haut niveau,  
- rendre les annonces plus attractives grâce à des textes et des créations graphiques spécifiques,  
- accéder sur une conception globale de la communication de recrutement.  
Nous avons une volonté commune : associer nos qualités et nos travaux ensemble.

MEDIA P.A. progressera ainsi grâce à vous, Chef de Publicité, qui voudrez rejoindre une équipe motivée : vous prospecterez, développerez et suivrez une clientèle d'entreprises.  
Passionné par votre travail, possédant des qualités évidentes d'écoute et un excellent sens commercial, vous évoluerez très vite, à l'image de notre société.

A vous de nous convaincre ! Contactez les collaborateurs d'ALLO-CARRIERS ou 02.15.74 du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h - Précisez la référence 639.  
Si vous ne pouvez pas téléphoner, écrivez votre dossier de candidature, réf. ANVIM à ALLO-CARRIERS - 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS.

02.15.74

### NORPICOM

### SECRETAIRE GENERAL (H. ou F.)

QUI SERA CHARGÉ :  
- de la diversification du GROUPE (presse écrite, radio, audiovisuel, télématique, affichage...),  
- de la gestion des filiales du GROUPE,  
- des relations avec les associés du GROUPE.

PROFIL : Candidat(e) de formation supérieure, ayant dirigé ou ayant participé étroitement à la direction d'une P.M.E. ou d'une filiale d'un groupe de sociétés.

### NORPICOM, un GROUPE qui associe :

- LA VOIX DU NORD :
- Les Caisses du CREDIT AGRICOLE (Aisne, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Somme) ;
- Les C.R.A.M.A. (Caisses Régionales d'Assurances Mutuelles Agricoles) de la Somme et de l'Oise ;
- SOFIPICARDIE, Société Financière commune au CREDIT AGRICOLE et aux Assurances Mutuelles Agricoles de Picardie ;
- LE COURRIER PICARD.

Envoyez c.v. et photo sous le n° 8 050, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

### Le Groupe Allianz-Protectrice

Filiales du 1<sup>er</sup> assureur européen

recherche le responsable des organisations commerciales de sa Direction des Risques d'Entreprises.

- Le poste, attaché au Directeur
- conviendrait à un candidat jeune (35/40 ans) ayant une formation supérieure (Ecole Supérieure de Commerce ou Ecole d'Ingénieurs) et une expérience professionnelle d'une dizaine d'années acquise en Compagnies ou dans le Courtage, dans le domaine des assurances de l'Entreprise;
  - requiert des qualités personnelles indispensables : dynamisme, sens de la communication et de l'animation;
  - implique de fréquents déplacements en province auprès de nos Délégations Régionales;
  - comporte la responsabilité :
    - de la mise en œuvre de la politique commerciale déterminée avec la Direction
    - de la fixation des objectifs de développement et des budgets
    - du contrôle et du suivi de l'activité.
  - la connaissance de langues étrangères (allemand, anglais) sera un atout supplémentaire.

Veillez adresser CV, photo et prétentions à:  
Allianz France - La Protectrice - Mme Rougé  
Cadex 32 - 92099 Paris La Défense

Allianz

La Protectrice

### ORGANISATION PROFESSIONNELLE

quartier Balle  
Recherche pour son service juridique de la formation professionnelle

### JURISTE DROIT SOCIAL (H/F)

Niveau DESS ou DEA, disponible immédiatement. Poste exigeant de bonnes qualités rédactionnelles et de contacts. Débutants acceptés. Connaissance de la législation de la formation professionnelle appréciée.

Ecrire sous n° 8045 M, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

### CRÉDIT LOGEMENT

Groupe crédit foncier de France  
Société financière, Paris-9<sup>e</sup>

### SPÉCIALISÉ DANS LE FINANCEMENT IMMOBILIER

Recherche pour son département CAUTIONNEMENT DE PRÊTS ACQUÉREURS

### ATTACHÉ DE DIRECTION

Ayant expérience des affaires et de la négociation pour mener à bien l'abandonnement des créances constituées sur prêts immobiliers dont le montant justifie une intervention dynamique et personnalisée.

Ce poste rattaché au service contentieux admettra une mobilité géographique fréquente de courte durée.

Adresser c.v., lettre manuscrite, photo, prétentions à:  
Crédit Logement, service du personnel,  
29, rue de Colisée, 75008 PARIS.

### DIRIGER L'AGENCE DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DU PAYS DE LORIENT

Le rôle de l'agence : favoriser l'implantation d'entreprises industrielles et de services dans le Pays de Lorient. Aussi la mission que nous confierons à notre Directeur sera d'assurer la promotion économique de la région auprès des interlocuteurs français et étrangers concernés; faciliter les relations entre les milieux économiques et les collectivités locales. Pour réussir dans cette mission, vous justifiez d'une expérience importante à un poste de Direction en entreprise ou dans une activité similaire. Votre aptitude aux relations d'affaires nationales et internationales et votre talent "d'apporteur d'affaires" sont des atouts.

Basé à Lorient, ce poste implique de nombreux déplacements. Merci d'adresser votre candidature s/réf. 424/M à Monsieur le Président de l'Agence de Développement Economique, Hotel de Ville de Lorient, 56321 LORIENT CEDEX.

### Société d'Etudes Marketing en forte expansion recherche un Commercial Etudes Marketing.

L'expérience de la vente de services aux entreprises est indispensable.

Adresser rapidement CV, photo et rémunération actuelle à

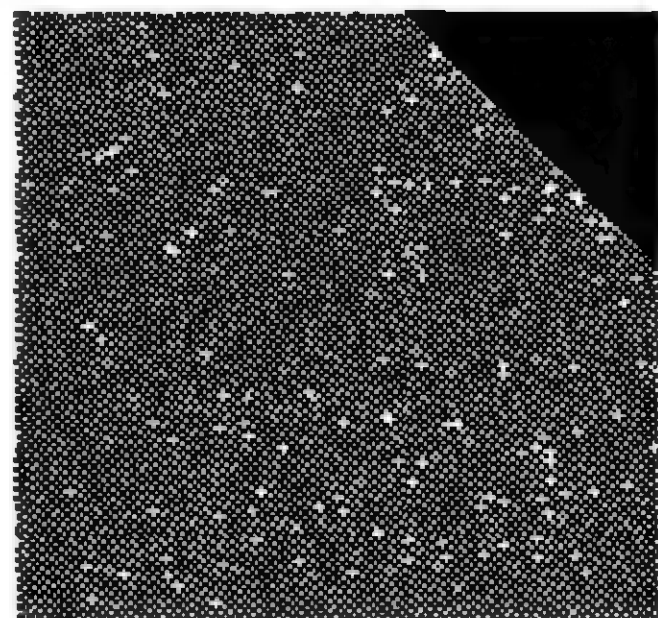
OBEA/IREQ 3, rue du Javelot 75013 PARIS



Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ADJOINT DIRECTEUR STRATEGIE-RESEAU



Nous sommes l'une des plus importantes banques françaises. Dans le cadre de notre développement, nous créons le poste d'adjoint de notre Directeur Stratégie - Réseau.

A 35 ans environ, diplômé X, Centrale, HEC ou ESSEC, vous avez une solide expérience (de 5 ans) en conseil à haut niveau, acquise dans un grand cabinet d'organisation.

Vous possédez tous les paramètres pour occuper ce nouveau poste de première importance : être l'adjoint de notre Directeur Stratégie - Réseau.

A ce titre, vous participerez à l'analyse de l'ensemble de nos problèmes et serez la mise en place des solutions retenues.

Si vous souhaitez solliciter ce poste dans une grande entreprise et profiter de réelles perspectives d'évolution, merci d'envoyer vos C.V. et présentations, sous la référence 4993, à

MEDIA BA, 71, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

DANS LA MONÉTIQUE AU CÔTÉ DU P. D.G. : UN DÉVELOPPEUR

300.000 +

Nous sommes en France, la filiale de distribution du leader européen des automates bancaires. Forts d'une technologie éprouvée, nous apportons de réelles solutions techniques et commerciales qui contribuent à la banque de demain. Pour assister l'équipe de direction dans certaines tâches sensibles, nous recherchons un collaborateur à fort potentiel.

Principalement chargé de l'ensemble des relations avec notre maison-mère, vous développerez l'implantation de nos activités en France. En tant qu'adjoint du notre PDG, vous serez chargé de certains dossiers relatifs à l'action d'une direction générale et suivrez ainsi de près notre croissance.

A 35 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, votre expérience professionnelle de type commercial/marketing... s'est déroulée dans les secteurs péri-informatique/bureautique, ou bien vous a permis de rencontrer le milieu bancaire, ou encore mieux, les deux. Vos fréquentes relations avec l'étranger et votre développement chez nous vous imposent de parler couramment l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence M3125, à l'attention de H. CARON, qui traitera ce dossier en toute confidentialité.

Coopers & Lybrand associés DIVISION RESSOURCES HUMAINES 58, RUE DE PONTHEU - 75008 PARIS

CHEF DE PUBLICITE H-F

COMMUNICATION D'ENTREPRISE

Faire communiquer les entreprises est notre métier. Publicité de recrutement et communication interne en sont les deux pôles. Agence spécialisée d'un groupe leader sur le marché européen, nous avons une forte volonté de développement et de qualité.

Votre rôle : rechercher et développer de nouveaux budgets. En véritable "chef d'orchestre", vous en assurez le suivi et la gestion.

Vos interlocuteurs : Directeurs des relations humaines, conseils en recrutement et directions générales.

Votre formation supérieure (BAC + 4) et une première expérience réussie de la vente sont indispensables. Outre des qualités de VENDEUR, vous avez une excellente culture générale, une bonne connaissance des entreprises, de l'aisance pour rédiger, de la rigueur... et beaucoup d'idées.

Nombreux déplacements en région parisienne et parfois en province.

Si vous vous êtes reconnu dans cette annonce, nous attendons votre candidature avec CV, lettre manuscrite, photo et salaire actuel s/référence M 28 M. PICARD - 149, rue Saint-Honoré, 75001 Paris, qui transmettra.

Choisir, c'est préférer.

Depuis plus de 25 ans, l'équipe d'ingénieurs de QUE CHOISIR élabore et met au point des méthodologies de testing pour apprécier les performances et les limites des produits concurrents sur leurs marchés.

Comme eux, vous êtes curieux, à l'écoute de l'actualité et de ses nouveautés, l'univers de la consommation au sens large vous captive. Il éveille votre intérêt et votre esprit critique.

INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE

Vous avez une expérience diversifiée dans l'industrie : BE, essais, qualité... Vous avez la capacité d'adaptation nécessaire pour traiter toute question technique, de la mécanique à l'électronique.

Vous avez le professionnalisme et les motivations indispensables pour vous intégrer et pourquoi pas, prendre à terme la tête de notre équipe «Etudes Techniques». Au cœur du grand spécialiste de la presse consommateur vous participerez à sa vocation dans la recherche permanente de la qualité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil, CPA, 3, rue de Liège 75009 Paris, sous la réf. 67 M 222.

GRUPE VOGATION



1<sup>er</sup> réseau FM français, 4,5 millions d'auditeurs quotidiens \*, 40 millions de bénéficiaires... et, seulement 6 années d'existence ! Cette notoriété et ce succès résultent de la force du concept, d'un management souple et pragmatique... et du dynamisme d'un réseau de 25 filiales.

Pour se développer encore, N.R.J. souhaite mettre en place plusieurs

DIRECTEURS DE FILIALE GENEVE, NANCY-METZ, BREST...

ANIMATEURS DE LEUR EQUIPE (commerciaux, gestion, animation), ils sont responsables des résultats (CA et rentabilité), PATRONS D'UNE VÉRITABLE P.M.E., ce sont des gestionnaires qui ont le souci de la rigueur et l'ouverture du développement.

Nous souhaitons rencontrer des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur ayant au minimum 4 ANNEES D'EXPERIENCE de la vente et de la GESTION D'UN CENTRE DE PROFIT dans une structure décentralisée.

De réelles perspectives d'évolution existent dans un groupe au développement rapide.

Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération actuelle, sous la référence 704161/M (à mentionner sur l'enveloppe).

\* Source médiamétrie juin 87

BK C BERNARD KRIEF CONSULTANTS 115, rue du Bac 75007 Paris. PARIS-LYON-NEW-YORK-MILAN

URGENTE MISSION LOCALE SON RESPONSABLE DU SECTEUR EMPLOI

Compétences disponibles 19/25, recherche

Pour accueil, suivi et travail d'équipe. Contrat à durée déterminée 1 an renouvelable en CDI. Disponible immédiatement. Salaire mensuel brut : 7 750 F + prime + 8 semaines congés payés.

C.V. + lettre + photo à envoyer le 29/10/87 à MISSION LOCALE CRETEIL 7, esplanade des Alyscamps 93400 Creteil (en cas de sélection).

Établissement privé d'enseignement à distance recherche

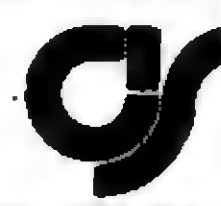
RESPONSABLES PÉDAGOGIQUES ET PROFESSEURS

— électronique — micro-informatique — mécanique — bureautique — biotechnologie — connaissance des matériels — analyse de la valeur. Ces postes s'adressent à des diplômés de l'enseignement supérieur ou à des BTS/DUT avec expérience. Lieu de travail : ROUEN. Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo, P. VERDEZ, 40, rue Saint-Eloi, 76000 ROUEN.

Vous savez écrire Vous avez nos idées Vous avez un peu d'expérience ou plus

LE TRAVAIL EN FREE-LANCE VOUS INTERESSE

Envoyer lettre + C.V. à : AMWAY FRANCE Service du Personnel, 14, avenue Franklin-Roosevelt, 92184 Antony, 92184 Antony.



INTERNATIONAL CIS

International CIS est la branche commerciale de Compagnie Oris Industrie (filiale biomédicale du Groupe CBA Industrie). La Société occupe une place de premier rang sur le marché mondial des biotechnologies (diagnostic et insuline) et recherche un :

MEDECIN HF Responsable Adjoint des Affaires Médicales

Vous connaissez les relations de INTERNATIONAL CIS avec la communauté médicale dans les domaines de l'évaluation des produits et de la qualité de l'information.

Vous participez, en étroite collaboration avec les équipes de la Direction Marketing, à l'élaboration de produits correspondant à la demande. Agé de 32/35 ans, doté d'une solide formation clinique, vous avez peut-être une première expérience industrielle.

Des compétences en médecine nucléaire seraient appréciées. Ce poste, basé à SACLAY (91), est à vocation internationale, implique des déplacements fréquents et nécessite une très bonne connaissance de l'anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations, sous référence 09733 M, à Catherine DUBIN.

Personnel conseil 86, rue de Lille 75007 PARIS



Créer un Cabinet de Recrutement

CONSULTANT PERFORMANT ou PARTENAIRE pour ASSOCIATION, RACHAT, PARTICIPATION

Société de prestations de services aux entreprises, nous créons un cabinet de recrutement à Paris ou en Province. Pour réaliser ce projet, nous recherchons un Consultant Performant possédant 5 ans minimum de pratique ou un partenaire pour Association, Rachat, Participation.

Merci d'adresser un dossier complet à Média-System, 2 rue de la Tour des Dames, 75009 Paris, Réf. EX 17044, à préciser sur l'enveloppe ainsi que le nom des sociétés auxquelles votre candidature ne doit pas être transmise. Confidentialité assurée.

Banque française de niveau international spécialisée dans la gestion de trésorerie et les opérations financières

recherche

CHEF COMPTABLE h./f.

ayant plusieurs années d'expérience.

Diplôme de base : D.E.C.S. complet. Connaissance de la comptabilité double indispensable.

Le dynamisme et la mobilité de nos opérations, la délégation de responsabilités à tous niveaux, l'ambiance d'équipe sont les principaux points d'intérêt de ce poste intimement lié à la raison d'être de la société. Quartier : Ecole.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite + photo + présentations SI n° 8112, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

La formation est pour vous un investissement qu'il faut optimiser, et cela vous passionne. Les hommes sont la richesse vive des entreprises et vous avez envie de les choisir. Venez nous rejoindre au poste

FORMATION RECRUTEMENT

en liaison avec le Directeur des Ressources Humaines et assisté d'une petite équipe.

Vous avez un diplôme de l'enseignement supérieur, une expérience concrète de la formation, une pratique confirmée du recrutement et une bonne connaissance de la législation sociale. Vous aimez les contacts et avez de bonnes capacités d'animation de groupe.

Filiale d'un groupe anglo-saxon, en forte croissance grâce à la diversification de nos activités et aux mutations technologiques, nous sommes la première société française d'études de marché (750 personnes). René PILLOY examinera votre candidature accompagnée d'une photo sous référence 930/M.

Nielsen Recherches Marketing 9, av. des 3 Fontaines 95000 CERGY.

Handwritten signature or note at the bottom of the page.



REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

LA MONETIQUE  
DU CÔTÉ DU P.D.G. :  
UN DEVELOPPEUR

100.000+

Choisir,  
c'est préférer.

INGENIEUR GENIE CIVIL

DECIN

AGENCE ADJUTANT DES ARMES MICHIEL

**Lyon**

Notre entreprise nationale de 2 000 personnes spécialisée dans la construction et la gestion de logements recrute pour sa Direction Régionale RHONE-ALPES-AUVERGNE (500 personnes) son

**Chef du service gestion du personnel**

Dans le cadre des procédures et de la politique sociale de l'entreprise vous devrez :

- prendre en charge la gestion du personnel et son administration,
- assister le Directeur de Région dans ses relations avec les partenaires sociaux et les instances représentatives,
- élaborer et suivre le plan de formation de l'établissement,
- traiter les contentieux sociaux.

Une formation juridique supérieure, un intérêt marqué pour ce métier pratiqué depuis quelques années, une implication et une communication permettant de développer le dialogue social ainsi que l'expression et la valorisation des collaborateurs de l'entreprise sont indispensables.

Merci d'adresser confidentiellement votre dossier sous référence 4024 JV à notre Conseil Jacques VUARIER

**argos** DEPARTEMENT CONSEIL EN RECRUTEMENT  
29, rue de la Vilette - 69018 LYON.  
Tél. : 72.34.59.39

PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL

**responsable applications et développement**

CHIMIE REGION PARISIENNE

Nous sommes la filiale française d'un grand de la chimie européenne. Une politique de groupe, des techniques de pointe et l'ambition permanente de nos produits comptent parmi les raisons incontestables du succès de notre développement.

Nous recherchons notre responsable Applications et Développement. C'est en étroite relation avec les filiales européennes et les autres laboratoires de recherche du groupe et surtout avec nos clients que vous élaborerez et ferez évoluer nos produits. Par ailleurs, avec votre équipe Applications et Développement dont vous assurerez l'organisation dynamique, vous serez également un interlocuteur nécessaire auprès de notre équipe Fabrication.

Ingénieur chimiste, vous avez une expérience recherche, applications ou développement, si possible dans le domaine des matières plastiques et ou des phénomènes ou dans des domaines adjacents. Vous maîtrisez l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence PA 40 à notre Conseil qui traitera votre candidature confidentiellement.

COGEPAN  
2, rue Louis David - 75016 PARIS  
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

**COGEPAN**

**KAESER COMPRESSEURS**

Siège à Lyon. Filiale française de Kaeser Kompressoren GmbH, un des constructeurs les plus importants de compresseurs à vis et à piston, 30 % du marché en RFA, Ca France 100 MF.

recherche

**SON CHEF D'AGENCE REGION PARISIENNE**

Basé à Nanterre, il sera chargé, sous la responsabilité du directeur général, de gérer l'agence et d'assurer son équipe de vente en vue de développer le chiffre d'affaires et de favoriser une meilleure pénétration des produits.

Profil :

- ingénieur ou technico-commercial,
- expérience dans la région de biens d'équipement industriel,
- connaissance de la distribution industrielle et des machines tournantes appréciées.

Adresser C.V., lettre manuscrite et photographies.

Ecrire sous le n° 6980, LE MONDE PUBLICITE.

**ORGANISATION PROFESSIONNELLE**

**A VOCATION EMPLOI ET FORMATION**

5.000 adhérents - Gérant 120.000.000 F par an.

**RECHERCHE**

**CONTROLEUR DE GESTION**

(30-35 ANS MINIMUM)

Directement rattaché à la Direction Générale  
Diplômé Ecole de Commerce ou Equivalent  
Capable de superviser le Service Comptable.  
Connaissances Informatiques requises.

ADRESSER CURRICULUM VITAE,  
photo et lettre de candidature manuscrite,  
précisant la fourchette de rémunération souhaitée  
à l'attention de M. de BLIGNIERES, 1 rue de Chazelles 75017 Paris.

**DELAHAYE RIPAUT S.A.**  
AGENT DE CHANGE, PARIS-2<sup>e</sup>

recrute

pour son équipe de marché obligataire

**UN(E) TRADER**

ayant plusieurs années d'expérience dans le domaine des négociations de blocs sur obligations et du trading institutionnelle.  
Méthodologie performante + maîtrise des cours performances.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photographies à :  
Gérard SCHMIDT, 178, rue Montmartre, 75002 PARIS.

**URGENT**  
pour présentement  
**UN ACHETEUR UN COMMERCIAL**

SECTEUR AERONAUTIQUE  
parfaitement bilingue anglais, portugais souhaités, postes internationaux 3 à 8 ans d'expérience dans le domaine commercial.

MARKET-ETT 43-35-44-00  
113, bd Sébastopol, Paris 2<sup>e</sup>.

Directeur Juridique et du personnel, 52 ans. Formation juridique de haut niveau et 4<sup>e</sup> Double exp. pluri-linguistique.  
- relations soc., gestion pers.  
- 10 ans conventions, négociations dans env. 500 pers. ch. press. variable dans env. ou cab. corps.

Ecr. à Contesse s/réf. 30 238, 22, rue de l'Opéra, 75001 Paris, qui transmettra.

**RECHERCHONS PROGRAMMEUR**

pour notre département et traitement de données  
BASIC, FORTRAN  
Instr. réél. 2 ans d'exp.

Ecr. c.v. Van Wassenborgh S.A., 20, rue de Mogador, 75008 Paris.

**Jeunes diplômés d'écoles de commerce (HEC, ESSEC, ESCP...), conjuguez informatique et information pour un marketing de pointe**

Schlumberger Technologies

Benson, seul constructeur européen d'informatique graphique, élabore au sein de Schlumberger Technologies les produits de la communication de données.

Benson vous offre de mettre à profit votre goût pour la technique, votre curiosité intellectuelle et votre esprit de synthèse.

RESPONSABLE DE L'INFORMATION MARKETING, vous gérerez, coordonnerez et synthétiserez toute l'information nécessaire à la fonction Marketing : presse, études de marché, information sur la concurrence... En permanence à l'écoute de toute source d'information en provenance d'Europe et du monde entier, vous serez chargé de publier les chiffres, indices, tendances, préalablement analysés par vos soins.

Cette gestion rigoureuse vous permet aussi de suivre les performances de BENSON produit par produit. Diplômé d'une grande école de commerce (HEC, ESSEC, ESCP...), vous avez un intérêt personnel pour l'informatique ou la micro-informatique. Vous parlez l'anglais couramment.

Si vous recherchez un marché et des produits passionnants qui évoluent dans un contexte international, merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous réf. 8712 à Schlumberger Industries, Direction du Personnel, 21 des Petites Halles, 1 rue Jean Lemoine, 94003 Créteil.

Important Groupe industriel français d'implantation internationale (électronique, informatique principalement, leader dans le secteur des télécommunications) recherche :

**FISCALISTE**

33 ans environ, formation ENI, titulaire d'une maîtrise de droit ou d'un diplôme équivalent et justifiant en matière de fiscalité des entreprises, d'une expérience professionnelle de plusieurs années acquise soit auprès d'une Direction des Impôts, soit au sein d'un Centre local des Impôts, soit dans une brigade nationale ou départementale des Impôts.

Ce poste, basé à Paris, est destiné à renforcer un service déjà existant rattaché à la Direction Administrative et Financière du Groupe. Rémunération intéressante et bonne possibilité d'évolution pour candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et présentations sous référence MF14 à notre Conseil Publi-Marketing, 156, Bd Haussmann, 75008 PARIS, qui transmettra.

Notre Cabinet est chargé par les Compagnies d'Assurances de l'expertise des dommages après accident ou incendie.

Nous recherchons un

**INGENIEUR A et M ou équivalent**

possédant 5 ans d'expérience industrielle, ayant un esprit de synthèse, des qualités de rédaction, un bon contact humain et parlant Anglais. Les possibilités de développement sont importantes.

La rémunération sera en fonction du candidat.

Adresser C.V. avec photo et présentations à :  
CABINET CHAPELLE 45, Avenue Trudaine 75008 PARIS

trailigaz

Leader mondial des applications de l'ozone  
Groupe de la Compagnie Générale des Eaux  
Banlieue Nord Est de Paris recherche

**INGENIEUR DE PROJET**

Diplômé ENSI - Débutant accepté  
Bonnes notions d'allemand indispensables.  
Adresser candidature manuscrite + photo + présentations à TRAILIGAZ  
29/31, Bd de la Muette  
95145 Garges Les Gonesse.

Entreprise de travaux publics recherche pour son siège à Lormbais-Perrot :

**SECRÉTAIRE DE DIRECTION TRILINGUE ESPAGNOL-ANGLAIS**

Pour département Amérique-Afrique

- Niveau BTS minimum, 5 à 10 ans d'expérience.
- Sens de l'organisation, esprit d'initiative.
- Grande disponibilité. Libre rapidement.

Adresser lettre manuscrite avec photo, présentations et C.V. à :  
Ecrire sous n° 8046 M. LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montesson, 75007 PARIS.

**INGENIEURS DIPLOMES**

DEPARTEMENT GENIE CIVIL TRAVAUX PUBLICS

Dans le cadre de l'extension de ses activités « clés en main », la filiale d'études d'ingénierie d'un important Groupe international du BTP recherche pour son siège situé en banlieue Ouest, des

Expérience d'au moins 5 ans en B.A. et B.P.  
Formation complémentaire CHEBAP et/ou aux USA très appréciée.  
Les candidatures de débutants de valeur seront examinées avec intérêt.  
Les candidats retenus intégreront l'équipe pluridisciplinaire en place au B.E. chargée de tous les grands projets d'ingénierie « clés en main » que le Groupe réalise dans le monde.  
La connaissance de la langue anglaise est indispensable ainsi qu'une ouverture et un goût pour l'utilisation de l'informatique scientifique.  
Les postes sont susceptibles d'une rapide évolution tant sur le plan des responsabilités que sur celui des rémunérations.  
Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, CV, photo et présentations, sous réf. 17691 à MEDIA SYSTEM, 2, rue de la Tour des Dames - 75009 Paris.

**TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ**  
recherche pour  
**LA DIRECTION DU PERSONNEL**  
au siège social à Paris

**PSYCHOLOGUE INDUSTRIEL CONFIRMÉ**

au niveau central de la société :

- Il assurera la coordination et le développement des SERVICES PSYCHOMÉTRIQUES ainsi que leur supervision ;
- Il conseillera en matière de TECHNIQUES D'INVESTIGATION à l'embauche ;
- Il participera à la GESTION DES CADRES.

PROFIL : ce poste convient à une PERSONNALITÉ AFFIRMÉE.

- Diplôme de l'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ;
- Ecole des psychologues praticiens ;
- INOP...
- Expérience de 10 ans en psychologie industrielle dans une grande entreprise, dans des fonctions :
  - Direction de services psychométriques.
  - Responsabilités en gestion du personnel.
  - Gestion des cadres...

Carrière assurée dans la fonction personnel au sein d'un grand groupe.

Ecrire sous le n° 6 973, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montesson, PARIS-7<sup>e</sup>.

**PARTENAIRE SECURITE INFORMATIQUE**  
Filiale de METHODES ET INFORMATIQUE

Offre de former à un métier de pointe avec une rémunération attractive un jeune

**CONSULTANT en Sécurité Informatique**

ayant au moins 2 années d'expérience informatique acquise dans une Société de Services et d'Ingénierie Informatique, un cabinet d'audit ou sur site utilisateur. La connaissance de l'environnement micro-informatique serait souhaitable. Après une formation à nos méthodes et outils, il interviendra au plan technique et commercial en formation, conception et réalisation de plans de sécurité ainsi que dans le domaine des projets méthodologiques.

Adresser lettre de candidature manuscrite, C.V. photo et présentations à M. Gérard COUTANT, F8, 7 rue Blanche, 75008 PARIS.



Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Groupes spécialisés dans le traitement industriel des déchets  
recherche son

## directeur commercial

Responsable du développement commercial, de la gestion et de l'animation des Ressources Humaines de la force commerciale nationale et export, de la gestion et du suivi de la vente de projets clé en main.

Profil : animateur et homme de terrain, vous avez environ 40 ans, une formation d'ingénieur consolidée par une expérience commerciale réussie, une bonne connaissance de l'environnement des collectivités locales et des marchés publics, une bonne maîtrise de l'anglais, de l'allemand.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Marie May Consultant, 49 rue Piot, 34000 Montpellier.

**RFI**  
Radio France Internationale

## Radio-France Internationale

Nous sommes la première radio francophone dans le monde : 80 millions d'auditeurs à l'écoute 24 heures/24 de nos programmes en français et en 11 langues étrangères. Nous recherchons notre

## DIRECTEUR TECHNIQUE

Rattaché au président directeur général, vous aurez la responsabilité d'une équipe de 80 techniciens. Il vous reviendra de définir et de mettre en œuvre de nouveaux projets d'équipement en matériels de production et de diffusion.

De formation supérieure grande école, vous avez environ 35 à 40 ans et vous souhaitez élargir vos responsabilités après une expérience réussie de 8 à 10 ans acquise dans le domaine audiovisuel (fabricants de matériels - BF, HF, - de sociétés de radios, télévisions).

Envoyez lettre manuscrite, c.v., présentations au service de Gestion du personnel de RADIO-FRANCE INTERNATIONALE, B.P. 5516, 75762 PARIS CEDEX 16.

Fédération Nationale des Transporteurs Audiatifs (FNATA)  
recherche pour son siège social à PARIS

## ADJOINT au SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

FONCTION : Essentiellement en contact et relation technico-commercial. 50% du temps au siège social, 50% en déplacement toutes régions, pour négociation et coordination auprès des chefs d'entreprises de transports adhérents à la FNATA.

PROFIL : Débutant diplômé d'une école supérieure de commerce ou de l'école supérieure de transports. Connaissance du langage basique.

Adresser CV + lettre manuscrite + photo à CONSILIA 5, rue de Lincoln, 4<sup>e</sup> étage 75008 PARIS

**Consilia**  
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

**LES ÉDITIONS MILAN**  
recherchent pour leur développement en leurs magazines pour adultes : TOUPIE, TOBOGGAN, DIABOLO, MIKADO et WAPTI.

Rédacteurs (trices)  
Rédacteurs (trices) en chef adjoints (es)  
Rédacteurs (trices) en chef  
Concepteurs (trices) maquettistes.

Les candidats doivent pouvoir justifier d'une expérience minimum de 2 ans dans ce secteur d'activité. Ces postes sont à pourvoir à TOULOUSE et à PARIS.

Envoyer c.v. + lettre d'intention + photo aux ÉDITIONS MILAN, 1, rue des Gestes, 31000 Toulouse. RÉ : CAND/PA/BM.

Chambre de Commerce et d'Industrie Interdépartementale Val-d'Oise-Val-de-France, rechte un

## CONSEILLER EN FORMATION H/F

Formation supérieure anglaise. Bonnes connaissances de l'anglais (niveau universitaire apprécié). Connaissance de la législation sur le formation. Goût des contacts et de la négociation.

Contrat à durée déterminée (1 an).

Poste à pourvoir rapidement à Saint-Ouen-l'Aumône (95).

Adresser lettre manuscrite, c.v. et photo à C.C.I.I., av. de Paris, 78011 VERSAILLES.

RECHERCHE

## SECRÉTAIRE COMPTABLE

bonne formation comptabilité et informatique.

Adr. c.v. directeur F.J.T. 32, r. H-Litot, 92700 Colombes.

Société Internationale d'Assurances recherche pour la France

## 1 INGÉNIEUR TECHNIICO-COMMERCIAL

minimum 30 ans. Formation supérieure AM ou ENSI ou équivalent, 3 ans d'expérience professionnelle minimum. Si possible connaissances courages assurances (souscriptions, vérifications, recherche d'affaires).

Envoyez C.V., photo et présentations à G. AIGOIN G B F 47, rue Le Peletier 75009 PARIS

**DEVELOPPEMENT**  
recherche

## psychologue consultante

Après une période de formation à nos méthodes, elle prendra progressivement en rôle de conseil auprès des Entreprises, basé essentiellement sur des évaluations psychologiques approfondies, dans le cadre de recrutements ou de promotions internes.

Elle sera une FORMATION SUPERIEURE en PSYCHOLOGIE avec une DOMINANTE CLINIQUE et une expérience d'un nombre élevé années, lui ayant permis d'acquies à la fois une bonne maîtrise des méthodes d'investigation psychologiques (Entretiens, Tests Métriques et Projectifs, ...) et une connaissance de l'organisation et de la vie des Entreprises.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 3392 M, à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

**DEVELOPPEMENT**  
10, rue de la Paix - 75002 Paris

**Agro-alimentaire marketing international**  
recherchons

## CHEF DE PRODUITS JUNIOR

- Diplômé grande école.
- Passionné par le marketing.
- Langues : anglais nécessaire, allemand souhaité.

Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et présentations : Ecrire sous le n° 8826 M, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

Laboratoire recrute

## ASSISTANT

pour rech. et enseig. en Statistique et Informatique. NV, 29 cycle, Hôpital Pég. Ouest. Ecrire sous le n° 8826 M LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montessuy, Paris-7<sup>e</sup>.

Ville région parisienne proche banlieue 55.000 hab. recherche

## DIRECTEUR H/F D'UN EQUIPEMENT CULTUREL DE QUARTIER

avec mission de participer au développement culturel de la ville. Solide expérience de gestion. Exp. prof. de l'animation culturelle.

Adresser candidatures et c.v. sous n° 8047 M LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montessuy, Paris-7<sup>e</sup>.

CARNETS DE CONSEILS JURIDIQUES MORD-PICARDE recrute

Groupes industriels agro-alimentaire recherche pour son département

## RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

deux Ingénieurs (niveau Chef de Service)

L'un est spécialiste des arômes alimentaires avec une expérience approfondie du domaine de l'aromatisation.

L'autre a une expérience éprouvée des diverses techniques assurant la conservation des produits alimentaires.

L'expérience professionnelle indispensable sera prise en compte pour les rémunérations.

L'anglais est exigé. Le poste est en région parisienne.

Prière adresser lettre manuscrite, photo, rémunération sous le n° 7751 à SOREL 45, rue Carnot, 78000 VERSAILLES.

GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS RECHERCHE POUR SON CENTRE D'INTEGRATION AERONAUTIQUE SITUÉ EN SOLOGNE (160 PERSONNES)

## RESPONSABLE SERVICE SECURITE

SA MISSION :

- Assurer la mise en œuvre et le suivi des actions de sécurité concernant la protection des personnes, des biens et du secret.
- Organiser la maintenance des installations de protection.
- Appliquer et faire appliquer les réglementations en matière de sécurité du travail, pyrotechnique, et de protection du secret.
- Collaborer à la sensibilisation et à la formation du personnel dans les domaines précités.

SON PROFIL :

Nous recherchons ce poste à un ingénieur possédant une expérience de 5 à 7 ans dans le domaine de la sécurité du travail. Sa connaissance du milieu pyrotechnique et de sa réglementation sera déterminante.

Pour un premier contact, adresser votre dossier de candidature à Solange MONTEL.

Plein Emploi - 10 rue du Mail - 75002 PARIS  
Conseils en ressources humaines

Notre groupe spécialisé dans la prévoyance collective et les régimes de retraite, recherche pour compléter son Service des Relations Extérieures

## UN DÉLÉGUÉ COMMERCIAL POUR PARIS ET LA RÉGION PARISIENNE

Ayant une bonne connaissance des régimes sociaux, une expérience de terrain réussie et le goût de la compétition.

Nous offrons au candidat, âgé d'environ 30 ans, le statut de salarié, une rémunération fixe, le remboursement de ses frais et une carrière évolutive dans le cadre d'une équipe dynamique et motivée.

Adresser lettre manuscrite, photo et C.V. sous réf. 13350 M à E.L.E.U. CONSEIL BP 86 - 94303 VINCENNES CEDEX

## CONSEIL EN DROIT DES SOCIÉTÉS OU FUTUR CONSEIL EN DROIT DES SOCIÉTÉS

pour prise en charge progressive de la responsabilité de suivi et du développement d'une clientèle.

La fonction suppose de l'ambition, ainsi qu'un esprit dynamique et commercial.

De bonnes connaissances en droit des sociétés ainsi qu'une pratique du droit des sociétés sont nécessaires.

Le cabinet offre d'intéressantes perspectives d'évolution de carrière.

Adresser c.v., diplôme, photo et rémunération actuelle sous n° 8049 M LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montessuy, Paris-7<sup>e</sup>.

Association de linguistes recrute 3 Députés régionaux Secteurs Paris, 75, 76, 77. Introduits aux CE et (ou) établissements scolaires. Envoyer c.v. + lettre à C.L.S. 44, rue de Cuito, 69004 Lyon.

LAFON, une Société suisse spécialisée dans le design et la fabrication d'emballage cosmétique, recherche

une personne

- d'environ 35 ans ;
- commerciale ;
- dynamique ;
- parlant parfaitement l'anglais ;
- se chargeant du développement Produit et Marketing.

Des connaissances dans le domaine de la cosmétique seraient un avantage.

Bon salaire et pourcentage sur CA.

Envoyer c.v., photo et présentations au journal sous le n° 7066 LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

**europcar**  
location de voitures

**europcar international**  
holding d'un groupe implanté dans 72 pays, recherche

**Oui, je peux.**

CENTRE DE PHYSIOLOGIE PARTICULIÈRE DE MARSEILLE recrute

## 2 ING. RECHERCHE POSTE CNRS

Exp. comm. : Etudes, conceptions, essais d'appareils pour expériences physiologiques part.

Ing. ELECTRONIEN Format. SUPÉLEC ou équiv., exp. activités électromécan., vidéo TV, haute fréquence ou radar.

Ing. MECANICIEN Format. A et M, CNAM ou équivalent.

Exp. ou affinées pour développement détecteurs physiques part. Labo dispose moyens modernes équipés, et de CAO.

Adr. c.v. : CPPM fac. sciences Luminy, Case 907, 13228 Marseille Cedex 9.

Rech. PROFESSEUR ANGLAIS à DOMICILE PARIS-9<sup>e</sup> 48-25-51-75 de 15 h à 19 h.

SOCIÉTÉ DE SERVICES spécialisée dans MAINTIENNE D'OUVRE ET MAINTIENNE TECHNIQUE recherche

## INGÉNIEUR

Formation Centrale, Centrale lycéenne ou similaire, spécialité génie climatique, perfectionnement par stage COSTIC apprécié. POSTE CADRE. Expérience en entreprise chauffage souhaitable.

Adresser lettre manuscrite de candidature avec c.v., photo et présent. sous n° 258 à L.T. ASSOCIÉS, 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.

VENDEUR DES LIVRES EN FRANCE ET À L'ÉTRANGER

Bas + 2 minimum. Déplacements fréquents. Anglais, allemand indisp. Véhicule fourni. Commission + frais.

C.V. à A. Van Givonien BP 31, 31380 Carbonne. Tél. : (16) 81-87-02-84. Le 2 octobre 1987.

LYCÉE PRIVÉ proche Montfermeil. ch. 2 prof. électrotech. ITS ou DUT. Tél. : (16) 76-48-02-44.

SOCIÉTÉ DE SERVICES spécialisée dans MAINTIENNE D'OUVRE ET MAINTIENNE TECHNIQUE recherche

## INGÉNIEUR

FORMATION E.S.T.P. BATHYMETRIE ou similaire pour poste CADRE avec responsabilité. Expérience de maîtrise d'ouvrage immobilière, bureaux et logements 2 ans minimum.

ADRESSER lettre manuscrite de candidature avec c.v., photo et présent. sous n° 227 à L.T. ASSOCIÉS, 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.

Société d'Expertise Comptable - Paris-10<sup>e</sup> recherche

## ASSISTANT(E) CONFIRMÉ(E)

de formation supérieure, parlant l'anglais, minimum 2 ans d'expérience avec certificats supérieurs.

Le (la) candidat(e) aura la responsabilité de missions de Commissariat aux Comptes et d'Expertise Comptable.

Adresser lettre manuscrite + c.v. + présentations à : ENOCBC, 37, boulevard Edouard, 75016 PARIS.

## UN AUDITEUR SENIOR

Le Département d'Audit Interne, outre sa fonction de contrôle, participe à l'amélioration des structures, de l'organisation et des performances du Groupe.

Le candidat recherché sera chargé notamment :

- d'audits opérationnels des filiales et du réseau,
- du développement des méthodes.

Son profil :

- 25 à 30 ans,
- diplômé Ecole de Commerce, DECS,
- parfaitement bilingue anglais,
- 2 ans d'expérience en cabinet,
- maîtrise des techniques de traitement de l'information.

Prière de bien vouloir adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence A 94, à la D.R.H. Europcar International, 65 av. E. Vaillant, 92100 BOULOGNE.

Handwritten signature or note at the bottom of the page.



ADJOINT au STAIRE GÉNÉRAL

Conseils

DEVELOPPEMENT

psychologue consultante

RESPONSABLE SERVICE SECURITE

AUDITEUR SENIOR

REPRODUCTION INTERDITE

L'IMMOBILIER

appartements ventes

2e arrdt RUE DE CLERY 2 p., ca. 34 m², 330 000 F. 3 p., ca. 43 m², 420 000 F. 4 p., ca. 55 m², 550 000 F. 5 p., ca. 70 m², 700 000 F.

5e arrdt CENSIER 1/2 P. 2 ch., 45 m², 420 000 F.

6e arrdt GEORGE-V 3 ch., 100 m², 1 500 000 F.

12e arrdt PTE VERSAILLES 4 ch., 150 m², 2 500 000 F.

13e arrdt PTE VERSAILLES 4 ch., 150 m², 2 500 000 F.

14e arrdt ALÉSIA 4 ch., 150 m², 2 500 000 F.

RASPAIL DENFERT 4 ch., 150 m², 2 500 000 F.

15e arrdt SUR AV. FOCH 4 ch., 150 m², 2 500 000 F.

BUGEAD 4 ch., 150 m², 2 500 000 F.

16e arrdt SUR AV. FOCH 4 ch., 150 m², 2 500 000 F.

ABESSES 4 ch., 150 m², 2 500 000 F.

QUARTIER GOUTTE D'OR 4 ch., 150 m², 2 500 000 F.

PROVINCE 4 ch., 150 m², 2 500 000 F.

appartements achats

EMBASSY SERVICE 4 ch., 150 m², 2 500 000 F.

locations non meublées offres

Paris 20, BD ORNANO 5 ch., 120 m², 1 500 000 F. 4 ch., 100 m², 1 200 000 F.

locations non meublées demandes

Paris UNION FONCIERE EUROPEENNE 4 ch., 150 m², 2 500 000 F.

locations meublées demandes

Paris INTERNATIONAL SERVICE 4 ch., 150 m², 2 500 000 F.

hôtels particuliers

91-BIÈVRE 4 ch., 150 m², 2 500 000 F.

maisons individuelles

BELLE MAISON PIERRE 30 KMS OUEST 4 ch., 150 m², 2 500 000 F.

terrains

PROPRIETES

PARC D'ORMESSON 94 4 ch., 150 m², 2 500 000 F.

LA FLECHE (72) A VOIRE 4 ch., 150 m², 2 500 000 F.

PROVINCE 4 ch., 150 m², 2 500 000 F.

appartements ventes

EMBASSY SERVICE 4 ch., 150 m², 2 500 000 F.

PROVINCE 4 ch., 150 m², 2 500 000 F.

PROVINCE 4 ch., 150 m², 2 500 000 F.

PROVINCE 4 ch., 150 m², 2 500 000 F.

PROVINCE 4 ch., 150 m², 2 500 000 F.

PROVINCE 4 ch., 150 m², 2 500 000 F.

PROVINCE 4 ch., 150 m², 2 500 000 F.

DEMANDES D'EMPLOIS

Cadre supérieur, 35 ans BANQUE IMMOBILIERE 10 ANS D'EXPERIENCE en crédits, acquéreurs et promoteurs. Etudier toutes propositions. Ecrire sous le n° 8055M, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessay, 75007 Paris.

INGÉNIEUR 45 ANS DISPONIBLE POUR TOUS PAYS ÉTRANGERS HABITUÉ AUX CONTACTS AVEC GOUVERNEMENTS, AUTORITÉS. Son expérience : dans importante société pétrolière internationale, planification, organisation, supervision opérations géophysiques, sismiques et maritimes, en Europe, Afrique, Moyen-Orient. Maîtrise parfaite de l'anglais. Son objectif : changer de cap et s'adapter facilement à un nouvel environnement professionnel.

DIRECTEUR INFORMATIQUE 46 ANS - 17 ANS D'EXPERIENCE. motivé par le pari à tirer des technologies de l'information dans les Entreprises. formé à l'école anglo-saxonne - bilingue français/anglais (15 mois aux USA). Cherche à rejoindre l'équipe de direction d'une grande entreprise. pour apporter les éclairages techniques et organisationnels en support de sa stratégie. pour conduire les adaptations, les mutations nécessaires.

INFORMATIEN CONSULTANT. Disponible pour missions organisationnelles, études de faisabilité, mise en place de services et de systèmes informatiques. 18 ans d'expérience. Tél. : 46-33-82-24 de 9 à 12 h. MANAGER ET INGÉNIEUR avec longue expérience en tant que directeur et directeur de ventes de la filiale allemande d'une grande entreprise française du secteur technique. Prospecteur par mailles. Juriste et IAE + Anglais recherchés une DIRECTION CENTRALE DES P.H. ou éventuellement poste de Consultant formation, organisation, gestion des P.H. (préférence région lyonnaise ou parisienne [dépasse médecine, néphrologie]). PARFRANCE Annonces, 75008 PARIS, qui transmettra.

JEUNE JURISTE MAITRISE DIT DES AFFAIRES. Expérience chez un conseiller juridique, recherche poste de juriste en entreprise. Paris et proche banlieue. Libre au 1er octobre 1987. 18 ans d'expérience. Tél. : 46-33-82-24 de 9 à 12 h.

JEUNE FEMME 24 ans, maîtrise de gestion + 2 ans M.B.A. New-York, maîtrise de gestion, maîtrise de la langue anglaise, maîtrise de la langue française, maîtrise de la langue espagnole, maîtrise de la langue italienne, maîtrise de la langue portugaise, maîtrise de la langue russe, maîtrise de la langue chinoise, maîtrise de la langue japonaise, maîtrise de la langue coréenne, maîtrise de la langue vietnamite, maîtrise de la langue thaïlandaise, maîtrise de la langue indonésienne, maîtrise de la langue philippine, maîtrise de la langue malaisienne, maîtrise de la langue indonésienne, maîtrise de la langue philippine, maîtrise de la langue malaisienne.

formateur professionnelle 1992, C'EST DEMAIN ! ET C'EST LE CFAD ! INVESTIR par la formation. Système de gestion. Demandeurs d'emploi. Emplois. Techniciens de grandes entreprises et de PME. INVESTISSEZ ! Appelés pour une formation. PAD, génie mécanique 718 H en centre + 156 H en entreprise. Niveau pré-polytechnique ou BAC + 2, du 5 oct. au 27 mai.

RECEPTIONNISTE 18 ans, exp. de réception d'hôtel en Espagne, dactylographie, Anglais, Allemand et Espagnol parlé. Recherche un emploi dans un hôtel de Paris ou BANLIEUE. Ecrire sous le n° 8045 M LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessay, Paris-7e.

ASSISTANT SOCIAL 47 ANS. Etudes sup. Exp. ind. coll. cherche empl. sur poste. Ecrire sous le n° 8036 M LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessay, Paris-7e.

MARKETING PUBLICITE CONCEPTION FILMS. JE SUIS publicitaire indépendante. Ecrire sous le n° 8051 M LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessay, Paris-7e.

CHAUFFEUR DE DIRECTION. Avec licenciement ou sans. Sect. stable, bon réf. Ecrire sous le n° 8052 M LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessay, Paris-7e.

Accessoires AUTO-RADIO

toutes grandes marques. Pour immédiate par. Portait à partir 135 F. AUTO-RADIO ALARME 41, av. P.-V.-Couturier en sortant du Métro. Pré de St-Denis. Tél. : 46-48-23-24.

Bateaux A VENDRE 800 000 F. Beau voilier hollandais 16 m x 4,50 m, 1928. Vieux Paris/Concorde. Côtage 05/57, moulin à vent. Tél. : 46-23-06-14.

Expositions Toujours en excellent état, exposition ambulante : LES GRANDS CONTEURS DU MERVEILLEUX. ET LEURS IMAGIERS. Créateurs entre 1788 et 1888. Disponible en novembre 1987. Pour la location, téléphoner au : 39-73-11-22.

Maisons de retraite CHATEAU DE BRION Prix Nigamas. Résidence pour personnes âgées. Ouv. le 1er oct. 1987. Tél. : (16) 86-91-92-56.

ASSOCIATIONS

Appels 19-20 Frontières. SOUS-BOIS, MUSIQUE, CHANT. COURS GRATUITS ENFANTS. Les parents et parents par SU XIANG-MING, artiste de grande renommée en Chine. Résidence : 70, avenue d'Ivry. Tél. : 46-83-82-96.

ETES-VOUS CERTAINS DE BIEN ENTENDRE ? LA SURETÉ est fréquente. La médecine actuelle solutions aux problèmes d'AUDITION. RESSERREZ-VOUS ! Association 1901, réponds en permanence : - sur appel : tél. 46-47-88-88. - sur tél. + rip. : 46-84-88-11.

MASSAGE AYURVEDIQUE Pour bébé et adulte. Système traditionnel hindou pour tous les âges. Diffusé par Suresh-yogi Anand, maître ayurvéda, formation et conseil. Tél. : 43-55-01-33.

SESSIONS ET STAGES THÉÂTRE Si vous avez envie de faire sans jamais l'oublier : le THÉÂTRE GRAND PUBLIC. Accueil tous âges, tous niveaux, sous direction pédagogique. - Tél. : 42-51-40-83.

LIÈRE & COLONIER « L'ART ET LA MANIÈRE DE L'ARCHITECTURE TRADITIONNELLE » DANIELE DUMAS 8 oct. 20 h. ALTECE 38, rue de Tolp. - 75003 Paris. Entrée lib. Tél. : 42-80-20-81.

HYPOSE PRATIQUE 10 h. 11 oct. - 9 h. 30 à 17 h. 30. Communiqué avec confiance : AFFIRMATION DE SOI 18 oct. - 9 h. 30 à 17 h. 30. Tél. : 47-48-02-62/46-62-14-74.

COURS D'ARABE Stages tous niveaux, le soir, le samedi matin, autres formules. Dites des cours, 2e étage, 10 rue de Valenciennes, 75002 Paris. Tél. : 46-33-82-24.

Relations humaines

Centre ABAC VAINCRE LA SOLITUDE. 100 ans de 36 ans d'expérience. PARIS, téléph. : 46-70-90-64.

Spécialités régionales (vins) MONTOUIS A.O.C. POUR CONNAISSEURS. 100 ans de 36 ans d'expérience. Paris, téléph. : 46-70-90-64.

Cours A.P. 1er prix conserv. donne à domicile cours piano, solfège. Tél. : 42-36-02-79 sep. 20 h.

Vacances Loisirs Sur les côtes de Vendée. VUE MER. A louer vacances au mois. Au 1-1-1-1, grand 2 pièces, cuisine, confort. Peut louer 4 personnes en 2 semaines. Libre à partir du 1er octobre. Prix abordable. Réservez vite ! Tél. : (16) 83-64-10-29, M. CARON.

ASSOCIATIONS

COURS Stages d'initiation tous niveaux. L'association THÉOLOGOS reprend son activité pour l'année 87-88. Cours pour tous, sur un thème et un thème 45-07-83 (16 h. 30 à 18 h. 30). 8, Impasse des Trois-Sœurs Paris 11e - M° Voltaire.

ATELIERS D'ÉCRITURE ELISABETH BENOIST 3, rue de Valenciennes, 75005 Paris. Tél. : 46-48-07-63. Documentation, ateliers, stages de sensibilisation : 19-20 sept. - 20-27 sept. ; 3-4 oct. ; 17-18 oct.

VICTOIRE SUR LE TABAC. Sans tabac et sans alcool, vous pouvez vous libérer progressivement du tabac. Notre exp. démontre et reconstruit depuis 5 ans vos neurones et débarrasse ceux qui vous gênent de l'addiction. Informez-vous : VICTOIRE SUR LE TABAC. Tél. : (11) 46-51-13-13.

COMMUNICATION. Journalisme, publicité, Relations publiques, Relations presse, cycle d'études complètes. Stages de formation. Tél. : 42-25-38-25.

CRÉATEURS D'ENTREPRISES. SE FORMER À LA GESTION. LA GESTION EN 5 JOURS. Un pari réalisable. Le 15 ou 22 octobre 1987, de 12 h à 18 h novembre 1987.

FORMATION PRATIQUE À LA COMPTABILITÉ. Cycle complet : 6 demi-journées, notions de comptabilité, travail sur les documents de votre entreprise, 1 séance tous les 15 jours, 16/20 heures : pays, reproch. bancaires, TVA, immob., assurances, gestion, clients et fournisseurs. A partir du 8 octobre 1987.

LA COMPTABILITÉ. La Centre national de formation à l'information organise à partir de janvier 1988 un cycle de formation professionnelle de 20 semaines pour préparer à leurs fonctions les futurs gestionnaires de services et médias. L'association régionale, une grande association, Revo : CNFA, 54, rue du Théâtre, 75015 Paris. Tél. : 46-76-86-86.



# Economie

## SOMMAIRE

■ Dans un entretien accordé au Monde, le président d'EDF définit la stratégie de son entreprise. (Page 43.) ■ A Washington, les discussions sur l'augmentation du capital de la Banque mondiale ont franchi une étape décisive, alors

que celles concernant l'accroissement des ressources du FMI marquent le pas. (Voir ci-dessous.) ■ Le projet de budget espagnol pour 1988 met l'accent sur une baisse de l'impôt sur le revenu,

tout en prévoyant un renforcement de la fiscalité indirecte. (Page 44.) ■ La CGT et FO lancent les premiers mouvements sociaux revendicatifs de l'automne. (Page 45.)

### Les réunions monétaires de Washington

## La voie est ouverte pour une augmentation du capital de la Banque mondiale

Préside par le ministre des finances et de l'économie nationale de Bahreïn, M. Ibrahim Abdul-Karim, la quarante-deuxième assemblée générale du FMI et de la Banque mondiale s'est ouverte mardi 29 septembre à Washington. La session, qui prendra fin jeudi 1<sup>er</sup> octobre, sera surtout marquée par un certain nombre de décisions de principe destinées à atténuer le poids de la dette des pays les plus pauvres et à fournir des ressources supplémentaires aux institutions internationales, même si les montants des sommes qui seront mises à la disposition de la Banque mondiale, sous forme d'une augmentation « substantielle » de son capital, et du Fonds monétaire, sous forme dans l'immédiat d'un accroissement de la « facilité d'ajustement structurel », ne seront pas encore déterminés.

WASHINGTON de notre envoyé spécial

En ce qui concerne l'augmentation générale du capital de la Banque mondiale, un pas décisif est franchi. Le comité de développement chargé de lui présenter un rapport sur ses besoins en capital d'ici au mois d'avril 1988. La voie est désormais ouverte à cette solution, pour laquelle il existait déjà un accord de principe et dont les États-Unis retardaient la mise en œuvre.

Dans la pratique, la Banque mondiale emprunte les ressources qu'elle traite, mais, ses statuts l'obligent à limiter ses prêts au montant de son capital souscrit (et non effectivement versé), elle ne peut plus s'engager au-delà de quelque 14 mil-

liards de dollars, alors qu'elle souhaiterait porter ses opérations à 20 milliards en 1990. Le capital souscrit est actuellement de quelque 60 milliards de dollars, auxquels s'ajoutent un peu plus de 15 milliards de réserve, soit un total approchant 80 milliards de dollars. La France et la plupart des pays européens, ainsi que le Japon, sont partisans d'un doublement. M. Edouard Balladur s'est expressément prononcé en faveur d'une augmentation du capital souscrit de quatre-vingt milliards.

Le plan Baker, lancé il y a deux ans à Séoul par le secrétaire américain au Trésor, consistait à inviter les banques commerciales à consentir de nouveaux crédits aux pays endettés, moyennant l'engagement par ces derniers de procéder à des réformes économiques et financières. Cependant, les banques n'ont guère répondu à l'appel. La nouvelle politique consisterait-elle à demander aux contribuables des pays riches à prendre le relais ? C'est l'interprétation que la presse américaine est encline à donner à l'évolution en cours, qui a conduit l'administration de Washington à accepter l'accroissement du capital de la Banque et, par conséquent, s'apprête à demander le vote des crédits correspondants au Congrès.

### Accord retardé sur l'augmentation des ressources du FMI

Le communiqué du comité de développement s'inscrit en faux contre cette façon de présenter les choses. On y lit que, dans l'esprit des pays participants, l'augmentation du capital de la Banque ne devrait pas être considérée comme un « substitut » des ressources d'origine privée mises à la disposition des pays débiteurs. Tel est, en tout cas, le vœu formulé.

Par contre, les discussions au sein du comité intermédiaire n'ont pas permis de dégager tout de suite un accord sur l'augmentation, qui devrait être substantielle, des ressources allouées à la « facilité d'ajustement structurel » (FAS), un des mécanismes d'intervention du FMI destiné à lui permettre d'accorder aux pays les plus pauvres des prêts à dix ans assortis d'un taux quasi symbolique (simple commission) de 0,5 %. M. Michel Camdessus, directeur général du FMI, a déclaré à la presse, ce contrepoint à certains propos (tenus par un ministre japonais), « on ne se trouvait nullement dans une impasse ».

Une décision positive sera bien prise avant la fin de l'année, conformément à l'engagement pris par les Sept à Venise. Reste à savoir si les ressources actuelles, qui s'élevaient à 3 milliards de dollars de tirage spéciaux (environ 4 milliards de dollars), seront triplées, comme l'a proposé le directeur général du FMI et comme le souhaite vivement M. Balladur, qui a promis une contribution française, au moins 500 millions de dollars. Le ministre allemand des finances, M. Gerhard Stoltenberg, a parlé d'un doublement.

Une décision attendue a été prise : la procédure dite d'accès élargi aux crédits du FMI a été de nouveau prorogée pour une année. Elle permet aux pays qui s'engagent à prendre des mesures renforcées pour rétablir l'équilibre et stimuler leur capacité de croissance économique d'obtenir pour trois ans un montant de crédits égal à 270 à 330 % de leur quota (avec un maximum de 90 à 110 % par an). Selon le communiqué, « la position de liquidité du Fonds reste satisfaisante », et ne constitue donc pas « un obstacle au maintien de ces limites ».

### L'imagination brésilienne

Le communiqué du comité intermédiaire fait enfin observer que « des initiatives unilatérales présentent de grands risques pour toutes les parties », allusion claire aux propositions faites au début de ce mois par le ministre des finances du Brésil, M. Luiz Carlos Bresser Pereira. Le projet brésilien revenait à forcer la main aux banques. Celles-ci auraient dû remplacer les créances qu'elles détenaient sur le Brésil par

■ M. Balladur « ministre des finances 1987 » ou « Euro-money ». — La revue britannique *Euro-money*, qui, depuis 1981, attribue chaque année un prix à celui qu'elle considère comme le meilleur ministre des finances, a choisi pour 1987 M. Edouard Balladur. Le ministre français de l'économie et des finances n'a pu que se déclarer « très heureux » de succéder ainsi à M. James Baker, le secrétaire au Trésor américain, sacré meilleur ministre des finances 1986. Le premier ministre, M. Jacques Chirac, a adressé un télégramme à M. Balladur, actuellement à Washington pour l'assemblée générale du FMI et de la Banque mondiale, pour le féliciter d'avoir été retenu, selon les termes de *Euro-money*, « pour son importante contribution à la libération de l'économie française et au développement de la coopération économique internationale ».

des titres obligataires remboursables en plus de vingt-cinq ans et ne représentant plus qu'une fraction, environ la moitié, de la valeur nominale des créances en question. Le piquant est que M. Bresser Pereira est un des vingt-deux ministres siégeant au sein du comité intermédiaire.

Il est vrai que, depuis lors, le Brésil, adossé par M. James Baker, secrétaire américain au Trésor, a mis de l'eau dans son vin. Les banques se verront bien offrir des obligations à long terme, qualifiées dans le vocabulaire consacré d'« obligations de sortie » (*exit bonds*), mais à titre d'option laissée à leur discrétion.

M. Balladur, qui devait s'entretenir dans l'après-midi de lundi avec M. Bresser Pereira, a, quelques heures auparavant, déclaré aux journalistes qu'il avait du mal à suivre les manifestations successives de l'imagination brésilienne.

PAUL FABRA.

## Des prévisions très optimistes pour l'économie française

Les prévisions économiques pour 1988 qui accompagnent le projet de budget de l'année prochaine ont-elles quelques chances de se réaliser ? Leur faiblesse saute aux yeux sur un point important : comment est-il possible d'envisager une progression de la consommation des ménages de 1,5 % en volume — ce qui est appréciable — alors que chacun sait fort bien que dès le mois de mai 1988, c'est-à-dire après l'élection présidentielle, les Français devront accepter un nouvel et important effort pour rééquilibrer les comptes de la Sécurité sociale ?

L'ampleur de cet effort est connu : 30 à 35 milliards de francs de cotisations supplémentaires et quelques milliards de francs d'économies de dépenses. Les sommes sont si considérables qu'on peut se demander si le gouvernement qui dirigera le pays au lendemain de l'élection présidentielle aura assez de rapport aux années précédentes, mais surtout augmentant plus vite que la demande mondiale (+ 2,2 %), ce qui signifie que notre industrie gagnerait des parts de marché.

Les autres éléments du compte apparaissent plus réalistes mais, au total, la croissance économique risque fort, l'année prochaine encore, d'être inférieure à 2 %, peut-être même à 1,5 %. On imagine plutôt une stagnation totale. Il est vrai que les pouvoirs

publics justifient leur « optimisme » — si l'on peut dire — par une baisse d'un point du taux d'épargne, qui reviendrait de 13,3 % du revenu disponible des ménages à 12,3 %. Mais l'on se demande bien pourquoi l'épargne, déjà réduite, continuerait de baisser. Un autre argument, plus sérieux, est celui de la hausse des revenus des entrepreneurs individuels, qui, grâce à la libération des prix, voient leur pouvoir d'achat s'améliorer.

Une autre surprise des comptes pour 1988 est la croissance relativement faible des importations (+ 3,7 %). Est-ce réaliste ? Il est bien évident que le chiffre retenu n'est pas neutre. Il sous-entend que, dans les ressources dont disposera la nation en 1988, une plus grande part proviendra de la production nationale par rapport aux achats à l'étranger. C'est le même raisonnement qu'on retrouve dans la croissance des exportations (+ 4,5 %), en nette reprise par rapport aux années précédentes, mais surtout augmentant plus vite que la demande mondiale (+ 2,2 %), ce qui signifie que notre industrie gagnerait des parts de marché.

On peut alors sérieusement s'interroger sur la croissance retenue pour la consommation des ménages : + 1,5 %. On imaginerait plutôt une stagnation totale. Il est vrai que les pouvoirs

ALAIN VERNHOLES.

### En dépit de certains progrès

## Les négociations commerciales entre le Canada et les États-Unis sont toujours dans l'impasse

MONTRÉAL de notre correspondant

A moins d'une semaine de la date limite fixée par le Congrès américain, les négociations entre le Canada et les États-Unis sur le libre-échange, interrompues le 23 septembre par Ottawa, sont toujours dans l'impasse. Aucune date pour la reprise des pourparlers n'a été fixée au cours de la réunion « exploratoire » de haut niveau tenue pendant plus de huit heures lundi 28 septembre à Washington dans les bureaux du secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, en présence du représentant spécial du président Reagan pour le commerce, M. Clayton Yeutter.

« Nous avons fait beaucoup de progrès dans de nombreux domaines », a reconnu M. Patricia Carney, ministre du commerce extérieur. « Ils seront évalués mardi lors d'une réunion à Ottawa », avec le chef du gouvernement canadien, a de son côté ajouté son collègue Michael Wilson, ministre des finances.

Les discussions s'achoppent toujours sur les mêmes points. Victimes des mesures protectionnistes votées par le Congrès depuis mai 1986 — au moment même où débataient les négociations sur leurs exportations de bois d'œuvre et de potasse, les Canadiens exigent la création d'un tribunal d'arbitrage des conflits commerciaux, dont les décisions seraient exécutoires. Ils réclament cette instance avec d'autant plus de vigueur qu'une nouvelle menace pèse sur les exportations canadiennes de pâtes et papiers vers les États-Unis, qui ont représenté 9 milliards de dollars canadiens (1) l'an passé. Le Congrès examine un effet de loi qui permettrait l'imposition d'importants droits compensatoires sur ces produits.

De leur côté, les Américains se contentent volontiers d'un simple comité consultatif, à l'image de celui mis sur pied dans le cadre des accords de libre-échange conclus entre Israël et les États-Unis en 1985.

Washington souhaiterait, par ailleurs, qu'Ottawa renonce à toute forme de contrôle sur les investissements américains au Canada, déjà largement facilités depuis l'arrivée au pouvoir de M. Mulroney en 1984. Ils représentent actuellement 122 milliards de dollars canadiens, soit les trois quarts du total des investissements étrangers au Canada. Constant que plus de 60 % de l'industrie canadienne sont déjà entre des mains américaines, les partis d'opposition considèrent qu'il serait politiquement suicidaire d'en accepter plus.

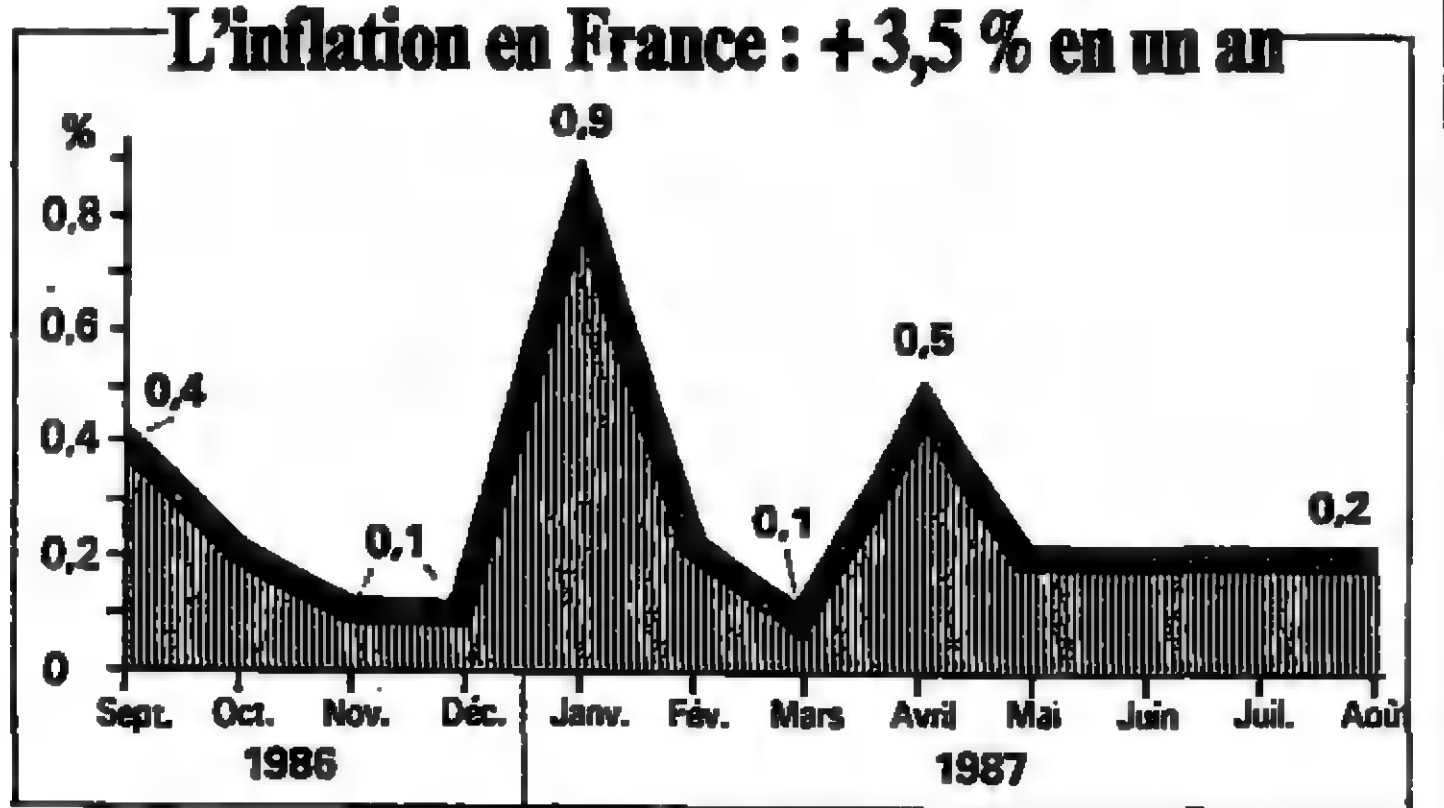
Le gouvernement canadien se refuse enfin à négocier une quelconque forme de libre-échange dans le domaine des industries culturelles et régionales à reconstruire les clauses de l'accord bilatéral qui, en 1965, a supprimé les barrières tarifaires dans le secteur de l'automobile. Ce « pacte de l'auto » est devenu, ces dernières années, plus profitable aux Canadiens qu'aux Américains.

Simon Reisman, le négociateur en chef canadien, avait estimé, dimanche, qu'il faudrait « un miracle » pour que les discussions reprennent,

pas le seul, dans la capitale américaine, à être convaincu de bien-fondé d'un tel accord.

MARTINE JACOT.

(1) Un dollar canadien vaut environ 4,60 F.



Les prix à la consommation ont progressé de 0,2 % en août et de 3,5 % sur douze mois, indique l'INSEE, confirmant ainsi ses premières estimations. Après une hausse de 0,2 % en juin comme en juillet, la tendance est proche de la moyenne de 3,4 % enregistrée dans la CEE. Mais l'écart avec la RFA reste de 2,7 points, les Allemands ayant enregistré une baisse de leur indice de 0,1 % en août. Le mois dernier, les prix des produits alimentaires n'ont guère changé, progressant, comme en juillet, de 0,1 %. Les services se sont assagis et n'ont augmenté que de 0,2 %, en dépit d'une hausse traditionnelle à cette époque de la hausse des locations de résidences secondaires et de terrains de camping. Sur douze mois, leur progression reste malgré tout forte : 5,8 %.

Autre facteur inflationniste, attendu celui-ci, les prix des produits énergétiques, qui interviennent pour près d'un dixième dans l'indice, ont augmenté de 1,1 %, les seuls produits pétroliers progressant de 2 %. Sur douze mois ces derniers ont augmenté de 7 %, confirmant la fin de la période béni de la « hausse pétrolière », due à la chute des cours de 1986. Notons par ailleurs l'influence sur l'indice d'août du relèvement de 2 % du prix du tabac. En revanche, les produits pharmaceutiques sont en baisse. Depuis le début de l'année, l'inflation s'inscrit au total à 2,6 % en France, le nouvel objectif gouvernemental étant de 3,4 % sur l'ensemble de 1987.

(Publicité)

### Préfecture de la Guyane Aménagement hydroélectrique de petit saut sur le fleuve Sinnamary Avis d'enquête publique

Monsieur le préfet, commissaire de la République de la région Guyane, fait connaître qu'il sera procédé à une enquête publique relative à l'avis-projet, comportant une étude d'impact sur l'environnement, présenté par Electricité de France — centre de Guyane, boulevard Jéhu, B.P. 70 — 97322 Cayenne Cedex, à l'appui d'une demande de concession avec déclaration d'utilité publique, pour l'aménagement et l'exploitation d'une chute d'eau de petit saut sur le fleuve Sinnamary, entre la cote 35 M et la cote 44 M.

La Commission d'enquête est composée des personnes suivantes :

— M. Morissau Yves, ingénieur des travaux agricoles, professeur au L.E.P.A. Sautai, président de la Commission d'enquête ;

— Mme Guisane Lucie, inspecteur du travail ;

— M. Berghès François, professeur de physiologie en disponibilité.

Les pièces du dossier d'enquête seront déposées à la préfecture de la Guyane et dans les mairies de Sinnamary, Kourou et Saint-Elie, durant la période du 16 octobre 1987 au 20 novembre 1987 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance tous les jours ouvrables aux heures d'ouverture habituelles des bureaux.

Un registre d'écoutes, déposé à la préfecture et dans les mairies susvisées, sera tenu à la disposition du public pour recevoir ses observations sur le projet.

Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront également être adressées, par écrit, au président de la Commission d'enquête à la préfecture de la Guyane.

Un membre de la Commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations :

— A la mairie de Kourou, le 28 octobre 1987 de 9 h à 13 h ;

— A la mairie de Sinnamary, le 29 octobre 1987 de 8 h à 12 h ;

— A la mairie de Saint-Elie, le 9 novembre 1987 de 9 h à 13 h.

Il pourra être pris connaissance des conclusions motivées de la Commission d'enquête, qui seront déposées un mois environ après la clôture de l'enquête, à la préfecture et dans les mairies de Sinnamary, Kourou et Saint-Elie, pendant un an.

Le préfet, Commissaire de la République de la région de la Guyane, Commissaire de la République du département de la Guyane.

JACQUES DEWATRE

### PRÉFECTURE DU VAR AVIS D'ENQUÊTE

#### Commune de Vinon-sur-Verdon

La construction d'un poste E.D.F. 400 X 225 Kv sis lieu-dit Boute sur la commune de Vinon-sur-Verdon et sur la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de la commune de Vinon-sur-Verdon.

Le Préfet, Commissaire de la République du département du Var informe le public du projet de construction d'un poste E.D.F. 400 X 225 Kv sis lieu-dit Boute sur Vinon-sur-Verdon.

A cet effet, par arrêté préfectoral en date du 10 septembre 1987, il a ordonné :

— l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique pour la réalisation du projet susvisé ;

— l'enquête publique portant sur la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de Vinon-sur-Verdon.

Ces enquêtes conjointes seront conduites par M. Claude Dubout, désigné le 30 juin 1987 par le président du tribunal administratif de Nice, et se dérouleront du 16 octobre au 16 novembre 1987.

Pendant toute la durée des enquêtes, un dossier ainsi que des registres destinés à recueillir les observations du public seront déposés à la mairie tous les jours ouvrables aux heures habituelles d'ouverture.

Toute personne pourra en prendre connaissance aux jours et heures indiqués ci-dessus (les samedis, dimanches et jours fériés étant toutefois exceptés), et consigner ses observations sur les registres ou les adresser par écrit au commissaire enquêteur (mairie de Vinon-sur-Verdon) qui les visera et les annexera auxdits registres.

En outre, le public pourra être également reçu par le commissaire enquêteur qui se tiendra à sa disposition à la mairie les 16 octobre, 29 octobre et 16 novembre 1987 de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

A l'issue de la procédure d'enquête, une copie du rapport du commissaire enquêteur sera déposée à la préfecture du Var — Direction des Actions de l'Etat — Services Urbanisme et Logement, — et à la mairie.

Toute demande de communication du rapport devra être adressée à M. le Préfet, Commissaire de la République du département du Var.

### RELEVEZ LE DÉFI EUROPÉEN AVANT 1992

## LES ASSISTANTES DE DIRECTION ONT LEUR ECOLE EUROPÉENNE DE MANAGEMENT AVEC

L'ESAM Première école française habilitée à préparer un diplôme européen.

UN JOB ASSURÉ : selon les entreprises, il recouvre sur 11 un secteur des assistantes de direction trilingues, ayant les responsabilités, maîtrisant la micro-informatique et la bureautique, la communication dans l'entreprise en France et à l'étranger.

UNE FORMATION INTENSIVE : 11 mois en France, 5 en Colombie ou en Allemagne, 5 en entreprise.

ADMISSION directe en 2<sup>e</sup> année : niveau DELF, DUT, BTS...

**ESAM**

ECOLE SUPÉRIEURE D'ASSISTANTES DE MANAGEMENT  
Membre de groupe IGS  
et de l'Académie Européenne de Secrétariat de Management

Bon à retourner à ESAM, 68, av. de Villiers, 75017 Paris - Tél. 47-86-84-22

Nom : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_

souhaite recevoir une documentation

مكتبة ابن بطوطة





# Economie

## Un entretien avec le président d'EDF

(Suite de la première page.)

- Vous êtes dans la situation classique de l'industriel qui a prévu un peu large.

- Un peu large, oui. Cela s'explique aisément. D'une part, dans l'énergie, il est infiniment plus dommageable d'être un peu court que d'être un peu long. Il est donc évident que mieux vaut viser un peu large. D'autre part, nos centrales ont la meilleure disponibilité du monde. D'anciens calculs visaient à faire aussi bien que les Américains, c'est-à-dire à construire des centrales capables de fonctionner 60 % du temps dans l'année. Nous en sommes à 80 %. C'est aussi ce qui donne une apparence d'abondance. Nous avons l'air un peu « gras ».

- Quelles conclusions en tirez-vous sur le rythme de commandes des centrales ? En 1987 comme en 1988 une seule tranche était prévue, Fane à Chooz, la seconde à Civaux. Faut-il ralentir encore ?

- Nous allons essayer de lisser un peu plus. Mais ce ne sont plus les nécessités énergétiques qui commandent le rythme d'engagement. C'est la vitesse critique pour l'industrie nucléaire française. On pourrait calculer de façon théorique un rythme idéal pour EDF : aucune commande pendant trois ou quatre ans, puis une tranche et demi par an, puis deux tranches par an. Mais ce n'est pas réaliste. On ne peut pas demander aux industriels de passer de quatre à cinq tranches annuelles à zéro, puis de repartir au rythme de deux, etc. Il va falloir lisser, mais sans mettre l'industrie française en état de perte de vitesse. Sinon, comme un avion, elle risque de tomber. Ce n'est pas facile. On est déjà à un rythme très bas.

- Peut-on envisager de « sauter » l'année 1988 ?

- Du point de vue énergétique, oui. Du point de vue industriel on va voir. Nous souhaitons pendant quelques années une vitesse aussi faible que possible, mais compatible avec la survie de notre industrie nucléaire.

- Superphénix rencontre de graves difficultés. Dans ces conditions, estimez-vous nécessaire la commande d'un second surgénératateur ? A quelles conditions économiques ?

- La voie des surgénératateurs garde un grand intérêt, mais nous ne sommes pas très pressés. La perspective d'une pénurie d'uranium s'est considérablement éloignée, bien au-delà de trente ans en tout cas, ce qui ôte à cette filière une partie de son avantage et son caractère d'urgence.

- Pour l'instant, les réacteurs à neutrons rapides (autre dit, les surgénératateurs) ont des per-

formances économiques éloignées de ce qu'on pouvait espérer. Profitez du temps qui nous est donné pour les améliorer. Il faut dire aux équipes : pendant trois, quatre, cinq ans si besoin est, reprenez les études, tirez les enseignements de ce qui existe, et préparez un programme qui permette d'amener les réacteurs rapides, sinon au même niveau économique que la filière à eau sous pression, du moins très près de celui-ci. Cela permettrait d'envisager de passer à une échelle industrielle dans dix, quinze ou vingt ans.

- De combien faudrait-il réduire les coûts ?

- Il faut les diviser par deux. Ce n'est pas inaccessible. Le coût des cellules photovoltaïques a bien été divisé par vingt. Superphénix est un prototype. C'est une



étape. La première à l'échelle industrielle. Il y en aura d'autres. Mais il faut pour s'y engager un espoir raisonnable de produire une centrale économiquement viable, c'est-à-dire à peine plus chère que le nucléaire classique.

- Sinon ?

- Sinon, nous pourrions être amenés à une révision déshonorante, si nos équipes reviennent dans cinq ans en disant « c'est impossible, cette filière sera toujours 50 %, 80 % ou deux fois plus chère que la filière actuelle ». Nous serons peut-être conduits à réviser nos plans. Ce serait un crève-cœur, car notre avance mondiale dans ce domaine est une promesse de victoires à venir.

- Le tout nucléaire : un slogan un peu dépassé ?

- Le pari du « tout nucléaire » d'EDF n'est-il pas aujourd'hui un peu dangereux ? N'envisagez-vous

pas d'étudier le recours à d'autres sources d'énergie, comme le charbon, pour diversifier les risques ?

- Nous le faisons déjà. Le « tout nucléaire » est un slogan un peu provocateur et un peu dépassé. D'une part, l'hydraulique nous rend de grands services, et à terme nous construirons de nouveaux ouvrages. D'autre part, nous réfléchissons déjà à ce que sera la centrale au charbon de l'an 2000. Elle devra être rigoureusement non polluante, car les exigences de l'opinion iront en se renforçant. Mais nous ne sommes pas boucoulés. Ce n'est pas une priorité, mais nous y regardons de très près.

- La grande période d'équipement est terminée. Il faut désormais gérer le parc nucléaire pour obtenir de l'électricité à moindre coût. Allez-vous réorienter les effectifs, les investissements, voire la politique commerciale dans ces perspectives ?

- Nous sommes passés par un sommet à six tranches commandées en un an. Nous allons tomber beaucoup plus bas.

- Les effectifs, à l'évidence, en seront touchés. Mais c'est une situation que nous savons gérer. Les effectifs d'EDF étaient stables depuis deux ans, après avoir beaucoup gonflé entre 1981 et 1982, à l'occasion du passage à trente-huit heures. Ils vont baisser. Un peu partout, et pour des raisons diverses. Dans le secteur de la construction des centrales, c'est évident. Ailleurs, ce sera l'effet des progrès de productivité. Nous allons vers une civilisation sans papier, certains métiers vont peut-être disparaître. Il n'est bien sûr pas question de revenir sur les contrats à vie des agents. Nous ne licencierons pas. Nous jouerons sur les départs naturels. Nous permettrons aux salariés de recevoir une formation complémentaire pour faire un nouveau métier. EDF le fait depuis longtemps. Il faudra peut-être changer d'échelle, passer à une vitesse supérieure.

- Quant à la gestion du parc de production nucléaire, nous avons encore des marges de progrès technique qui se chiffrent en milliards de francs. Le nucléaire est une industrie encore jeune. Nous devons être prudents, et avant tout maintenir le niveau de sécurité.

- Et les investissements ? L'an dernier, il y a eu des sommes graves. EDF avait promis de donner la priorité à la distribution.

- La décroissance importante et rapide des programmes de construction de centrales devrait nous permettre, d'une part, de diminuer globalement notre programme d'investissements et,

d'autre part, de réaliser un transfert partiel vers les réseaux.

- En ce qui concerne la qualité du produit, nous ne sommes pas au niveau où devrait se trouver un pays comme la France, nous sommes moins bons que nos grands voisins. La qualité du service est préoccupante pour notre clientèle industrielle, surtout les PME et PMI, qui n'ont pas les moyens de s'offrir un onduleur permettant d'avoir un courant parfait. Or ils sont de plus en plus informatisés, ce qui rend de plus en plus fâcheuses les conséquences des coupures. Notre objectif consiste à nous placer à un bon niveau européen d'ici dix ans.

- Cette priorité aux clients industriels va-t-elle aussi se traduire dans les tarifs ? Peut-on dire qu'après une belle bagarre avec Pechiney et le ministère de l'Industrie la hache de guerre est enterrée ?

- On peut le dire. Dans la grande industrie, une immense majorité d'entreprises s'attachent pas une importance particulière à l'électricité, qui n'entre dans leurs coûts qu'à hauteur de 1 % à 1,5 %. Mais, pour d'autres, l'électricité est une question presque de vie ou de mort, une composante très importante de leurs prix de revient. Pour ceux-là il faut faire du sur-mesure. On a fait trop longtemps du prêt-à-porter. Nous avons réussi avec Pechiney, puis avec Atochem. Il faut maintenant aboutir avec tous les clients pour

lesquels l'électricité joue un rôle important ou très important. Pour cela, il faut parler. Nous avons des idées reçues sur leurs besoins. Eux, sur notre rigidité tarifaire. Il faut mettre toutes les données sur la table, et travailler dans un esprit de partenariat complet. Je suis persuadé que nous pourrions trouver des solutions qui, sans combler aucune des deux entreprises en présence, seront néanmoins satisfaisantes et profitables pour les deux parties.

- L'objectif de qualité ?

- Et la qualité de service pour le client de base ?

- Elle peut s'améliorer, notamment en région parisienne, qui ne donne pas l'exemple ! C'est une de nos toutes premières priorités. L'objectif de qualité est maintenant l'ossature de notre projet d'entreprise. Cela ne se décrète pas, bien sûr, mais on peut faire souffler un autre esprit. Nous pouvons mobiliser les jeunes et les enthousiastes. S'il reste un noyau de réfractaires, on pourra toujours leur faire honte...

- Vous avez récemment laissé entendre dans l'Agèff qu'après deux années de bénéfices les comptes d'EDF seraient de nouveau au rouge cette année. Dolt-on conclure qu'EDF est condamné à perdre de l'argent, sauf circonstances exceptionnelles, comme la baisse des cours du dollar, du charbon, du pétrole ?

- Cette année, le résultat devrait être équilibré, à 200 millions de francs près en plus ou en moins, mais nous risquons fort. C'est vrai, de retomber dans le rouge. C'est un problème de tarifs. L'entreprise, elle, a rempli tous les engagements prévus dans son contrat de plan, et au-delà. Elle a amélioré ses résultats. Le contrat de plan prévoyait une baisse du prix de revient de 3 % l'an. Depuis trois ans, nous avons fait mieux, de l'ordre de 3,5 % par an. La différence avec nos bons résultats de 1985 et 1986 tient au fait que, au lieu d'augmenter comme prévu les tarifs de 1,5 point le 15 février dernier, nous avons dû pour la troisième fois consécutive baisser nos prix. L'effet de cette dernière mesure par rapport à ce que nous attendions dépasse 2,5 milliards de francs. Il ne faut pas s'étonner...

- Le gouvernement a voulu que les consommateurs bénéficient non seulement de l'ensemble des événements exceptionnels (baisse du dollar, notamment), mais aussi de la totalité des efforts de gestion de l'établissement. Eh bien, on retombe à zéro, et le désendettement sera pour demain !

- A quel point est ennettement pèse-t-il ?

- Nous sommes en valeur absolue l'entreprise la plus endettée de France : 220 milliards de francs, c'est considérable.

- Les charges financières représentent 20 %, un cinquième du prix de revient. Nous voulons réduire cet endettement le plus vite possible, mais malheureusement ce n'est pas pour demain. Nous n'avons pas encore atteint le sommet de la courbe. Il faut prendre dès maintenant des mesures courageuses. Mais la dette ne diminuera pas avant 1990. Qu'il faille apporter notre pierre à la lutte contre l'inflation, d'accord, mais qu'on confisque la totalité des subventions, qui ne se produisent qu'une fois, et des efforts de la maison, pour en faire bénéficier à court terme la clientèle sans qu'un franc puisse servir au désendettement, me paraît excessif. La preuve en est que nous terminerons l'année à zéro. Ce n'est pas une politique sage, y compris pour notre clientèle. Car, si on continue à nous jouer des tours, nous ne pourrions plus tenir notre engagement d'une hausse de tarifs limitée à un point au-dessous de l'inflation, et les charges financières prendront une part encore plus importante dans notre bilan.

- Que souhaitez-vous pour l'an prochain ?

- Le contrat de plan, rien de plus. Nous pourrions même largement oublier le passé...

Propos recueillis par VÉRONIQUE MAURUS.

### Le consensus nucléaire a vécu

L'effet Tchernobyl aura finalement au raison du fameux « consensus nucléaire » français. Un sondage réalisé en mai dernier par le CREDOC (1) et publié par le ministère de l'Industrie le révèle : pour la première fois depuis le début de la décennie, il y a désormais plus de Français hostiles au développement de l'électricité nucléaire (48 %) que de favorables (48 %), les « incertains » n'étant que 3 %.

C'est un renversement complet de tendance, qui amorcé l'an dernier juste après la catastrophe (28 avril 1986), s'est encore accentué depuis. Alors que de 1981 à 1985, le nombre d'avis positifs n'avait cessé de s'accroître, passant de 58 % à 67 %, ils n'étaient plus que 51 % en octobre 1986, et ils ont encore diminué depuis (48 % en mai 1987).

Enfin, un dernier élément traduit la crise de confiance des Français vis-à-vis du parc électrique : c'est le prix de l'électricité que l'on craint maintenant de voir le plus augmenter dans les cinq années à venir (à 38 %), alors que jusqu'en 1985 les produits pétroliers étaient la bête noire...

V. M.

(1) Cette enquête a été réalisée, en mai 1987, auprès de deux mille personnes représentatives de la population française de dix-huit ans et plus, par le CREDOC (Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie), pour le compte du ministère de l'Industrie, de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie et d'EDF.

# L'Amérique ne s'arrête pas à New York, British Airways non plus.\*



Avec 18 villes en direct de Paris-Londres, British Airways est la première compagnie européenne sur l'Amérique du Nord. New York, ce n'est pas l'Amérique, et il n'est pas rare que vous vous rendiez à Los Angeles, Chicago ou Boston, pour affaires notamment. Quoi de plus agréable, alors, que de s'arrêter à Kennedy Airport pour un transit infernal ou d'affronter les embouteillages entre Kennedy et La Guardia ou Newark. Avec British Airways, tout se passe à Londres Heathrow, par le Terminal 4, rapidement et simplement. Après tout, pourquoi aller à New York, si vous n'y allez pas ?

\* Au cas où vous voudriez vous rendre à New York, sachez que chaque semaine, British Airways assure plus de vols sur New York que n'importe quelle autre compagnie européenne.

BRITISH AIRWAYS

LES ASSISTANTES DE DIRECTION ONT LEUR ECOLE EUROPEENNE DE MANAGEMENT AVEC ESAM



### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## BANCA COMMERCIALE ITALIANA

Société par actions - Siège social Milan  
Registre des Sociétés n° 2774 - Tribunal de Milan  
Capital Social : 1.050.000.000 Litres - Réserve Légale L. 149.000.000 Litres  
Banque d'épargne nationale

### Substitution des certificats en circulation représentatifs des actions ordinaires

Nous informons Messieurs les Actionnaires qu'à compter du 1<sup>er</sup> Octobre 1987 nous effectuerons la substitution des certificats en circulation représentatifs des actions ordinaires, qui ont attaché les coupons 28, 29 et 30 seulement, par des titres de nouvelle émission avec les coupons du numéro 28 au numéro 47.

L'opération de substitution pourra être effectuée à compter du 1<sup>er</sup> Octobre 1987 jusqu'au 31 Décembre 1987 aux Caisses chargées mentionnées et ensuite seulement aux Filiales de la Banca Commerciale Italiana.

Les titres de nouvelle émission seront disponibles, dans la mesure du possible, à Monte Titoli S.p.A.

En accord avec le Comité de Direction des Agents de Change de la Bourse des Valeurs de Milan on a décidé que les liquidations des mois d'Octobre et Novembre 1987 seront effectuées avec les anciens et nouveaux certificats, tandis que la liquidation suivante de Décembre devra être effectuée seulement avec les nouveaux certificats.

Notez en outre qu'à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 1988 les droits sociaux seront exercés exclusivement sur présentation de nouveaux certificats d'actions.

#### Caisses chargées:

Banca Commerciale Italiana, Credito Italiano, Banco di Roma, Banca Nazionale del Lavoro, Banco di Sicilia, Banco di Napoli, Istituto Bancario San Paolo di Torino, Monte dei Paschi di Siena, Banco di Santo Spirito, Banco di Sardegna, Monte Titoli S.p.A.

### Caisse Nationale du Crédit Agricole

## Offre Publique d'Échange Emprunt 14,80% Mai 1983

Du 21 septembre 1987 au 2 octobre 1987 vous pouvez échanger

**UNE OBLIGATION 14,80 %**  
Mai 1983  
Nominal : F 5.000

contre  
**UNE OBLIGATION NOUVELLE 10 %**  
septembre 1987  
nominal : F 5.000

Prix d'émission : F 4.879  
et  
**UNE SOULTE DE F 1.139,80**  
versée en espèces  
le 21 octobre 1987

Pour tous renseignements complémentaires sur les modalités de cette offre, vous pouvez vous adresser aux agences du Crédit Agricole.



CRÉDIT AGRICOLE

Cette offre a été publiée au BALO du 21.09.87. Elle a fait l'objet d'une note d'information (voir COB n° 87-329) en date du 15.09.87, publiée dans la Cote Desfonés du 22.09.87.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

**Le Monde**  
ARTS ET SPECTACLES

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

## Economie

### ÉTRANGER

#### Le budget 1988 de l'Espagne

### Un projet de croissance fortement teinté de préoccupations sociales

Maintenir les équilibres fondamentaux de l'économie espagnole tout en la faisant croître à un rythme supérieur à celui des pays environnants : tel est, selon le ministre de l'Économie, M. Carlo Solchaga, le double objectif du budget pour 1988 qui a été rendu public le ven-

dredi 25 septembre. La tendance favorable de l'économie espagnole, après quatre années de sévère assainissement, devrait permettre, selon M. Solchaga, de concilier ces deux objectifs théoriquement antagonistes.

**MADRID**  
de notre correspondant

La recherche des grands équilibres devrait se traduire en Espagne par une réduction, en décembre 1988, du taux d'inflation annuelle à 3 %, contre 5 % prévue en 1987. Quant au déficit du budget, il devrait être ramené l'an prochain à 3,5 % du produit intérieur brut (PIB), contre 3,8 % en 1987. Le chemin parcouru est indéniable si l'on songe qu'au moment de l'arrivée des socialistes au pouvoir, en décembre 1982, l'inflation était encore de 14 % et le déficit du budget de 5,5 % du PIB.

Quant à la croissance, elle devrait atteindre en termes réels 3,8 % en 1988 : elle sera donc inférieure au rythme de 4,3 % prévu pour l'année en cours, mais supérieure à la moyenne communautaire. La demande intérieure (+5 %), notamment l'investissement (+9 %), sera à nouveau, en 1988, le « moteur » de la croissance. M. Solchaga a estimé que l'Espagne pouvait se permettre de jouer temporairement ce rôle de « locomotive » au sein de la CEE, à un moment où les réserves en devises, grâce notamment au tourisme, se situent à un niveau sans précédent.

#### Refonte de la fiscalité

Quels sont les instruments budgétaires permettant d'atteindre ces objectifs ? Au niveau des recettes, la pression fiscale subira l'an prochain une hausse sensible si on la compare à celle prévue par le budget 1987, puisqu'elle devrait passer de 15,3 à 16,8 % du PIB. En outre, la charge fiscale connaît un profond remaniement, l'impôt sur le revenu étant réduit alors que la fiscalité indirecte sera majorée. Il s'agit là d'une des mesures les plus spectaculaires de la loi de finances.

La baisse des taux de l'impôt sur le revenu sera plus importante que

celle qu'a connue la France, a souligné M. Solchaga, et touchera plus de 80 % des contribuables, en profitant plus particulièrement à ceux dont le revenu annuel est inférieur à 2 millions de pesetas (100 000 F).

Ainsi, un ménage percevant 80 000 pesetas par mois (soit 4 000 F, environ le double du salaire minimum en Espagne) verra l'an prochain ses impôts réduits d'environ 60 %. En outre, l'abattement à la base sera porté à 600 000 pesetas (30 000 F). Cette réduction devrait coûter au total à l'État quelque 20 milliards de pesetas l'an prochain (soit 11 milliards de francs).

#### Les secteurs privilégiés

Pour compenser cette perte, le gouvernement mise notamment sur la lutte contre la fraude fiscale (encore élevée en Espagne), qui devrait permettre d'augmenter sensiblement le nombre des contribuables. En outre, plusieurs dégrèvements fiscaux seront supprimés ou réduits, notamment ceux destinés à stimuler l'investissement et la construction. Le ministre de l'économie considère que la conjoncture économique favorable rend désormais superflues des exemptions fiscales correspondant à une période de récession. Enfin, le taux de la TVA sera augmenté sur plusieurs biens et services.

THERRY MALINAK.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

### PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT

OBJET - Fraichissement de l'Estuaire de la Seine entre LE HAVRE et HONFLEUR  
Enquêtes publiques

#### 2<sup>e</sup> AVIS

M. le Préfet, Commissaire de la République de la région de Haute-Normandie et du département de la Seine-Maritime, M. le Préfet, Commissaire de la République de la région de Basse-Normandie et du département du Calvados, M. le Préfet, Commissaire de la République du département de l'Eure, informent le public que par arrêté en date des 27 juillet, 4 août et 10 août 1987, ils ont prescrit l'ouverture :

- d'une enquête publique en application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983, relative à la décentralisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement sur les territoires des départements de la Seine-Maritime, du Calvados et de l'Eure ;
- d'une enquête publique relative au changement d'utilisation de zones de domaine public maritime sur les territoires des départements de la Seine-Maritime, du Calvados et de l'Eure ;
- d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de fraichissement de l'Estuaire de la Seine entre Le Havre et Honfleur sur les territoires des départements de la Seine-Maritime et du Calvados.

Des dossiers se rapportant aux trois enquêtes énumérées ci-dessus seront déposés dans les lieux suivants où chacun pourra en prendre connaissance pendant trente-huit jours consécutifs, du samedi 12 septembre 1987 au samedi 29 octobre 1987 inclus :

- à la sous-préfecture du Havre de 8 h 30 à 16 h, tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Sandouville, de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 17 h, les lundis, mardis, jeudis et vendredis, de 9 h à 11 h 30, les mercredis (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la sous-préfecture de Lisieux, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h, les lundis, mardis, mercredis, jeudis et de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 16 h, les vendredis (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'Honfleur de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 h, les lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis et de 9 h à 12 h, les samedis (dimanches et jours fériés exceptés).

Pendant le même délai des dossiers portant notamment sur les enquêtes publiques sur la protection de l'environnement, sur la protection du littoral, notamment le changement d'utilisation du domaine public maritime, sont déposés dans les lieux suivants où chacun peut en prendre connaissance :

- à la Préfecture d'Evreux de 8 h 30 à 12 h 30 et 14 h à 18 h tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Beuzeville, de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h, les lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis et de 9 h à 12 h, les samedis (dimanches et jours fériés exceptés).

Pendant le même délai, les dossiers techniques sont déposés, à titre d'information, dans les mairies de La Rivière Saint-Sauveur et d'Orville aux jours et heures d'ouverture habituelles des mairies.

Les membres de la Commission d'enquête recevront, en personne, les observations du public :

- le 22 septembre 1987, à la sous-préfecture du Havre de 14 h 30 à 16 h ;
- le 5 octobre 1987, à la sous-préfecture de Lisieux de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h ;
- le 29 octobre 1987, à la sous-préfecture du Havre de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Un des membres de la Commission d'enquête recevra, en personne, les observations du public :

- le 10 octobre 1987, à la mairie de Beuzeville de 9 h à 12 h ;
- le 14 octobre 1987, à la sous-préfecture du Havre, de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h ;
- les 17 et 24 octobre 1987, à la mairie de Sandouville, de 9 h à 11 h ;
- les 17 et 24 octobre 1987, à la mairie d'Honfleur, de 9 h à 12 h.

La Commission d'enquête sera présidée par :

M. Henri Briquet, ingénieur général des Ponts et Chaussées honoraire, domicilié, 16, square de l'Albani à Paris (75016).

Avec lequel siègeront :

M. Francis Prunet, ingénieur général des Travaux publics et du Génie civil à la retraite, domicilié, 138, boulevard d'Hampon à Trouville (14360) ;

M. Yves Fiches, ingénieur en retraite, domicilié La Myriade, 796, rue du Docteur Gallouin, Les Authieux-sur-le-Port-Saint-Ouen (76520).

Le rapport et les conclusions adoptés par la Commission d'enquête seront déposés au Tribunal administratif de la Seine-Maritime, à la sous-préfecture du Havre, à la mairie de Sandouville, à la préfecture du Calvados, à la sous-préfecture de Lisieux, à la mairie d'Honfleur, à la Préfecture de l'Eure, à la mairie de Beuzeville, ainsi qu'à la Préfecture de la Seine-Maritime - direction départementale de l'équipement, Cité administrative Saint-Siève à Rouen.

Les demandes de communication de ces conclusions devront être adressées à M. le Préfet, Commissaire de la République de la région de Haute-Normandie et du département de la Seine-Maritime (adresse ci-dessus).

PHILIPPE LEMAÎTRE.

Handwritten signature or note at the bottom of the page.



# Economie

## SOCIAL

### La politique salariale du gouvernement

## Le maintien du pouvoir d'achat en moyenne reste l'objectif pour 1987 et 1988

Lâcher sans céder. Telle est la difficulté à laquelle se trouve confronté le gouvernement vis-à-vis de la fonction publique. Au diapason avec le premier ministre, M. Hervé de Charette, ministre délégué chargé de la fonction publique, a confirmé que les fonctionnaires bénéficieront, « avant la fin de l'année », d'une mesure « complémentaire » pour rattraper l'écart entre la masse salariale et la moyenne des prix.

Pour le gouvernement, l'opération est délicate à mener. Cela le conduit à reconnaître en effet que les normes sur lesquelles il avait bâti sa politique salariale pour 1987 (une évolution des prix de 1,7 % en glissement et de 2 % en moyenne) étaient erronées. Il doit donc lâcher du lest en accordant un rattrapage salarial aux fonctionnaires, sans céder sur l'objectif défini par M. Jacques Chirac dans sa directive du 12 novembre 1986, à savoir « le maintien du pouvoir d'achat des salariés en place », c'est-à-dire la simple préservation du pouvoir d'achat en moyenne.

Dans la fonction publique, où il n'y a pas eu d'accord, les salaires ont été augmentés en niveau de 1,7 % pour 1987 (la dernière hausse de 0,6 % intervenant au 1<sup>er</sup> novembre), alors que le glissement prévu des prix (qui se compare aux hausses au niveau des salaires) devrait être de 3,4 %. Le double ! La masse salariale dans la fonction publique devait augmenter de 3 % (dont 1,7 % de « glissement vieillesse technique » GVT pour les promotions et anciennetés), ce qui était le maximum autorisé par M. Chirac là où il y avait « amélioration supplémentaire de la productivité », alors que l'évolution attendue de la moyenne des prix sera de 3,3 %. Logiquement, pour maintenir le pouvoir d'achat en moyenne des fonctionnaires « du moins de ceux qui bénéficient cette année du « GVT... » le gouverne-

ment devrait leur distribuer 0,3 % en masse.

Pour MM. Chirac et de Charette, un tel rattrapage était acquis dès lors que les prix dérapaient et les mesures ont déjà été arrêtées.

La grande nouveauté de ce rattrapage — qui ne sera pas communiqué avant novembre — sera d'intervenir avant la fin de l'année, et donc avant que l'on connaisse l'évolution des prix sur la totalité de l'année. Reste à savoir quelle méthode utiliser le gouvernement. Les deux précédents les plus récents reviennent à la gestion socialiste, mais, dans un cas comme dans l'autre, il s'agissait d'honorer une « classe de sauvegarde » inscrite dans un accord. Pour 1987, M. de Charette n'est lié par aucune classe de sauvegarde, puisqu'il n'y a pas eu d'accord.

Un tel compromis est actuellement recherché à EGF, où une réunion a été fixée pour le 8 octobre entre la direction et les syndicats. Amorçé début octobre, le règlement du contentieux salarial de 1987 en commençant par EGF aurait un double avantage pour le gouvernement. Cela permettrait de donner une « prime à la signature » puisque à EGF un accord a été signé en janvier par la CFDT, FO, la CFDT et la CGC. Cela éviterait ensuite que la grève du 15 octobre — à laquelle s'associeraient les cheminots CFDT et FO — ne soit étendue à EGF. Mais il y a un double écueil : les syndicats signataires d'EDF demandent un rattrapage de 1 % en masse et en niveau... et la direction attend toujours le feu vert de Matignon.

Le gouvernement a en tout cas renoncé à lier le règlement du contentieux 1987 à l'ouverture des négociations salariales 1988. Pour autant, il semble décidé à engager, au début de l'année, des négociations dans la fonction publique, estimant que la machine de l'Etat ne doit pas s'arrêter de fonctionner pour cause d'élection présidentielle. Le contexte préfectoral portera d'autant moins les syndicats à signer un accord que la marge de manœuvre s'annonce extrêmement étroite. En 1988, la masse — comme le niveau — des salaires devront augmenter de 2,5 %. Or, dans la fonction publique, l'essentiel de la masse salariale sera consommé par l'effet de report, le GVT et les mesures catégorielles.

MICHEL NOBLECOURT.

### Une mesure pour les retraités

MM. Chirac et de Charette se sont fixés un double impératif : prendre une mesure qui touche les retraités (ce qui exclut une prime) ; ne pas alourdir l'effet de report des hausses de 1987 sur 1988 (ce qui interdit de majorer l'augmentation prévue au 1<sup>er</sup> novembre). Il pourrait donc recourir à l'attribution, nécessairement rétroactive, de points indiciaires ou d'une augmentation générale en niveau (intervenant à partir du 1<sup>er</sup> janvier ou du 1<sup>er</sup> février 1987). Il y a cependant fort peu de chances que le gouvernement donne satisfaction aux syndicats qui souhaitent combler l'écart entre la hausse de 1,7 % en niveau des salaires et le glissement des prix prévu de 3,4 %, afin de ne pas réintroduire a posteriori une indexation des salaires sur les prix. Un compromis semble donc bien difficile à trouver.

### Les journées d'action de la CGT (1<sup>er</sup> octobre) et de FO (3 octobre)

### Deux tests pour la combativité des salariés

Annouces l'une et l'autre avec trois mois d'avance, les actions de la CGT (le jeudi 1<sup>er</sup> octobre) et de FO (le samedi 3 octobre) vont constituer, avant la grève nationale dans la fonction publique le 15 octobre, de véritables tests de la combativité des salariés pour cette « rentrée ». Accueillies avec sérénité par le gouvernement, ces initiatives, à deux mois des élections prud'homales du 9 décembre, témoignent d'une certaine crispation des syndicats. Si la CFDT n'a pas organisé de mouvement du même ordre, M. Maire n'en a pas moins invité les fonctionnaires à « mettre le paquet » lors de la grève du 15 octobre.

Qu'il s'agisse de la CGT ou de FO, ces actions ont la caractéristique de porter sur des thèmes communs — pouvoir d'achat, emploi, Sécurité sociale, — sans établir de hiérarchie véritable. Mais elles se distinguent tant par leurs formes que par leurs motivations. La CGT a choisi de mener une journée nationale de grèves et de manifestations. Elle a recensé des appels à la grève dans 1857 entreprises, tandis que 22 manifestations régionales sont annoncées. Les points forts devraient toucher le secteur public, avec les PIT (appel à vingt-quatre heures de grève), la SNCF (grèves couvrant des débrayages locaux) et EGF (où les arrêts de travail ne devraient pas entraîner de coupure de courant).

Intervenant devant la presse, le 28 septembre, M. Henri Krasucki a pronostiqué « une journée forte dans tout le pays ». Il a refusé d'établir des « priorités arbitraires et changeantes » dans le catalogue de revendications de sa centrale. Mais en même temps, au lendemain des incidents au palais de justice du Mans, il a mis l'accent sur « la recrudescence des attaques contre les libertés syndicales », en assurant que la France traverse « une des périodes les plus noires de la répression syndicale ». Pour la CGT, il est clair que ce thème peut se révéler plus mobilisateur que celui du pouvoir d'achat.

La CGT sait cependant (comme FO) qu'il reste difficile de faire manifester ou débrayer des salariés, souvent freinés par la crainte du chômage. Dans le numéro daté 28 septembre/4 octobre de la Vie ouvrière, le n° 2 de la centrale, M. Louis Viannet, reconnaît explicitement : « Cette poussée [de la lutte] ne va certes pas sans problèmes. Le doute sur la possibilité

de faire modifier les choix, les décisions, vient soulever ces interrogations devant une revendication mal formulée, ou, plus simplement, devant le sacrifice que représente la perte d'une journée de salaire. Et c'est précisément pour cela qu'il faut, partout et en grand, intensifier le débat. » Une préoccupation qui transparaît également à la Fédération de l'énergie CGT.

FO prend à la fois plus et moins de risques que la CGT. Plus, parce qu'au lieu d'éclairer les manifestations au niveau régional, elle fait monter ses adhérents provinciaux à Paris pour un grand défilé de la République à la Bastille, où elle attend de 10 000 à 15 000 personnes. Moins, parce que ce lever de rideau à sa fête annuelle de Vincennes, le week-end prochain, ne sera pas accompagné d'arrêts de travail. M. André Bergeron insiste sur le fait que « c'est la première fois, depuis qu'elle existe, que la Confédération prend une initiative de cette sorte ». Le 18 mai 1983, FO avait lancé une grève interprofessionnelle « d'au moins une heure ». Et au congrès de FO, en 1984, M. Bergeron avait bataillé contre une partie de ses délégués qui voulaient renouer avec la pratique de la grève interprofessionnelle de vingt-quatre heures, plutôt délaissée depuis 1977...

Pour autant, M. Bergeron se garde bien de se livrer, à la différence de la CGT, à une dénonciation globale de la politique du gouvernement. Cette manifestation, dit-il, ne vise qu'un objectif : traduire les préoccupations des salariés en dehors de toutes considérations politiques ». Les manifestants « affirmeront leur détermination de ne pas laisser démolir la réglementation du travail ». Simple avertissement ?

En marge de ces deux initiatives, un ton nouveau se fait entendre sur l'unité d'action, d'autant plus remarquable en période de concurrence préfectorale. Ni M. Bergeron, ni M. Maire, ni surtout M. Krasucki n'ont cherché à polémiquer. Le premier cultive ses différences, tout en reconnaissant que des constats communs peuvent exister. Le deuxième plaide pour un « espace syndical unitaire ». Le troisième se félicite de voir des « attitudes convergentes » sur les libéralisations et refuse de « traiter par la dérision » l'action de FO... Trêve ?

M. N.

**RÉFLÉCHISSEZ : quand un groupe financier augmente de 50% en trois ans ses bénéfices et ses fonds propres, peut-on douter de sa rentabilité ?**

2,4 milliards de francs de bénéfice consolidé en 1986, 1,4 milliard de francs de bénéfice courant soit 50% d'augmentation en 3 ans. Gagner de l'argent, c'est le métier de Suez. Ces bons résultats sont dus à la rentabilité des filiales de la Compagnie Financière de Suez : en 1986, celles-ci ont toutes réalisé des bénéfices. C'est, en effet, une des exigences du Groupe que d'atteindre les

plus hauts niveaux de rentabilité. Suez ne s'intéresse pas aux profits spéculatifs. Sa politique est plutôt de rechercher des gains correspondant à une réelle valeur ajoutée. Pour y parvenir, le Groupe veille à une répartition réfléchie des investissements dans les différents métiers et les différents pays. Pour cette raison, Suez est présente sur les cinq continents et dans tous

les secteurs de la vie économique. Conséquence directe de sa rentabilité, les fonds propres du Groupe Suez sont de plus en plus importants. En 1986, ils atteignent 16,5 milliards de francs contre 10,3 milliards trois ans plus tôt. Ces fonds propres sont la garantie de la capacité d'investissement et de développement du Groupe Suez. 1986 est une année

particulièrement fructueuse. Mais rien n'est jamais définitivement acquis. Aussi, plus que les 2,4 milliards de bénéfice, c'est la capacité des équipes du Groupe et de ses dirigeants à rechercher un développement régulier qui constitue la meilleure garantie que Suez peut offrir à ses actionnaires.

**SUEZ**  
Les Stratèges de l'Argent

TELEPHONEZ AU 116 11 40 812 812 DU SOUVENIR A QUER PRIVATISATION 8 RUE D'ASTOR 75006 PARIS MINUTEL 2016 SUZ



Prochainement, vous pourrez devenir actionnaire du Groupe Suez.

UNE NOUVELLE INFORMATION PLUS QUE DE 100 000 000 DE FRANCS EST EN DISPOSITION DU PUBLIC APRES LES ETABLISSEMENTS CHARGES DE LA VENTE DES ACTIONS

# conomie

## naissance fortement teinte cupations sociales

Le 1987 est l'année de la...  
naissance fortement teinte  
cupations sociales

Le 1987 est l'année de la...  
naissance fortement teinte  
cupations sociales

## LECTURE DE LA SEIVE MARITIME

LECTURE DE LA SEIVE MARITIME

## 2<sup>e</sup> AVIS

2<sup>e</sup> AVIS



Marchés financiers

Le Trésor lèvera 4 à 6 milliards d'OAT

La direction du Trésor procédera jeudi à une adjudication d'obligations assimilables du Trésor (OAT) pour un montant compris entre 4 et 6 milliards de francs. L'opération portera sur trois tranches, dont l'une est à taux variable et les deux autres à taux fixes. Chaque tranche portera sur un montant minimum de 1 milliard de francs. L'adjudication se déroulera dans cette adjudication auprès des investisseurs servira ainsi d'indicateur pour le marché obligataire, qui reste morose devant les taux élevés.

Les filiales de banques étrangères pourront diriger des emprunts obligataires

Les filiales françaises des banques étrangères pourront désormais être chef de file à Paris d'émission d'emprunts obligataires en francs français. Cette décision a été annoncée à l'issue d'une réunion, lundi 28 septembre, du comité des émissions du marché domestique français et du comité de l'Euro-franc. Elle s'inscrit dans le processus d'internationalisation de la place financière française.

Toutefois, pour chaque banque candidate à de telles opérations, les services de la Rue de Rivoli «devront s'assurer qu'elle dispose de moyens suffisants à Paris en hommes, capitaux et équipements, permettant que la syndication et le placement des émissions s'opèrent et que le marché secondaire se tienne en France», indique le communiqué. «De plus, la réciprocité pour les banques françaises dans les pays d'origine de la banque candidate devra simultanément être mise en œuvre.»

Importante augmentation de capital de Montedison

Le conseil d'administration de Montedison a décidé de procéder à une augmentation de capital de 1 000 milliards de francs (environ 4,2 milliards de dollars), dont 300 milliards seront collectés sur les marchés internationaux. L'opération, qui sera soumise à une assemblée générale extraordinaire le 10 novembre, prévoit l'émission de 541 millions d'actions au prix de 1 850 francs, qui seront proposées aux anciens actionnaires à raison d'une nouvelle action pour cinq titres ordinaires. Le capital de la firme italienne passera ainsi à 3 246 milliards de francs (environ 14 milliards de dollars). L'actionnaire principal est le groupe Ferruzzi avec 39,1 %, suivi par Mediobanca avec 6 %. Cette augmentation permettra de retrouver un certain équilibre dans la structure financière du groupe. Son endettement, qui atteint désormais 7,6 milliards de francs (environ 35 milliards de dollars), a fortement progressé cette année à la suite de plusieurs opérations : la reprise de la part (38,5 %) de l'américain Hercules dans Himont, qui fabrique du polypropylène, l'OPA de Farmitalia sur la reprise de Total Italie et la constitution en Italie d'une société commune avec Shell. À l'issue de l'augmentation de capital, le rapport fonds propres/endettement devrait être ramené de 1,3 à 0,9.

Pechiney candidat à la privatisation

Pechiney affiche, pour le premier semestre 1987, une nette amélioration de ses résultats : son bénéfice net (part du groupe) est monté de 104 millions de francs au cours des six premiers mois de 1986 à 270 millions de francs pour le premier semestre 1987. Cette différence est due à une baisse de l'impôt liée à la restructuration financière et juridique du groupe (288 millions de francs contre 498 millions de francs), a précisé son président, M. Jean Gandois. En revanche, ses charges de restructuration sont passées de 134 millions de francs au premier semestre 1986 à 227 millions de francs pour les six premiers mois de 1987.

Adossé à ces bons résultats, M. Gandois a donc confirmé qu'il avait demandé au ministre des finances la privatisation de son groupe au premier trimestre 1988 (Le Monde daté 20-21 septembre 1987). A cette date, a-t-il expliqué, Pechiney sera «sur un créneau favorable» pour être privatisé.

L'américain Avis racheté par ses employés

Le groupe Avis, numéro deux de la location de véhicules aux Etats-Unis (derrière Hertz), va changer de main, pour la dixième fois depuis 1954. L'actuel propriétaire, le groupe Wesley Capital (composé d'un groupe d'investisseurs), a accepté de vendre Avis à ses 11 000 employés, pour un montant de 1,75 milliard de dollars. La direction a indiqué qu'il s'agit d'une «probablement» de la plus importante transaction de ce type effectuée aux Etats-Unis. En rachetant la firme, les employés vont aussi hériter d'un passif de 1,34 milliard de dollars. «Désormais, nous allons pouvoir nous concentrer sur nos activités et non pas sur la formation des propriétaires successifs», a précisé le nouveau PDG, M. Vittoria.

«Fermeture «progressive» de Rhône-Sitce». — La France ne dispose plus d'usine fabriquant du silicium pour les composants électroniques. Rhône-Sitce, filiale à 65 % de Rhône-Poulenc et à 35 % du groupe américain Sitce, a décidé de fermer son site de Nantes consacré à cette spécialité. Sitce, rachetée par Mitsubishi, veut se retirer du capital, et Rhône-Poulenc, après avoir contacté différents partenaires dont Toshiba, n'a trouvé personne capable de lui apporter «une bonne technologie». Le site sera fermé «progressivement», mais les cent vingt et un salariés continueront à percevoir leur salaire jusqu'à reconversion.

NEW-YORK, 28 sept. ↑ Bonne reprise

Après l'accord de stabilisation des monnaies signé le week-end dernier entre le groupe des Sept, la Bourse de Wall Street a enregistré une bonne reprise lundi. L'indice Dow Jones a clôturé à 2 601,50 points, soit une augmentation de 31,33 points par rapport à la séance précédente. Quelques 188,07 millions d'actions ont été échangées, contre 137,95 au fin de semaine dernière. Les valeurs ont haussé outrepassant celles en repli par 996 contre 580, et 393 titres sont restés inchangés. Le soutien du dollar à son niveau actuel, décidé par les ministres des finances du groupe des sept nations, réjouit les investisseurs. Cependant, le peu de réaction sur les marchés des changes et obligataires conduit à la liquidité; sentiment qui a contribué à modérer les progressions plus importantes enregistrées en début de séance.

La faiblesse d'IBM, qui a perdu 3 3/8 à entrainé des prises de bénéfices sporadiques. Bandy Corp a accepté une offre d'achat par le groupe britannique TI Group et a progressé de 9 3/8. Parmi les dix valeurs les plus actives on trouvait : Pacific Telesis (4,02 millions de titres échangés), South California Edison (3,34), IC Industries (2,25), American Telephone (2,28), Solomon Inc. (2,28).

Table with 3 columns: Valeurs, Cours de la semaine, Cours du 29 sept. Containing stock prices for various companies like Alcoa, A.T.T., etc.

LONDRES, 28 sept. ↑ Soutenue

La reprise amorcée à la veille du week-end s'est poursuivie lundi dans une ambiance plus optimiste au Stock Exchange. La ferme de Wall Street vendredi et les bons résultats de sociétés ont appuyé le mouvement, annulant le choc provoqué la semaine précédente par les statistiques du commerce extérieur. L'indice FT des valeurs industrielles a clôturé en hausse de 19,7 points à 851,3. Storehouse a été stimulée par l'OPA de 2 milliards de livres (contre 20 millions de francs) lancée sur elle par Benloc Holding. Cette petite firme d'ingénierie et d'investissement, qui a acheté 0,31 % des actions Storehouse, offre une de ses titres pour deux du groupe de distribution. L'objectif de Benloc est de fractionner Storehouse en plusieurs divisions pour les vendre séparément, ce qui ne conviendrait que quelques actifs immobiliers.

Cette offre a été repoussée par le président de Storehouse tout comme celle, précédemment, du groupe immobilier Mountain. Une autre tentative d'OPA est suivie avec attention. Il s'agit de celle du groupe financier néo-zélandais Equitorp sur Guinness Peat Equitorp a encore récemment participé pour la part à 44,3 %, contre 42 %. Quant au patron de presse, M. Maxwell, il aurait renoncé «pour l'instant» à prendre le contrôle de cette banque.

PARIS, 28 septembre ↓ Désemparée

La morosité envahira-t-elle la Bourse de Paris ? Alors que, durant les transactions du matin, l'indicateur semblait mieux orienté, la tendance s'est inversée durant la séance officielle pour devenir négative. L'indice officiel a -0,53 % après avoir ouvert à +0,08 %. «Les acheteurs ne viennent plus», entendait-on sous les lambris. Effectivement, à l'image de la séance de lundi, les échanges sont peu étoffés. Ils dépassaient à peine le milliard de francs sur le marché à règlement mensuel. Paris serait-elle alors l'une des rares places internationales à ne pas être optimiste ? Apparemment oui, puisque tant à Londres qu'à New-York ou à Tokyo les accords monétaires du G7 ont été accueillis avec satisfaction, entraînant une hausse des cours.

Une inquiétude sournoise gagne alors les intraventions à Paris à propos de l'évolution des séquences cette semaine. Les mois pessimistes, toutefois, ne désespèrent pas, car, pour eux, le retour de Suez sur le marché le 5 octobre devrait être un stimulant. Sur le MATIF, les contrats évoluent peu au lendemain de l'adjudication de bons du Trésor à des taux à court terme quasi stables. Parmi les hausses de la séance figuraient Maisons Phénix, ELF Aquitaine et la Navigation Mixte. Ce groupe pourrait être l'objet de convoitises de la SPEP. Ce holding du groupe Schneider, dont les principaux actionnaires sont les AGF, Pargès et Ava, s'intéresserait au groupe de M. Marc Fournier. Parmi les baisses, on observait les Changéux et les Avions Dassault, au lendemain des déclarations de son PDG, M. Serge Dassault, qui juge la situation «très préoccupante». On apprend également que le BNP détient dans MMB, un des holdings actionnaires de Matra, 7,55 % du capital.

TOKYO, 29 sept. ↑ Optimiste

Le marché des valeurs de la Bourse de Tokyo a très bien accueilli l'accord du groupe des Sept mardi. L'indice Nikkei a progressé de 160,66 yens, pour terminer à 25 998 yens, tandis que l'indice général perdait 0,99 point, à 2 139,15 points. Ces chiffres témoignent un comportement irrégulier des valeurs au cours de la séance, en raison notamment de prises de bénéfices intervenues après une forte hausse à l'ouverture la veille (le Nikkei avait gagné 324,55 lundi). Parmi les valeurs bénéficiaires, on relevait Toshiba, Sony, Kokusai, Mitsubishi Metal, Nippon Steel, Sumitomo Cable, Mitsubishi Metal, Sumitomo Bank. L'indice de production industrielle du Japon accuse une baisse au mois d'août de 0,6 % par rapport au mois précédent, ce qui avait enregistré une hausse de 1 %.

Table with 3 columns: Valeurs, Cours du 28 sept., Cours du 29 sept. Containing stock prices for Nikkei, TOPIX, etc.

PARIS :

Second marché (sélections)

Table with 6 columns: Valeurs, Cours préc., Dernier cours, Valeurs, Cours préc., Dernier cours. Listing various securities and their prices.

MINITEL - La gestion en direct de votre portefeuille personnel. 36.15 Tapes LEMONDE puis BOURSE.

MARCHÉ DES OPTIONS NEGOCIABLES le 28-09-87 à 14 heures

Table with columns: Valeurs, Prix exercice, Options d'achat (Déc, Mars, Juin, Sept), Options de vente (Déc, Mars, Juin, Sept). Listing option contracts for Lafarge, Paribas, Peugeot.

MATIF

Table showing MATIF Notionnel 10% - Cotation en pourcentage du 28 sept. 1987. Number of contracts: 55 003. Table with columns: Cours, Échéances (Déc. 87, Mars 88, Juin 88, Sept. 88).

INDICES

Table with sections: CHANGES (Dollar: 6,1317 F), BOURSES (PARIS, NEW-YORK, LONDRES), MARCHÉ MONÉTAIRE (Paris, New-York).

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Table with columns: Cours du jour, 1m mois, 2m mois, 3m mois. Listing exchange rates for various currencies.

TAUX DES EUROMONNAIES

Table with columns: SEU, DM, Francs, etc. and columns for different terms (8/7, 9/7, etc.). Listing interest rates for various currencies.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE. Obligations 8,70 % avril 1987. Obligations 9,30 % novembre 1973. Obligations 17,40 % octobre 1981. Obligations 8,70 % avril 1987. Obligations 9,30 % novembre 1973. Obligations 17,40 % octobre 1981.

FAITS ET RÉSULTATS. Roussel-Uclaf : résultats en hausse. BIC se porte bien. La banque japonaise Dai-ichi ouvre une succursale à Paris.



دولت در ۱۰۰۰

PARIS:

Marchés financiers

BOURSE DU 29 SEPTEMBRE

Cours relevés à 14 h 55

Main market table with columns for Valeurs, Réglement mensuel, and various stock indices. Includes sub-sections for Obligations, Actions, and SICAV.

Table titled 'Comptant' and 'SICAV' containing detailed financial data for various companies and funds, including columns for Valeurs, Cours, and Rendement.

Table titled 'Cote des changes' and 'Marché libre de l'or' containing exchange rates for various currencies and gold prices.

e: coupon détaché - o: offert - \* : droit détaché - d: demandé - p: prix précédent - m: marché continu



# Le Monde

| ÉTRANGER  | POLITIQUE  | SOCIÉTÉ   | CULTURE  | ÉCONOMIE  | SERVICES   | MINITEL   |
|---|--|---|--|---|--|---|
| 3 La réapparition du numéro soviétique.<br>5 Japon : la succession de M. Nakasone.<br>6 Première visite d'un chef d'État angolais au Portugal.<br>7 Washington et les opérations de minage dans le Goffe. | 8 La préparation de l'élection présidentielle.<br>10 Le remaniement technique du gouvernement.<br><b>DÉBATS</b><br>2 Un entretien avec le président du CRIF : Témoignage : Auto-analyse d'un cadre « dans les choux ». | 11 Un nouveau projet de M. Chelandon : le juge d'instruction dépossédé du pouvoir de mise en détention.<br>18 Trois projets de décrets dans l'enseignement supérieur. | 17 Quatre expositions autour de Berlin.<br>18 La Zénith pour la danse contemporaine.<br>- Le Triptyque, de Puccini, à l'Opéra-Comique.<br>19 Un entretien avec David Puttnam, ex-PDG de la Columbia. | 42 Les réunions monétaires de Washington.<br>44 Le budget 1988 de l'Espagne.<br>45 La politique salariale du gouvernement.<br>46-47 Marchés financiers. | Abonnements ..... 2<br>Météorologie ..... 21<br>Mots croisés ..... 21<br>Carnet ..... 22<br>Radio-télévision ..... 21<br>Annonces classées ..... 27 à 41<br>Loto sportif ..... 22<br>Spectacles ..... 20 | • Créez votre portefeuille BOURSE<br>• Le nouveau paysage audiovisuel PAF<br>• Gagnez A la soupe, de Plantu. CAP<br>Actualité, Sports, International, Bourse, Culture, Abonnements.<br>3615 Tapez LEMONDE |

## En Colombie

### Le glissement de terrain aurait fait des centaines de victimes

Medellin (AFP, AP, UPI). — Le glissement de terrain qui a englouti, le 27 septembre, Villa Tina, un quartier pauvre de Medellin (Colombie), pourrait avoir tué plusieurs centaines de personnes. Outre la centaine de corps qui ont été retrouvés, on aurait dénombré 500 à 500 disparus (les chiffres varient selon les sources). Parmi les morts, figurent plus de trente enfants qui étaient réunis pour célébrer leur communion.

Ce sont des pluies diluviennes qui ont déclenché la catastrophe. Plus de soixante maisons, cent peut-être — des mesures faites de vieux pneus, de tôles et de cartons gonflés, — ont disparu sous la coulée qui attendait, par endroits, 10 mètres d'épaisseur et dont le volume est estimé à 25 000 mètres cubes.

Une foule nombreuse se pressait, le 28 septembre, sur les pentes du « pain de sucre » de Medellin, la colline de 300 mètres de haut qui domine l'est de la ville dont une partie s'est effondrée. Ce sont des parents de victimes, des sauveteurs, parfois même de simples partici-

## Aux Etats-Unis

### Un bombardier stratégique s'écrase au Colorado

Un bombardier stratégique américain B-1B non armé s'est écrasé lundi 28 septembre au Colorado, au cours d'une mission d'entraînement. Trois des six membres d'équipage ont pu s'éjecter et sont sains et saufs, ont annoncé les autorités américaines, trois autres sont portés disparus.

Selon les premiers témoignages, il semble que le pilote ait pu avertir les contrôleurs aériens que son appareil venait de renouer un vol d'oiseaux et tentait de reprendre de l'altitude. Alors qu'il se trouvait à près de 5 000 mètres, deux réacteurs endommagés ont pris feu et l'équipage a tenté de s'éjecter.

L'avion s'est écrasé à environ 3 kilomètres de la base de La Junta (Colorado), où s'entraînent les équipages des bombardiers stratégiques. Déjà, en 1981, un bombardier B-52 s'était écrasé près de cette base, faisant huit victimes.

Cet accident est le premier dont est victime un B-1B de série (soixante-dix sont en service dans l'armée américaine). Un appareil du modèle B-1A, plus ancien, s'était

## Sur le vif

### Gare à la graisse !

Vous y comprenez quelque chose, vous, à la guerre Irak-Iran ? Vous savez qui c'est qui a commencé ? Moi non plus. J'avais tendance à penser que c'était la faute à Khoméini, vu qu'il est un peu... un peu... voyez ce que je veux dire, je ne voudrais pas être accusé d'insulte à un chef d'Etat... un peu mégalomane, quoi. Eh bien, c'est rien à côté de l'autre, là, comment il s'appelle, déjà ? Saddam Hussein. Lui, c'est carrément le père Ubu.

Vous ne devinez jamais ce qu'il a exigé, par décret s'il vous plaît, de tous les fonctionnaires et de tous les militaires de haut rang. Qu'ils se habillent comme des bataillons de gardiens de la révolution envoyés à la boucherie par l'ayatollah ? Vous n'y êtes pas. Contre les kilos superflus, il les trouve trop gros. Ordre à la presse de publier des tables : âge, taille, poids idéal.

Du coup, c'est le branlé-bas de combat. Dans les administrations, les cadres concernés

### M. Chirac annonce des mesures en faveur des chauffeurs de taxi

M. Jacques Chirac a annoncé, lundi 28 septembre, une série de mesures décidées par le gouvernement pour améliorer la situation des chauffeurs de taxi et alléger leurs charges. La déduction de la TVA sur le gazole passera ainsi, à partir de janvier 1988, de 50% à 60%, avant d'arriver, fin 1992, à une déduction totale, selon un calendrier préalable, a indiqué le premier ministre, qui recevait, à l'Hôtel de Ville, les représentants de cette profession.

Dans le domaine de l'impôt sur le revenu, la déduction pour frais de comptabilité sera doublée et passera de 2 000 F à 4 000 F. Les taxis bénéficieront de l'assouplissement des télécommunications à la TVA.

## Le conflit afghan

### Dialogue de sourds aux Nations unies

NEW-YORK (Nations unies) de notre correspondant

« Depuis neuf ans, les ennemis de l'Afghanistan mènent une guerre non déclarée à ma parole, provoquant des milliers de morts et forçant des centaines de milliers de citoyens à fuir le pays. » Le ministre afghan des affaires étrangères, M. Abdul Wakil, s'exprimait devant l'Assemblée générale des Nations unies, le lundi 28 septembre, attaque de front ceux qui, selon lui, souhaitent simplement « arrêter la révolution ». Le représentant de Kaboul montre les Etats-Unis du doigt : « Des milliards de dollars ont été versés [à nos ennemis] par l'administration de Washington et d'autres cercles impérialistes et réactionnaires. »

Constatant que « la guerre a déjà ruiné l'économie de l'Afghanistan », M. Wakil admet qu'« une telle situation ne pouvait que forcer chaque Afghan à repenser cet état de choses », d'où la « réconciliation nationale » poursuivie par Kaboul depuis janvier 1987.

« Malheureusement, c'est exactement après l'annonce de ce programme que le flot d'armement moderne livré à l'opposition par les Etats-Unis a nettement augmenté », déplore le ministre afghan.

Est-ce pour cela que les pourparlers de Genève entre Kaboul et le Pakistan, par l'entremise des Nations unies, n'avaient plus depuis le mois de mars ? M. Wakil ne le dit pas, mais affirme que « les documents concernant le règlement politique sont virtuellement prêts ».

Le 24 septembre, le premier ministre du Pakistan, M. Junejo, avait répondu par avance aux offres de Kaboul : « La présence soviétique en Afghanistan représente une menace directe pour la stabilité de la région et, à moins qu'elle soit éliminée, offre un précédent dangereux, encourageant le retour à l'ère de l'obscurantisme et de domination. » Un accord complet « est prêt », avait affirmé le Khan Junejo, mais « il y manque l'élément essentiel à savoir un calendrier du retrait des forces soviétiques ».

Bien entendu, selon le premier ministre du Pakistan, la réconciliation nationale ne saurait être présentée comme une « condition au retrait des forces soviétiques », car toute réconciliation obtenue sous une occupation étrangère serait, par la force des choses, « de nature transitoire ». M. Junejo a confirmé que le plus récent contact entre les deux pays à Genève, entre le 7 et le 10 septembre, n'a pas permis d'avancer.

Mépris par le secrétaire général adjoint de l'ONU, M. Diego Cordovez, les pourparlers de Genève sont dans l'impasse depuis le mois de mars, en raison de l'insistance de Kaboul sur le maintien d'une présence soviétique pendant huit mois après la formation d'un gouvernement de réconciliation nationale.

CHARLES LESCAUT.

## Les publicitaires inquiets de la faible audience de la 5

### Une chaîne trop chère

Les publicitaires vont-ils bientôt afficher un rire jaune face au slogan de la télévision de MM. Robert Hersant et Silvio Berlusconi, « Cinq ou la Cinq » ? La chaîne est loin, en effet, de tenir ses promesses d'audience, et un vent d'inquiétude souffle sur les directeurs médias des agences. La récente décision prise par M. Hersant de renoncer à la garantie d'audience, véritable filet de sécurité pour les annonceurs et les publicitaires, et de la remplacer par une réduction de 50 % du prix des spots n'est guère faite pour rassurer (Le Monde daté 27-28 septembre).

La suppression de la garantie d'audience, qui permettait de passer un spot plusieurs fois à l'écran si l'audience prévue n'était pas atteinte, constitue un geste malheureux que ne compense pas la baisse de tarif, lance ainsi M. Michel Grandjean, directeur médias chez Havas-Dentis-Marschler (HDM). Avec cette garantie, la 5 restait pourtant compétitive.

La faiblesse de l'audience des émissions phares de la chaîne — celles de Stéphane Colaro, Patrick Sabatier ou Patrick Sébastien — rend odieux l'achat d'écrans publicitaires par les annonceurs pendant la période électorale, et rentable, du « prime time ». « Nous payons notre point de pénétration sur la 5 plus d'une fois et demi plus cher que sur les autres chaînes », assure M. Marie-Christine Joncoux, directrice médias adjointe du centre de conseil et d'achat média Utile. « Les tarifs de la 5 étaient rentables grâce à la garantie d'audience. Mais payer un spot à 50 % de son prix pour une audience inférieure au tiers de l'objectif de départ (25 %), c'est beaucoup trop cher », souligne aussi M. Philippe Guille, de Young et Rubicam. Les agences renâclent,

et leurs annonceurs s'inquiètent. « Nous les avons alertés », prévient ce directeur médias. « Notre problème est de ne pas acheter des audiences, déjà difficiles à vérifier compte tenu de la mise en cause des sondages, à un coût trop élevé, note M. Annie Louche, d'Ogilvy et Mather. La baisse tarifaire proposée par la 5 ne suffit pas : il faut, en plus, qu'il y ait des négociations. »

Faute de cela, des budgets entiers pourraient bien quitter la Cinq. Et se réfugier là où l'audience est sûre, TF 1 et Antenne 2, forts de leurs programmes et surtout de leur couverture nationale, attirant plus que jamais les annonceurs et les publicitaires. FR 3 également, mais, déplore M. Joncoux, « les écrans intéressants sont rares et déjà achetés pour trois mois ». M. G. peut sans verser une larme se rebeller : « En offrant des programmes spécifiques pour des cibles précises (jeunes, public urbain « branché »), cette chaîne peut jouer la complémentarité », précise M. Guille.

Pourtant, si le vent souffle, ce n'est pas encore la tempête. Certes inquiète, nombreuse sont les publicitaires qui refusent pourtant de céder à la panique. « La 5 connaît des échecs sur la partie la plus visible de sa grille, qu'elle a, de surcroît, mise en avant : les émissions des stars venues de la Une, souligne M. Guille. C'est une erreur de marketing « d'acheter » des vedettes et d'en faire la promotion alors que la Cinq ne couvre que la moitié du territoire. Mais on ne peut pas juger seulement là-dessus, il y a d'autres émissions. Il faudrait juger, à moyen terme, cours à long terme, attendre encore trois semaines à un mois. »

Toutefois, Young et Rubicam, comme d'autres agences, prévoient

de transférer des budgets publicitaires sur d'autres chaînes. « D'accord avec nos annonceurs, nous avons déjà commencé à désinvestir de la Cinq, regrette M. Joncoux, d'Utile. « Il faut attendre, les habitudes des téléspectateurs sont bien ancrées, mais elles peuvent évoluer », note par ailleurs M. Lenoir, d'Ogilvy et Mather. Le récent duel Le Pen-Lajoie, comme le film Apocalypse Now ont obtenu chacun, selon Médiamétrie, 7,4 points d'audience sur le plan national. Un record pour la Cinq. Mais celui-ci ne survient-il pas trop tard ?

YVES-MARIE LABÉ.

## Jean Lanzi quitte TF 1

Jean Lanzi a décidé de quitter TF 1 et d'inviter la clause de cession ouverte à l'arrivée du nouveau PDG de TF 1, M. Francis Bonnygues, et valable jusqu'au 30 septembre. Nommé directeur délégué à l'information le 1<sup>er</sup> juillet 1987, puis à l'information et aux programmes, Jean Lanzi affirme n'avoir jamais pu discuter de son statut et de son rôle au sein de TF 1 avec ses nouveaux patrons. « Il existe désormais une ribambelle de responsables, et le dialogue n'est guère facile. On se heurte à un mur, à une non-gestion, et à un grand mépris des individus. J'ai donc tiré les conséquences de ces atterrissements », estime le journaliste.

« Une cinquième étoile pour le général Jean Fleury. — Chef d'état-major particulier à la présidence de la République, le général de corps aérien Jean Fleury a été élevé, par décret paru au Journal officiel du mardi 29 septembre, au rang et à l'appellation de général d'armée aérienne.

## Décès de Henry Ford II

Henry Ford II, ancien président de la compagnie de construction automobile américaine Ford, est décédé le mardi 29 septembre, à l'âge de soixante-trois ans, des suites d'une pneumonie.

[Fils de célèbre constructeur automobile Henry Ford, Henry Ford II était né le 4 septembre 1917 à Detroit (Michigan). Diplômé de l'université Yale en 1938, il passa un an à la direction de Ford Motors avant de rejoindre la marine de guerre. A la mort de son père, en 1943, il rejoignit la société familiale pour occuper le poste de vice-président, puis de PDG à partir de 1969, jusqu'en 1980.]

« Six mois de suspension reçus contre deux avocats bordelais. — M. Denis Sutter et Daniel Lalanne ont comperu à huis clos, le 25 septembre, devant une formation spéciale de la cour d'appel de Bordeaux. Les deux avocats, qui défendaient l'ex-candidat RPR François Korber, devant la cour d'assises de la Gironde, avaient quitté la barre le 11 mai 1987, après avoir été récusés par leur client et bien qu'ils aient été commis d'office. Six mois de suspension d'exercice de la profession ont été requis à l'encontre des deux avocats. La cour a mis sa décision en délibéré jusqu'au 25 octobre. — (Corresp.)

## La machine à mâcher les textes Duriez

3 SECRETS pour être lu : des mots courts ; des phrases courtes ; des 55 courts.

Action : avec une machine à triturer les textes Duriez à 4 888 F ttc (et non 43 880 F). Vous pouvez refaire votre texte à l'écran 100 fois, le bacher, le mâcher pour le rendre digeste.

Quand c'est au point, un coup de bouton, la lettre est tapée. Ou la tasse pub. Succès garanti.

Chez Duriez vous trouvez 1.000 autres turbos pour propulser vos affaires. A prix chabot.

3, R. La Botte (8<sup>e</sup>) et toujours 112-132 Bd St-Germain, 6<sup>e</sup> (Odéon)

A B C D E F G

LES AMATEURS D'APPLE FONT LEUR CHEZ INTERNATIONAL COMPUTER.

LES AUTRES PÉDALENT DANS LE

Un Macintosh Plus et un disque dur 20 M.O. compatible 17990 F HT



INTERNATIONAL COMPUTER La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 4<sup>e</sup> • 42.72.26.26 • 64, av. du Prado Marseille 6<sup>e</sup> • 91.37.25.03

LITÉRIES CHEZ CAPELOU

Les meilleures marques. aux meilleurs prix.

TRECA EPEDA SIMMONS PRELLI

LA RUCON GRATUITES TRÈS RÉPÉTES DANS TOUS LES PAYS.

37, Av. de la République 75011 PARIS Tél. 43.57.46.35 • Métro: PASTEUR/ST. DENIS

Ordinateurs est maintenant en KIOSQUE

CETTE SEMAINE EN SUPPLÉMENT UN MAGAZINE

MAC

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT NOUVELLE COLLECTION PRIX EXCEPTIONNELS avec la garantie d'un grand maître tailleur

LEGRAND Tailleur

27, rue de 4-Septembre, Paris - Opéra Téléphones : 47-42-70-61. Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

HORS SERE SPECIAL MAC LE GUIDE DU MACINTOSH

SCIENCE VIE MICRO SVM

مكتبة في الجزائر